

altereo

eau et territoires durables



SYNDICAT DE L'ORGE



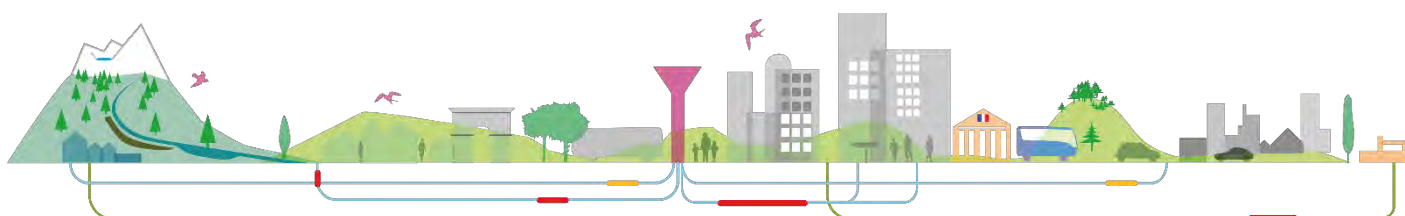
Réalisation du schéma directeur d'assainissement de la commune de Fontenay-lès-Briis



RAPPORT DE PHASE 5

Version 2 -Février 2026

Altereo
Agence de Montlhéry
119 Ter rue Paul Fort
91310 MONTLHERY
Tél : 01 69 74 14 00



altereo.fr

Identification du document

Elément		
Titre du document	Schéma directeur d'assainissement de la commune de Fontenay-lès-Briis – Rapport de Phase 5	
Nom du fichier	B22838 - SYORP - Fontenay les Briis - PHASE 5.docx	
Version	10/02/2026 11:02:00	
Rédacteur	Maxime BRU	Chargé d'étude
Vérificateur	Séverine BEBIOT	Assistante – Chargée de mission
Valideur	Guillaume DEBAECKER	Directeur d'Agence

Sommaire

1. OBJECTIF DE L'ETUDE	8
1.1. Le contexte réglementaire	8
1.2. Les principaux textes réglementaires	9
1.3. Le zonage d'assainissement de la commune de Fontenay-lès-Briis	10
1.4. Présentation du dossier de zonage	11
2. PRESENTATION DE L'AIRE D'ETUDE	12
2.1. La situation géographique et administrative	12
2.2. Météorologie	15
2.2.1. Climat	15
2.2.2. Pluviométrie	15
2.3. La topographie	16
2.4. La géologie	16
2.5. Hydrogéologie	19
2.6. L'hydrologie	21
2.6.1. Réseau hydrographique de surface	21
2.6.2. Qualité des eaux de surface	23
2.6.3. Masse d'eaux souterraines et objectifs de qualité	25
2.7. Les risques naturels, industriels et technologiques	26
2.7.1. Historique des catastrophes naturelles	26
2.7.2. Le risque inondation	26
2.7.3. Retrait-gonflement des argiles	28
2.7.4. Risques industriels et technologiques	30
2.8. Territoire à enjeux environnementaux	30
2.8.1. Le réseau « Natura 2000 »	30
2.8.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)	31
2.8.3. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)	31
2.8.4. Les zones humides	33
3. LE CONTEXTE HUMAIN	35
3.1. Démographie	35
3.2. Le parc de logement	35
3.3. L'organisation territoriale	36
3.3.1. Répartition de l'habitat sur le territoire	36
3.3.2. L'occupation du sol	37
3.3.3. Les orientations des PLU et des zones d'urbanisation future	38
4. LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	40
4.1. Le contexte général	40
4.2. Le fonctionnement du système de collecte séparatif	40
4.2.1. La collecte des eaux usées	40

4.2.2.	Le traitement des eaux usées.....	43
4.3.	La collecte des eaux pluviales	47
4.4.	L'assainissement non collectif	49
4.4.1.	Présentation.....	49
4.4.2.	Descriptif	50
4.4.3.	Les différentes filières de traitement.....	50
4.4.4.	Les rendements épuratoires.....	51
4.4.5.	L'assainissement non collectif sur la commune.....	51
5.	RACCORDEMENT DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE.....	54
5.1.	Secteur 1 : Rue de la Galotterie	54
5.2.	Secteur 2 : Rue Charles Ferdinand Dreyfus	55
6.	ETUDE DES SCENARII POUR LES SECTEURS EN ANC	56
7.	ETUDE DES SCENARII POUR LES SECTEURS EN ANC	56
7.1.	Scénarii de raccordement n°1 – Rue de Quincampoix.....	57
7.2.	Scénarii de raccordement n°2 – Rue de la Roche Turpin	60
7.3.	Scénarii de raccordement n°3 – Rue de Folleville.....	63
7.4.	Scénarii de raccordement du secteur 4 – Rue de Folleville.....	66
7.5.	Scénarii de raccordement n°5 – Hameau des Closeaux.....	69
7.6.	Scénarii de raccordement du secteur 6 – Raccordement au hameau de Verville	72
7.7.	Scénarii de raccordement du secteur 7 – Chemin des Meuniers	75
7.8.	Scénarii de raccordement du secteur 8 – Rue de Saint-Méry	78
7.9.	Comparaison des scénarii étudiés	81
8.	LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	82
8.1.	Zonage d'assainissement des eaux usées retenu	82
8.2.	Obligation de la collectivité et de l'usager.....	84
8.2.1.	En matière d'assainissement collectif	84
8.2.2.	En matière d'assainissement non collectif.....	85
9.	LE ZONAGE D'EAUX PLUVIALES	86
9.1.	Préambule	86
9.2.	Le principe de gestion des eaux pluviales	87
9.3.	Prise en compte des orientations du SDAGE Seine-Normandie	87
9.4.	Zonage d'assainissement des eaux pluviales retenu	88
9.5.	Le règlement du zonage d'assainissement des eaux pluviales	90
10.	ANNEXES.....	91

Table des figures

Figure 1 : Carte de situation du territoire communal - source IGN.....	13
Figure 2 : Découpage communautaire et syndical de l'aire d'étude:.....	14
Figure 3 : Evolution moyenne annuelle de la pluviométrie et des températures (Période 2010-2024).....	15
Figure 4 : Carte de présentation de la topographie sur le territoire communal de FONTENAY-LES-BRIIS (Source : topographic-map.com)	16
Figure 5 : Extrait de la carte géologique (source BRGM)	18
Figure 6 : Carte hydrogéologique (source BRGM).....	20
Figure 7 : Réseau hydrographique	22
Figure 8 : Carte des risques de remontées de nappes (source Géorisque).....	27
Figure 9 : Carte Aléa retrait gonflement des argiles (source : MEEDDAR / BRGM).....	29
Figure 10 : Recensement des Espaces Naturels Sensibles de l'aire d'étude (IGN / Conseil Départemental)	32
Figure 11 : Identification des enveloppes d'alerte potentiellement humides sur le territoire de Fontenay-lès-Briis (source : SAGE Orge-Yvette)	34
Figure 12 : Carte d'occupation des sols (source IAU IDF)	37
Figure 13 : Synthèse des orientations du PADD de FONTENAY-LES-BRIIS (extrait des documents du PLU – Bureau d'études SIAM)	39
Figure 14 : Synoptique de fonctionnement de la collecte des eaux usées sur la commune de Fontenay-lès-Briis	41
Figure 15 : Le fonctionnement du réseau d'eaux usées sur le territoire de Fontenay-lès-Briis	42
Figure 16 : Evolution des débits entrant de la Charmoise en 2024 (source bilan annuel de 2024).....	43
Figure 17 : Charges mesurées en entrée de station le 17/09/2024 (source bilan annuel de 2024)	44
Figure 18 : Evolution des débits entrant à la station d'épuration de Fontenay en 2024 (source bilan annuel de 2024)	46
Figure 19 : Evolution de charge en DBO5 en entrée de station (source bilan annuel de 2024)	47
Figure 20 : Le réseau d'eaux pluviales de FONTENAY-LES-BRIIS	48
Figure 21 : Localisation et conformité des habitations en ANC au 1er janvier 2026.....	53
Figure 22 : Localisation de la parcelle constructible de la rue de la Galotterie	54
Figure 23 : Localisation de la parcelle constructible de la rue Charles Ferdinand Dreyfus	55
Figure 24 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 1).....	58
Figure 25 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 2).....	61
Figure 26 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 3).....	64
Figure 27 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 4)	66
Figure 28 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 4).....	67
Figure 29 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 5)	69
Figure 30 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 5).....	70
Figure 31 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 6).....	73

Figure 32 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 7).....	76
Figure 33 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 8).....	79
Figure 34 : Plan du zonage d'assainissement d'eaux usées	83
Figure 35 : Plan du zonage de gestion des eaux pluviales	89

Table des tableaux

Tableau 1 : Données météorologiques – Station de Dourdan (2010 à 2024)	15
Tableau 2 : Etat écologique de la Charmoise à Bruyères-le-Châtel	23
Tableau 3 : Etat chimique du ruisseau de la Charmoise à Bruyères-le-Châtel	24
Tableau 4 : Objectifs qualité des masses d'eau présentes sur l'aire d'étude	25
Tableau 5 : Arrêtés de catastrophes naturelles sur le territoire d'étude depuis 1982	26
Tableau 6 : Evolution de la population depuis 1968	35
Tableau 7 : Le parc de logements du territoire d'étude en 2022	35
Tableau 8 : Taux d'occupation selon le type de logements	35
Tableau 9 : Évolution du parc de logements sur l'aire d'étude	36
Tableau 10 : Synthèse des PR sur l'aire d'étude	40
Tableau 11 : Normes de rejet de la station d'épuration de la Charmoise	43
Tableau 12 : Concentration et rendement en sortie de la station de la Charmoise	44
Tableau 13 : Normes de rejet de la station d'épuration de Fontenay-lès-Briis	45
Tableau 14 : Bilans hydrauliques en entrée de station en 2024	45
Tableau 15 : Conformité de la station d'épuration de Fontenay en 2024	47
Tableau 16 : Synthèse de la conformité des ANC	51
Tableau 17 : Détails des conformités des contrôles ANC au 1 ^{er} janvier 2026	52
Tableau 18 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 1)	57
Tableau 19 : Comparaison des scénarii (secteur 1)	59
Tableau 20 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 2)	60
Tableau 21 : Comparaison des scénarii (secteur 2)	62
Tableau 22 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 3)	63
Tableau 23 : Comparaison des scénarii (secteur 3)	65
Tableau 24 : Comparaison des scénarii (secteur 4)	68
Tableau 25 : Comparaison des scénarii (secteur 5)	71
Tableau 26 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 6)	72
Tableau 27 : Comparaison des scénarii (secteur 6)	74
Tableau 28 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 7)	75
Tableau 29 : Comparaison des scénarii (secteur 7)	77
Tableau 30 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 8)	78
Tableau 31 : Comparaison des scénarii (secteur 8)	80
Tableau 32 : Tableau comparatif des scénarios	81

1. Objectif de l'étude

1.1. Le contexte réglementaire

La Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 redéfinit le rôle des communes en matière d'assainissement qui se limitait, jusqu'alors, au seul assainissement collectif, l'assainissement non collectif relevant de la compétence exclusive des personnes privées.

En complément de la Loi sur l'Eau, les arrêtés du 03 décembre 2010, du 27 avril 2012, du 07 mars 2012 et 21 juillet 2015 **modifié par l'arrêté du 24 décembre 2024**, du fixent les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et collectif (cf. *annexe 1*).

Jusqu'à la promulgation de ces arrêtés, l'assainissement non collectif relevait, vis-à-vis de son installation et de son fonctionnement, des prescriptions techniques édictées par l'arrêté du 06 mai 1996 modifié et de la circulaire d'application du 22 mai 1997, des dispositions pertinentes du Règlement Sanitaire Départemental (article 30).

Initialement, vis-à-vis des compétences des collectivités territoriales, l'assainissement non collectif, ne devait être considéré que pour déterminer sa limite d'emploi, en fonction de l'obligation de raccordement aux réseaux d'eaux collectifs d'assainissement, existants ou nouveaux, établis par les articles L1331.1 et suivants du chapitre 1^{er} concernant la « Salubrité d'immeubles et d'agglomération » du titre III du Code de la Santé Publique.

Le titre II, Chapitre 2 de la Loi sur l'Eau, modifie donc cette situation en définissant des obligations et des responsabilités globales des Collectivités Territoriales en matière d'assainissement, et en faisant entrer l'assainissement non collectif dans le champ de leurs compétences par une modification du Code des Communes.

Le cadre juridique du zonage d'assainissement est codifié au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Article L2224-10 du CGCT :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif »
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu naturel aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R2224-7 du CGCT :

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif ».

Article R2224-8 du CGCT :

« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-6 à R. 123-23 du Code de l'Environnement ».

Article R2224-9 du CGCT :

« Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé. »

1.2. Les principaux textes réglementaires

La législation actuelle relative à l'assainissement a pour textes de base :

- La directive du Conseil des Communautés Européennes du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, modifiée par la directive de la Communauté du 27 février 1998 ;
- Les lois n°92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 et n°2006-**1772 sur l'Eau** et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- Le Code de l'Environnement, et plus particulièrement les articles R 214-1 à R 214-56 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues par l'article 10 de la Loi sur l'Eau ;
- Le Code de la Santé Publique (Parties législative, première partie, livre III, titre III, chapitre 1er, articles L1331-1 à L1331-16) ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales (Parties législative et réglementaire, deuxième partie, livre II, titre II, chapitre IV, sections 1 et 2) ;
- **La Directive Cadre Européenne du 23 octobre 2000, relative à la politique communautaire dans le domaine de l'eau.**

Les principaux textes d'application, actuellement en vigueur, sont :

- Assainissement collectif :
 - Arrêté du 21 juillet 2015 **modifié par l'arrêté du 24 décembre 2024** relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
- Assainissement non collectif :
 - Arrêté du 3 décembre 2010 **définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges des installations d'assainissement non collectif.**
 - Arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg DBO5/jour et relatif aux modalités **de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.**
 - Arrêté du 27 avril 2012 **relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.**
- Installations classées :
 - Arrêté du 2 février 1998 (modifié en partie et en dernier lieu par l'arrêté du 12 mars 2003) relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

1.3. Le zonage d'assainissement de la commune de Fontenay-lès-Briis

Le zonage d'assainissement est donc une obligation réglementaire fixée par le Code Général des Collectivités Territoriales, qui impose aux communes (et à leurs établissements publics de coopération) la délimitation, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées et les zones permettant la gestion des eaux pluviales.

Sur la commune de Fontenay-lès-Briis, le zonage s'intéressera aux zones urbanisées, actuelles et futures, et aux habitations non desservies par un réseau.

Le Syndicat de l'Orge possède la compétence de la gestion des eaux usées et la compétence SPANC de ces communes. A ce titre, la commune est soumise à des exigences sur la collecte et le traitement des eaux usées comme définie dans le règlement de l'assainissement collectif et non collectif du Syndicat de l'Orge, présenté en Annexe.

Le Syndicat de l'Orge possède également la compétence de la gestion des eaux pluviales mais ne finance pas les investissements sur ces réseaux.

Remarque :

- Le zonage n'est pas un document de programmation de travaux, par conséquent, il ne crée pas de droit d'acquis pour les tiers et ne fige donc pas une situation en matière d'assainissement.
- Le zonage d'assainissement n'est pas soumis à un échéancier en termes de programmation des travaux.
- L'approbation du zonage nécessite obligatoirement une mise à enquête publique.

Cette obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte, de respect de l'existant et de cohérence avec les documents de planification et de réglementation urbaine (PLU, carte communale, ...) qui intègrent, à la fois, l'urbanisation actuelle et future. Elle doit également permettre de s'assurer de la mise en place des outils d'épuration les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel considéré.

1.4. Présentation du dossier de zonage

Le présent dossier concerne le zonage d'assainissement d'eaux usées retenu par le Syndicat de l'Orge sur la commune de Fontenay-lès-Briis, conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce dossier précise les modes et les raisons qui ont conduit le Syndicat de l'Orge au choix du ou des systèmes d'assainissement retenus.

Ainsi, le dossier permet de définir pour les eaux usées :

- Les zones d'assainissement collectif ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif.

En harmonie avec les préoccupations du Maître d'Ouvrage, les solutions techniques proposées permettent de :

- garantir à la population la résolution des problèmes liés au traitement et à l'évacuation des eaux usées ;
- préserver les ressources souterraines en eau potable en veillant à leur protection contre les pollutions, et protéger la qualité des eaux de surface.

Les élus de la collectivité ont ensuite été amenés à arrêter les modalités d'assainissement retenues à l'échelle du territoire communal.

Le document présenté ici constitue le dossier de zonage d'assainissement, dont l'objectif est de réaliser une présentation générale, rappeler les compétences de la collectivité, présenter le zonage retenu et définir les implications de celui-ci.

2. Présentation de l'aire d'étude

2.1. La situation géographique et administrative

La commune de FONTENAY-LÈS-BRIIS est située dans le département de l'Essonne à une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Paris. Elle est rattachée administrativement à l'arrondissement de Palaiseau et respectivement aux cantons d'Arpajon et de Dourdan.

La localité fait partie de plusieurs entités à savoir :

- Le Syndicat de l'Orge, possédant les compétences relatives à l'assainissement et à la gestion des cours d'eaux sur 65 communes ;
- La Communauté de Communes du Pays de Limours intervenant dans les domaines de développement économique et d'aménagement du territoire ;
- Le Syndicat Eau Ouest Essonne possédant les compétences en termes de production et de distribution d'eau potable sur 15 communes.

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 981 hectares et l'altitude est variable, entre 59 et 170 m NGF. Il se situe sur le coteau Ouest de la vallée de l'Orge.

La commune est traversée notamment, d'Est en Ouest, par les routes départementales 97 et 152, et, du Nord au Sud, par la route départementale 3. La gare RER la plus proche se situe à la limite communale entre Bruyères-le-Châtel et Breuillet.

Fontenay-lès-Briis est bordée par plusieurs communes limitrophes :

- Janvry au Nord ;
- Marcoussis au Nord ;
- Bruyères-le-Châtel à m'Est et au Sud ;
- Saint-Maurice-Montcouronne au Sud-Est ;
- Courson-Monteloup au Sud-Est ;
- Briis-Sous-Forges à l'Ouest ;

La commune fait partie du Syndicat de l'Orge regroupant 65 communes dont neuf Communautés de Communes et d'Agglomération. Il est issu de la fusion au 1^{er} janvier 2019 entre :

- le Syndicat mixte de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA) ;
- le Syndicat mixte du Bassin Supérieur de l'Orge (SIBSO) ;
- le Syndicat Intercommunal de l'Hydraulique et de l'Assainissement (SIHA) de la région de Limours.

L'extrait de la carte IGN, reportée ci-après, présente la commune dans son environnement proche.



Figure 1 : Carte de situation du territoire communal - source IGN

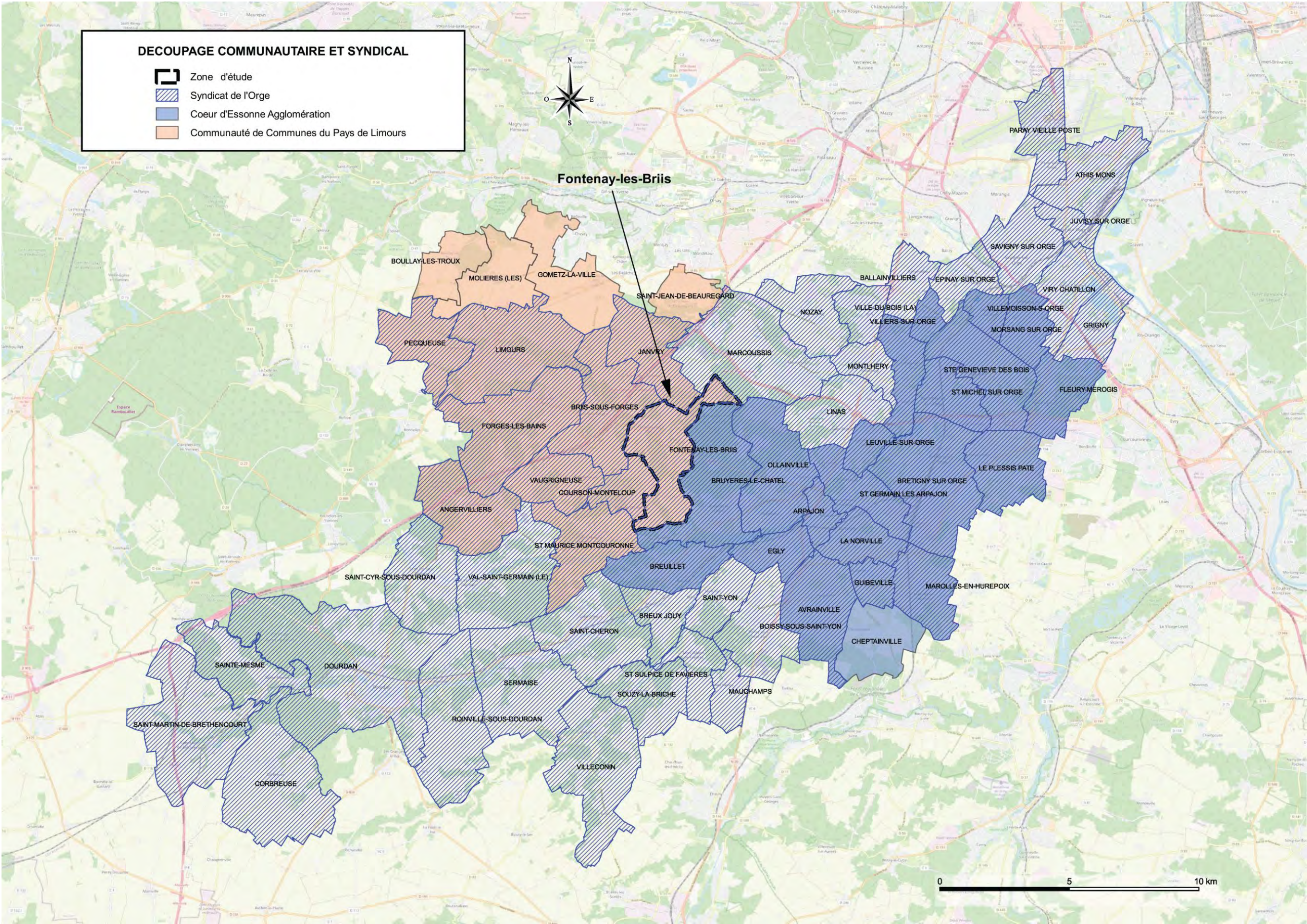


Figure 2 : Découpage communautaire et syndical de l'aire d'étude.

2.2. Météorologie

2.2.1. Climat

Le climat de l'Essonne est un climat océanique « dégradé », doux et assez peu ensoleillé. Il est caractérisé par un éloignement de la mer et l'apparition sporadique d'influences continentales qui renforcent les écarts de température.

A Dourdan, station de mesure météorologique la plus proche, la température moyenne est de 4,3°C en janvier et 19,8°C en juillet. Les normales annuelles déterminent une température minimale de 6,7°C et une température maximale de 15,9°C.

Les vents dominants sont essentiellement d'origine sud-ouest, notamment pour les vents forts et moyens, et dans une moindre mesure d'origine nord-est et est pour les vents moyens. La période la plus ventée s'étale d'octobre à mars.

2.2.2. Pluviométrie

La commune ne possède pas de station météorologique. Les données relatives aux températures et à la pluviométrie sont issues à la station Météo France de Dourdan, située à environ 13 km au Sud-Ouest de l'aire d'étude.

Le tableau et le graphique ci-après présentent les records et les statistiques 2010-2024 de la station météorologique de Dourdan :

Mois	Précipitations moyennes (mm)	Nombre de jour de pluie ≥ 1 mm	Nombre de jour de pluie ≥ 10 mm	T° moyennes (°C)
Janvier	54,3	11,1	0,9	4,4
Février	45,8	9,2	0,8	5,2
Mars	48,6	9,3	1,1	7,9
Avril	42,8	8,3	1,0	10,4
Mai	70,6	10,7	1,9	13,7
Juin	68,1	9,3	2,0	17,7
Juillet	50,4	6,7	1,8	19,7
Août	55,1	7,9	1,8	19,3
Septembre	55,8	8,1	1,6	16,3
Octobre	60,2	10,5	1,3	12,7
Novembre	60,4	10,3	1,4	8,0
Décembre	68,2	12,1	1,9	5,5
Cumul annuel	680,3	113,5	17,5	11,7

Tableau 1 : Données météorologiques – Station de Dourdan (2010 à 2024)

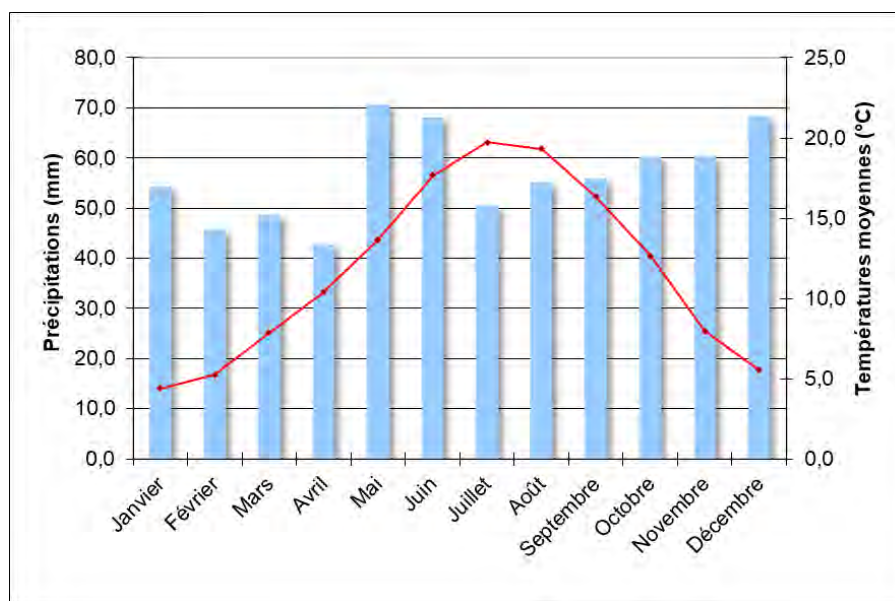


Figure 3 : Evolution moyenne annuelle de la pluviométrie et des températures (Période 2010-2024)

Les pluies sont également réparties sur l'année, avec 113,5 jours de pluie par an (environ 1 jour sur 3). La pluviosité annuelle moyenne est d'environ 680 mm par an, légèrement supérieure au reste de la région Île-de-France.

2.3. La topographie

La topographie de la commune de FONTENAY-LÈS-BRIIS suit la même variation, entre 169 m NGF au Nord (Forêt Départementale de la Roche Turpin), et 50 m NGF au sud au niveau du hameau d'Arpenty.

L'extrait de la carte IGN au 1/25 000^{ème}, reportée en figure 1, présente les courbes de niveaux topographiques sur la zone de l'étude, et la figure ci-dessous détaille ces niveaux.

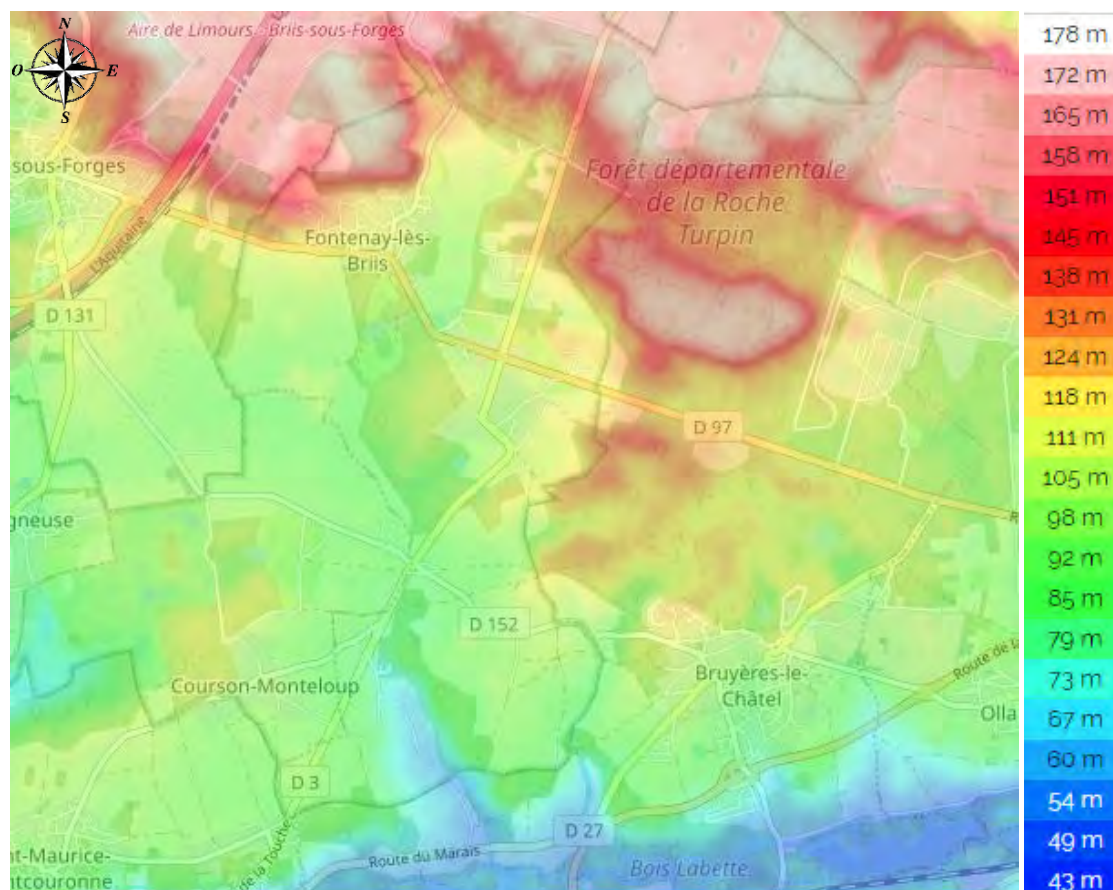


Figure 4 : Carte de présentation de la topographie sur le territoire communal de FONTENAY-LES-BRIIS (Source : topographic-map.com)

2.4. La géologie

Le territoire d'étude appartient à la région de l'Hurepoix. Celle-ci se caractérise par une surface tabulaire argileuse disséquée par le réseau de vallées dans les sables et grès de Fontainebleau, et par une importante couverture limoneuse.

Sur le territoire communal, on retrouve principalement :

- Les limons des plateaux (LP) :

Conservés dans des dépressions, ces formations superficielles nappent les reliefs et sont à l'origine de l'épaisseur importante des sols des plateaux et donc de leur richesse agricole. Ils sont présents à l'extrémité Nord du territoire communal.

- Meulière de Montmorency et argile à meulière de Montmorency (g3a et g2b2) :

Cette formation du Stampien supérieur couvre les sables de Fontainebleau et les protège de l'érosion. Cette couche se situe en limite Nord de la commune.

- Sables et grès de Fontainebleau (g2, g2b et g2a-b) :

Cette formation géologique du Stampien supérieur est la plus présente sur le territoire communal, depuis le bourg jusqu'au hameau de la Roncière. Il s'agit de sables siliceux blancs purs à grisâtres pouvant atteindre 70m. Ils apparaissent parfois ocre à roux, de part une contamination par les eaux pluviales ou des nappes alluviales. Les grès abondent et sont observables en affleurement ou en sondages.

- Calcaire et argile à meulière de Brie du Stampien inférieur, Sannoisien (g1b) :

Cette couche est composée de marnes calcaireuses blanches, tendres, farineuses et de calcaires plus ou moins marneux, blanc passant à des calcaires grisâtres, souvent siliceux et meulièrement en surface. Elle est affleurante de manière très localisée au hameau de la Roncière le long de la Charmoise.

- Argile verte de Romainville du Ludien, Sannoisien (e7a-g1, g1-e7a et g1a) :

Il s'agit d'une argile plastique compacte, à dominante illitique, renfermant des rognons calcaireux. Ces argiles se situent sur les versants de la Gironde et de la Charmoise.

- Calcaire de Champigny (e7-6) :

Il se présente sous forme compact et renferme des concrétions siliceuses brunes et des marnes crème. On en retrouve sur le versant Ouest de la Charmoise.

- Sables et grès de Breuillet (e3 et e3b) :

C'est un sable très hétérométrique, assez grossier, à stratification oblique. Il comporte des lits grossiers, ou d'autres très fins, et des niveaux lenticulaires de petits silex noirs ou blancs, centimétriques, polyédriques ou à cupules. Ces sables se situent sur les deux versants de la Charmoise.

- **Argile plastique du Sparnacien et argile sableuse de l'Yprésien (e3a) :**

Cette formation est caractérisée par une argile sableuse grise de 5 à 7m renfermant quelques niveaux ligniteux peu épais passant à une argile plastique. Cette dernière est kaolique, bariolée (bleutée, noirâtre, verdâtre, rouge ou rose) contenant des cristaux translucides de gypse lamellaire et des lentilles ligniteuses ou sableuses.

- Craie blanche à silex du Sénonien (C6) :

Cette craie affleure au fond des vallées de la Charmoise, de l'Orge et de la Rémarde.

- Alluvions récentes (Fz) :

Ce sont des dépôts sableux, limoneux et tourbeux présents dans le fond des vallées ayant un cours d'eau permanent.

Dans les vallées, les alluvions sont formées de graviers, de blocs calcaires et de **matériaux issus de l'érosion des formations géologiques entaillées par la rivière.**

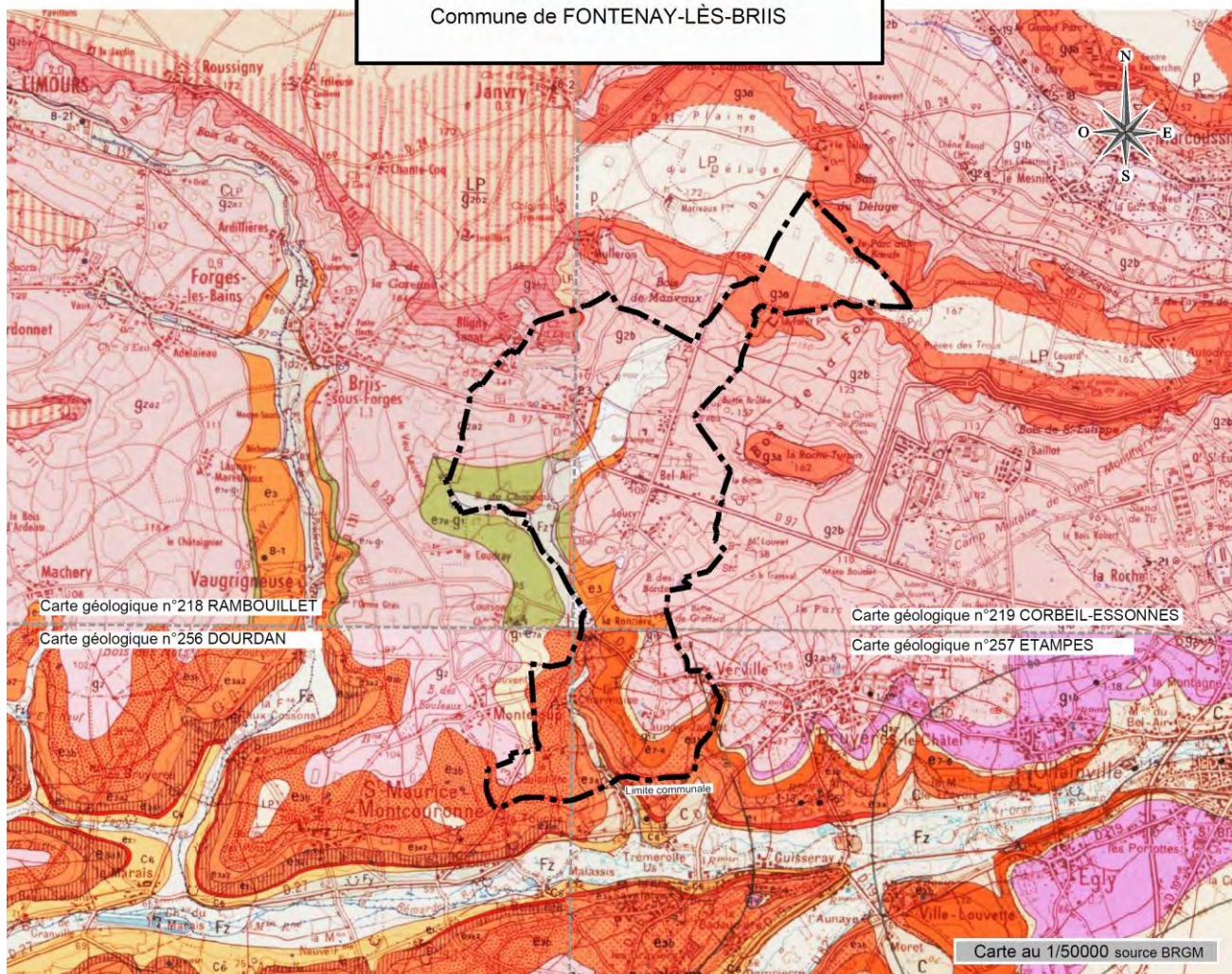
Les limons présents au niveau du plateau au Nord-Est de FONTENAY-LES-BRIIS, les argiles présentes au Nord et au sud du bourg et près de la vallée de la Charmoise **ont une perméabilité relativement faible, ce qui a tendance à favoriser le ruissellement de l'eau vers la vallée.**

L'alternance de sables, de grès et d'argiles à proximité des vallées, constituent un socle peu perméable favorable à la formation de nappes perchées.

Les sables de Fontainebleau présents sur une grande partie du territoire d'étude (comprenant une très grande partie des zones urbaines) et les colluvions et alluvions présents dans les vallées de la Charmoise, permettent une infiltration de l'eau et peu de ruissellement.

La représentation des couches superficielles géologiques de l'aire d'étude se retrouve sur les cartes géologiques du BRGM au 1/25000 de Rambouillet, Corbeil-Essonnes, Dourdan et Etampes (cf. Figure ci-après).

CARTE GEOLOGIQUE
Commune de FONTENAY-LÈS-BRIIS



Légende

Feuille N°218 - RAMBOUILLET

- Fz Alluvions à texture limono-argilo-sableuse
- g2a2(1) Stampien moyen - g2a2 - Sables de Fontainebleau
- e7a- Luden-Stampien inférieur (= Sannoisien) : Marnes gypseuses, Argiles vertes de Romainville, Calcaire de Brie
- e3 Yprésien inférieur (= Spamacien) : Sables de Breuillet et Argile plastique

Feuille N°256 - DOURDAN

- LP Limons des plateaux
- Fz Alluvions modernes
- g2 Grès et sables de Fontainebleau. Stampien moyen et inférieur
- g1- Calcaire de Brie, Argile verte de Romainville, Marnes supra-gypseuses (Sannoisien-Ludien indifférenciés)
- e3b Sables et grès de Breuillet (Yprésien)
- e3a2 Argile sableuse (Yprésien)
- e3a1 Argile plastique (Yprésien, Spamacien)
- e1 Marnes de Meudon (Montien)
- c6 Craie blanche à silex (Sénonien)

Feuille N°219 - CORBEIL-ESSONNES

- LP Limons des plateaux
- EC Formations de versant, éboulis et colluvions
- Fz Alluvions récentes
- g3a Oligocène supérieur. Meulière de Montmorency et Argile à Meulière de Montmorency
- g2b Stampien supérieur. Sables et grès de Fontainebleau
- g1b Stampien inférieur ("Sannoisien"), Calcaire de Brie et argile à meulière de Brie
- e3 Spamacien; sable de Breuillet et argiles plastiques
- hydro Hydro

Feuille N°257 - ETAMPES

- C Colluvions et dépôts de fonds de vallées sèches
- Fz Alluvions modernes
- g2 Grès et sables de Fontainebleau. Stampien moyen et inférieur
- g1- Calcaire de Brie, Argile verte de Romainville, Marnes supra-gypseuses (Sannoisien-Ludien indifférenciés)
- e3b Sables et grès de Breuillet (Yprésien)
- e3a2 Argile sableuse (Yprésien)
- e3a1 Argile plastique (Yprésien, Spamacien)
- e1 Marnes de Meudon (Montien)
- c6 Craie blanche à silex (Sénonien)
- Hydro Hydro

Figure 5 : Extrait de la carte géologique (source BRGM)

2.5. Hydrogéologie

Comme le montre la carte hydrogéologique ci-après, le territoire d'étude connaît quatre situations hydrogéologiques distinctes.

La première est composée par les sables et grès (Stampien) de Fontainebleau. Ils permettent la présence de nappes étendues ou localisées dans des buttes-témoins. Ces nappes sont limitées par les marnes à huîtres (Stampien inférieur) ou par les marnes du Sannoisien, couches bien plus imperméables. Cette strate (sables et grès) offre, au final, une perméabilité généralement élevée. On la retrouve sur les hauteurs de FONTENAY-LES-BRIIS.

La deuxième est constituée de craie, majoritairement blanche à silex campanienne. Le réservoir est très hétérogène au niveau de la **masse d'eau (perméabilité de la craie variable)**. **La nappe est généralement libre mais il n'est pas exclu que les alluvions et les colluvions argileuses la mettent localement en charge.** Elle peut présenter un écoulement karstique, notamment dans la partie ouest **de la masse d'eau où des bêtouilles ont été inventoriées.**

La troisième correspond aux marnes du Sannoisien inférieur et du Ludien. Située en bordure de *la Rémarde*, elle présente une perméabilité très faible. Elle supporte la dernière situation **hydrogéologique de l'aire d'étude, à savoir la nappe alluviale argilo-sableuse** du long de *la Rémarde*, au Sud du territoire communal. Elle présente une perméabilité variable, faible en général, pouvant apporter des eaux claires parasites dans les réseaux d'**assainissement.**

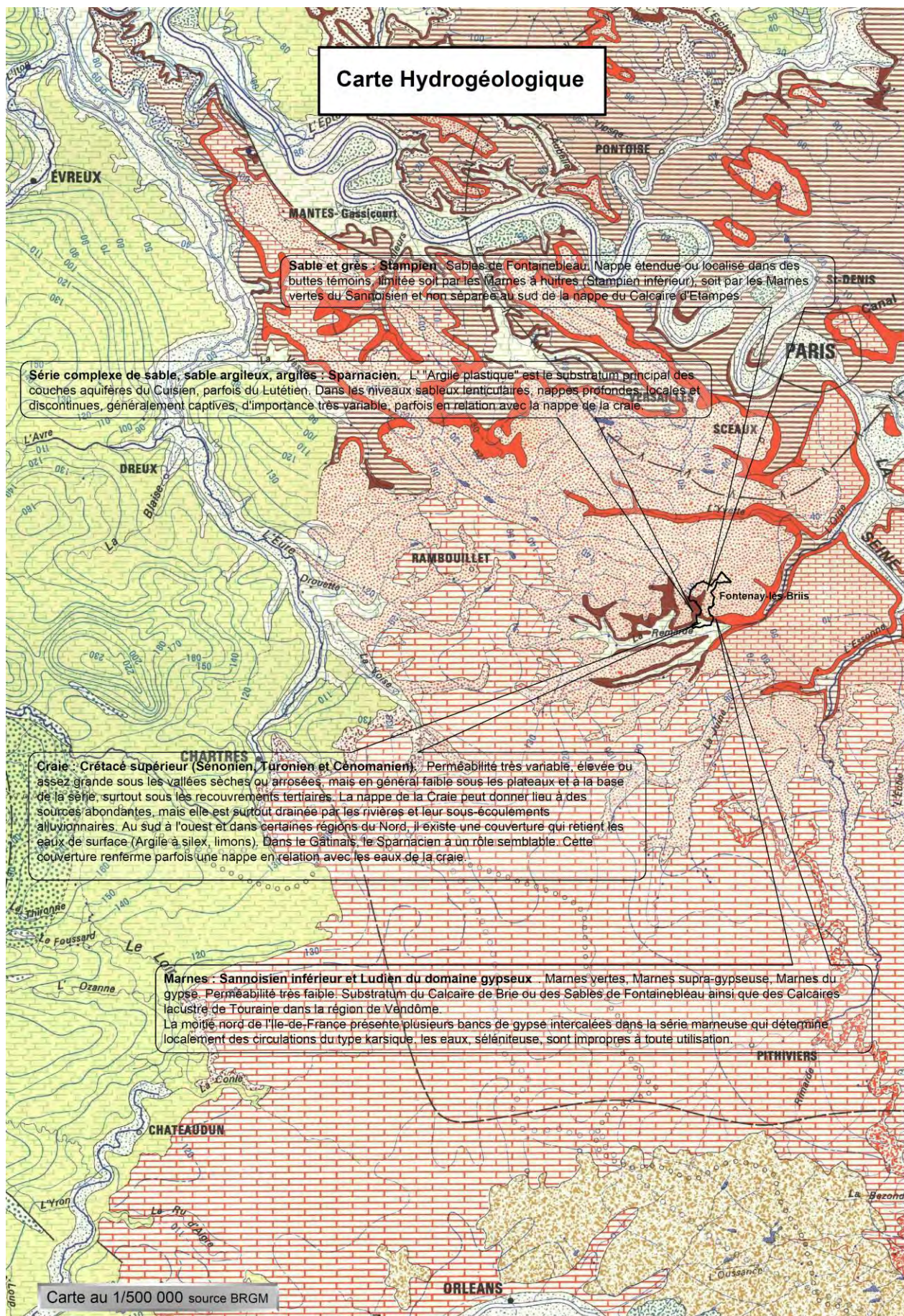


Figure 6 : Carte hydrogéologique (source BRGM)

2.6. L'hydrologie

2.6.1. Réseau hydrographique de surface

La carte du réseau hydrographique est présentée ci-après. Les principaux cours d'eau recensés sur le territoire d'étude sont :

- La Charmoise : d'une longueur de 7,5 km, elle est un affluent de la Rémarde et traverse le territoire communal de FONTENAY-LES-BRIIS du Nord au Sud.
- La Gironde : elle traverse FONTENAY-LES-BRIIS du Nord vers le Sud pour rejoindre la Charmoise.

On retrouve également des ruisseaux à ciel ouvert se formant à l'occasion de fortes pluies.

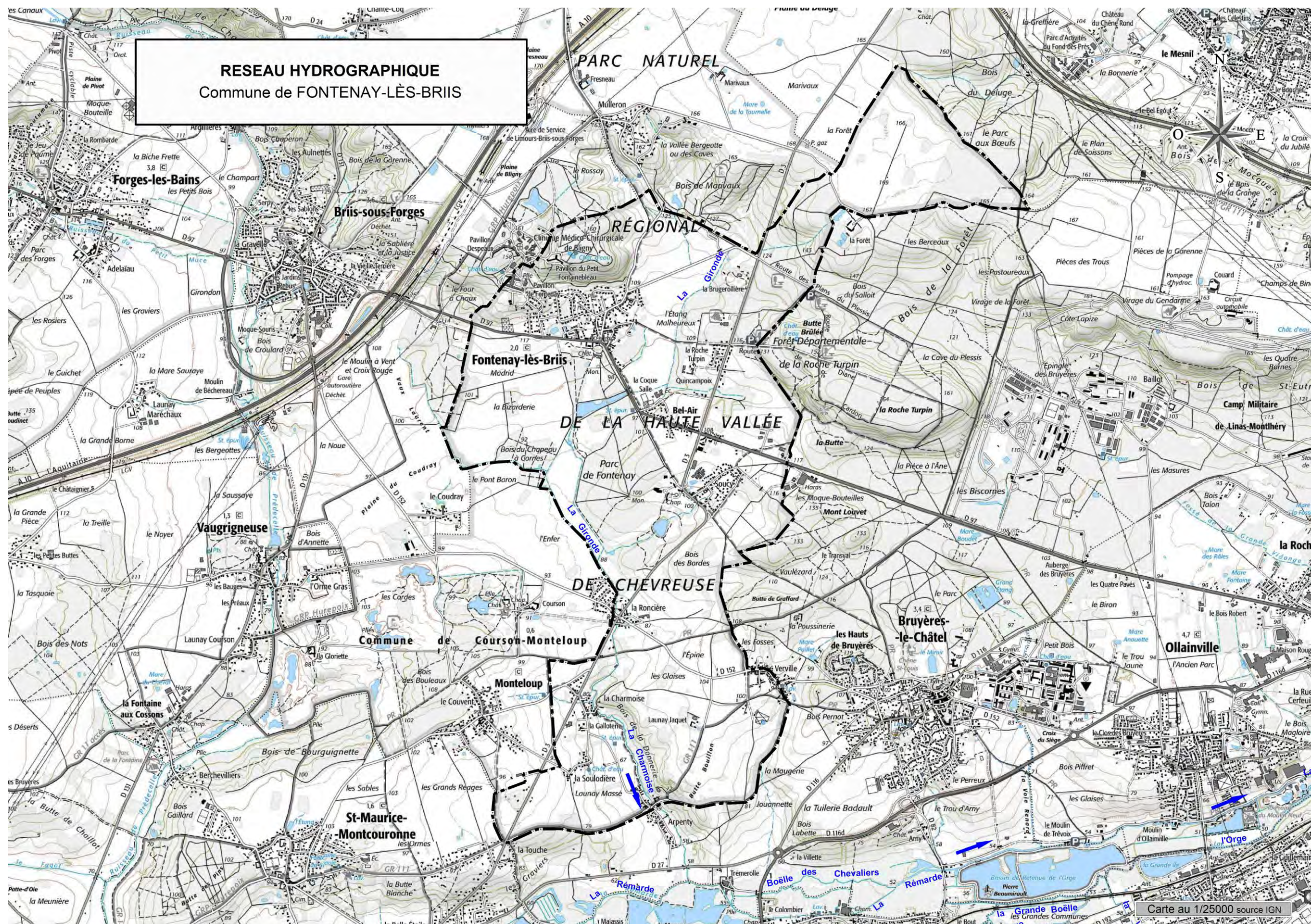


Figure 7 : Réseau hydrographique

2.6.2. Qualité des eaux de surface

- Le ruisseau de la Charmoise (masse d'eau FRHR97 – F4634000) :

Les objectifs de bon état chimique ont été atteints en 2015 et les objectifs de bon état écologique ont été repoussés à 2027 en raison d'une présence trop importante de pesticides et de nutriments.

Une station de mesures (code station : 3075379) se situe sur le territoire communal de **BRUYÈRES-LE-CHÂTEL** en aval du hameau d'Arpenty, à proximité de la D27. Des mesures sur la quasi-totalité des paramètres écologiques ont été faites en 2025.

Les résultats sont donnés dans les tableaux ci-après.

Concernant les paramètres physico-chimiques, le ruisseau de la Charmoise présente un état moyen en 2025 dû à une concentration élevée en Ortho-phosphate, phosphate, nitrates et nitrites.

Année		2025
ETAT ECOLOGIQUE		
Paramètre (Unité)	Code SANDRE	
Physico-chimie		
Bilan de l'oxygène		
Oxygène dissous (mg O ₂ /L)	1311	9,12
Taux de saturation en O ₂ (%)	1312	77,56
Demande biochimique en Oxygène (mg O ₂ /L)	1313	2,04
Carbone organique dissous (mg C /L)	1841	4,66
Nutriments		
Orthophosphates (mg PO ₄ ³⁻ /L)	1433	0,92
Phosphore total (mg P /L)	1350	0,37
Ammonium (mg NH ₄ ⁺ /L)	1335	0,16
Nitrites (mg NO ₂ ⁻ /L)	1339	0,18
Nitrates (mg NO ₃ ⁻ /L)	1340	19,60
Acidification		
pH mini	pH _{min}	7,60
pH maxi	pH _{max}	8,16
Température (°C)	1301	11,38

Etat écologique

NC	Non Communiqué (Absence de données)
	Très bon état
	Bon état
	Etat moyen
	Etat médiocre
	Mauvais état

Tableau 2 : Etat écologique de la Charmoise à Bruyères-le-Châtel

Année		2025
ETAT CHIMIQUE		
Paramètres	Somme de paramètres	Code SANDRE
Alachlore (µg/L)	1101	0,005
Anthracène (µg/L)	1458	0,001
Atrazine (µg/L)	1107	0,015
Benzène (µg/L)	1114	0,5
Cadmium et composés (µg/L)	1388	0,01
Chlorfenvinphos (µg/L)	1464	0,005
Chloroalcanes C10-13 (µg/L)	1955	0,1
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos) (µg/L)	1083	0,001
DDT total (µg/L)	=1148+1147+1146+1144	DDTT
1,2-dichloroéthane (µg/L)	1161	0,5
Dichlorométhane (µg/L)	1168	5
Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) (µg/L)	1461 puis 6616	0,4
Diphényléthers bromés (µg/L)	=20+2919+2916+2915+2912+2911	DB
Diuron (µg/L)	1177	0,044
Endosulfan (µg/L)	=1178+1179	1743
Fluoranthène (µg/L)	1191	0,005
Hexachlorobenzène (µg/L)	1199	0,001
Hexachlorobutadiène (µg/L)	1652	0,03
HAP - Benzo(a)pyrène (µg/L)	1115	0,00359
HAP - Benzo(b)fluoranthène et f	=1116+1117	BenzoBK
HAP - Benzo(g,h,i)perylene et In	=1118+1204	BI
Isoproturon (µg/L)	1208	0,02
Mercure et ses composés (µg/L)	1387	0,01
Naphtalène (µg/L)	1517	0,0146
Nickel et ses composés (µg/L)	1386	2
Nonylphénol (4-nonylphénol) (µg/L)	5474	0,09
Octylphénol (4-(1,1',3,3'-tétraméthylbutyl)-phénol) (µg/L)	1959	0,03
Pentachlorobenzène (µg/L)	1888	0,0005
Plomb et ses composés (µg/L)	1382	0,1
Simazine (µg/L)	1263	0,005
Tétrachloroéthylène (µg/L)	1272	0,5
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) (µg/L)	2879	0,0002
Trichlorobenzènes (µg/L)	=1283+1630+1629	1774
Trichloroéthylène (µg/L)	1286	0,5
Trichlorométhane (chloroforme) (µg/L)	1135	0,5
Trifluraline (µg/L)	1289	0,005

Etat chimique

	Absence de données
	informations insuffisantes
	Bon état
	Mauvais état
Indice	Indice de confiance (Faible, Moyen, Elevé)

n.a.	non analysé
d.p.	données partielles

Tableau 3 : Etat chimique du ruisseau de la Charmoise à Bruyères-le-Châtel

- Le ruisseau de la Gironde (masse d'eau FRHR97 – F4614000) :

Ce cours d'eau présente un état écologique et chimique mauvais. Les objectifs de bon état biologique ont été reportés à 2027 en raison de la présence de pesticides alors que les objectifs de bon état chimique sont repoussés à 2033. Les paramètres déclassants sont les HAP comme pour la plupart des cours d'eau du bassin Seine-Normandie.

Il n'existe actuellement aucune station de mesures sur le ruisseau de la Gironde.

2.6.3. Masse d'eaux souterraines et objectifs de qualité

Le territoire d'étude est concerné par les deux masses d'eaux souterraines suivantes, de la plus affleurante à la plus profonde :

- FRHG102 « Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix » ; il s'agit d'une nappe libre dans sa majeure partie formée d'une multicouche d'entités aquifères composées de plusieurs niveaux semi-perméables et perméables. Elle est essentiellement alimentée par infiltration des eaux de pluie excédentaires.
- FRHG218 « Albien-Néocomien captif » ; il s'agit d'une nappe captive sablo-argileux constituant un réservoir profond située sous la craie du bassin parisien. Elle est bien protégée des pollutions de surface et présente une qualité des eaux généralement très bonne.

La limite de la masse d'eau FRGG092 « Calcaires tertiaires libres de Beauce » coïncide avec l'extrémité Sud de la commune.

D'après le SDAGE 2016-2021 du Bassin de la Seine et des cours d'eau Côtiers Normands, l'objectif de bon état chimique est seulement atteint pour la masse d'eau FRHG218. Le tableau récapitulatif est présenté ci-dessous :

Masse d'eau souterraine	Objectif état chimique		Objectif état quantitatif	
	Objectif et délai d'atteinte	Paramètres causes de non atteinte de l'objectif	Objectif et délai d'atteinte	Paramètres causes de non atteinte de l'objectif
FRHG102	Bon état en 2027	Pesticides (atrazine déséthyl), somme du tétrachloroéthylène, du trichloroéthylène, NO ₃ , NO ₂ , NH ₄ , Cu et P	Bon état en 2015	-
FRHG218	Bon état en 2015	-	Bon état en 2015	-

Tableau 4 : Objectifs qualité des masses d'eau présentes sur l'aire d'étude

2.7. Les risques naturels, industriels et technologiques

2.7.1. Historique des catastrophes naturelles

Depuis 1982, la commune a fait l'objet de nombreux arrêtés de catastrophes naturelles :

Commune	Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
FONTENAY-LES-BRIIS	Inondations et coulées de boues	08/10/2024	13/10/2024	23/10/2024	26/10/2024
	Inondations et coulées de boues	28/05/2016	05/06/2016	15/06/2016	16/06/2016
	Inondations et coulées de boues	06/07/2001	07/07/2001	15/11/2001	01/12/2001
	Inondations et coulées de boues	07/07/2000	07/07/2000	30/11/2000	17/12/2000
	Inondations, coulées de boues et mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
	Inondations et coulées de boues	05/08/1997	06/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
	Inondations et coulées de boues	27/05/1992	28/05/1992	16/10/1992	17/10/1992

Tableau 5 : Arrêtés de catastrophes naturelles sur le territoire d'étude depuis 1982

2.7.2. Le risque inondation

La commune de Fontenay-Lès-Briis est principalement soumise aux inondations de type :

- ✓ **Inondation par débordement** : le cours d'eau sort de son lit mineur pour occuper son lit majeur. Il submerge alors les terrains urbanisés qui s'y trouvent. Ce sont des crues d'hiver avec une montée des eaux relativement lente et progressive.

Un projet de PPRI de la Rémarde et de ses affluents (Charmoise, Prédecelle, Petit Muce) est actuellement conduit par la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne et concernera l'ensemble des cours d'eau de l'aire d'étude.

- ✓ **Inondation par remontée de nappes** : le niveau de la nappe phréatique remonte jusqu'à la surface du sol. Ce phénomène a principalement lieu durant les périodes de recharge des nappes en hiver (infiltration d'une plus grande quantité d'eau due aux précipitations).

La carte ci-après présente l'aléa d'inondation par remontée de nappe sur le territoire d'étude.

On retrouve un aléa fort de remontée de nappe au niveau des vallées de la Gironde et de la Charmoise comprenant la majeure partie des zones urbaines de FONTENAY-LES-BRIIS. Le risque d'apports d'eaux claires parasites dans le système d'assainissement est donc élevé.

Au niveau du reste du territoire communal, l'aléa de remontée de nappe est faible.

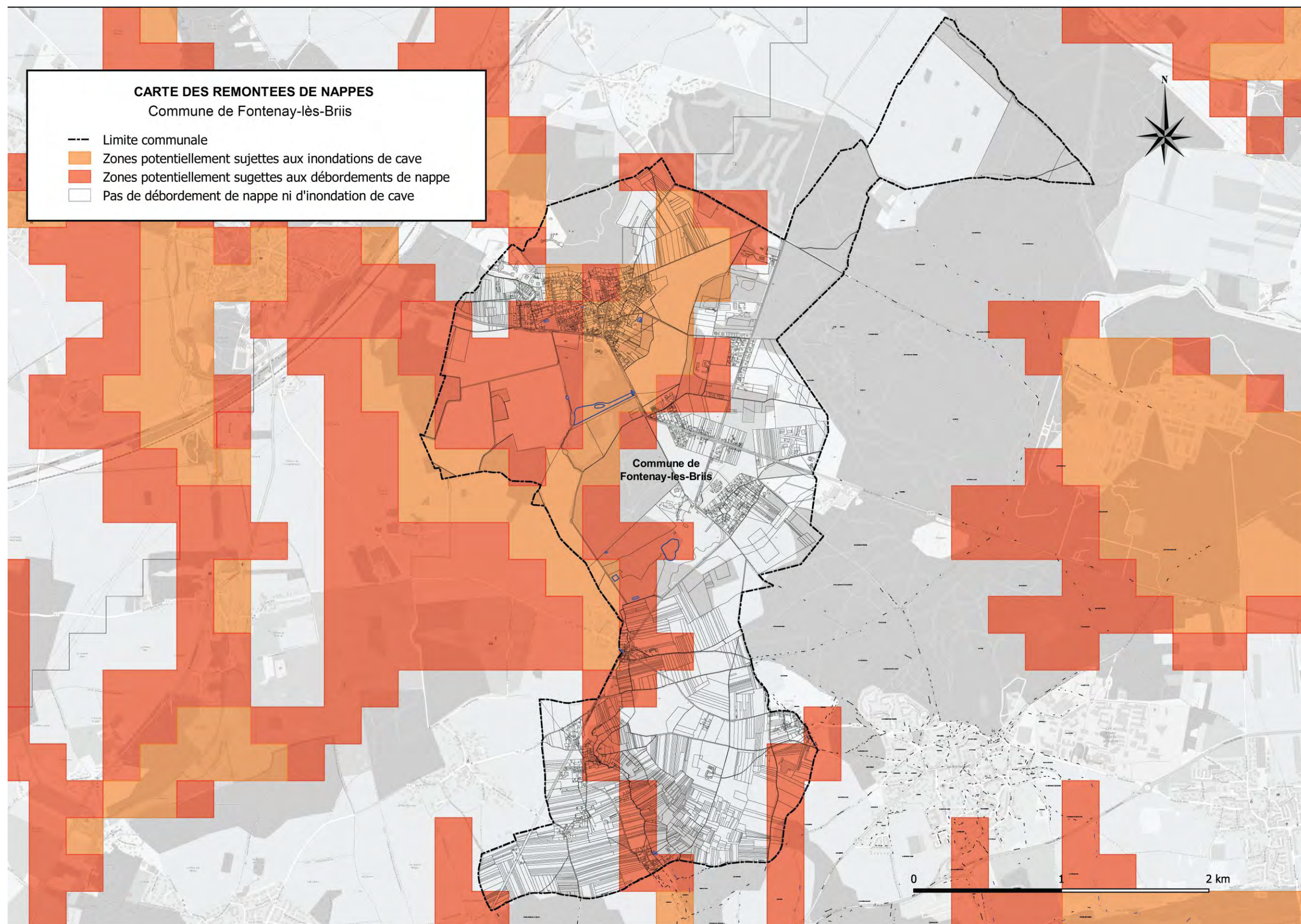


Figure 8 : Carte des risques de remontées de nappes (source Géorisque)

2.7.3. Retrait-gonflement des argiles

Le dossier départemental, intitulé « Risques Majeurs », décrit le risque de mouvement de terrain comme un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol en fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Sur le territoire d'étude, ce risque est évoqué dans la mesure où il est lié aux phénomènes de retrait gonflement des sols argileux, dû à la présence de couches argileuses.

Ces variations de volumes des sols argileux entraînent des mouvements différentiels des terrains d'assise des constructions et des ouvrages enfouis (réseau d'assainissement).

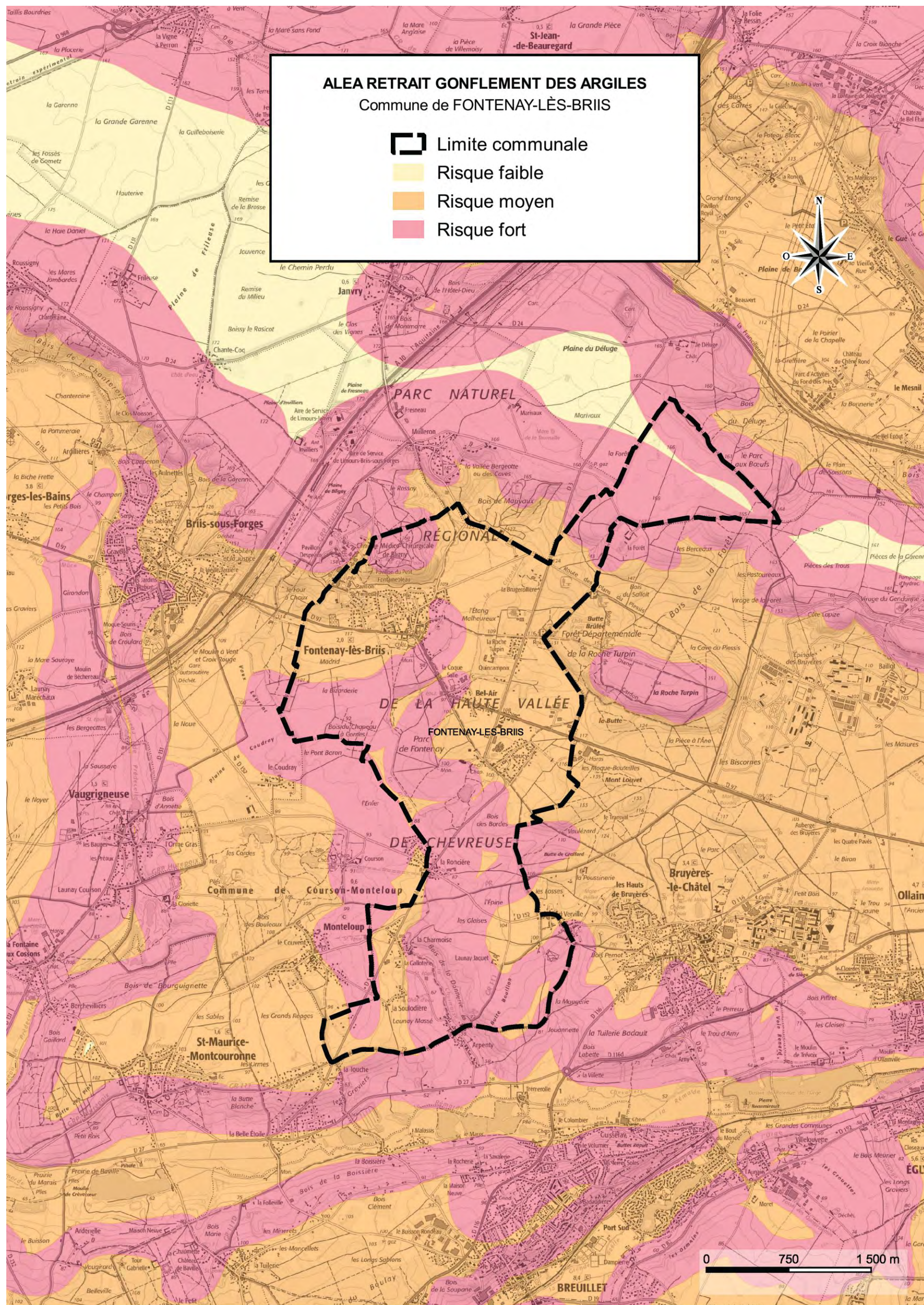
La prévention des risques liés au retrait gonflement des argiles n'interdit pas la construction mais implique des règles de construction adaptées en fonction de la nature des sols rencontrés.

Trois axes sont privilégiés :

- L'adoption de règles de construction simples et efficaces pour le bâti neuf (fondations adaptées, rigidité de la structure...).
- La gestion de l'eau autour du bâti (récupération des eaux pluviales, réseau de canalisations d'eaux usées et pluviales étanches...).
- La gestion des arbres autour du bâti.

La carte d'aléas ci-après, permet de cerner les secteurs où les phénomènes sont particulièrement marqués et permet aussi d'apprécier les zones d'altération potentielle des conduites d'assainissement.

Le hameau d'Arpenty au Sud et la partie Nord comprenant le bourg de *FONTENAY-LÈS-BRIIS* et la partie Est comprenant le hameau de Bel-Air sont soumis à un aléa moyen. Le reste du territoire comprenant les zones urbaines des hameaux de la Roncière et de la Charmoise est soumis à un aléa fort.



2.7.4. Risques industriels et technologiques

En terme de risques industriels et technologiques, aucune installation classée ICPE ne se trouve sur le territoire communal de FONTENAY-LES-BRIIS.

2.8. Territoire à enjeux environnementaux

2.8.1. Le réseau « Natura 2000 »

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union Européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité. Ce réseau, mis en place en application de la Directive « Oiseaux » de 1979 et de la Directive « Habitats » de 1992, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

La structuration de ce réseau comprend :

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la directive « Oiseaux » ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs.
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive « Habitats ».

La mise en place d'un site Natura 2000 se décompose en trois volets :

- La désignation du site est établie par un arrêté ministériel après une consultation locale.
- Un document d'objectifs organise, pour chaque site, la gestion courante.
- Les projets d'aménagement susceptibles de porter atteinte à un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'un volet complémentaire d'analyse préalable et appropriée des incidences.

L'intégration d'un espace naturel à ce réseau fait l'objet d'une désignation précédée d'une phase d'inventaire : l'inventaire des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) conduit à la désignation des ZPS, l'inventaire puis la proposition de sites d'importance communautaire (SIC) conduit à la désignation des ZSC.

D'après la base de données de l'INPN, aucune zone Natura 2000 n'est identifiée sur la commune de Fontenay-lès-Briis.

2.8.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des **Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique** (ZNIEFF) a pour objectif de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Les ZNIEFF sont des zones naturelles dont l'intérêt repose sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème ou sur la présence d'espèces botaniques ou d'animaux remarquables. Il s'agit d'un inventaire national dont il existe 2 types :

- Les ZNIEFF de type 1 correspondent à des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique. **Il s'agit de gros ensembles écologiques remarquables par une concentration d'enjeux forts du patrimoine naturel.** Les zones de type 1 peuvent être situées dans le périmètre de zones de type 2.
- Les ZNIEFF de type 2 correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités importantes. Elles possèdent un rôle fonctionnel **ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.** Ce sont ainsi de vastes ensembles biogéographiques remarquables et cohérents, au patrimoine naturel globalement plus riche que les territoires environnants.

Les ZNIEFF ne créent pas une réglementation « opposable aux tiers » mais elles constituent un outil d'information et d'alerte sur l'intérêt de ces zones. En tant qu'inventaire de référence, elles doivent être prises en compte dans les documents d'aménagement, comme le prévoient les textes en vigueur.

Le patrimoine naturel est fragile, il est susceptible d'évoluer rapidement sous l'influence des interventions humaines. Sa protection est non seulement nécessaire à l'équilibre écologique du territoire mais aussi à l'identité des paysages. La rareté des espèces vivantes qu'il abrite constitue l'une de ses richesses.

D'après la base de données de l'INPN, aucune ZNIEFF n'est identifiée sur la commune de Fontenay-lès-Briis

2.8.3. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les espaces naturels sensibles (ENS) sont des zones naturelles remarquables et fragiles. Ces espaces sont protégés par la loi du 18 juillet 1985 (modifiée par celles du 2 février 1995 et du 7 février 2002). Le Département (en collaboration avec différents partenaires (collectivités locales, associations, ...)) **est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non.**

La politique active de préservation des espaces naturels sensibles se définit autour de trois critères :

- La richesse naturelle (au plan floristique, faunistique, écologique et géologique) ;
- La qualité du cadre de vie (paysages naturels, culturels, intérêt pédagogique ou de détente) ;
- La fragilité (pression de l'urbanisation, urbanisation non contrôlée, espaces abandonnés, présence de nuisances ou de pollutions diverses).

Les milieux humides présentent un intérêt majeur, aussi bien sur le plan écologique (accueil d'une biodiversité riche) que pour la régulation du débit des eaux (et donc la limitation du risque d'inondation).

Les ENS recensés à FONTENAY-LES-BRIIS concernent les espaces boisés présents sur l'aire d'étude et l'espace agricole situé entre les hameaux d'Arpenty et de la Soulaudière.

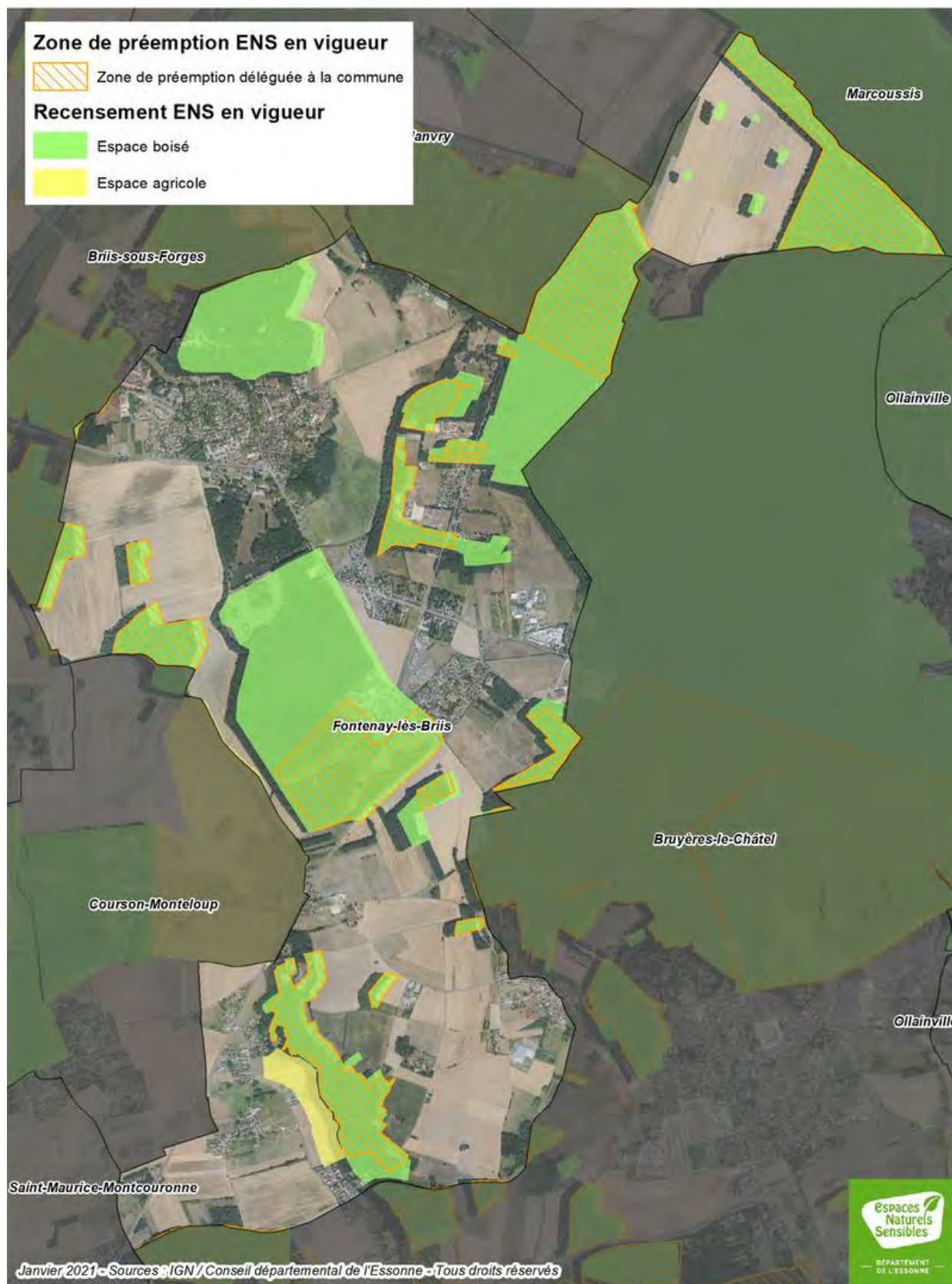


Figure 10 : Recensement des *Espaces Naturels Sensibles* de l'aire d'étude (IGN / Conseil Départemental)

2.8.4. Les zones humides

Les milieux humides présentent un intérêt majeur, aussi bien sur le plan écologique (accueil d'une biodiversité riche) que pour la régulation du débit des eaux (et donc la limitation du risque d'inondation).

Afin de consolider sa connaissance des secteurs potentiellement humides en Ile-de-France, selon les deux familles de critères mises en avant par l'arrêté du 24 juin 2008, modifié par la loi du 24 juillet 2019 (critères relatifs au sol ou critères relatifs à la végétation), la DRIEAT (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports) a établi une cartographie de synthèse qui localise, selon quatre classes (A à D), la probabilité de présence d'une zone humide.

Le territoire communal présente des secteurs sous 2 classes (voir figure ci-après) :

- Classe A : Zones humides avérées dont les limites peuvent être à préciser. Les zones de classe A se trouvent majoritairement sur les rives du ru de la Gironde et du ru de la Charmoise
- Classe B : Zones humides probables dont le caractère humide reste à vérifier et dont les limites sont à préciser. Ces zones **dispersées de manière homogène sur l'intégralité du territoire communal**, en particulier au niveau des bois et des terrains en friche.

Le SAGE protège via ses documents réglementaire (PAGD, règlement) les zones humides identifiées ou non sur son bassin versant.

Pour cela il fixe notamment des consignes dédiées aux documents d'urbanisme :

« Les documents d'urbanisme doivent assurer la protection des zones humides de leur territoire, inventoriées comme « avérées » sur les cartes issues de l'étude zones humides validée en 2019, mais également celles non inventoriées par le SAGE conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'urbanisme.

Les données SIG (shp) des Zones humides de l'étude de 2019 sont disponibles auprès de la cellule animation du SAGE.

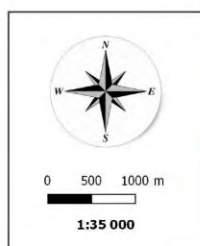
Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), ou à défaut les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) ou Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) ou les cartes communales doivent être compatibles ou mis en compatibilité avec l'objectif du SAGE de préservation et de restauration des zones humides.

Une telle obligation induit pour les communes ou leurs groupements compétents en matière d'urbanisme de :

- Faire figurer l'inventaire des zones humides du SAGE (zones humides avérées et zones humides potentielles de la cartographie susmentionnée) et l'inventaire des enveloppes de zones humides de la DRIEAT dans l'état initial de l'Environnement et prévoir une orientation de protection des zones humides dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;
- Adopter des orientations d'aménagement et de programmation et des règles permettant de préserver les zones humides, notamment en garantissant un usage des sols compatible avec l'objectif de préservation de ces milieux ;
- Contextualiser l'objectif de maintien, de protection et de valorisation des zones humides dans le PADD au regard des objectifs du SAGE ;
- Faire apparaître la cartographie des zones humides avérées du SAGE susmentionnées dans le règlement graphique ;
- Assurer une protection spécifique des zones humides identifiées dans cette cartographie dans le règlement écrit. A ce titre, le document pourra notamment :
 - Classer les zones humides avérées du SAGE en zone naturelle en Nzh, et en zones urbaines en Uzh (zh signifiant la présence d'une zone humide) ;
 - Spécifier que toute occupation ou utilisation du sol, ainsi que tout aménagement même extérieur à la zone, **susceptible de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique des zones humides est strictement interdit**, notamment, les remblais, les déblais et les drainages.

LEGENDE :

- Zones humides avérées
- Zones humides probables
- Réseau hydrographique



Sources : IGN BDOrtho, Etude des zones
humides du SAGE Orge-Yvette, 2019

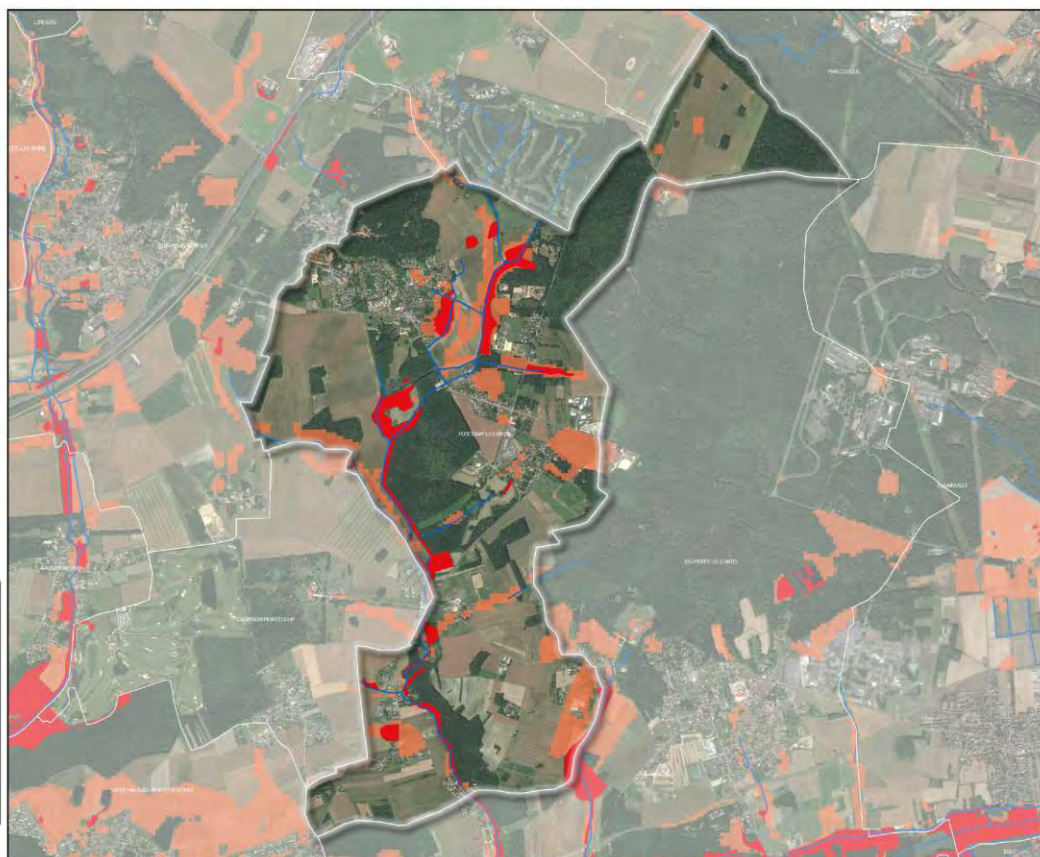


Figure 11 : Identification des enveloppes d'alerte potentiellement humides sur le territoire de Fontenay-lès-Briis
(source : SAGE Orge-Yvette)

3. Le contexte humain

3.1. Démographie

Selon le dernier recensement (source INSEE 2022), la population de FONTENAY-LES-BRIIS était de 2 322 habitants. La densité **moyenne d'habitants est d'environ** 238 habitants par km², valeur bien en-deçà de la moyenne enregistrée sur le département de l'Essonne (717 habitants par km²).

	Population	%	Nombre supplémentaire
1968	929		
1975	1 168	25,7	239
1982	1 204	3,1	36
1990	1 567	30,1	363
1999	1 707	8,9	140
2007	1 713	0,4	6
2012	1 882	9,9	169
2017	2 149	14,2	267
2022	2 322	8,1	173

Tableau 6 : Evolution de la population depuis 1968

3.2. Le parc de logement

Au dernier recensement effectué par l'INSEE (données 2022), le parc de logements comptait 958 logements (pavillons, commerces, immeubles collectifs,...). Il **présentait les caractéristiques suivantes** :

Nombre total de logements en 2022	Nombre de résidences principales	Nombre de résidences secondaires	Nombre de logements vacants
958	853	20	85
Répartition en %	89	2,1	8,9

Tableau 7 : Le parc de logements du territoire d'étude en 2022

L'habitat est constitué très majoritairement de résidences principales (89 %). La part de résidences secondaires est faible (2,1%), celle de logements vacants plus significative (8,9%).

Population en 2022	Taux d'occupation tous logements confondus	Taux d'occupation résidences principales
2 322	2,42	2,72

Tableau 8 : Taux d'occupation selon le type de logements

Le taux moyen d'occupation est estimé, pour sa part, à environ 2,42 **habitants/logement**, si l'on confond l'ensemble des logements. Corrigé en prenant en compte uniquement les résidences principales, celui-ci atteint 2,72 habitants/logement.

Ces valeurs sont plus élevées que la moyenne nationale (2,3 habitants par logement).

Le tableau ci-après présente l'évolution du nombre total de logements sur l'aire d'étude. L'évolution du parc de logements suit celle de la population présentée ci-avant.

Année	Nombre total de logements	Evolution	
		%	Nombre supplémentaire
1968	307		
1975	386	20,5	79
1982	431	10,4	45
1990	661	34,8	230
1999	614	-7,7	-47
2007	652	5,8	38
2012	721	9,6	69
2017	871	17,2	150
2022	958	10	87

Tableau 9 : Évolution du parc de logements sur l'aire d'étude

3.3. L'organisation territoriale

3.3.1. Répartition de l'habitat sur le territoire

L'habitat du territoire d'étude se concentre principalement dans le bourg et dans de nombreux hameaux. Le bourg est constitué de bâtiments anciens (cœurs historiques) et d'habitations pavillonnaires sous forme diffuse ou de lotissements.

On dénombre 8 hameaux sur le territoire d'étude présentant des caractéristiques distinctes à savoir :

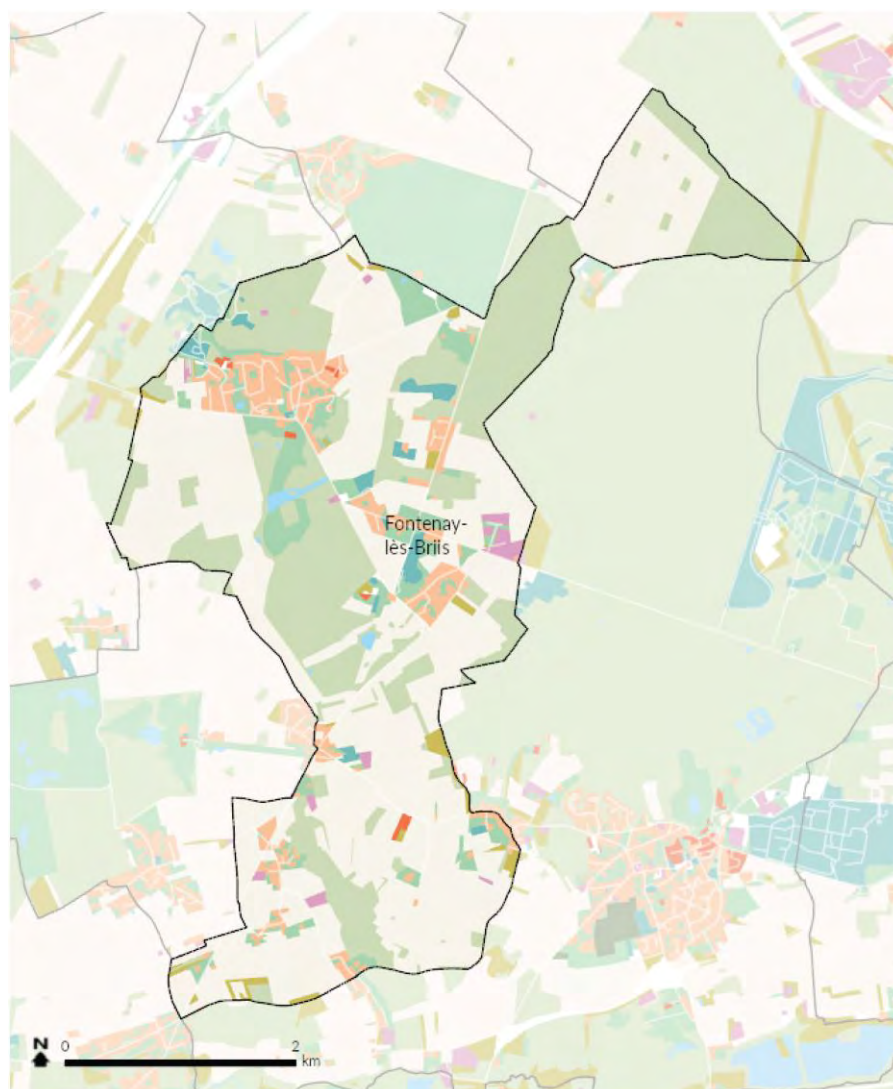
- Le hameau de Quincampoix au Nord de FONTENAY-LES-BRIIS composé principalement d'un habitat récent sous forme de lotissement.
- Le hameau de Bel-Air le long de la D97. Les habitations les plus anciennes se situent le long de la voirie alors que les lotissements récents sont en retrait.
- Le hameau de Soucy, situé au Sud du hameau de Bel-Air face au domaine et au château de Soucy. Les logements sont majoritairement anciens malgré la présence de construction plus récente, notamment un centre de loisirs.
- Le Hameau de la Roncière, à cheval sur les communes de FONTENAY-LES-BRIIS et de COURSON-MONTELOUP. La partie de FONTENAY-LES-BRIIS est composée d'un logement ancien.
- Le Hameau de Verville, à cheval sur les communes de FONTENAY-LES-BRIIS et de BRUYERES-LE-CHATEL et à l'Est du Hameau de la Roncière. L'habitat y est essentiellement ancien.
- Le Hameau de Charmoise, au Sud de la Roncière, est constitué de constructions à la fois anciennes et récentes.
- Le Hameau de la Soulaudière, composé d'un habitat récent et d'anciennes fermes, situé au Sud-Ouest de l'aire d'étude.
- Le Hameau d'Arpenty, au Sud du territoire communal. Il possède les mêmes caractéristiques que le hameau de la Soulaudière et se situe également sur le territoire de Bruyères-le-Châtel.

Ces hameaux sont raccordés à un réseau d'assainissement collectif.

3.3.2. L'occupation du sol

L'occupation du sol conditionne fortement le ruissellement et l'érosion. L'influence de l'occupation du sol est ainsi déterminante dans l'aggravation des phénomènes d'inondation.

La carte ci-après représente l'occupation des sols de la zone d'étude, issue des données IAU-IDF de 2021.



Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	292.32	292.6	292.46
Milieux semi-naturels	15.13	13.17	13.08
Espaces agricoles	520.0	515.84	515.35
Eau	3.87	3.87	3.87
Total espaces naturels agricoles et forestiers	831.32	825.48	824.76
Espace ouverts artificialisés	69.04	69.11	67.86
Habitat individuel	56.85	61.25	62.55
Habitat collectif	2.06	2.28	2.47
Activités	4.86	8.21	8.77
Équipements	13.88	14.11	14.11
Transport	0.81	0.97	1.22
Carrières, décharges et chantiers	2.92	0.33	0.0
Total espaces artificialisés	150.42	156.26	156.98
Total communal	981.74	981.74	981.74

Figure 12 : Carte d'occupation des sols (source IAU IDF)

La commune de FONTENAY-LES-BRIIS s'étend sur 9,81 km². La proportion des espaces agricoles, forestiers et naturels est très importante et représente 83,95 % de l'occupation des sols (les espaces agricoles couvrent 52 % du territoire). Les espaces ouverts artificialisés couvrent 7,2 % du territoire et les espaces construits artificialisés couvrent 8,84 % du territoire communal.

3.3.3. Les orientations des PLU et des zones d'urbanisation future

Le Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur sur la commune est une révision approuvée le 5 juin 2012 du PLU datant de 2005. Ses dispositions réglementaires ont été élaborées pour répondre aux objectifs de développement et d'aménagement que la collectivité s'est fixée dans son projet urbain tel qu'il est présenté dans le document intitulé « Projet d'Aménagement et de Développement Urbain ».

Les choix réglementaires retenues s'appuient sur 4 axes principaux :

- **Préserver l'identité rurale et valoriser le cadre de vie :**
 - ✓ Préserver les qualités naturelles et rurales du territoire ;
 - ✓ Maintenir et affirmer les éléments et réseaux de biodiversité
- **Conforter la trame urbaine dans le bourg et les hameaux :**
 - ✓ Assurer un renouvellement démographique ;
 - ✓ **Maîtriser l'étalement urbain**
- **Améliorer et renforcer les dynamiques locales :**
 - ✓ **Dynamiser les activités et l'emploi ;**
 - ✓ **Faciliter les déplacements alternatifs à l'usage de la voiture ;**
 - ✓ Faciliter les liaisons et connexions entre les différentes entités ;
 - ✓ Diluer les « coupures » liées aux routes départementales
- **Promouvoir les actions de développement durable :**
 - ✓ Pour limiter et informer sur la portée des risques et nuisances ;
 - ✓ **Pour maîtriser les rejets et les consommations d'énergie et de ressources**

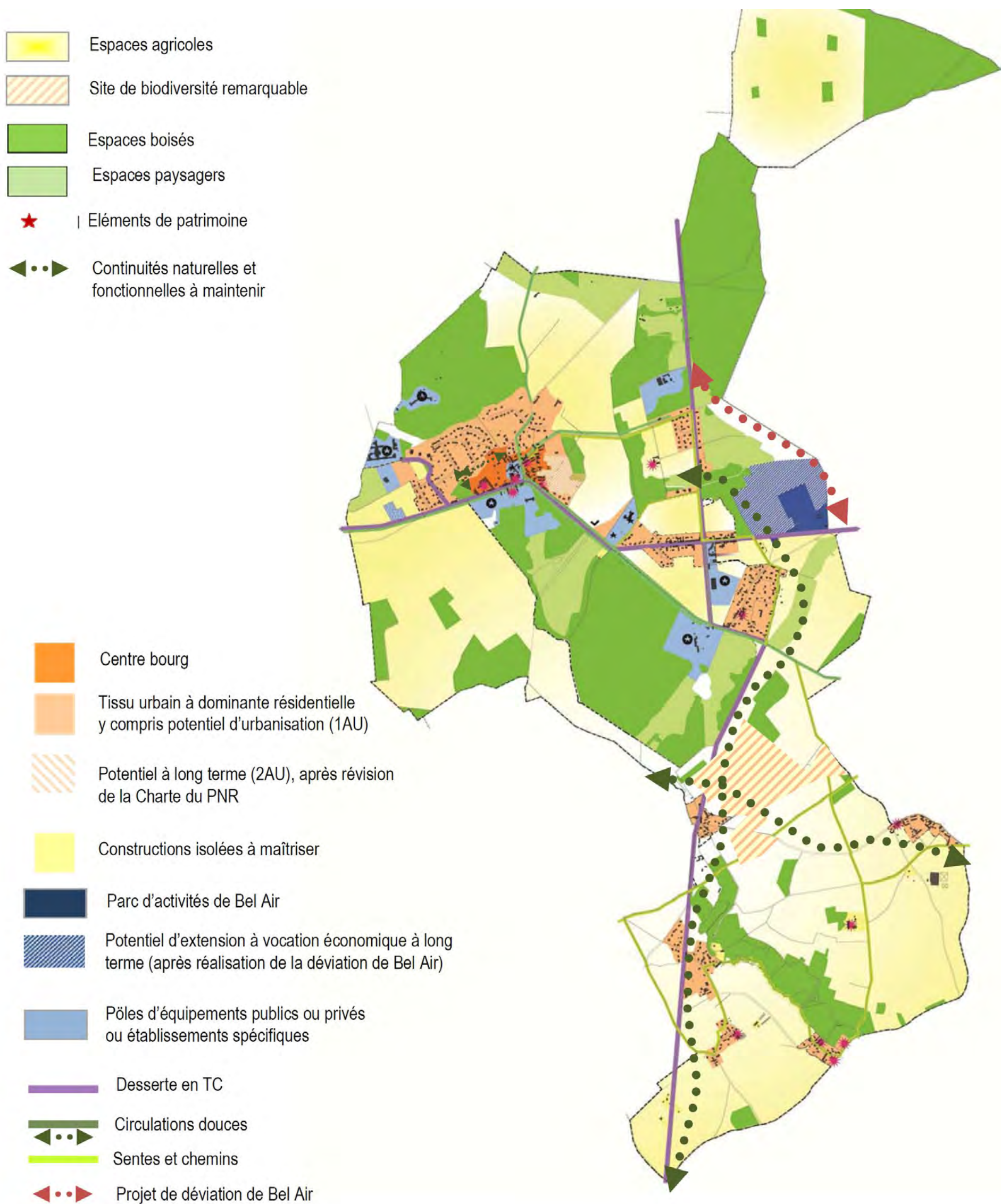


Figure 13 : Synthèse des orientations du PADD de FONTENAY-LES-BRIIS (extrait des documents du PLU – Bureau d'études SIAM)

4. Le système d'assainissement

4.1. Le contexte général

Le Syndicat de l'Orge possède la compétence assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement) et des eaux pluviales sur la commune de FONTENAY-LES-BRIIS. Elle est actuellement gérée en régie.

Les effluents collectés sont ensuite dirigés vers plusieurs stations d'épuration :

- La station d'épuration de FONTENAY-LES-BRIIS traite les effluents du bourg et des Hameaux de Quincampoix, de Bel-Air et de Soucy. Elle a fait l'objet d'une réhabilitation en 2017.
- Les effluents collectés au hameau de la Roncière, y compris la partie située sur Courson-Monteloup, au hameau de Charmoise et de la Soulaudière sont traités par la station d'épuration de la Charmoise située à FONTENAY-LES-BRIIS. Elle a été mise en service en 2016 suite à la mise en séparatif de ces hameaux.
- Les effluents du hameau d'Arpenty sont traités par l'unité de traitement d'Arpenty à Bruyères-le-Châtel. Elle a été mise en service en 2017 suite à la mise en séparatif de ce hameau.
- La station d'épuration du Moulin Neuf d'Ollainville collecte les effluents venant du hameau de Verville via le collecteur intercommunal qui longe l'Orge.

4.2. Le fonctionnement du système de collecte séparatif

4.2.1. La collecte des eaux usées

Le réseau de collecte des eaux usées situé à FONTENAY-LES-BRIIS est constitué de 14,3 km de collecteurs gravitaires. La présence de 5 postes de refoulement gérés par le Syndicat de l'Orge et d'un poste privé Rue des Eoliennes génère 1,1 km de conduites de refoulement.

Le tableau ci-après présente les caractéristiques principales des différents postes de relèvement d'eaux usées de l'aire d'étude.

Nom	Localisation	Nombre de pompes	Trop-plein	Mesure du niveau	Dégrilleur	Infiltration d'eaux claires	Présence de H2S	Présence de graisses	Observations
SOUCY	Rue du Mont Louvet	2	Oui	Poires (3)	Absence	/	/	Légère	Dépôt léger Présence d'un palier Trop-plein vers le réseau EP
RUISSEAU	Chemin du Ruisseau	2	/	Poire (1) + Sonde	Absence	/	/	Légère	Barres anti-chute
FOLLEVILLE	Rue de Folleville	2	/	Poire (1) + Sonde	Absence	/	/	/	Barres anti-chute
GALLOTIERIE	Rue de la Galloterie	2	/	Poire (1) + Sonde	Absence	/	Oui	/	Séparation de la chambre en deux par une cloison de 0,80m entraînant une stagnation des effluents
COCAGNE	Rue de Cocagne	2	/	Poire (1) + Sonde	Absence	Traces	Oui	Légère	Barres anti-chute

Tableau 10 : Synthèse des PR sur l'aire d'étude

Le figure ci-après présente le synoptique de fonctionnement de la collecte des eaux usées sur la commune de Fontenay-lès-Briis :

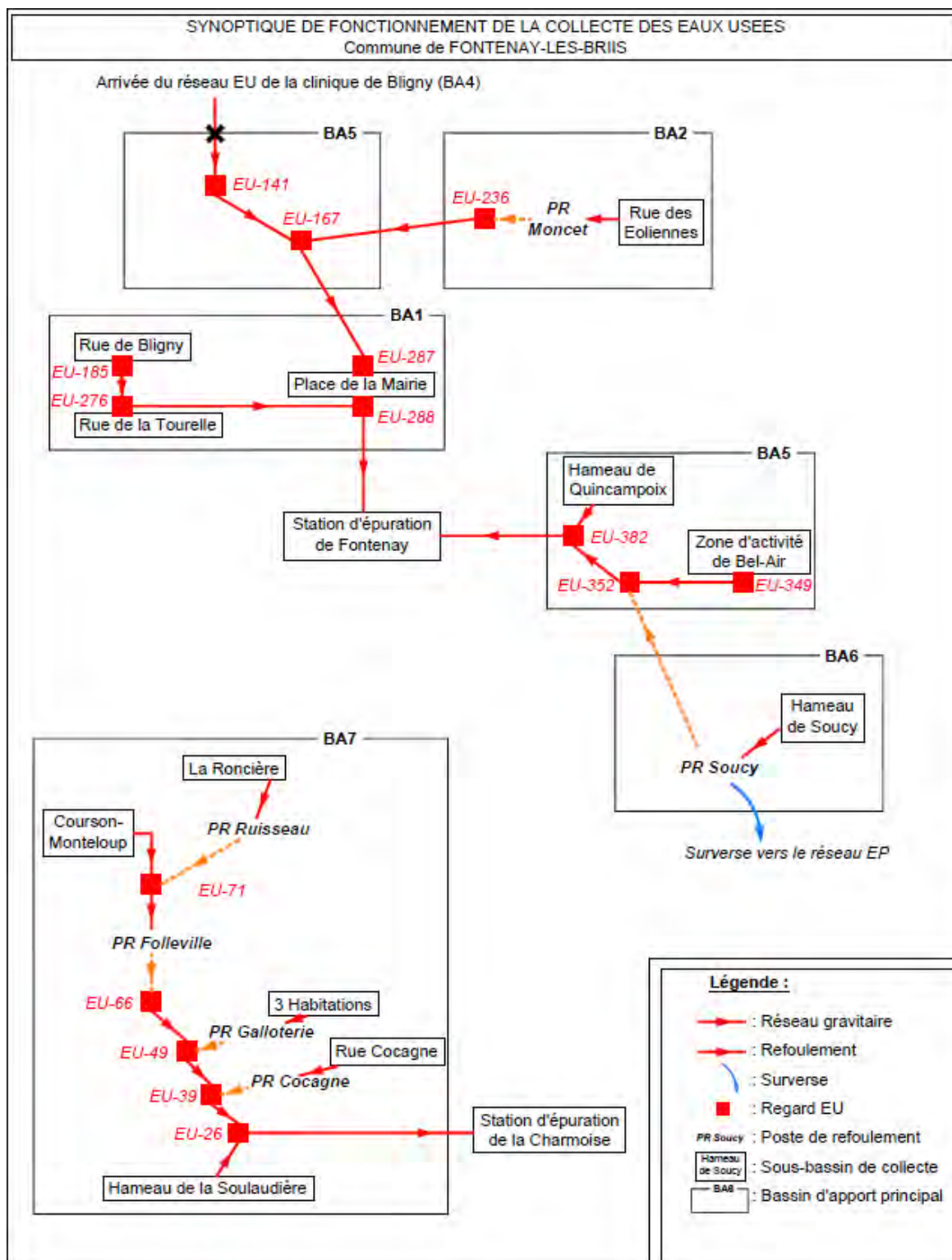


Figure 14 : Synoptique de fonctionnement de la collecte des eaux usées sur la commune de Fontenay-lès-Briis

Le plan du fonctionnement du réseau d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis est présenté ci-après.

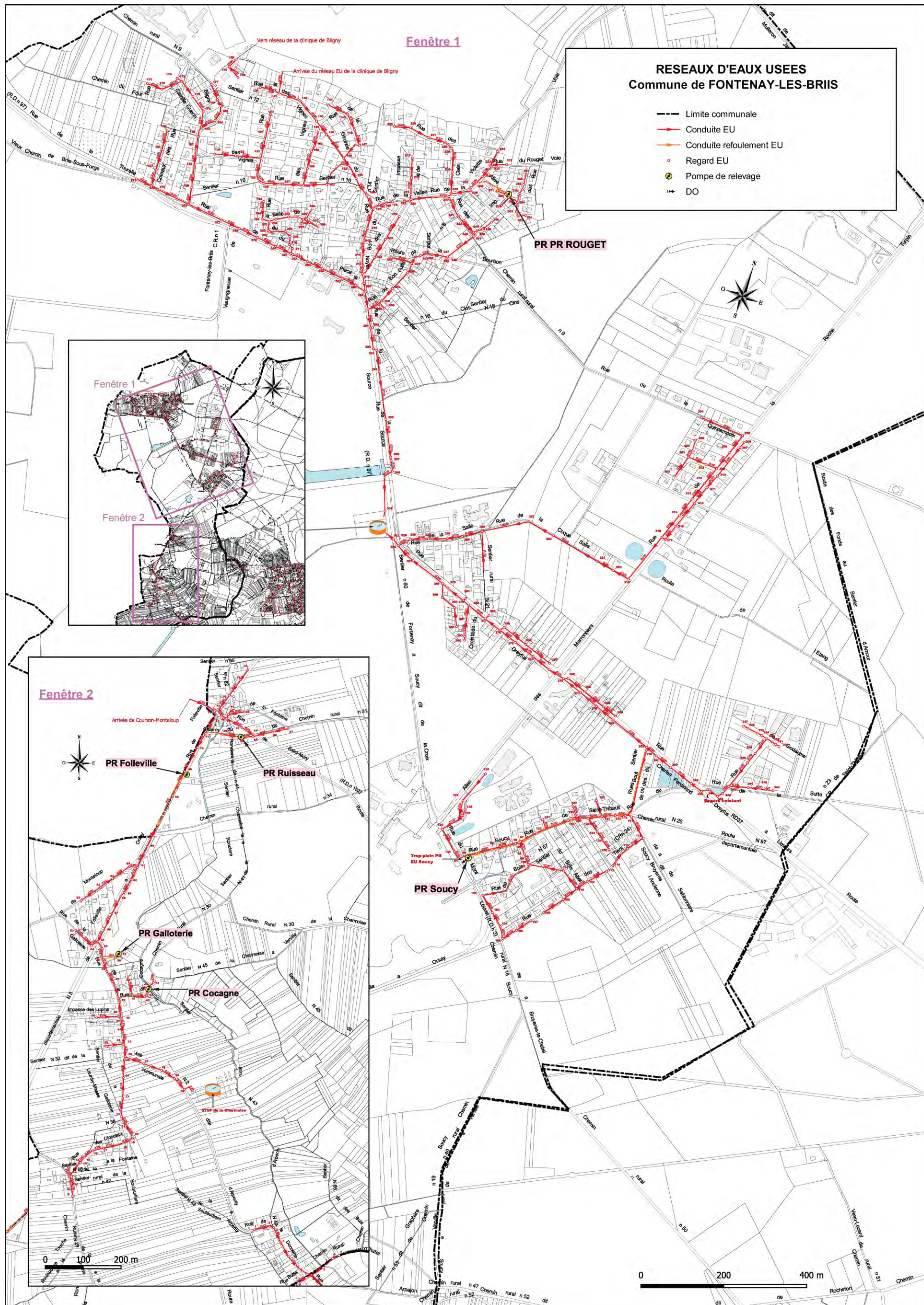


Figure 15 : Le fonctionnement du réseau d'eaux usées sur le territoire de Fontenay-lès-Briis

4.2.2. Le traitement des eaux usées

Comme évoqué précédemment, 2 stations d'épuration sont présentes sur le territoire de FONTENAY-LES-BRIIS. Les effluents du hameau d'Arpenty sont traités par la station d'épuration de Bruyères-le-Châtel. Elles sont directement gérées par le Syndicat de l'Orge.

4.2.2.1. Station d'épuration de la Charmoise

Les bases de dimensionnement de la station sont les suivantes :

Commune d'implantation	:	FONTENAY-LES-BRIIS
Code SANDRE	:	039124302000
Maître d'ouvrage	:	Syndicat de l'Orge
Type d'épuration	:	Filtres plantés de roseaux puis filtre à apatite
Exploitant	:	Syndicat de l'Orge
Capacité	:	600 EH
Charge hydraulique nominale	:	90 m ³ /j
Charge organique nominale	:	36 kg DBO ₅ /j
Milieu récepteur	:	La Charmoise
Date de mise en service	:	Septembre 2016

Les normes de rejet définies par arrêté préfectoral pour cette station sont fixées à :

Paramètres	Concentrations maximales	Rendement	Concentrations réhabilitaires
MES	30 mg/l	90%	85 mg/l
DCO	90 mg/l	90%	400 mg/l
DBO ₅	20 mg/l	90%	70 mg/l
NTK	10 mg/l	90%	-

Tableau 11 : Normes de rejet de la station d'épuration de la Charmoise

Bilans hydrauliques de 2024

Pour l'année 2024, un volume entrant de 20 591 m³ a été comptabilisé.

Le graphique ci-après issu directement des bilans annuels présentent l'évolution des volumes en entrée pour chaque mois de l'année 2024.

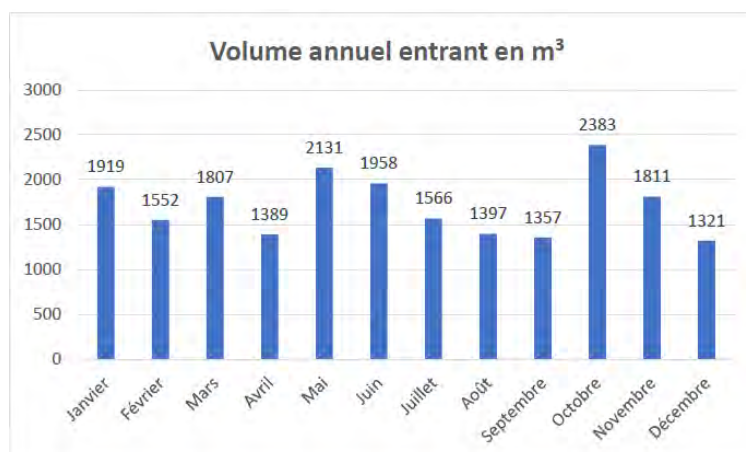


Figure 16 : Evolution des débits entrant de la Charmoise en 2024 (source bilan annuel de 2024)

- Charges reçues en entrée de station

Pour l'analyse des données, on rappelle que les capacités nominales de la station d'épuration sont les suivantes :

- ✓ Débit moyen journalier : 90 m³/j ;
- ✓ DBO₅ : 36 kg/j ;
- ✓ DCO : 72 kg/j.

Le bilan d'autosurveillance du 17/09/2024 a mis en avant les résultats suivants :

2024	Volume journalier		DCO		DBO ₅	
	Volume journalier (m ³ /j)	Taux de remplissage	Flux (kg/j)	Taux de remplissage	Flux (kg/j)	Taux de remplissage
Mesures du 17/09/2024	97	107,7 %	46,37	64,4 %	17,95	49,9 %

Figure 17 : Charges mesurées en entrée de station le 17/09/2024 (source bilan annuel de 2024)

La charge hydraulique reçue par la station dépasse sa capacité nominale journalière, le jour du bilan 24h.

La charge organique entrante était quant à elle en dessous de la capacité organique de la station d'épuration le jour du bilan 24h.

- Performances de la station :

Sur l'année 2024, la station d'épuration de la Charmoise ne présente aucune non-conformité vis-à-vis des performances épuratoires qui lui sont imposées. Elle présente de très bons rendements épuratoires sur la pollution carbonée et sur l'azote Kjeldahl.

Les résultats de 2024 issues du bilan annuel de fonctionnement sont donnés dans le tableau ci-après.

2024	MES		DCO		DBO ₅		NTK	
	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement
Moyenne des mesures	2	99,6%	23,3	95,1%	3,37	98,2%	1,62	98,5%
Norme à respecter	30	90%	90	90%	20	90%	10	90%
CONFORMITE	CONFORME		CONFORME		CONFORME		CONFORME	

Tableau 12 : Concentration et rendement en sortie de la station de la Charmoise

4.2.2.2. La station d'épuration de Fontenay-lès-Briis

Les bases de dimensionnement et les normes de rejet

Les bases de dimensionnement de la station sont les suivantes :

Commune d'implantation	:	FONTENAY-LES-BRIIS
Maître d'ouvrage	:	Syndicat de l'Orge
Type d'épuration	:	Boues activées à aération prolongée
Exploitant	:	Syndicat de l'Orge
Capacité	:	3 600 EH
Débit de référence	:	703 m³/j
Charge organique nominale	:	216 kg DBO ₅ /j
Milieu récepteur	:	La Charmoise
Date de mise en service	:	Octobre 2018 (suite à une réhabilitation de l'ouvrage)

Les normes de rejet définies par arrêté préfectoral pour cette station sont fixées à :

Paramètres	Concentrations maximales	Rendement	Concentrations rédhitoires
MES	10 mg/l	95%	85 mg/l
DCO	30 mg/l	95%	250 mg/l
DBO ₅	10 mg/l	95%	50 mg/l
NTK	7 mg/l	92%	-
NGL	12 mg/l	-	-
Phosphore total ⁽¹⁾	0,8 mg/l	94%	-

(1) En moyenne annuelle

Tableau 13 : Normes de rejet de la station d'épuration de Fontenay-lès-Briis

Bilans hydrauliques de 2024

Le tableau ci-dessous présente les volumes en entrée de la station d'épuration ainsi que les volumes déversés en tête de station (sources bilans annuels de fonctionnement).

	2024
Volume annuel (m³)	190567
Volume maximal journalier (m³/j)	1 113
Volume minimal journalier (m³/j)	295
Volume moyen journalier (m³/j)	520
Volume déversé en tête de station (m³)	250

Tableau 14 : Bilans hydrauliques en entrée de station en 2024

Les déversements mesurés en tête de station ont eu lieu au cours du mois d'octobre 2024. Ces déversements sont la conséquence des intempéries exceptionnelles ayant eu lieu durant cette période (Tempête Kirk).

Le graphique ci-après issu directement des bilans annuels présente l'évolution des volumes en entrée et les volumes de déversement en fonction de la pluviométrie.

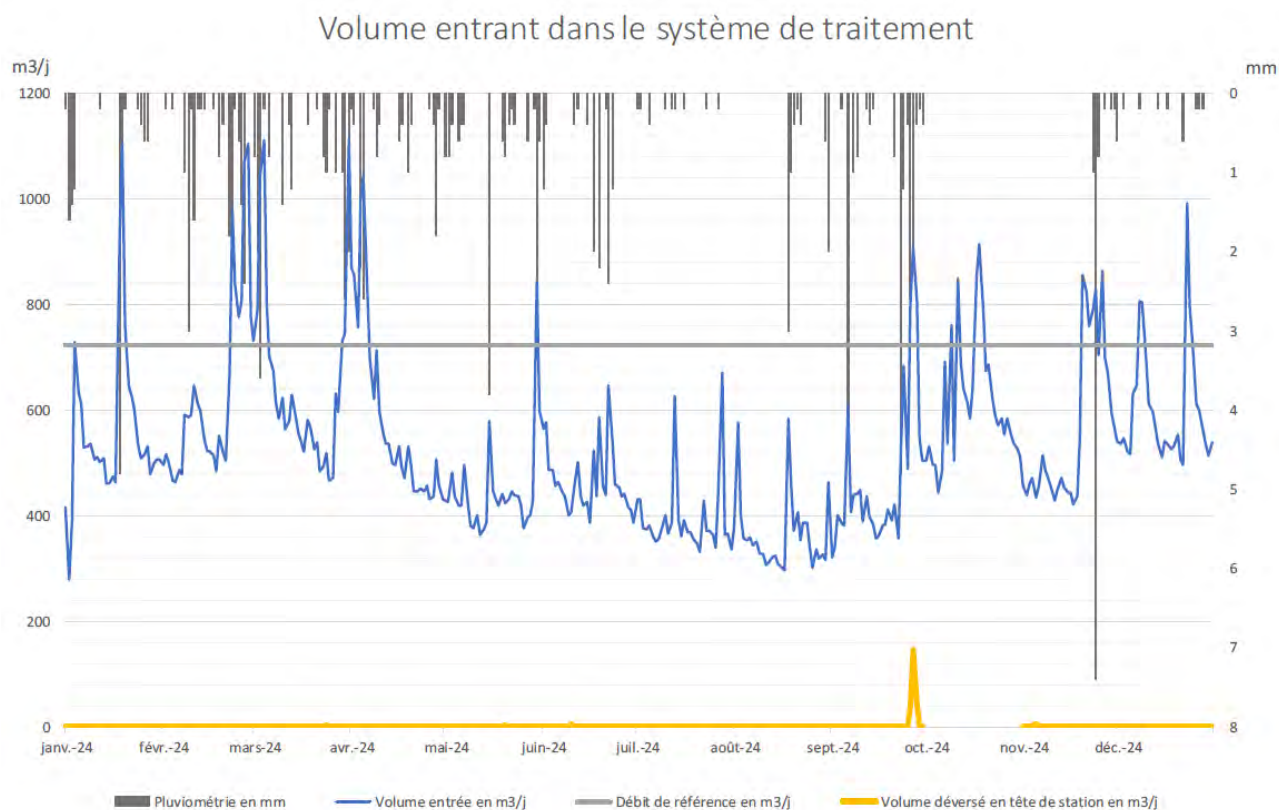


Figure 18 : Evolution des débits entrant à la station d'épuration de Fontenay en 2024 (source bilan annuel de 2024)

● Charges reçues en entrée de station

Les données présentées ci-après sont basées sur les informations extraites des bilans annuels de 2024 et enregistrées dans le cadre des bilans 24h réglementaires d'autosurveillance menés sur site.

Pour l'analyse des données, on rappelle que les capacités nominales de la station d'épuration sont les suivantes :

- ✓ Débit référence : 703 m³/j ;
- ✓ DBO₅ : 216 kg/j ;
- ✓ DCO : 432 kg/j.

On constate qu'en période de fortes pluies, la charge hydraulique reçue par la station dépasse sa capacité nominale. De même, les débits de temps sec en période de nappe haute (de Janvier à Mai et de Novembre à Décembre) sont plus importants qu'en période de nappe basse (période estivale). On peut supposer que la station reçoit également des eaux claires parasites permanentes.

Le graphique suivant présente l'évolution de la charge de DBO₅ en entrée de station en 2024.

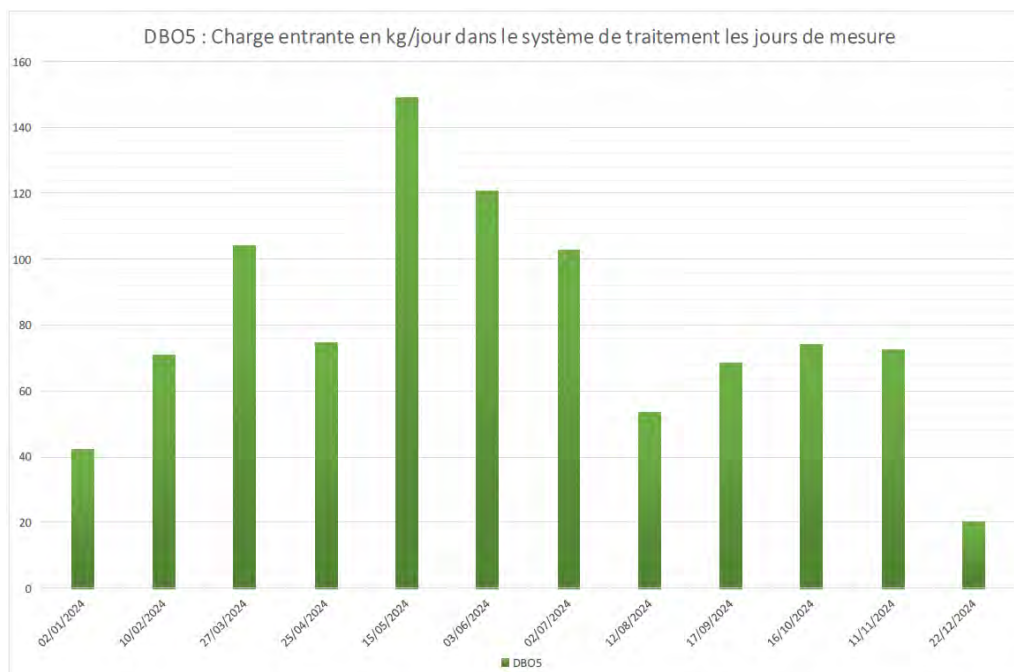


Figure 19 : Evolution de charge en DBO5 en entrée de station (source bilan annuel de 2024)

En 2024, la charge en DBO5 reçue par l'unité de traitement a varié entre 20 kg/j (soit environ 330 EH) et 150 kg/j (soit 2 500 EH). Cela correspond à une variation allant de 10% à 70% de la capacité de la station d'épuration.

- Performances de la station :

Le tableau ci-après présente les résultats issus des bilans d'autosurveillance réalisés en 2024 (sources bilans annuels de fonctionnement).

En 2024, le traitement et les rendements sur l'ensemble des paramètres sont satisfaisants

Quelques dépassements de la concentration, ainsi que des rendements insuffisants sur les paramètres MES, DCO, NTK et NGL ont eu lieu mais sans incidence sur la conformité de la station.

2024	MES		DCO		DBO ₅		NTK		NGL		Pt	
	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement	(mg/l)	Rendement
Moyenne des mesures	5,66	96,65%	21,81	93,66%	3,39	97,41%	2,49	94,83%	6,72	85,15%	0,22	95,85%
Norme à respecter	10	95%	30	95%	9	95%	7	92%	12	-	0,8	94%
Nombre de non-conformités	2	3	2	7	0	1	1	2	2	-	0	1
CONFORMITE	CONFORME		CONFORME		CONFORME		CONFORME		CONFORME		CONFORME	

Tableau 15 : Conformité de la station d'épuration de Fontenay en 2024

4.3. La collecte des eaux pluviales

Les réseaux communaux des eaux pluviales de FONTENAY-LES-BRIIS est constitué de 11,8 km de canalisations gravitaires.

Les eaux pluviales sont collectées puis dirigées vers les ruisseaux de la Gironde et de la Charmoise.

Le plan du fonctionnement du réseau d'eaux pluviales de la commune de Fontenay-lès-Briis est présenté ci-après.

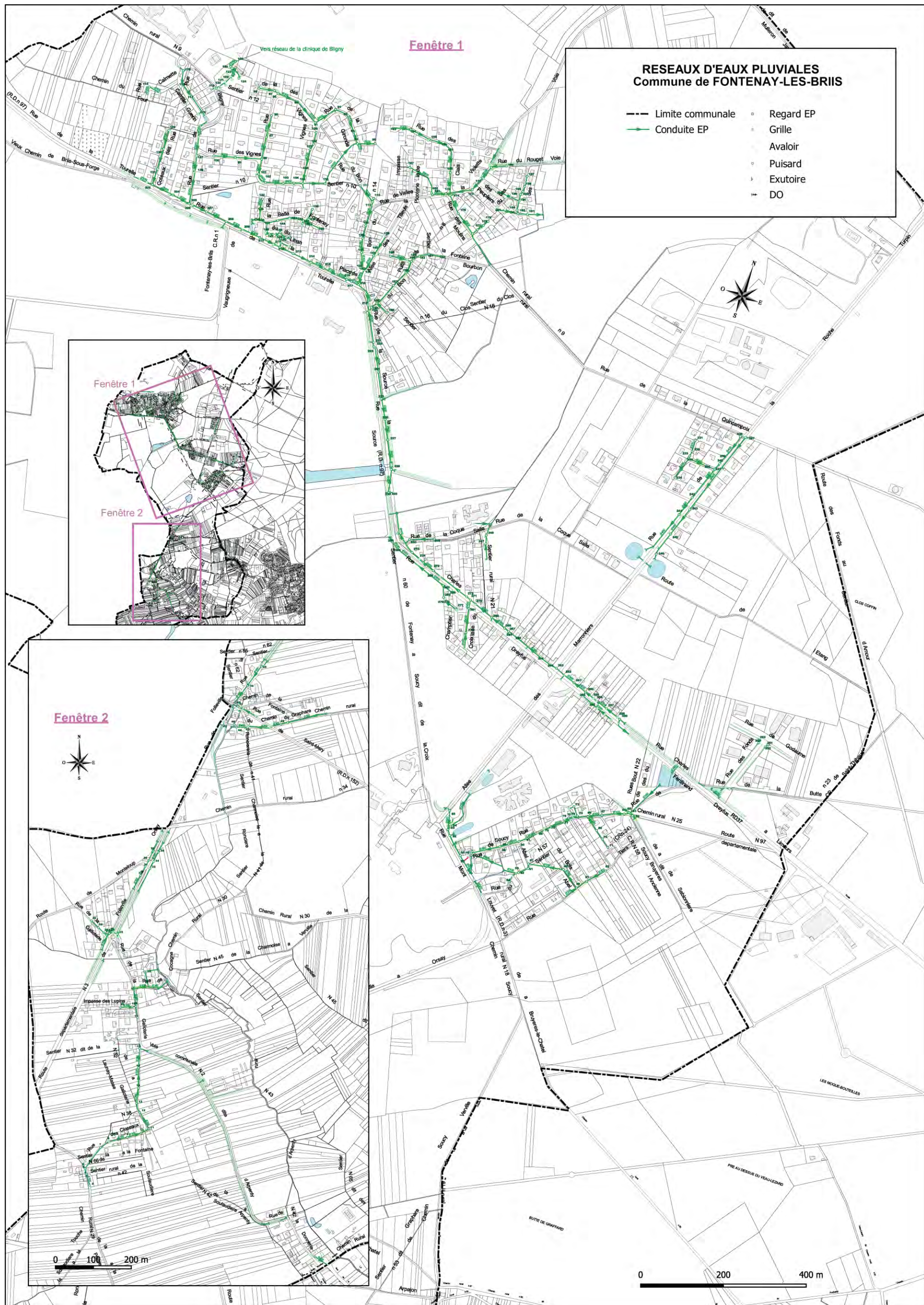


Figure 20 : Le réseau d'eaux pluviales de FONTENAY-LES-BRIIS

4.4. L'assainissement non collectif

4.4.1. Présentation

En matière d'assainissement individuel, il est utile de rappeler quelques principes de base.

L'arrêté du 7 mars 2012 (modifiant celui du 7 septembre 2009) fixe « les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif » de moins de 20 EH, de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de santé publique et de l'environnement.

Hormis le fait que l'arrêté du 7 mars 2012 reprend les règles du DTU 64.1 sur la mise en œuvre des installations avec traitement par le sol, il fixe également un cadre à l'utilisation d'autres filières sous réserve que celles-ci soient agréées par les Ministères en charge de la Santé et de l'Ecologie.

Il réaffirme l'évacuation des effluents traités par le sol comme exutoire préférentiel.

La réutilisation, à des fins d'irrigation souterraine des végétaux, comme le rejet vers le milieu hydraulique superficiel peut être envisagée si l'évacuation par le sol est impossible et sous conditions.

Ces arrêtés imposent, également, une qualité minimale du rejet et un entretien régulier (vidanges périodiques...), en fonction de la taille de l'installation.

De plus, l'article L2224-8 du CGCT et l'arrêté du 27 avril 2012 portant sur les « modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif » définissent le cadre des missions de contrôle des Services Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- vérifier, du point de vue technique, « la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées » ;
- vérifier périodiquement « leur bon fonctionnement et leur bon état » (bon état des ouvrages, ventilation et accessibilité) ;
- vérifier « le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement » et « l'accumulation normale des boues et des flottants » ;
- vérifier « la réalisation périodique des vidanges et l'entretien du bac dégraisseur, le cas échéant » si la commune n'a pas pris en charge l'entretien.

Le Syndicat de l'Orge conformément au CGCT et aux arrêtés de prescriptions générales ;

- doit délimiter, après enquête publique, les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif ;
- doit assurer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif qui devront être conformes aux textes en vigueur.

4.4.2. Descriptif

Conformément au DTU 64.1, le fonctionnement d'un assainissement non collectif se compose de 3 phases successives :

- un prétraitement réalisé par une fosse toutes eaux qui reçoit à la fois les eaux vannes et ménagères et permet d'assurer 2 fonctions :
 - physique : décantation des matières fécales et autres matières en suspension ;
 - biologique : liquéfaction et digestion des boues par fermentation anaérobie.
- un traitement proprement dit, réalisé par une filière qui doit être adaptée aux caractéristiques du sol en place. Le but est, d'une part d'assurer l'épuration par voie aérobie des effluents prétraités en utilisant les capacités épuratoires du sol (filtration et bactéries) et, d'autre part, sa dispersion.
- une dispersion de l'effluent traité qui peut être réalisé soit in-situ, c'est-à-dire au sein du sol en place dans le cas d'une bonne perméabilité, soit au niveau du milieu hydraulique superficiel (cours d'eau) ou dans des conditions particulières (cf. arrêté du 7 mars 2012 pour les ANC < 20 EH ou l'arrêté du 21 juillet 2015 pour les ANC > 20 EH), à l'aide d'un puits d'infiltration qui nécessite une autorisation communale dans le cas où les sols imperméables surmonteraient des formations permettant l'infiltration.

D'autres filières peuvent être mises en œuvre. Celles-ci devront avoir reçu l'agrément des Ministères de la Santé et de l'Ecologie publié au Journal Officiel.

4.4.3. Les différentes filières de traitement

Les filières de traitement, doivent être adaptées au type de sol en place :

- Traitement sur sol en place :

Ce dispositif se compose de tuyaux d'épandage, placés horizontalement dans un ensemble de tranchées. Elles sont préconisées sur les sols les plus favorables (bonne perméabilité, sol sain et épais...), sans facteur limitant, la dispersion de l'effluent traité s'effectuant in-situ.

- Traitement sur sol reconstitué :

Il est à prescrire dans le cas où le sol peu épais repose sur une roche mère fracturée et perméable, la dispersion s'effectuant in situ. Si le sous-sol ne peut pas assurer la dispersion de l'effluent traité (sol imperméable ou gorgé d'eau), il convient alors de mettre en place une filière drainée.

A la base du lit, un drainage permet l'évacuation de l'effluent traité vers le milieu hydraulique superficiel voire, en dernier recours, vers un puits d'infiltration (autorisation communale). Dans les cas de présence de nappe, la filière doit être surélevée.

- Autres filières de traitement :

En fonction de certaines contraintes, des filières compactes ou des microstations peuvent être mises en œuvre. Il est fortement conseillé d'y associer un contrat d'entretien.

4.4.4. Les rendements épuratoires

Il y a peu de suivi des performances épuratoires des dispositifs d'assainissement non collectif, car les prélèvements restent délicats pour les filières non drainées. Seules des tendances générales ont pu être exprimées et les rendements restent variables et tributaires de la qualité de réalisation et des matériaux ;

- élimination des MES, DCO, DBO5 entre 60 et 90% ;
- rendement en NTK de 70 à 90% ;
- rendement en P de 70 à 80% ;
- abattement en germes indicateurs de contamination fécale : de 2 à 4 Logs.

Les rendements épuratoires de ces installations, malgré une certaine variabilité, restent donc satisfaisants. Seul se pose le problème de la dénitrification qui a lieu en milieu anaérobie et qui reste donc aléatoire (elle peut même, dans certains cas, engendrer une production de nitrates).

4.4.5. L'assainissement non collectif sur la commune

Le Syndicat de l'Orge possède la compétence assainissement non-collectif à FONTENAY-LES-BRIIS.

Ce dernier comporte quelques secteurs qui ne sont pas desservis par un réseau de collecte des eaux usées, soit pour des motifs d'éloignement trop importants du bourg et des réseaux principaux (on parle alors d'écarts), soit pour des critères liés à des contraintes topographiques (encaissement, fortes pentes, etc...).

Les tableaux ci-après présentent le nombre et l'état de conformité des installations d'assainissement autonome au 1^{er} octobre 2025. Le listing des habitations en assainissement non collectif est également présenté ci-après.

Contrôle ANC	Nombre	Part
Conforme	4	16%
Non Conforme	20	80%
Indéterminée	1	4%
Total	25	100%

Tableau 16 : Synthèse de la conformité des ANC

Nom	n°	Adresse	Date du dernier contrôle	Réalisé par	Conclusion du contrôle
M. SOULIOL	6	Rue de Quincampoix	07/05/2015	ALTEREO	Installation non conforme
M. JAUREGUY	8	Rue de Quincampoix	13/12/2017	-	Installation conforme
M. PETIT	10	Rue de Quincampoix	07/07/2017	-	Installation conforme
M. MAUGER	9	Rue de la Roche Turpin	28/04/2016	-	Installation non conforme
M. SHOGUN	9b	Rue de la Roche Turpin	-	Quantitec	Indéterminée
M. LUDIER	11	Rue de la Roche Turpin	20/11/2024	-	Installation non conforme
M. LEGALL	11bis	Rue de la Roche Turpin	23/06/2015	Syndicat de l'Orge	Installation conforme
M. RAINEAU	13	Rue de la Roche Turpin	04/06/2015	-	Installation non conforme
M. CLUZEL	1	Rue Launay Jacquet	26/05/2015	-	Installation non conforme
M. FIOT	2	Rue Launay Jacquet	29/10/2013	ALTEREO	Installation non conforme
M. LAMBERT	3	Rue Launay Jacquet	14/03/2019	-	Installation non conforme
M. SAVOURAT	4	Rue Launay Jacquet	24/05/2012	-	Installation non conforme
M. LOBRY	6	Rue Saint-Méry	21/11/2024	Syndicat de l'Orge	Installation non conforme
M. RIEL	15	Rue Saint-Méry	08/06/2020	Quantitec	Installation non conforme
M. THOMAS	27	Rue de Folleville	29/09/2015	-	Installation non conforme
Mme CHOTARD	29	Rue de Folleville	02/06/2021	-	Installation non conforme
M VASSORT	49	Rue de Folleville	30/07/2025	ALTEREO	Installation non conforme
M. MARQUEZ	50	Rue de Folleville	27/05/2015	Syndicat de l'Orge	Installation non conforme
M. DELOUTRE	52	Rue de Folleville	21/03/2022	Quantitec	Installation non conforme
Mme VASSORT	54	Rue de Folleville	30/07/2025	-	Installation non conforme
M. THIEBAUT	56	Rue de Folleville	23/05/2012	ALTEREO	Installation non conforme
M. GAILLARD	2	Chemin des Meuniers	01/08/2025	Syndicat de l'Orge	Installation non conforme
M. SAUNIER	6	Chemin des Meuniers	25/10/2022	Syndicat de l'Orge	Installation non conforme
M. DAUVILLIERS	-	Rue de la Donnerie - Les Cloiseaux	26/11/2024	-	Installation non conforme
M. SOUFFLET	152	La Butte du Prieur	30/07/2025	Syndicat de l'Orge	Installation conforme

Tableau 17 : Détails des conformités des contrôles ANC au 1^{er} janvier 2026

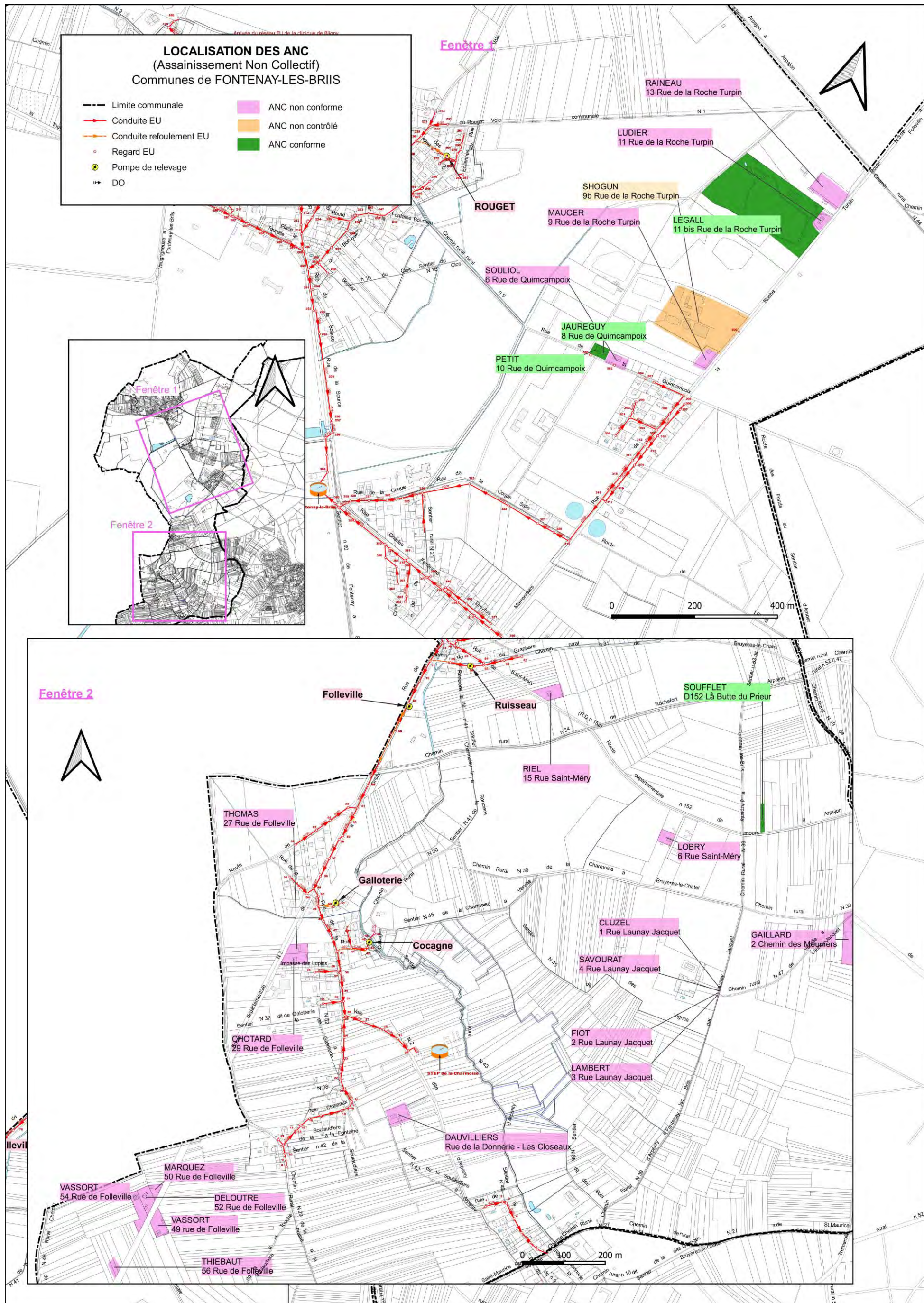


Figure 21 : Localisation et conformité des habitations en ANC au 1er janvier 2026

5. Raccordement des perspectives de développement de la commune

Dans cette partie, il sera question d'étudier pour chaque secteur faisant l'objet d'une perspective de développement conformément au PLU en cours, des possibilités de raccordement au réseau d'eaux usées collectif.

Le PLU en cours de Fontenay-lès-Briis prévoit le développement des deux secteurs suivants :

- Le secteur au niveau de la rue de la Galotterie ;
- Le secteur au niveau de la rue Charles Ferdinand Dreyfus.

5.1. Secteur 1 : Rue de la Galotterie

Ce secteur concerne une ancienne parcelle agricole localisée dans le hameau de la Charmoise entre la rue de la Galotterie et la rue de Folleville, comme le montre le plan ci-après :

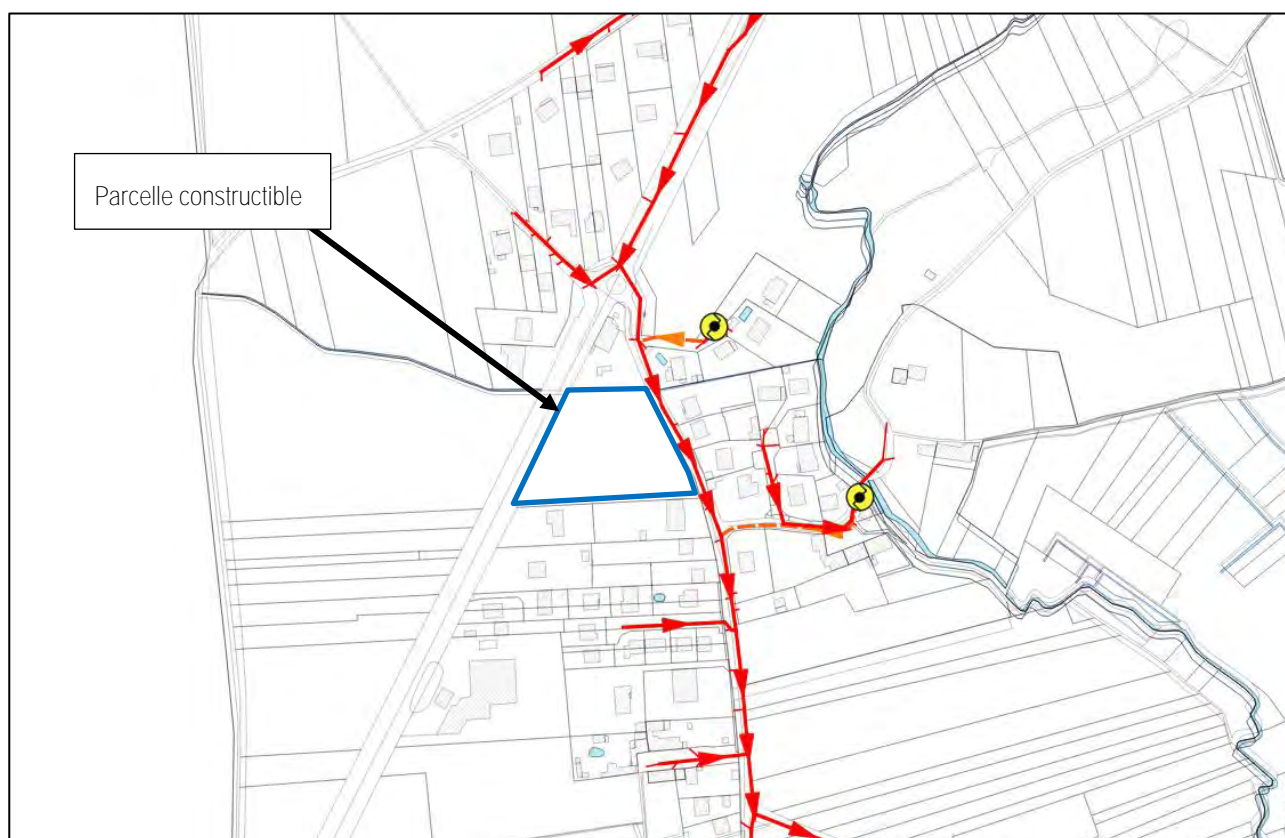


Figure 22 : Localisation de la parcelle constructible de la rue de la Galotterie

Le réseau d'eaux usées traverse la rue de la Galotterie, du Nord au Sud, et raccorde toutes les habitations de la rue. En cas de développement de la parcelle, la présence d'un réseau d'eaux usées en bordure rend obligatoire le raccordement à l'assainissement collectif.

Il n'y a pas de nécessité de réaliser une extension de réseau sur le domaine public.
Les frais de raccordement seront à la charge des aménageurs.

Le secteur de développement de la rue de la Galotterie sera donc intégré au zonage de l'assainissement des eaux usées.

5.2. Secteur 2 : Rue Charles Ferdinand Dreyfus

Ce secteur concerne une ancienne parcelle agricole localisée sur la rue Charles Ferdinand Dreyfus comme indiqué sur le plan ci-après :

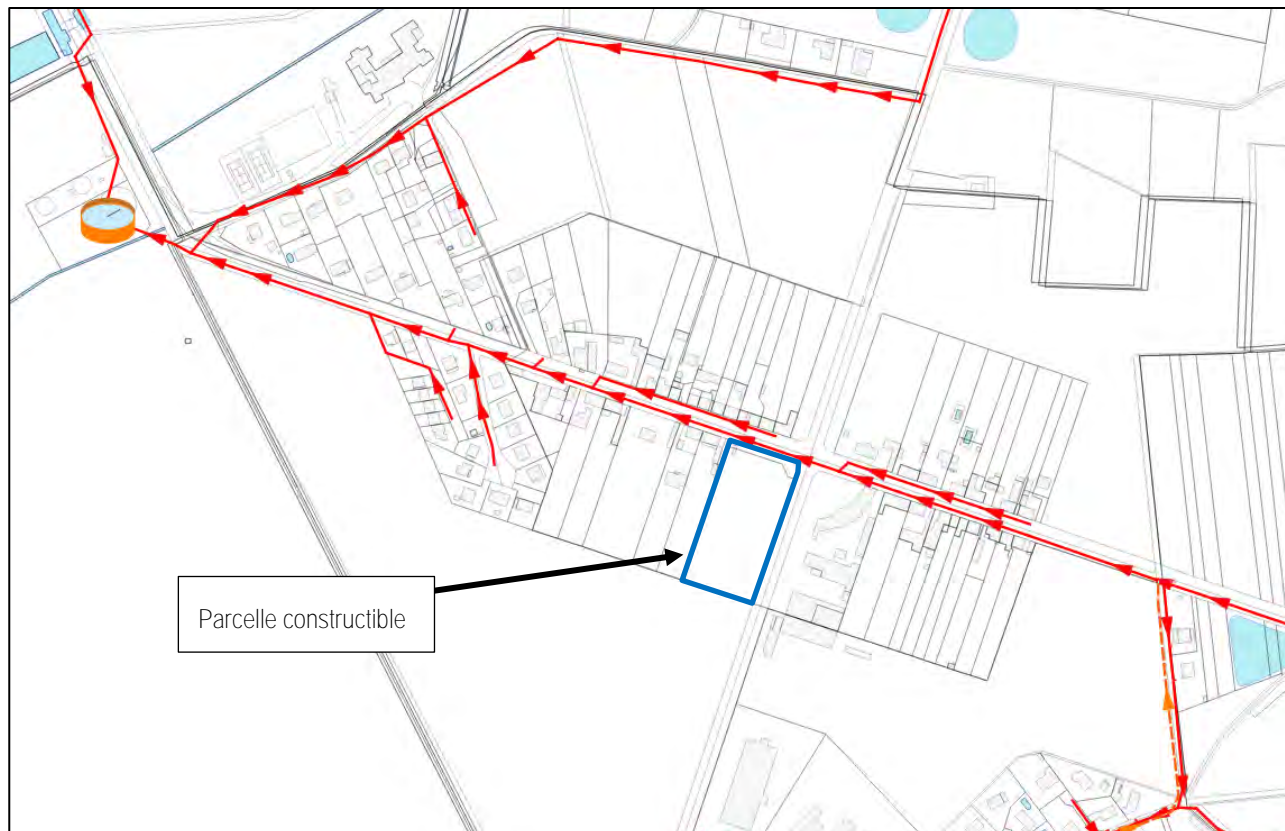


Figure 23 : Localisation de la parcelle constructible de la rue Charles Ferdinand Dreyfus

Le réseau d'eaux usées traverse la rue Charles Ferdinand Dreyfus, d'Est en Ouest, et raccorde toutes les habitations de la rue.

En cas de développement de la parcelle, la présence d'un réseau d'eaux usées en bordure rend obligatoire le raccordement à l'assainissement collectif.

Il n'y a pas de nécessité de réaliser une extension de réseau sur le domaine public.

Les frais de raccordement seront à la charge des aménageurs.

Le secteur de développement de la rue Charles Ferdinand Dreyfus sera donc intégré au zonage de l'assainissement des eaux usées.

6. Etude des scénarii pour les secteurs en ANC

7. Etude des scénarii pour les secteurs en ANC

Dans cette partie, il sera question d'étudier pour chaque secteur géographique actuellement en assainissement autonome la faisabilité du raccordement au réseau d'eaux usées collectif ou le maintien en assainissement non collectif.

La commune de Fontenay-lès-Briis présente 6 secteurs géographiques actuellement en ANC :

- Secteur 1 (Rue de Quincampoix – Chemin des Bienfaits) : regroupant 3 habitations ;
- Secteur 2 (Rue de la Roche Turpin) : regroupant 5 habitations ;
- Secteur 3 (Rue de Folleville) : regroupant 2 habitations ;
- Secteur 4 (Rue de Folleville) : regroupant 4 habitations ;
- Secteur 5 : (Voie communale 2 dite d'Arpenty) : regroupant 1 habitation ;
- Secteur 6 : (Rue Laurent Jacquet) : regroupant 4 habitations.
- Plus 2 secteurs PLU

Pour chaque secteur, 2 scénarios seront comparés :

- **Le raccordement à l'assainissement collectif** : Un réseau collecte l'ensemble des eaux usées et les dirige vers une unité de traitement implantée en domaine public. Cette solution est étudiée dans les scénarii précédents.
- La réhabilitation des installations de traitement : **La mise en place d'une installation de traitement autonome** adaptée aux contraintes de sol (aptitude du sol à l'épandage) et d'habitat (surface disponible, pente, présence d'exutoire de nappes souterraines, accessibilité, ...).

La réhabilitation des installations de traitement sera proposée pour toutes les habitations dont la conclusion du contrôle de leur installation de traitement des eaux usées non collectif **est non conforme**. Pour les habitations qui n'ont pas fait l'objet de contrôle, le cas le plus défavorable sera considéré, c'est-à-dire une non-conformité de leur installation de traitement.

Le chiffrage de la réhabilitation des assainissements non collectifs sera effectué en fonction de la contrainte des sols, établie au cours de l'étude sur le territoire communal.

Des préconisations de travaux sont présentées en Annexe 3, pour les habitations en ANC ayant fait l'objet d'un contrôle par ALTEREO dans le cadre du schéma directeur d'assainissement et dont la conclusion indique une non-conformité de la gestion des eaux usées et/ou des eaux pluviales.

7.1. Scénarii de raccordement n°1 – Rue de Quincampoix

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

La rue de Quincampoix dispose de 3 habitations actuellement en assainissement non collectif :

- 2 habitations présentent une installation conforme ;
- Une habitation présente une installation non conforme.

Les autres habitations de la rue sont déjà raccordées à l'assainissement collectif.

Une seule habitation nécessite une réhabilitation de leur système de traitement des eaux usées autonomes.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur cette rue est faible.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°1 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain ne permet de réaliser un raccordement exclusivement gravitaire. Un poste de refoulement sera donc nécessaire.

Le tronçon sera implanté rue de Quincampoix, du fait de la topographie défavorable, les eaux usées seront collectées et refoulées au réseau communal d'eaux usées de la même rue via le regard de visite situé au 9 rue des Quincampoix.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

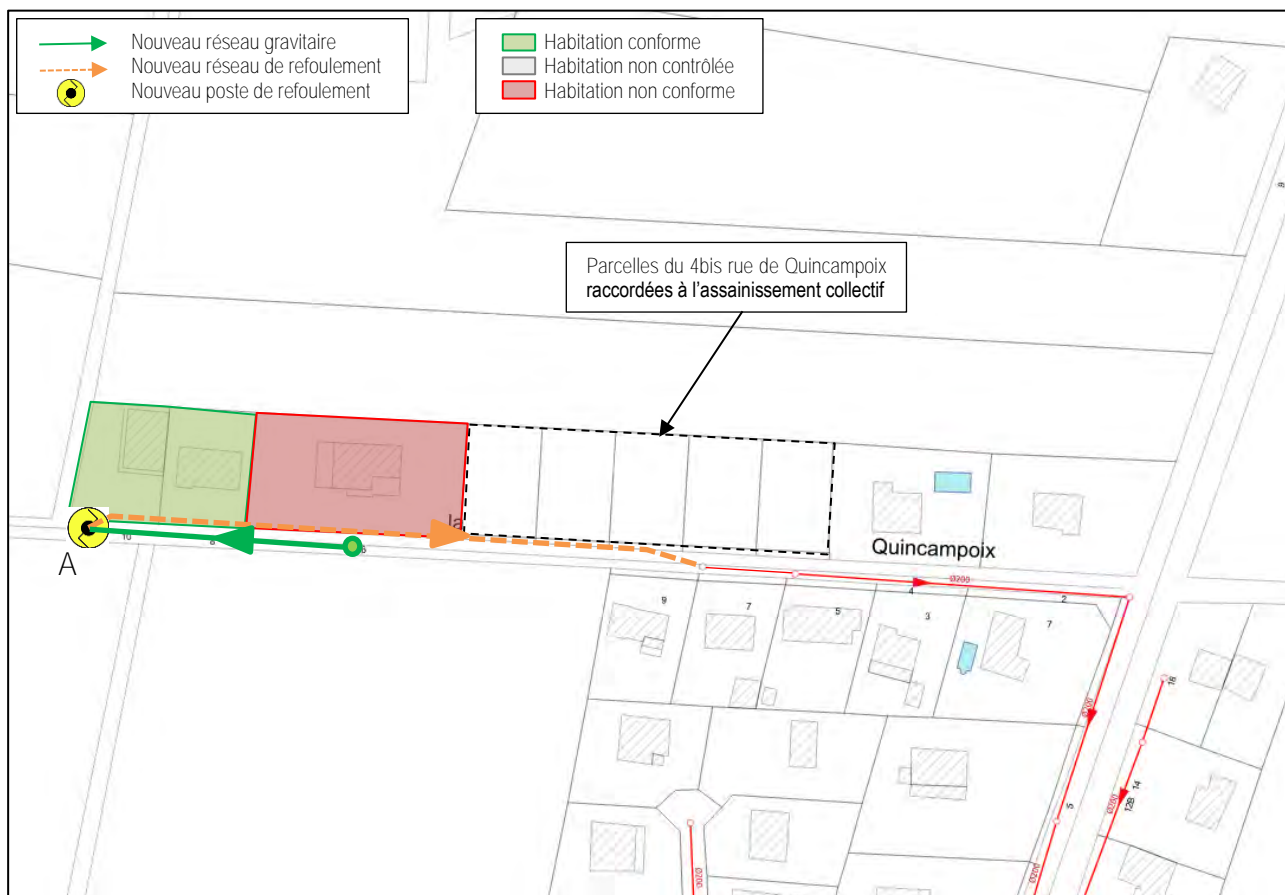
- La fourniture et la pose d'environ 80 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie permettant le prolongement du réseau de la rue de Quincampoix ;
- La fourniture et la pose d'un poste d'un refoulement (dont 170 ml de conduite PE10 – DN60 mm) au point bas de la rue de Quincampoix permettant le relèvement des eaux usées collectées vers le regard situé au 5 rue des Quincampoix ;
- La fourniture et la pose de 3 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitations desservis ;
- La fourniture et la pose d'un regard de visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°1 au réseau d'eaux usées communale :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	80 ml
Nature du réseau gravitaire	PP 200 mm
Linéaire total du réseau de refoulement à poser sous domaine public	170 ml
Nécessité d'un poste de relevage	1
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	PE10 – DN60 mm
Nombre de regard	1
Nombre de branchement	3

Tableau 18 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 1)

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau à créer :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE



Figure 24 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 1)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Rue de Quincampoix	3 habitations	170 ml de refoulement 80 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 3 branchements 1 regard de visite	215 000 €	71 667 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols faible	19 000 €	19 000 €

Tableau 19 : Comparaison des scénarii (secteur 1)

Les coûts de raccordement sur le secteur 1 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de la topographie défavorable et de la nécessité de mettre en place un poste de refoulement.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.2. Scénarii de raccordement n°2 – Rue de la Roche Turpin

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

La rue de Roche Turpin est composée de 5 habitations actuellement en assainissement non collectif :

- 1 habitation présente une installation conforme ;
- 3 habitations présentent une installation non conforme ;
- 1 habitation n'a pas été inspectée.

En considérant le cas le plus défavorable, 4 habitations nécessitent une réhabilitation de leur système de traitement des eaux usées autonomes.

Les autres habitations de la rue sont déjà raccordées à l'assainissement collectif.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est faible pour 2 habitations et moyenne pour 2 habitations.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°2 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain permet de réaliser un raccordement gravitaire.

Un tronçon sera implanté rue de la Roche Turpin et rejoindra le réseau communautaire d'eaux usées situé Chemin des Bienfaits au niveau du regard de visite FLB-EU-305.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

- La fourniture et la pose d'environ 580 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie permettant le prolongement du réseau de la rue de la Roche Turpin ;
- La fourniture et la pose de 5 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitations desservies ;
- La fourniture et la pose de 7 regards de visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°2 au réseau d'eaux usées communal :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	580 ml
Nature du réseau gravitaire	PP 200 mm
Nombre de regard	7
Nombre de branchement	5

Tableau 20 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 2)

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau crée :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

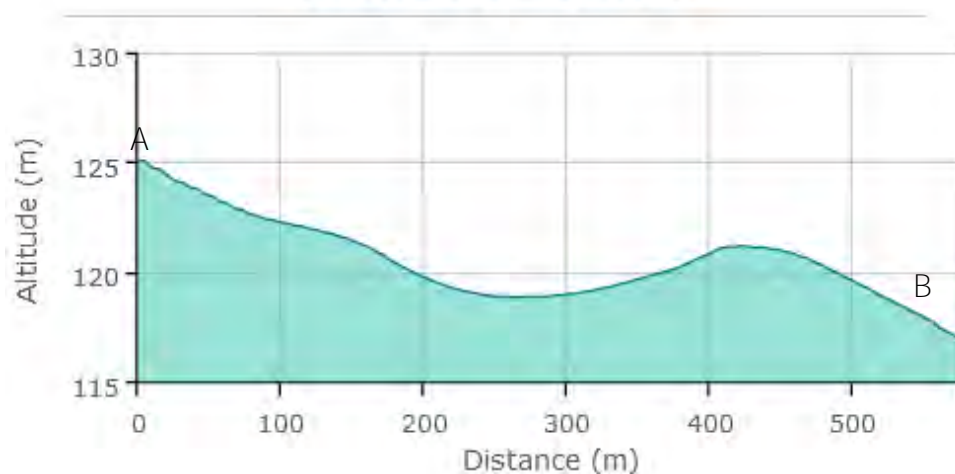


Figure 25 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 2)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Rue de la Roche Turpin	5 habitations	580 ml de gravitaire 5 branchements 7 regards de visite	397 000 €	79 400 €	Réhabilitation de 4 ANC Aptitude des sols faible à moyenne	68 000 €	17 000 €

Tableau 21 : Comparaison des scénarii (secteur 2)

Les coûts de raccordement sur le secteur 2 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.3. Scénarii de raccordement n°3 – Rue de Folleville

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

La rue de Folleville, au niveau du quartier de la Charmoise, est composé de 2 habitations actuellement en assainissement non collectif. Ces 2 habitations présentent une installation non conforme.

Les autres habitations de la rue à proximité du quartier de la Charmoise sont déjà raccordées à l'assainissement collectif.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°3 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain permet de réaliser un raccordement gravitaire.

Le tronçon de réseau créé sera implanté rue de Folleville et se raccordera sur le réseau communal d'eaux usées à l'intersection de la Rue de Folleville et de la Rue de la Galotterie au niveau du regard de visite FLB-EU-52.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

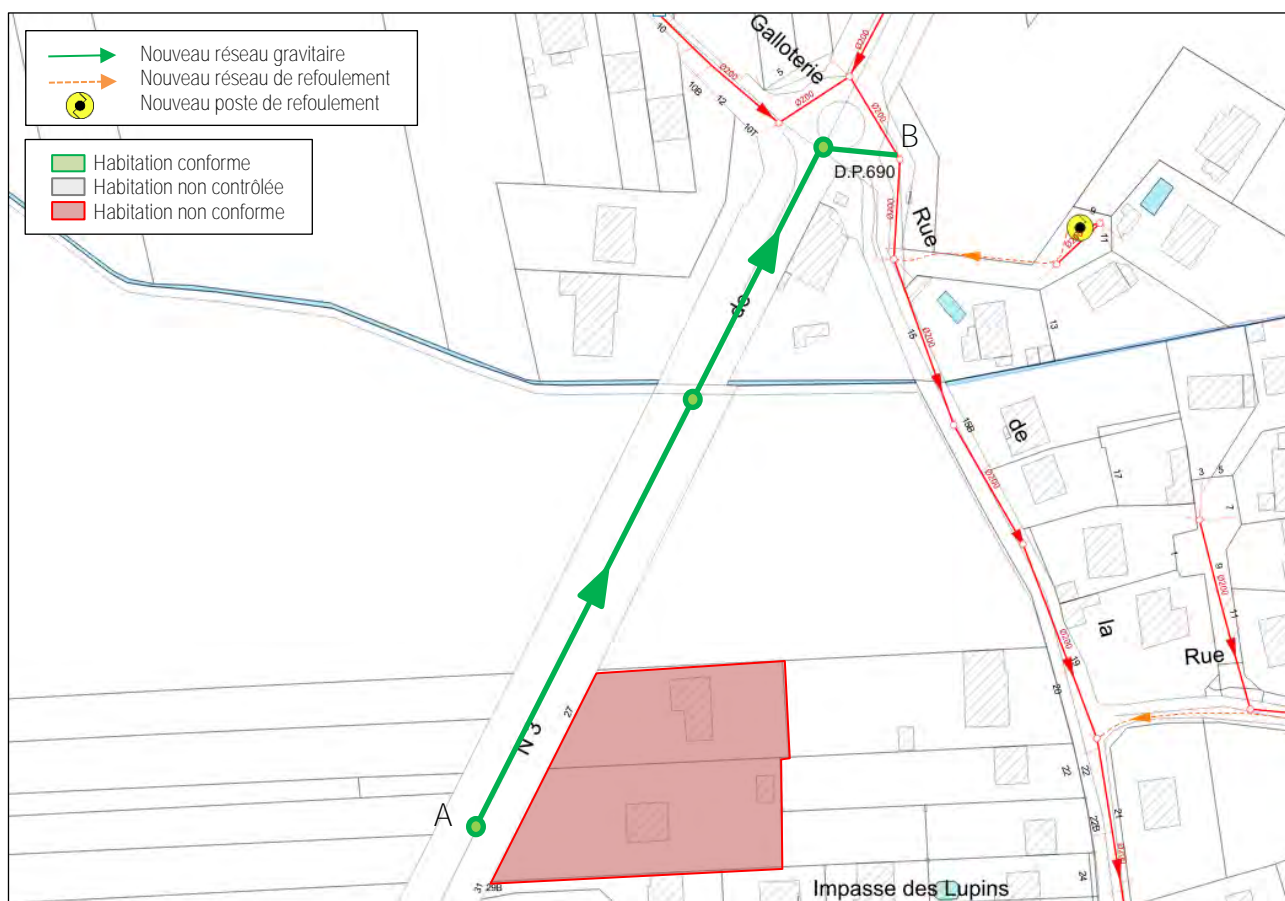
- La fourniture et la pose d'environ 170 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie permettant le prolongement du réseau rue de Folleville ;
- La fourniture et la pose de 2 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitations desservies ;
- La fourniture et la pose de 3 regards de visites sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°3 au réseau d'eaux usées communal :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	170 ml
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	PP 200 mm
Nombre de regard	3
Nombre de branchement	2

Tableau 22 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 3)

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau crée :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

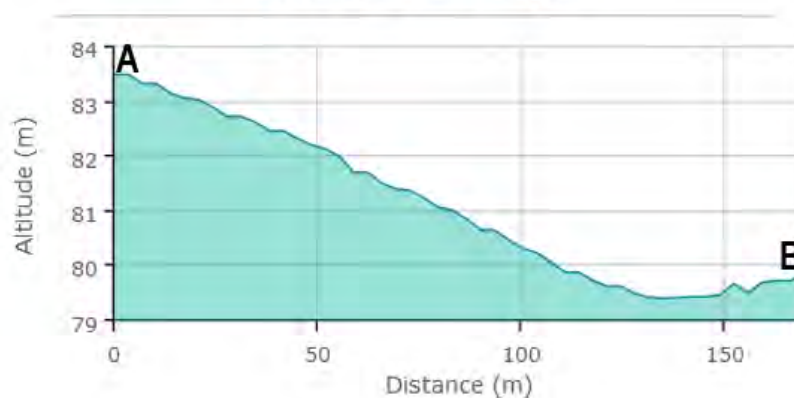


Figure 26 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 3)

COMPARAISON DES SCÉNARIIS

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Rue de Folleville	2 habitations	170 ml de gravitaire 2 branchements 3 regards de visite	135 000 €	67 500 €	Réhabilitation de 2 ANC Aptitude des sols moyenne	31 000 €	15 500 €

Tableau 23 : Comparaison des scénarii (secteur 3)

Les coûts de raccordement sur le secteur 3 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.4. Scénarii de raccordement du secteur 4 – Rue de Folleville

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

La rue de Folleville, à proximité du quartier de la Soulodière, est composé de 5 habitations actuellement en assainissement non collectif. Ces 5 habitations présentent une installation non conforme.

Les autres habitations de la rue à proximité du quartier de la Soulodière sont déjà raccordées à l'assainissement collectif.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°4 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain permet de réaliser un raccordement gravitaire.

Le tronçon de réseau créé sera implanté rue de Folleville et rue des Chenaux et se raccordera sur le réseau communal d'eaux usées au niveau de la rue des Chenaux via le regard de visite FLB-EU-12.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

- La fourniture et la pose d'environ 660 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie permettant le prolongement du réseau rue de Folleville ;
- La fourniture et la pose de 4 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitants/bâtiments desservis ;
- La fourniture et la pose de 7 regards de visites sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

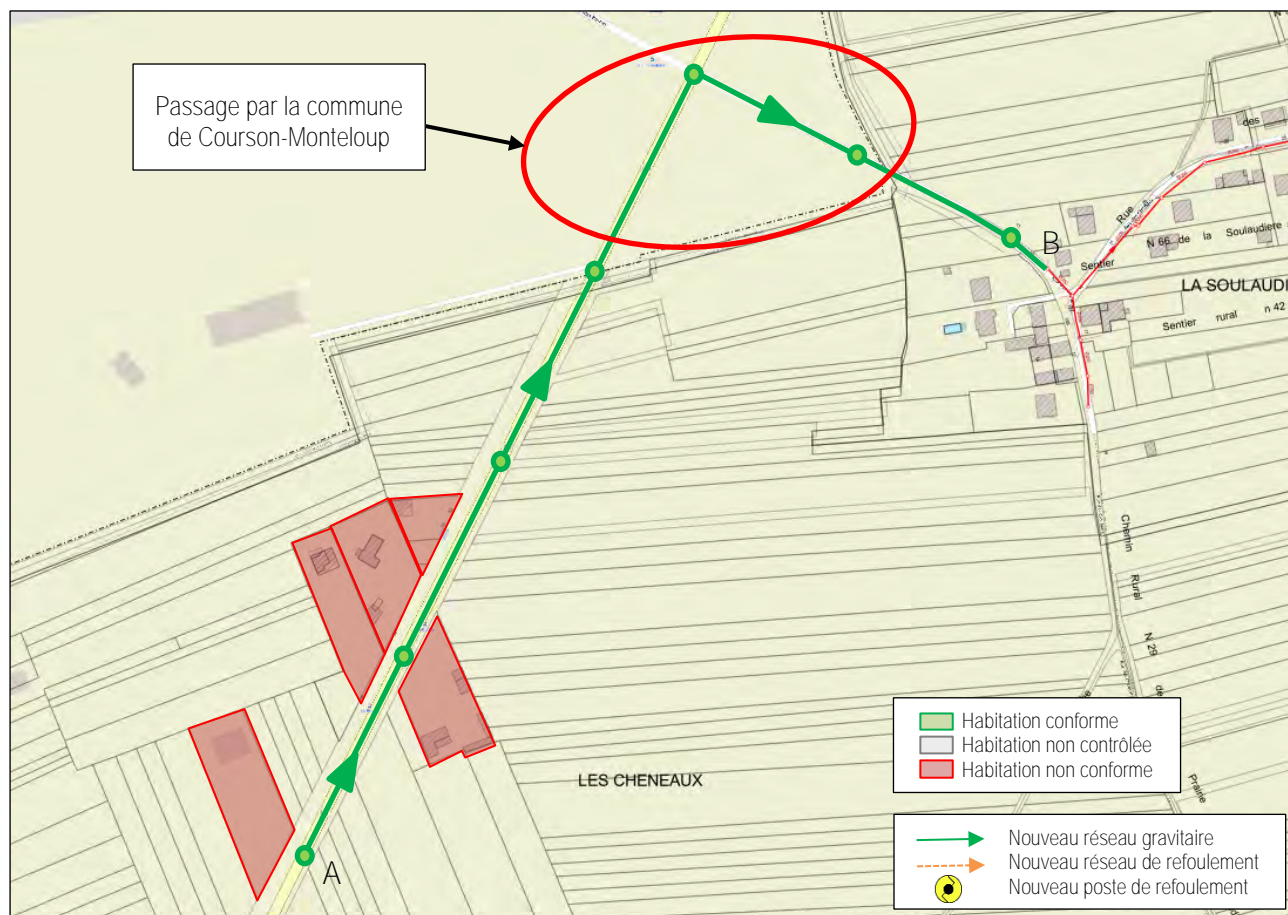
Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur 2 au réseau d'eaux usées communal :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	660 ml
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	PP 200 mm
Nombre de regard	7
Nombre de branchement	4

Figure 27 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 4)

Il est à noter qu'une partie du réseau traversera le territoire communal de Courson-Monteloup sur une distance d'environ 220 ml.

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau crée :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE



Figure 28 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 4)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Rue de Folleville	4 habitations	660 ml de gravitaire 4 branchements 7 regards de visite	438 000 €	109 500 €	Réhabilitation de 5 ANC Aptitude des sols moyenne	77 000 €	15 400 €

Tableau 24 : Comparaison des scénarii (secteur 4)

Les coûts de raccordement sur le secteur 4 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.5. Scénarii de raccordement n°5 – Hameau des Closeaux

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

Le hameau des Closeaux est composé d'une habitation actuellement en assainissement non collectif. Cette habitation présente une installation non collective non conforme.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°5 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain ne permet de réaliser un raccordement exclusivement gravitaire. Un poste de refoulement sera donc nécessaire.

Le tronçon de réseau créé sera implanté sur la voie communale Nord dite d'Arpenty et rue de la Donnerie et se raccordera sur le réseau communautaire d'eaux usées en amont de la station d'épuration de la Charmoise via le regard de visite FLB-EU-30.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

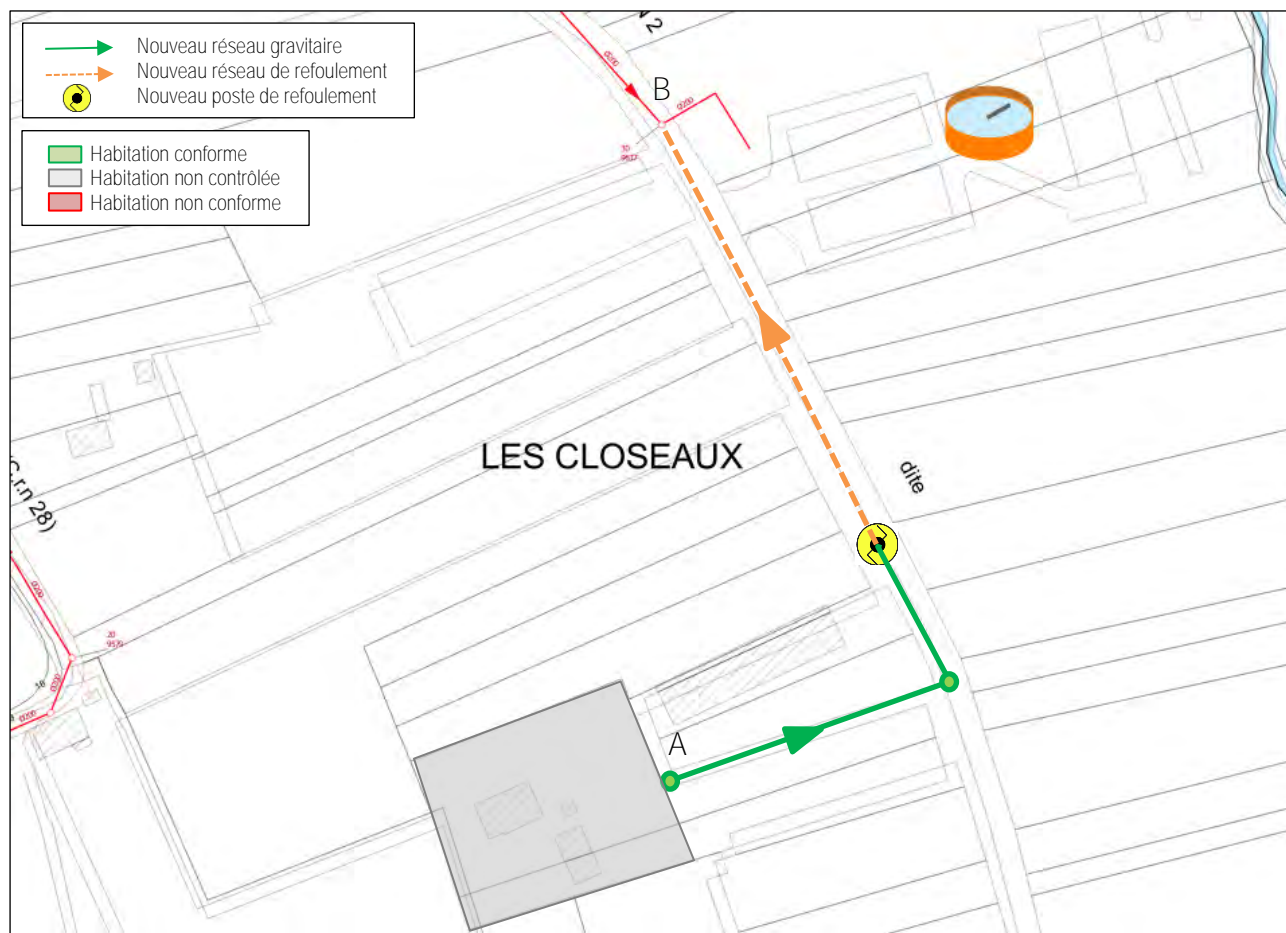
- La fourniture et la pose d'environ 120 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie au niveau de voie communale Nord dite d'Arpenty ;
- La fourniture et la pose d'un poste d'un refoulement (dont 170 ml de conduite PE10 – DN60 mm) au point bas de la rue de la Donnerie permettant le relèvement des eaux usées collectées vers le regard FLB-EU-30 ;
- La fourniture et la pose d'une boîte de branchement implantée en limite de propriété, permettant le raccordement des habitants/bâtiments desservis ;
- La fourniture et la pose d'un regard de visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°5 au réseau d'eaux usées communal :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	120 ml
Nature du réseau gravitaire	PP 200 mm
Linéaire total du réseau de refoulement à poser sous domaine public	90 ml
Nécessité d'un poste de relevage	1
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	PE10 – DN60 mm
Nombre de regard	2
Nombre de branchement	1

Figure 29 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 5)

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau crée :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

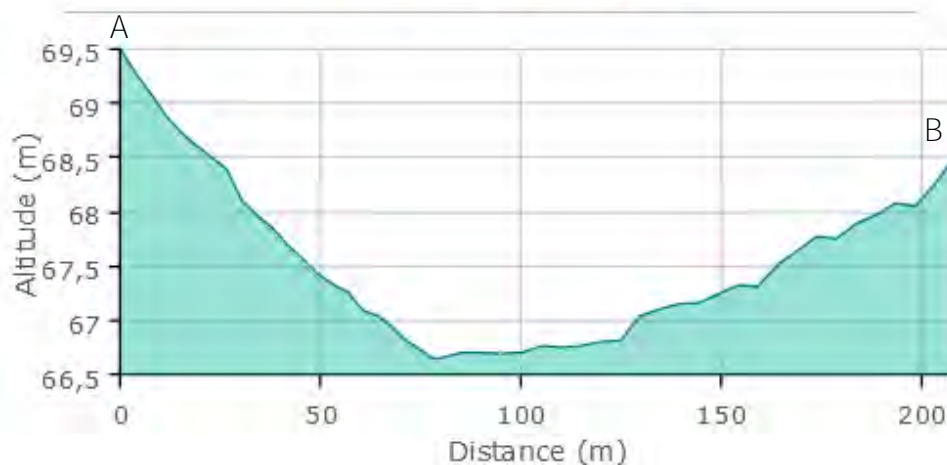


Figure 30 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 5)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Voie communale Nord dite d'Arpenty	1 habitation	90 ml de refoulement 120 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 1 branchement 2 regards de visite	225 000 €	225 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	16 000 €

Tableau 25 : Comparaison des scénarii (secteur 5)

Les coûts de raccordement sur le secteur 5 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant et de la nécessité d'un poste de refoulement.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.6. Scénarii de raccordement du secteur 6 – Raccordement au hameau de Verville

Ce secteur est divisé en 3 sous-secteurs :

- Le secteur 6.1 qui concerne le raccordement l'habitation de la rue de la Butte aux Prieurs ;
- Le secteur 6.2 qui concerne le raccordement de l'habitation au 6 rue de Saint-Méry ;
- Le secteur 6.3 qui concerne le raccordement de la rue Launay Jacquet.

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

L'ensemble du secteur étudié comporte 6 habitations actuellement en assainissement non collectif. Seul l'habitation de la Butte aux Prieurs présente installation conforme. Les autres habitations sont non-conforme.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°6 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis peut être fait en plusieurs étape :

- Le raccordement dans un premier temps de l'habitation de la Butte aux Prieurs via le prolongement du réseau gravitaire du hameau de Verville ;
- Puis dans un second temps le raccordement de la rue Saint-Méry et de la rue Launay Jacquet au nouveau réseau gravitaire d'eaux usées via 2 postes de refoulement.

La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

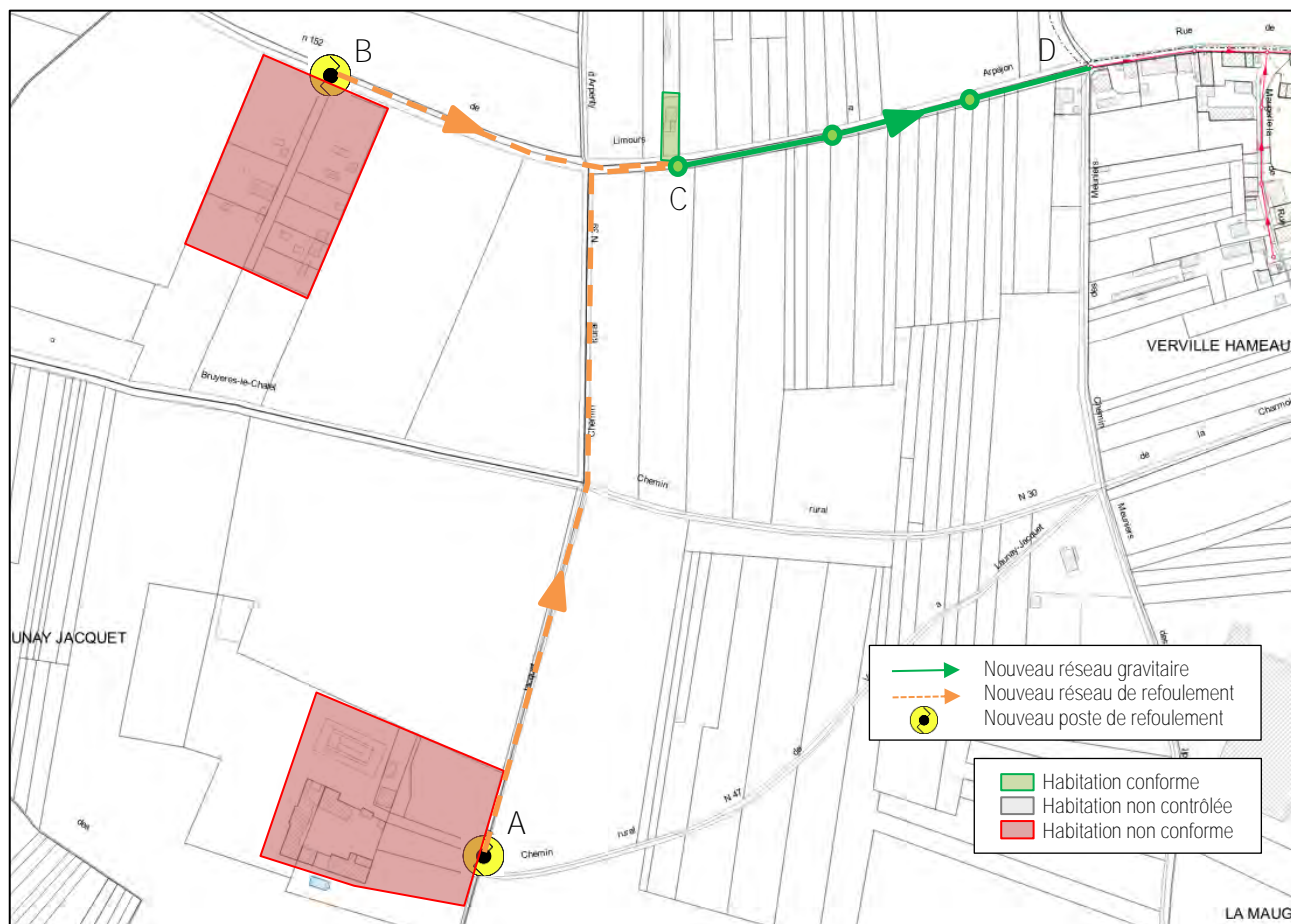
- La fourniture et la pose d'environ 230 ml de canalisations en PP DN200 mm, incluant La fourniture et la pose de 3 regardsde visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400), permettant le prolongement du réseau du hameau de Verville ;
- La fourniture et la pose d'un poste d'un refoulement (dont 200 ml de conduite PE10 – DN60 mm) au point bas de la rue de Saint-Méry permettant le relèvement des eaux usées collectées vers la rue de la Butte aux Prieurs ;
- La fourniture et la pose d'un poste d'un refoulement (dont 420 ml de conduite PE10 – DN60 mm) au point bas de la rue de Launay Jacquet permettant le relèvement des eaux usées collectées vers la rue de la Butte aux Prieurs ;
- La fourniture et la pose de 6 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitants/bâtiments desservis.

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°6 au réseau d'eaux usées communal :

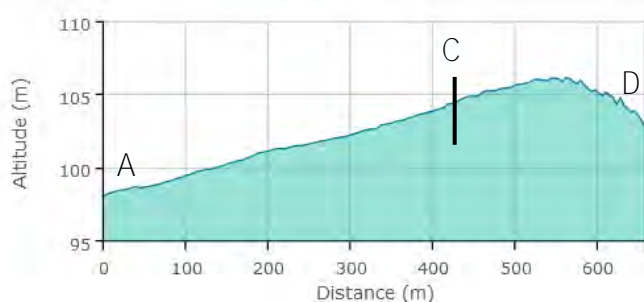
	Scénarii		
	6.1	6.2	6.3
Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	230 ml	-	-
Nature du réseau gravitaire	PP - 200 mm	-	-
Linéaire total du réseau de refoulement à poser sous domaine public	-	200 ml	420 ml
Nécessité d'un poste de relevage	-	1	1
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	-	PE10 – DN60 mm	PE10 – DN60 mm
Nombre de regard	3	-	-
Nombre de branchement	1	1	4

Tableau 26 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 6)

Le synoptique suivant présente le tracé envisagé du réseau d'eaux usées ainsi que le profil topographique du réseau crée :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

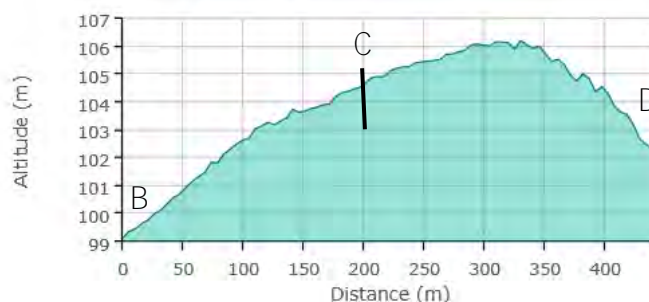


Figure 31 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 6)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
La Butte Prieur	1 habitation	230 ml de gravitaire 1 branchement 3 regards de visite	160 000 €	160 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	16 000 €
Rue Saint-Méry	1 habitation	200 ml de refoulement 1 poste de refoulement 1 branchement	182 000 €	182 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	16 000 €
Rue Launay Jacquet	4 habitations	420 ml de refoulement 1 poste de refoulement 4 branchements	277 000 €	69 250 €	Réhabilitation de 4 ANC Aptitude des sols moyenne	62 000 €	15 500 €

Tableau 27 : Comparaison des scénarii (secteur 6)

Les coûts de raccordement sur le secteur 6 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant et de la nécessité de 2 postes de refoulement.

Il est proposé de conserver ce secteur en **assainissement non collectif** et de **s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble** des installations.

7.7. Scénarii de raccordement du secteur 7 – Chemin des Meuniers

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

Le Chemin des Meuniers est composé de 2 habitations actuellement en assainissement non collectif. Ces 2 habitations présentent une installation non conforme.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°7 au réseau communal **d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées**. La topographie du terrain ne permet de réaliser un raccordement exclusivement gravitaire. Un poste de refoulement sera donc nécessaire.

Un premier tronçon gravitaire créé sera implanté chemin des Meuniers permettant le raccordement des 2 habitations à un poste de refoulement situé en point bas du chemin. Le refoulement se jettera dans un second réseau gravitaire qui sera un prolongement du **réseau d'eaux usées** du hameau de Verville.

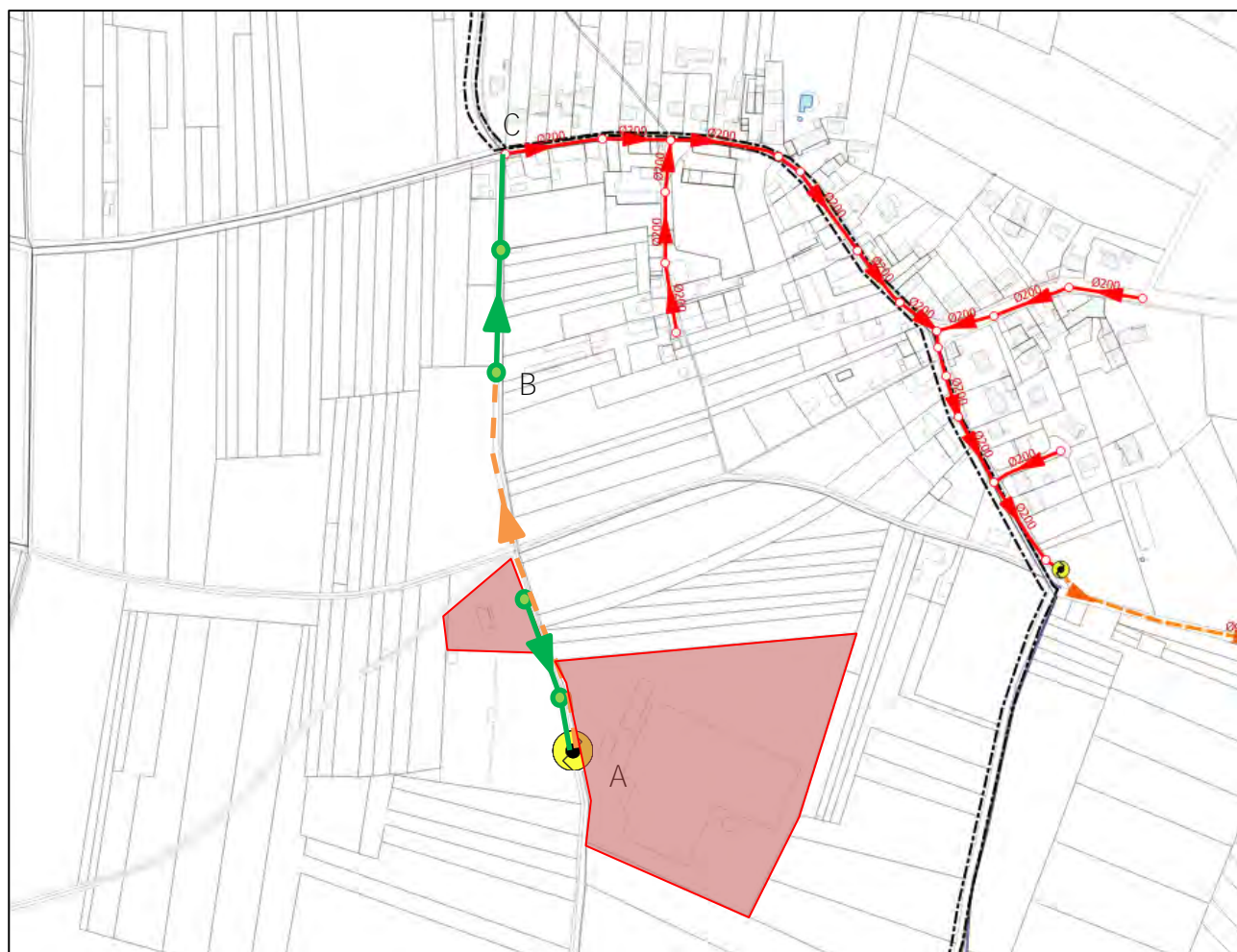
La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

- **La fourniture et la pose d'environ 220 ml** de canalisations gravitaire en PP DN200 mm sous voirie sur le Chemin des Meunier ;
- **La fourniture et la pose d'un poste d'un refoulement (dont 230 ml de conduite PE10 – DN60 mm)** au point bas du Chemin des Meuniers permettant le relèvement des eaux usées collectées le hameau de Verville ;
- La fourniture et la pose de 2 boîtes de branchements implantées en limite de propriété, permettant le raccordement des habitants/bâtiments desservis ;
- La fourniture et la pose de 4 regards de visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'**ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°6 au réseau d'eaux usées communal** :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	220 ml
Nature du réseau gravitaire	PP 200 mm
Linéaire total du réseau de refoulement à poser sous domaine public	230 ml
Nécessité d'un poste de relevage	1
Nature du réseau au point de raccordement potentiel	PE10 – DN60 mm
Nombre de regard	4
Nombre de branchement	2

Tableau 28 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 7)



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

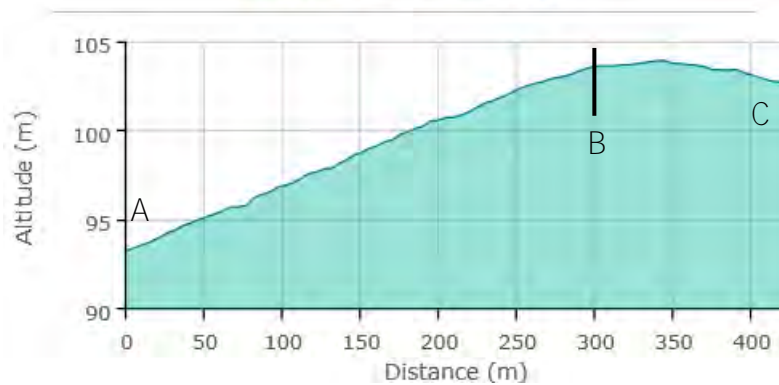


Figure 32 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 7)

COMPARAISON DES SCENARII

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénarii étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Chemin des Meuniers	2 habitations	230 ml de refoulement 220 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 2 branchements 4 regards de visite	368 000 €	184 000 €	Réhabilitation de 2 ANC Aptitude des sols moyenne	31 000 €	15 500 €

Tableau 29 : Comparaison des scénarii (secteur 7)

Les coûts de raccordement sur le secteur 7 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant et de la nécessité d'un poste de refoulement.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.8. Scénarii de raccordement du secteur 8 – Rue de Saint-Méry

ÉTATS DES LIEUX DES ANC

La rue de Saint-Méry est composée d'une habitation actuellement en assainissement non collectif. Cette habitation présente une installation non conforme.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain sur ce secteur est moyenne.

RACCORDEMENT AUX RESEAU D'EAUX USEES

Le raccordement des habitations situées sur le secteur géographique n°8 au réseau communal d'eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis implique la création d'un nouveau réseau d'eaux usées. La topographie du terrain permet de réaliser un raccordement exclusivement gravitaire.

Le tronçon de réseau créé sera implanté rue de Saint-Méry et se raccordera sur le réseau communal d'eaux usées au niveau du hameau de la Roncière.

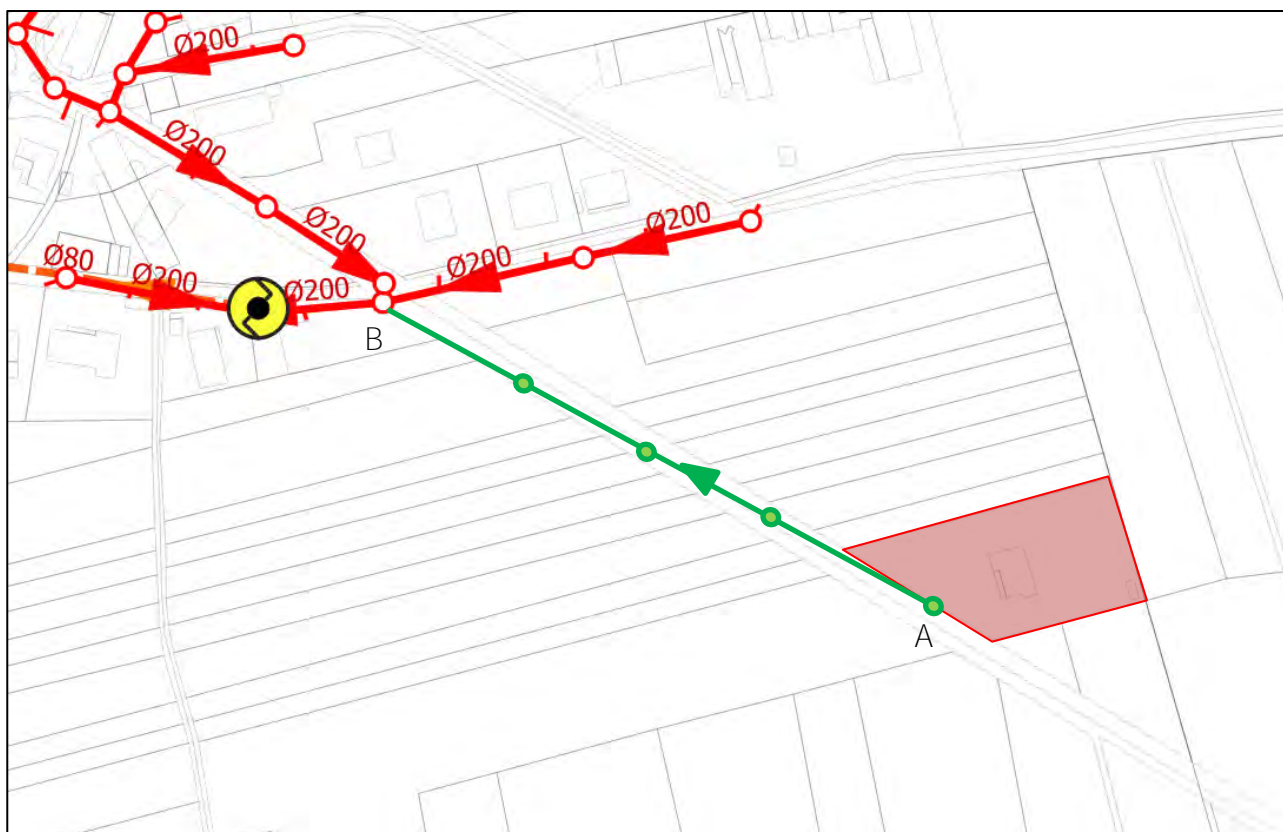
La création du nouveau réseau nécessite les aménagements suivants :

- La fourniture et la pose d'environ 170 ml de canalisations en PP DN200 mm sous voirie permettant le raccordement de la rue Saint-Méry au hameau de la Roncière ;
- La fourniture et la pose d'une boîte de branchements implantée en limite de propriété, permettant le raccordement du bâtiment desservi ;
- La fourniture et la pose de 4 regards de visite sous voirie, DN1000 mm en béton préfabriqué (dont élément de fermeture classe D400).

Le tableau ci-après présente l'ensemble des ouvrages nécessaires au raccordement des habitations du secteur n°8 au réseau d'eaux usées communal :

Linéaire total du réseau gravitaire à poser sous domaine public	170 ml
Nature du réseau gravitaire	PP 200 mm
Nombre de regard	4
Nombre de branchement	1

Tableau 30 : Ouvrages nécessaires au raccordement ANC (secteur 8)



PROFIL ALTIMÉTRIQUE

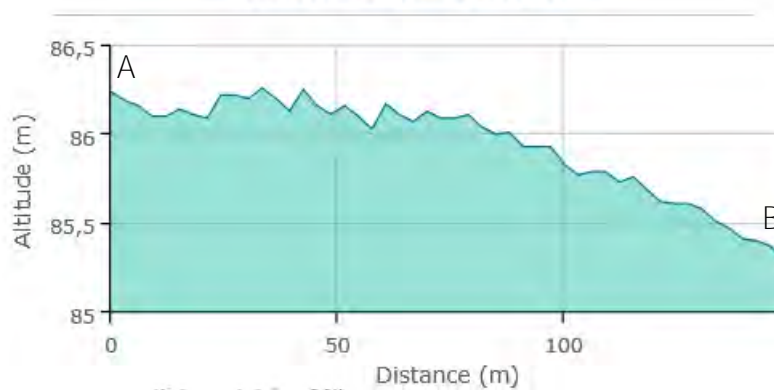


Figure 33 : Proposition du tracé du réseau d'eaux usées et présentation de la topographie du tracé (secteur 8)

COMPARAISON DES SCÉNARIIS

Le tableau ci-après compare les prix des 2 scénariis étudiés :

Localisation	Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées			Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		
		Nature des travaux	Coût total (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	Coût par habitation (€ HT)
Rue Saint-Méry	1 habitation	170 ml de gravitaire 1 branchements 4 regards de visite	133 000 €	133 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	16 600 €

Tableau 31 : Comparaison des scénariis (secteur 8)

Les coûts de raccordement sur le secteur 8 au réseau d'assainissement collectif sont très importants à cause de l'éloignement des habitations à raccorder du réseau d'eaux usées existant et de la nécessité d'un poste de refoulement.

Il est proposé de conserver ce secteur en assainissement non collectif et de s'assurer de la mise en conformité de l'ensemble des installations.

7.9. Comparaison des scénarii étudiés

Le tableau ci-après présente les conclusions de l'étude de scénarii sur le raccordement des ANC :

Localisation		Nombre d'habitation	Scénario 1 : Raccordement à l'assainissement au réseau d'eaux usées		Scénario 2 : Maintiens en assainissement non collectif		Scénario retenu
			Nature des travaux	Coût (€ HT)	Nature des travaux	Coût (€ HT)	
Secteur 1	Rue de Quincampoix	3 habitations	170 ml de refoulement 80 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 3 branchements 1 regard de visite	215 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols faible	19 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 2	Rue de la Roche Turpin	5 habitations	580 ml de gravitaire 5 branchements 7 regards de visite	397 000 €	Réhabilitation de 4 ANC Aptitude des sols faible à moyenne	68 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 3	Rue de Folleville	2 habitations	170 ml de gravitaire 2 branchements 3 regards de visite	135 000 €	Réhabilitation de 2 ANC Aptitude des sols moyenne	31 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 4	Rue de Folleville	4 habitations	660 ml de gravitaire 4 branchements 7 regards de visite	438 000 €	Réhabilitation de 5 ANC Aptitude des sols moyenne	77 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 5	Voie communale Nord dite d'Arpenty	1 habitation	90 ml de refoulement 120 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 1 branchement 2 regards de visite	225 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 6.1	La Butte Prieur	1 habitation	230 ml de gravitaire 1 branchement 3 regards de visite	160 000 €	Réhabilitation de 4 ANC Aptitude des sols moyenne	62 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 6.2	Rue Saint-Méry	1 habitation	200 ml de refoulement 1 poste de refoulement 1 branchement	182 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 6.3	Rue Launay Jacquet	4 habitations	420 ml de refoulement 1 poste de refoulement 4 branchements	277 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 7	Chemin des Meuniers	2 habitations	230 ml de refoulement 220 ml de gravitaire 1 poste de refoulement 2 branchements 4 regards de visite	368 000 €	Réhabilitation de 4 ANC Aptitude des sols moyenne	62 000 €	Maintiens en ANC
Secteur 8	Rue Saint-Méry	1 habitation	170 ml de gravitaire 1 branchements 4 regards de visite	133 000 €	Réhabilitation de 1 ANC Aptitude des sols moyenne	16 000 €	Maintiens en ANC

Tableau 32 : Tableau comparatif des scénarios

D'un point de vue technico-économique, le raccordement des habitations dans les différents secteurs étudiés ne paraît pas justifié. La faible densité de ces habitations au regard des linéaires significatifs de réseaux à créer ne permettra pas en outre **à ces projets d'être éligibles à un financement de la part de l'Agence de l'Eau**.

Nous proposons donc de maintenir les habitations concernées en assainissement non collectif.

8. Le zonage d'assainissement des eaux usées

8.1. Zonage d'assainissement des eaux usées retenu

Le zonage de l'assainissement a été élaboré de la manière suivante :

- Toutes les parcelles **raccordées et raccordables sans nécessité d'une extension** de réseau, situées en zone urbaine ou à urbaniser comme défini dans le PLU de la commune sont intégrées dans la zone d'assainissement collective.
- Toutes les habitations éloignées étant actuellement en assainissement non collectif seront intégrées dans la zone d'assainissement non collective.
- Toutes les parcelles non constructibles comme défini dans le PLU de la commune ne seront ni intégrées dans la zone d'assainissement non collective, ni dans la zone d'assainissement collective.

La carte du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Fontenay-lès-Briis est présentée sur le plan ci-après :

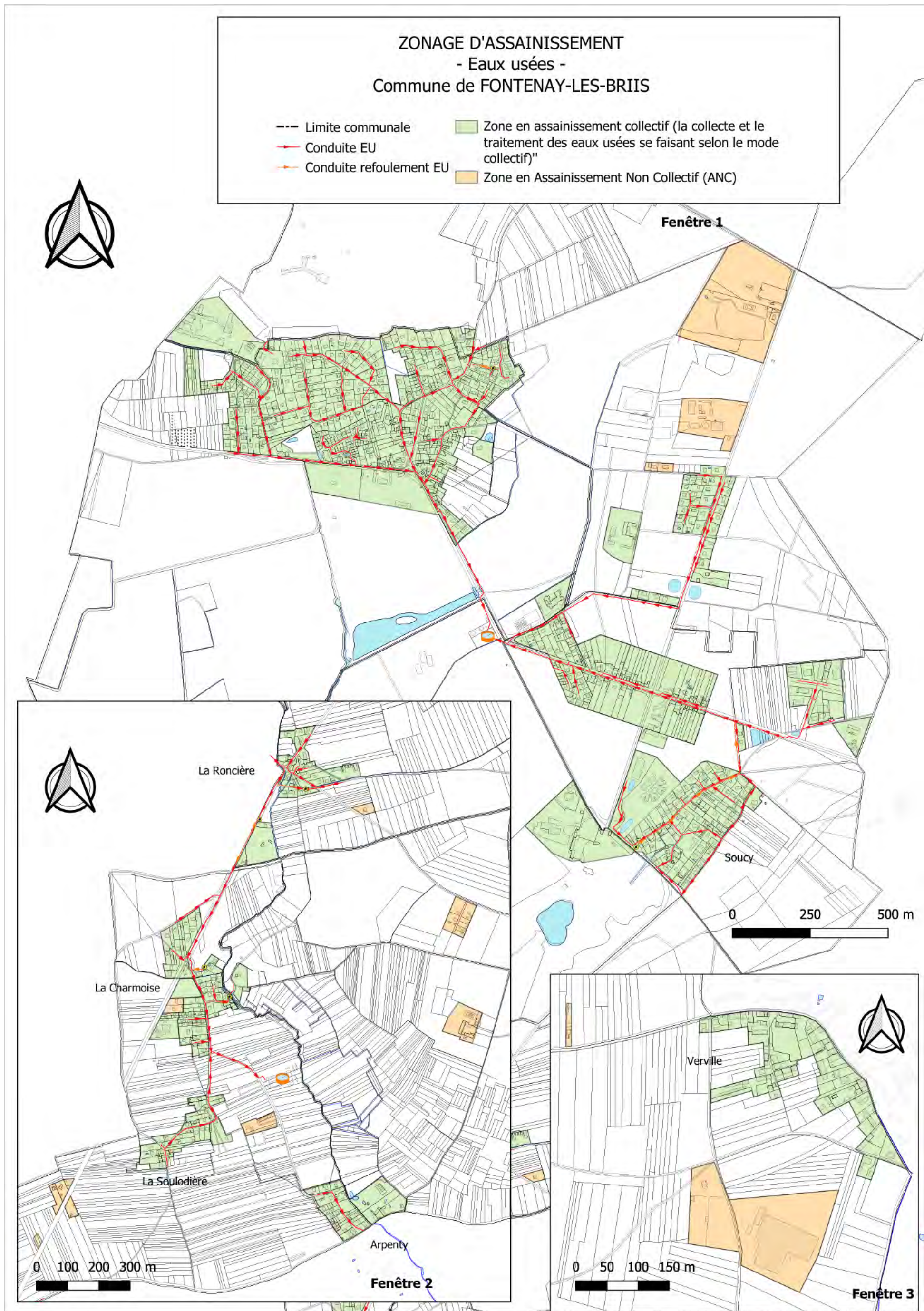


Figure 34 : Plan du zonage d'assainissement d'eaux usées

8.2. Obligation de la collectivité et de l'utilisateur

8.2.1. En matière d'assainissement collectif

- Pour la collectivité compétente :
 - la responsabilité de la collectivité, dans le domaine de l'assainissement collectif, est entière. Elle est soumise, à ce titre, à des exigences de performances de collecte et de traitement, déterminées en fonction de la pollution reçue et la sensibilité du milieu naturel. Les règles d'usage sont définies au travers du règlement du service public d'assainissement collectif ;
 - les zones arrêtées en collectif n'impliquent pas d'obligations de délais de réalisation de travaux (création ou extension de réseaux notamment) ;
 - le contrôle de la qualité d'exécution de la partie privative des branchements particuliers est à la charge de la commune.
- Pour l'utilisateur :
 - lors de la pose d'un réseau d'assainissement, le particulier a obligation de se raccorder dans les 2 ans après la mise en service du réseau (article L1331-1 du Code Santé Publique).

Article L1331-1 du CSP

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L2224-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

- le raccordement se fait avec l'acceptation du règlement d'assainissement en vigueur sur la collectivité.

Article L1331-2 du CSP

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent. Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal ».

Article L1331-4 du CSP

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement ».

8.2.2. En matière d'assainissement non collectif

- Pour la collectivité compétente :
 - La collectivité doit prendre en charge l'ensemble des prestations de contrôle de l'assainissement non collectif (article 2224-9 du CGCT), par le biais du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) ;
 - Le SPANC doit se doter d'un règlement de service, qui précise l'étendue de ces prestations et formalise les relations entre les gestionnaires du service et les usagers. Le SPANC est assuré par **le Syndicat de l'Orge**.
- Pour l'utilisateur :

Les usagers du service public d'assainissement non collectif ont des droits, en particulier, l'égalité du traitement des usagers et la continuité du service.

Ils ont également des devoirs comme le précisent, tant le Code de la Construction de l'Habitation, que le Code de l'Urbanisme et le Code de la Santé Publique. Ils doivent, notamment :

- Équiper leur habitation d'un système d'assainissement non collectif dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement (article L1331-1 du Code de la Santé Publique) ;
- Permettre l'accès à la propriété privée, aux agents du service d'assainissement qui assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif (article L1331-11 du Code de la Santé Publique) ;
- Payer, comme tout usager du service public, une redevance qui est fonction du service rendu : contrôle et, éventuellement, entretien des installations (article L1331-8 du Code de la Santé Publique).

9. Le zonage d'eaux pluviales

9.1. Préambule

La pluie est un phénomène aléatoire, génératrice en peu de temps d'une quantité importante d'eau. En milieu urbain, il en résulte deux familles de problèmes auxquelles sont confrontées les communes : les inondations et la pollution.

Le développement de l'urbanisation et l'imperméabilisation croissante des sols ont fait des eaux pluviales une véritable menace pour de nombreuses collectivités. En effet, la diminution de la surface naturellement disponible pour l'infiltration et l'augmentation des vitesses de ruissellement font que les inondations sont de plus en plus fréquentes.

Avec l'augmentation des surfaces imperméabilisées, et des débits pluviaux à évacuer, les capacités de transit des collecteurs existants sont souvent dépassées. Confronté aux contraintes techniques et financières engendrées par le redimensionnement des collecteurs à l'aval et aux impacts constatés sur le milieu récepteur, l'objectif qui consiste à collecter toutes les eaux pluviales (comme les eaux usées) et à les évacuer le plus vite possible vers les exutoires les plus proches, pour éviter la submersion des voies publiques et des sous-sols des milieux bâtis, doit être remis en cause, face aux contraintes techniques et financières engendrées par le redimensionnement des collecteurs à l'aval et les impacts sur le milieu récepteur.

De plus, par contact avec l'air et les toitures mais surtout par ruissellement sur les chaussées, l'eau de pluie se charge en polluants chimiques (métaux lourds, hydrocarbures, ...) et organiques (débris végétaux, détritus,...) pouvant nuire gravement au milieu naturel récepteur : cours d'eau ou nappe phréatique.

Une gestion raisonnée et une maîtrise efficace des eaux pluviales et de ruissellement par les collectivités est donc indispensable.

L'eau de pluie est pourtant une ressource naturelle, disponible et gratuite pour tous et partout. Elle peut-être aussi un support intéressant d'animation et de valorisation paysagère en milieu urbain ainsi qu'un facteur possible d'intégration sociale et culturelle.

Il est donc préférable de développer des solutions visant à ralentir le ruissellement et permettant le stockage pour une réutilisation valorisante de l'eau pluviale. Cela nécessite pour les collectivités qu'une concertation avec les urbanistes et les acteurs de l'aménagement se fasse le plus en amont possible des projets.

Tout ceci s'intégrant dans un but de gestion écologique, économique et durable des eaux pluviales dans la commune.

Si les collectivités locales se doivent, depuis 1964, d'assurer la gestion des eaux usées (collecte et traitement), elles ne sont pas tenues d'assurer celles des eaux pluviales provenant des propriétés privées.

Comme le précise le Code Civil, chaque propriétaire est responsable des eaux pluviales qui tombent sur son terrain.

Une bonne gestion de ces eaux permet une moindre pollution de cette ressource et favorise l'approvisionnement des nappes phréatiques.

Ainsi plutôt que d'étendre un réseau d'eaux pluviales, les solutions dites alternatives seront mises en œuvre, c'est à dire des solutions qui permettent de limiter (voire de supprimer) le ruissellement ou de retarder son arrivée à l'exutoire (cf. Annexe 4).

Ces techniques privilégient la rétention par un stockage dépressionnaire et une infiltration le plus en amont possible. Dans les cas dérogatoires où la gestion par infiltration serait impossible, les techniques privilégieront alors une gestion mixte couplant infiltration et limitation du débit de pointe évacué au réseau par un stockage de temporisation.

Les gains sont doubles, puisqu'ils réduisent les volumes rejetés dans le milieu hydraulique superficiel (rivière, cours d'eau, fossé, etc.) en limitant les dépenses d'investissement des ouvrages publics.

9.2. Le principe de gestion des eaux pluviales

L'importance des écoulements d'eaux pluviales et leur impact sur l'environnement sont directement reliés aux surfaces imperméabilisées ou drainées. Aussi, afin de limiter les surcharges hydrauliques d'eaux de ruissellement, il est en général recommandé aux particuliers d'infiltrer les eaux pluviales sur leur parcelle.

A l'instar des particuliers, la commune ne doit pas aggraver l'écoulement naturel de l'eau de pluie qui coule de ses terrains vers les parcelles inférieures.

La commune a de plus, une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier. Car selon l'article R141-2 du Code de la voirie routière « les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre l'écoulement des eaux pluviales et l'assainissement de la plate-forme ».

En tant que gardien de la salubrité et de la sécurité publique, le maire peut faire usage de ses pouvoirs de police administrative pour prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales.

L'article L2224-10 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ainsi que la lutte contre la pollution apportée par ces eaux, soit prise en compte dans le cadre du zonage d'assainissement.

Aussi, afin de limiter les surcharges hydrauliques d'eaux de ruissellement, il est recommandé aux particuliers d'infiltrer les eaux pluviales dans leur parcelle grâce à des aménagements d'espaces à ciel ouvert et végétalisés. En effet, l'urbanisation s'accompagne d'une augmentation importante des surfaces actives produisant des volumes et des débits de pointe de façon brusque ; ce qui génère une évacuation trop rapide des eaux de ruissellement. C'est pourquoi, la gestion à la source des eaux pluviales, dont l'objet est de compenser les effets négatifs de l'imperméabilisation liée au développement urbain, sera privilégiée.

Ces solutions techniques à l'échelle de la parcelle visent à laminer les débits de pointe et à réduire les volumes ruisselés sur la base de trois principes : le stockage, l'infiltration et la réduction de l'imperméabilisation.

La gestion des eaux pluviales respectera les dispositions et les règles du SAGE, en cours de révision et qui seront adoptées en janvier 2026, qui fixe comme objectif le zéro rejet aux réseaux d'eaux pluviales.

Le projet sera conçu de façon à limiter l'imperméabilisation de la parcelle. Un aménagement paysager des ouvrages sera recherché de façon à mettre en valeur l'eau ou à favoriser des usages multiples (espaces verts, espaces sportifs ou de récréation,...)

Concernant le bâti existant, il sera nécessaire de tendre vers la gestion par zéro rejet lorsque cela est possible ou de prévoir une gestion mixte stockage/infiltration et stockage/régulation.

9.3. Prise en compte des orientations du SDAGE Seine-Normandie

Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain constitue une orientation forte du SDAGE qui vise à optimiser le système d'assainissement et de gestion des eaux pluviales en privilégiant la maîtrise des pollutions dès l'origine du ruissellement.

Pour cela, il est nécessaire de :

- réaliser le zonage d'assainissement pluvial ;
- réduire les volumes collectés par temps de pluie ;
- développer et accroître les surfaces d'espaces verts, par exemple en utilisant les capacités des documents d'urbanisme, comme les PLU, pour fixer des règles de surface d'espaces verts de pleine terre de la surface totale de tout nouvel aménagement urbain (cf. article L.123-1-5 du Code de l'urbanisme) ;
- optimiser le système d'assainissement et de gestion des eaux pluviales en vue de réduire les déversements non traités par temps de pluie.

Pour répondre à ces objectifs, les dispositions ci-après seront mises en œuvre. Il est à noter qu'elles concernent la gestion des pluies courantes (période de retour de quelques mois). Elles sont complémentaires aux orientations et dispositions du défi « limiter et prévenir le risque d'inondation », notamment la disposition « prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée » du SDAGE.

Elles sont également complémentaires aux objectifs principaux du SAGE Orge-Yvette qui vise notamment à protéger les zones humides et les milieux hydrographiques à travers les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement et en privilégiant le zéro rejet aux réseaux d'eaux pluviales.

9.4. Zonage d'assainissement des eaux pluviales retenu

L'article L2224-10 du Code général des collectivités territoriales relatif au zonage d'assainissement précise que les communes ou collectivités territoriales doivent délimiter après enquête publique :



- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement (lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique, risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement).

De plus, les **eaux pluviales sont également susceptibles d'être un vecteur de contamination des nappes souterraines**. En effet, par phénomène de lessivage des sols et des surfaces, elles se chargent en éléments polluants et véhiculent cette pollution vers les nappes souterraines par percolation au travers des sols.

Afin de réduire ces risques de contamination, il convient de limiter les phénomènes de ruissellement (réduction des surfaces **imperméabilisées, ouvrage de stockage des eaux de pluies...**) et d'**assurer une gestion** la plus fiable possible des écoulements pluviaux dans le but d'éviter que les eaux de pluie se chargent en éléments polluants.

Le zonage d'assainissement « eaux pluviales », est illustré sur la carte page suivante.

ZONAGE D'EAUX PLUVIALES - Eaux pluviales - Commune de FONTENAY-LES-BRIIS

- Limite communale
- Conduite EP
-  Zones naturelles, agricoles, non constructibles ou d'habitats dispersés, pour lesquelles des mesures peuvent être envisagées afin de limiter les ruissellement et l'érosion des sols, selon les préconisations imposées par le SAGE Orge-Yvette en cours de révision.
-  Zones urbanisées et urbanisables pour lesquelles l'imperméabilisation des sols est à maîtriser pour réguler les apports, selon les préconisations imposées par le SAGE Orge-Yvette en cours de révision.

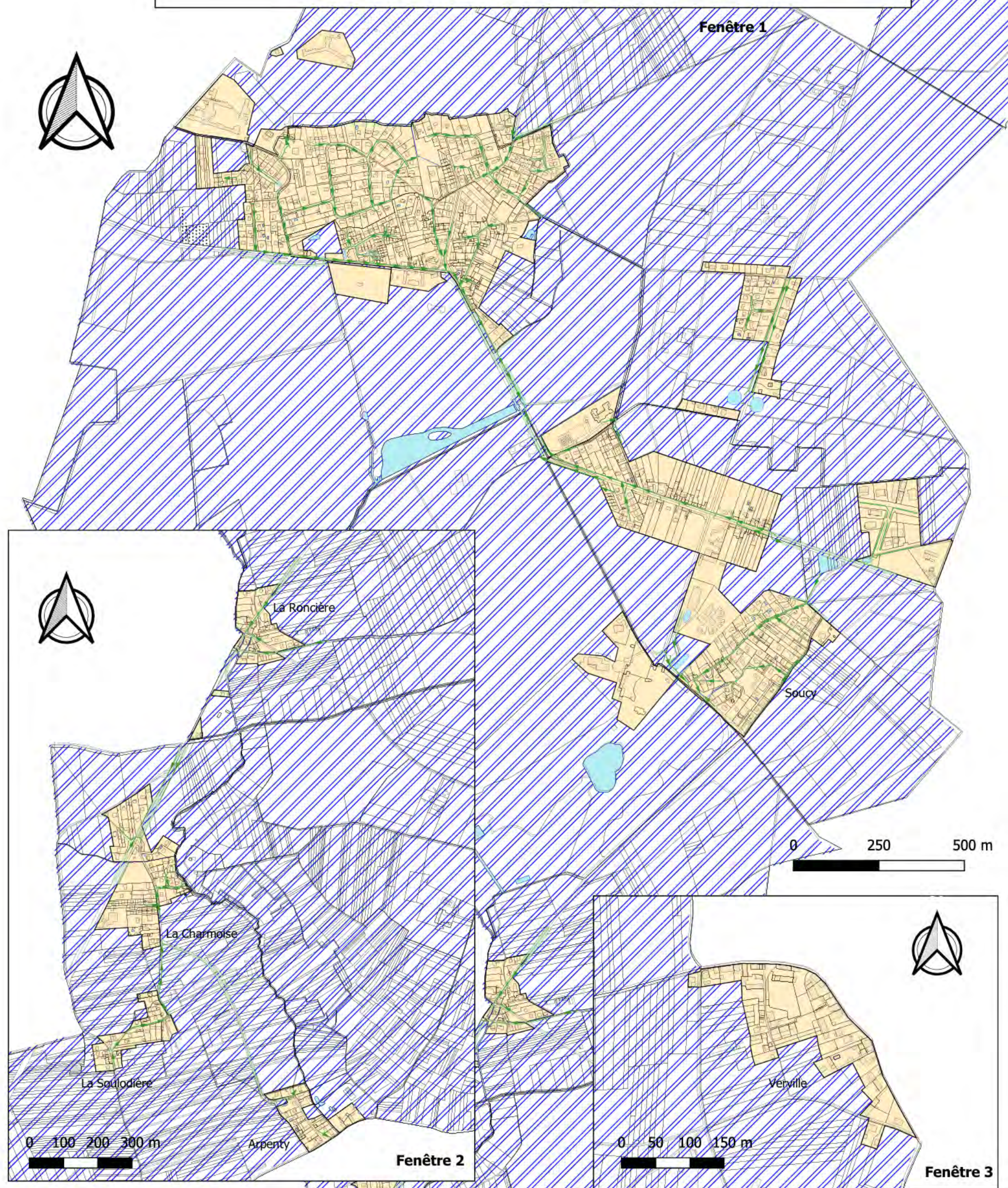


Figure 35 : Plan du zonage de gestion des eaux pluviales

9.5. Le règlement du zonage d'assainissement des eaux pluviales

Sur l'ensemble du territoire communal, la gestion des eaux pluviales devra suivre les préconisations décrites par le SAGE Orge-Yvette, en cours de révision.

La règle est de gérer les eaux de pluie par infiltration dans le sol et évapotranspiration sans rejet dans les réseaux d'eaux pluviales publics ou directement dans le cours d'eau.

Cette politique a pour but :

- De limiter les impacts des ruissellements générés par l'imperméabilisation des sols ;
- De limiter l'impact des pollutions diffuses et accidentelles des eaux pluviales et de ruissellement sur les usages (en particulier sur la production d'eau potable) et sur les milieux naturels ;
- **D'une gestion intégrée des eaux pluviales pour réduire les flux de polluants rejetés dans le milieu et les risques d'inondation par ruissellement.**

Pour les zones dites urbanisées et/ou urbanisables, les préconisations à appliquer sont les suivantes :

- Infiltrer les 10 premiers millimètres de pluie à ciel ouvert dans un espace végétalisé via une gestion gravitaire ;
- Garder une surface d'infiltration minimale de 1 m² pour 5 m² imperméables (**c'est-à-dire** qu'il faut moins de 80 % d'emprise au sol pour les nouvelles constructions, peut s'imposer dans le PLU) ;
- Anticiper la gestion des volumes de pluies exceptionnelles de manière à ne pas aggraver le risque de dommages pour les biens et les personnes et de prévoir des surverses pour ces pluies en surface et non enterrées ;
- Interdiction de pompage des eaux pluviales vers l'extérieur de la parcelle (réseau ou surface) ;
- Limiter la profondeur des dispositifs d'infiltration des eaux de pluie (pour ne pas toucher la nappe et garantir une infiltration évapotranspiration dans les 20-30 premiers cm du sol) ;
- **Désimperméabiliser et si possible désaccorder du réseau d'eaux pluviales l'existant afin de réduire les impacts générés par l'imperméabilisation des sols.**

Le SAGE Orge-Yvette qui sera adopté en janvier 2026, dictera les modes opératoires conseillés pour la gestion optimale des eaux pluviales sur la commune de Fontenay les Briis.

10. Annexes

Annexe 1 : Règlements de l'assainissement collectif et non collectif

Annexe 1.1 : Règlement de l'assainissement collectif

Annexe 1.2 : Règlement de l'assainissement non collectif

Annexe 2 : Les arrêtés relatifs à l'assainissement collectif et non collectif

Annexe 3 : Les différentes filières d'assainissement non collectif

Annexe 4 : Les solutions pour une gestion à la source des eaux pluviales

Annexe 5 : Glossaire

ANNEXE 1

REGLEMENTS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

ANNEXE 1.1

REGLEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



SYNDICAT DE L'ORGE

**Règlement
du Service Public
d'Assainissement**

Adopté par
le Comité
Syndical
le 11 mai
2021



Table des matières

PARTIE 1 : REGLEMENT COMMUN AUX EAUX USEES DOMESTIQUES, ASSIMILEES DOMESTIQUES ET NON DOMESTIQUES.....	4
CHAPITRE 1 : GENERALITES	4
ARTICLE 1 Cadre et objet du règlement	4
ARTICLE 2 Missions des collectivités en matière d'assainissement	4
ARTICLE 3 Système d'assainissement.....	4
ARTICLE 4 Caractérisation des eaux admises au déversement	5
ARTICLE 5 Déversements interdits, contrôles et sanctions	5
CHAPITRE 2 : BRANCHEMENTS.....	8
ARTICLE 6 Définition du branchement.....	8
ARTICLE 7 Modalités d'établissement du branchement	9
ARTICLE 8 Demande de branchement.....	10
ARTICLE 9 Modalités particulières de réalisation des branchements	10
ARTICLE 10 Régime des extensions du réseau public réalisées à la demande des particuliers	10
ARTICLE 11 Facturation des travaux de branchement.....	10
ARTICLE 12 Surveillance, entretien, réparation, renouvellement des branchements situés sous le domaine public.....	10
ARTICLE 13 Conditions de suppression et de modification des branchements	11
ARTICLE 14 Cessation, mutation et transfert de l'autorisation de déversement des eaux usées.....	11
ARTICLE 15 Contraintes particulières aux branchements d'eaux pluviales	11
ARTICLE 16 Les branchements clandestins	11
CHAPITRE 3 : INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES.....	13
ARTICLE 17 Objet.....	13
ARTICLE 18 Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures et leur entretien	13
ARTICLE 19 Autres prescriptions	13
ARTICLE 20 Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées/pluviales.....	13
ARTICLE 21 Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux	13
ARTICLE 22 Séparation des Eaux - Ventilation.....	14
ARTICLE 23 Broyeurs d'éviers	14
ARTICLE 24 Descentes de gouttières.....	14
ARTICLE 25 Pose de Siphons	14
ARTICLE 26 Toilettes.....	14
ARTICLE 27 - Robinets extérieurs	14
ARTICLE 28 Mise en conformité des installations intérieures.....	14
ARTICLE 29 Suppression des anciennes installations – anciennes fosses.....	15
ARTICLE 30 Piscines domestiques.....	15
ARTICLE 31 Parkings situés en sous-sol	15
CHAPITRE 4 : CONTROLE DES INSTALLATIONS PRIVATIVES D'ASSAINISSEMENT	16
ARTICLE 32 - Typologie des contrôles de conformité	16
ARTICLE 33 – Modalités d'exécution des contrôles de conformité	16
ARTICLE 34 – Cas spécifique des contrôles de conformité sur un réseau unitaire	16
ARTICLE 35 - Résultats et suite réservée aux contrôles	17
ARTICLE 36 - Pénalités financières liées à une non-conformité	17
CHAPITRE 5 : RESEAUX PRIVES	18
ARTICLE 37 Dispositions Générales pour les Réseaux Privés.....	18
ARTICLE 38 Conditions d'intégration d'ouvrages privés dans le domaine public.....	23
CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	24
ARTICLE 39 Participation financière pour l'assainissement collectif (PFAC)	24
ARTICLE 40 Participations Financières Spéciales (PFS) liées aux eaux usées non domestiques	24
ARTICLE 41 Redevance d'assainissement	24
ARTICLE 42 Assiette et taux de la redevance d'assainissement	24
ARTICLE 43 Cas des usagers s'alimentant en tout ou partie à une autre source de distribution que le réseau public d'eau potable	25
ARTICLE 44 Cas des exploitations agricoles.....	25
ARTICLE 45 Paiement des redevances	25
PARTIE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX USEES DOMESTIQUES.....	26
ARTICLE 46 Définition des eaux usées domestiques	26
ARTICLE 47 Obligation de raccordement ou de mise en conformité du branchement.....	26

PARTIE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX USEES ASSIMILEES DOMESTIQUES	27
<i>ARTICLE 48 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées assimilées domestiques</i>	<i>27</i>
<i>ARTICLE 49 Le droit au raccordement au réseau public</i>	<i>27</i>
<i>ARTICLE 50 Mise en place d'ouvrage de prétraitement et obligation d'entretien</i>	<i>27</i>
<i>ARTICLE 51 Cas des piscines publiques</i>	<i>28</i>
<i>ARTICLE 52 Contrôles et sanctions</i>	<i>28</i>
<i>ARTICLE 53 Responsabilité de l'établissement</i>	<i>29</i>
<i>ARTICLE 54 Changement d'activité ou évolution d'activité</i>	<i>29</i>
PARTIE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX USEES NON DOMESTIQUES	30
<i>ARTICLE 55 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques</i>	<i>30</i>
<i>ARTICLE 56 L'arrêté d'autorisation</i>	<i>30</i>
<i>ARTICLE 57 Les caractéristiques de l'effluent admissible</i>	<i>31</i>
<i>ARTICLE 58 Mise en place d'ouvrage de prétraitement et obligation d'entretien</i>	<i>32</i>
<i>ARTICLE 59 Prévention des déversements accidentels</i>	<i>33</i>
<i>ARTICLE 60 Obligation d'alerte</i>	<i>33</i>
<i>ARTICLE 61 La redevance assainissement pour les eaux usées autres que domestiques</i>	<i>33</i>
<i>ARTICLE 62 Contrôle et surveillance des rejets</i>	<i>34</i>
<i>ARTICLE 63 Les sanctions</i>	<i>34</i>
PARTIE 5 CAS PARTICULIER DES REJETS NON DOMESTIQUES ASSIMILES A DES EAUX CLAIRES	36
<i>ARTICLE 64 Champs d'application</i>	<i>36</i>
<i>ARTICLE 65 Autorisation de déversement des eaux usées non domestiques assimilées à des eaux claires dans le réseau d'eaux usées</i>	<i>36</i>
<i>ARTICLE 66 Demande d'autorisation de rejet et de branchement</i>	<i>37</i>
PARTIE 6 : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	38
PARTIE 7 : EAUX PLUVIALES	39
<i>ARTICLE 67 Définition des eaux pluviales</i>	<i>39</i>
<i>ARTICLE 68 Principes de gestion des eaux pluviales à la parcelle</i>	<i>39</i>
<i>ARTICLE 69 Modalité d'application de la gestion des eaux pluviales à la parcelle</i>	<i>40</i>
<i>ARTICLE 70 Dérogation au principe du « zéro rejet » - conditions d'admission au réseau public</i>	<i>41</i>
PARTIE 8 : MANQUEMENTS AU PRESENT REGLEMENT	46
<i>ARTICLE 71 Infractions et poursuites</i>	<i>46</i>
<i>ARTICLE 72 Voies de recours des usagers</i>	<i>46</i>
<i>ARTICLE 73 Mesures de sauvegarde</i>	<i>46</i>
PARTIE 9 : DISPOSITIONS D'APPLICATION	47
<i>ARTICLE 74 Juridiction compétente</i>	<i>47</i>
<i>ARTICLE 75 Date d'application</i>	<i>47</i>
<i>ARTICLE 76 Modifications du règlement</i>	<i>47</i>
<i>ARTICLE 77 Exécution du Règlement</i>	<i>47</i>
ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES POUR LA REALISATION D'ENQUETES PARCELLAIRES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF	49
ANNEXE 2 : DETAILS TECHNIQUES DU RENDU SIG POUR LES PLANS ASSAINISSEMENT	52
ANNEXE 3 : DEFINITION ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICATIONS AUX EAUX USEES ASSIMILEES DOMESTIQUES	61
ANNEXE 4 : GLOSSAIRE	65

Un glossaire, situé en annexe 4, donne quelques définitions des différents termes techniques employés dans le présent règlement. Les mots inscrits dans le glossaire sont marqués d'un astéris (*).

PARTIE 1 : REGLEMENT COMMUN AUX EAUX USEES DOMESTIQUES, ASSIMILEES DOMESTIQUES ET NON DOMESTIQUES

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 1 Cadre et objet du règlement

Le présent règlement est établi en application du Code Civil, du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Environnement, du Code de la Santé Publique, de la Loi sur l'Eau et des décrets d'application qui en découlent.

Le présent règlement est compatible avec les orientations du SAGE Orge-Yvette, révisé et approuvé par arrêté interpréfectoral le 2 juillet 2014.

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités techniques et administratives de déversement des eaux usées et des eaux pluviales dans les limites administratives du Syndicat de l'Orge.

Le présent règlement règle les relations entre les usagers propriétaires ou occupants, et le service, propriétaire du réseau et/ou chargé du service public de l'assainissement collectif. Ce service public de l'assainissement collectif a pour objet d'assurer la sécurité, l'hygiène, la salubrité et la protection de l'environnement.

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment le règlement sanitaire départemental et le Code de la Santé Publique.

Les rejets émanant de toute installation classée pour la protection de l'environnement doivent respecter simultanément le présent règlement et la réglementation nationale existante les concernant.

ARTICLE 2 Missions des collectivités en matière d'assainissement

Les missions des collectivités (EPT, Syndicat, Communauté, Commune) sont de :

- Identifier et réduire à la source les pollutions du milieu naturel*, notamment en agissant pour la suppression de tout rejet d'eaux usées vers les réseaux d'eaux pluviales ou le milieu naturel* et en agissant pour la dépollution des eaux pluviales ;
- Collecter les eaux usées (assainissement collectif), optimiser la gestion des réseaux et faciliter le traitement des effluents transportés, notamment en agissant sur la suppression de tout rejet d'eaux claires vers les réseaux d'eaux usées et la mise en conformité des branchements d'assainissement ; faire traiter les effluents sur site par ceux qui les produisent (assainissement non collectif et sites industriels), le cas échéant ;
- Maintenir une qualité des effluents transportés qui n'entraîne pas de risques pour la sécurité des personnes intervenant sur les réseaux et qui n'influe pas sur la pérenité des ouvrages de collecte et de transport ou le rendement des stations d'épuration ;
- Assurer un rôle de conseil vis à vis des autres collectivités et des tiers en matière d'assainissement.

ARTICLE 3 Système d'assainissement

Le système d'assainissement déployé sur le territoire est majoritairement un « système séparatif ».

Dans un système séparatif, l'assainissement est assuré par deux réseaux distincts : un réseau pour les eaux usées (EU) et un autre pour les eaux pluviales (EP). De ce fait, tout réseau unitaire antérieur doit être supprimé.

En aucun cas, les eaux pluviales (ou claires) ne devront rejoindre le réseau d'eaux usées. De la même manière, les eaux usées ne devront pas rejoindre le réseau d'eaux pluviales.

Il appartiendra au propriétaire de se renseigner auprès de la collectivité pour connaître les modalités de raccordement de sa propriété au système d'assainissement en place.

Le propriétaire devra réaliser les installations intérieures d'évacuation de ses eaux usées et pluviales et prévoir le raccordement au réseau public d'assainissement en respectant ce principe séparatif.

Quelques rares secteurs restent en « système unitaire ». Dans ce cas, le réseau public reçoit à la fois des eaux usées et des eaux pluviales. Toutefois, l'acceptation des eaux pluviales dans ce type de réseau n'est pas automatique et pourra faire l'objet de refus par le Syndicat.

ARTICLE 4 Caractérisation des eaux admises au déversement

Article 4.1 Dans les réseaux eaux usées sont susceptibles d'être déversées :

- **les eaux usées domestiques** : il s'agit des eaux ménagères (lessives, cuisine, salle de bains/douches) et des eaux-vannes (urines et matières fécales) à usage familial (cf. article 46) ;
- **les eaux usées assimilées domestiques** : elles sont définies par l'article R213-48-1 du code de l'environnement. Il s'agit des eaux usées issues d'activités qui ne sont pas domestiques impliquant des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations à des fins domestiques pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement de la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux desservis ainsi que de nettoyage et de confort de ces locaux. La liste des activités visées est fixée par l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte (en cours de révision) ;

Il s'agit notamment des eaux usées issues des activités de service, d'administration, de commerce (voir liste des activités en annexe 3).

- **les eaux usées autres que domestiques** : il s'agit des eaux provenant d'une utilisation autre que domestique issues notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale et artisanale. Le déversement de ces effluents est soumis à certaines conditions techniques et à autorisation.

Sont également assimilées à ces eaux, les eaux claires définies à la partie 5 et devant répondre à des modalités de déversement spécifiques.

A noter : **les eaux d'extinction d'incendie** : elles peuvent être évacuées dans le réseau d'eaux usées après traitement et dans les limites autorisées.

Article 4.2 Dans les réseaux eaux pluviales sont susceptibles d'être déversées :

- **les eaux pluviales** qui sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, notamment les eaux de ruissellement* urbains.
- **Exceptionnellement et après autorisation, les eaux de drainage, de source, de pompe à chaleur, de pompage de la nappe à des fins de rabattement.**

ARTICLE 5 Déversements interdits, contrôles et sanctions

Article 5.1 Déversements interdits

Sont interdites les substances pouvant dégager soit par elles-mêmes soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz (ou vapeurs) dangereux, toxiques ou inflammables et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement et pour le réseau d'eaux pluviales, toutes les substances susceptibles de nuire au milieu naturel*.

Il est notamment formellement interdit de déverser dans les collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales :

- les déchets solides divers, tels que les ordures ménagères (même après broyage), bouteilles, feuilles, ...
- les lingettes, les serpillères, les rouleaux de papier-toilette, et de manière générale les tissus et les cartons et les plastiques,
- les liquides ou vapeurs corrosives, les acides, les cyanures, les sulfures, les produits radioactifs, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- les hydrocarbures (essence, fioul,...), huiles et produits inflammables,
- les solvants chlorés, peintures, laques, ...
- les déversements susceptibles de modifier la couleur du milieu récepteur,
- les corps gras, huile de friture, pain de graisse, ...
- les déchets d'origine animale (sang, poils, crins, matières stercorales, ...),
- les rejets susceptibles de porter l'eau du réseau public à une température supérieure à 30 °C,
- tout déversement dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5,
- le contenu des fosses fixes et les effluents des fosses de type « fosse septique » ou appareil équivalent ainsi que les produits et déchets provenant de l'entretien des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et équipements associés (fosses à sable, débourbeurs, séparateurs à hydrocarbures ...),
- les eaux non admises en vertu de l'article précédent.

Pour tout renseignement ou en cas de doute sur un déversement, l'utilisateur doit contacter la collectivité.

Tous les produits interdits, notamment toxiques, doivent être évacués et traités à part dans les filières spécialisées, n'étant pas traités par les stations d'épuration dont ils réduisent le rendement, et polluant durablement le milieu naturel* récepteur situé après la station.

Pour tout déchet spécifique, il convient de s'adresser :

- pour les déchets dangereux, aux entreprises spécialisées de collecte et de destruction desdits déchets ;
- pour les déchets dangereux des ménages, aux déchetteries communautaires ;
- pour les sous-produits de l'assainissement, à des professionnels du domaine ou à la station d'épuration la plus proche qui vous renseignera sur leurs conditions d'admissibilité dans les installations de dépotage.

Article 5.2 Contrôles par le service

En application de l'article L1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents du service eau/assainissement ont accès aux propriétés privées pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées quel que soit leur type. A cet effet, les agents du service peuvent être amenés à effectuer, à toute période de l'année, tout prélèvement de contrôle qu'ils estimeraient utiles pour le bon fonctionnement du réseau et des équipements d'épuration.

Le propriétaire doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service assainissement et être présent ou représenté lors de toute intervention.

En cas de refus ou d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle des installations, l'occupant sera astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 %.

Article 5.3 Sanctions des rejets non conformes

Si les rejets de l'utilisateur ne sont pas conformes au présent règlement et à la législation en vigueur :

- les frais de contrôles et d'analyses, et autres frais annexes occasionnés seront à la charge du propriétaire ;
- le cas échéant, le service mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception le propriétaire afin d'effectuer la remise en état du réseau par l'entreprise de son choix et à ses frais, et ce dans un délai de 2 mois à compter de la réception de ladite lettre. Si à l'expiration de ce délai, le service constate l'absence de remise en état, le service réalisera lui-même ou via un tiers cette remise en état aux frais du propriétaire en application de l'article L1331-6 du Code de la Santé Publique (modifié par l'ordonnance n°2014-1335 du 6 novembre 2014 - art. 19).

En cas d'inaction du propriétaire, le service déposera plainte et une action en justice pourra être engagée. En fonction de la nature du rejet non-conforme et des dommages occasionnés au réseau public d'assainissement, le propriétaire s'exposera à des poursuites au titre des infractions pénales suivantes :

- article 1337-2 du code de la Santé Publique : rejet d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation (10 000 euros d'amende) ;
- article 322-3 8° du code pénal : dégradation, détérioration d'un bien destiné à l'utilité publique et appartenant à une personne publique, ne présentant pas de danger pour les personnes (jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende) ;
- article R633-6 du code pénal : hors le cas prévu par l'article R. 635-8 le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public des déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit (contraventions de la 3^e classe) ;
- article R635-8 du code pénal : le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public des déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule. (contraventions de la 5^e classe) ;
- article L541-46 du code de l'environnement : le fait d'abandonner, de déposer des déchets (2 ans de prison et 75 000 euros d'amende). Le dépotage sauvage dans les réseaux est assimilable à un abandon de déchets.

CHAPITRE 2 : BRANCHEMENTS

Le présent chapitre traite des prescriptions relatives au branchement au réseau public. Ces prescriptions sont communes à tous les rejets quel que soit le type d'eaux usées ou d'eaux pluviales.

ARTICLE 6 Définition du branchement

Le branchement sur le réseau d'eaux usées (ou sur le réseau d'eaux pluviales s'il est autorisé, cf. Partie 7) est le dispositif raccordant le réseau intérieur de collecte au réseau de collecte collectif situé sous le domaine public.

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public entre le réseau public et la « boîte de branchement »,
- un ouvrage visitable dit « regard de branchement » ou « boîte de branchement », dont le tampon doit être en fonte, placé sur le domaine public (ou exceptionnellement et à titre dérogatoire en domaine privé si accessible à tout moment), le plus près possible de la limite de propriété, permettant le contrôle et l'entretien du branchement. Au-delà s'étend la partie privée assurant le raccordement de l'immeuble*. Ce « regard de branchement » est obligatoire.

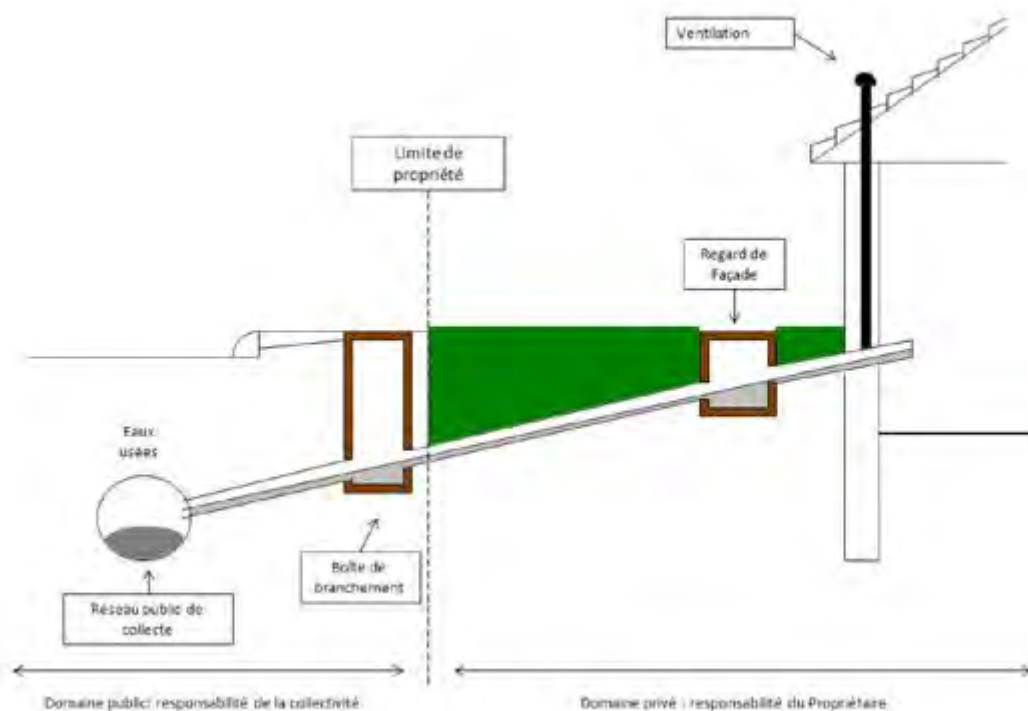


Figure 1 : Schéma du branchement d'assainissement

Les branchements en domaine public seront exécutés, à la charge du propriétaire, sous le contrôle de la collectivité gestionnaire du réseau public dans les conditions fixées par les fascicules n°70 et ultérieurs – CCTG, canalisations d'assainissement et ouvrages annexes – complétés éventuellement par des prescriptions techniques particulières définies soit par l'autorisation du droit des sols, soit au cours de l'instruction de la demande de branchement par la collectivité.

La partie du branchement construite sous la voie publique est incorporée dès son achèvement au réseau public, dont la collectivité est gestionnaire. Cette partie (canalisation sous domaine public et regard de branchement sous

trottoir) est donc entretenue par le Syndicat. L'autre partie du branchement est propriété du riverain qui doit la maintenir en bon état.

Lorsque le « regard de branchement » est situé en partie privative, le Syndicat n'est pas en mesure d'entretenir l'intégralité de la partie publique du branchement. Dans ces conditions, toute désobstruction sur le branchement est à la charge du riverain dans son ensemble, y compris sur toute sa partie publique. Ainsi, les travaux de réparation sur le branchement sont pris en charge par le Syndicat jusqu'à la limite de propriété uniquement.

En l'absence de « regard de branchement », le propriétaire de l'immeuble* raccordé est responsable de son branchement jusqu'à la canalisation du réseau public sur laquelle son installation est raccordée. Tous travaux à opérer sur la totalité du branchement sont à sa charge, y compris les désobstructions.

Suite à un contrôle de conformité, si le regard de branchement est inexistant ou placé en partie privative, alors les installations d'assainissement sont déclarées non-conformes et le regard de branchement devra être obligatoirement créé et placé en domaine public à la charge du propriétaire riverain.

Dans le cas particulier des réseaux publics transitant en domaine privé, la partie dite publique du branchement est celle située entre le collecteur et la boîte de branchement. Cette boîte doit être établie le plus près possible de l'axe de la canalisation en fonction de la faisabilité technique.

Dans le cas d'un branchement indirect, c'est-à-dire où la canalisation de branchement passerait sur une propriété privée tierce, il est conseillé aux propriétaires d'établir une convention notariée définissant précisément les modalités d'entretien et de réparation (acte de servitude).

ARTICLE 7 Modalités d'établissement du branchement

Un branchement ne doit recueillir les eaux que d'un seul immeuble*. Il est donc interdit de raccorder plusieurs propriétés sur un branchement unique, même riveraines.

Toutefois, la collectivité gestionnaire du réseau public peut raccorder plusieurs immeubles* sur un regard de façade, dénommé alors boîte de jonction, reliée au réseau par un conduit unique, de sorte que la totalité de la partie commune soit située en domaine public.

Il ne sera construit qu'un branchement par propriété, sauf dans le cas où la longueur de façade et les difficultés inhérentes aux aménagements intérieurs justifieraient un ou plusieurs branchements supplémentaires. Ces derniers seront facturés au coût réel au propriétaire.

Si, après établissement d'un branchement, des modifications devaient être apportées à l'ouvrage, elles seraient supportées par le propriétaire dans le cas où elles seraient faites à sa requête. Par contre, si ces modifications sont inévitables du fait de l'exécution de travaux d'intérêt général dans le sous-sol du domaine public, les frais associés seront pris en charge par la collectivité.

La collectivité peut se charger, à la demande du propriétaire, de réaliser les parties des branchements situés sous la voie publique (L'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique). Par délibération, la collectivité peut se faire rembourser les dépenses entraînées par ces travaux. Néanmoins, le particulier peut faire réaliser le branchement par une entreprise de son choix à condition qu'il ait adressé au préalable une demande de raccordement auprès de la collectivité gestionnaire et qu'il ait obtenu l'autorisation de se raccorder. La collectivité réalisera alors un contrôle en tranchée ouverte. Elle validera les conditions de création de ce branchement.

Dans la cas d'une copropriété avec voirie privée, chaque immeuble* devra avoir sa propre boîte de branchement. La canalisation qui permettra de raccorder les branchements créés à la canalisation existante sur domaine public devra répondre aux conditions définies au chapitre 4.

De plus, si la canalisation créée sous voirie privée ne se raccorde pas sur un regard existant sous domaine public, un regard de diamètre minimum Ø600mm devra être créé aux frais de la copropriété à la jonction des 2 canalisations.

Si un immeuble* est composé de plusieurs unités de vie, le Syndicat pourra demander la création d'un branchement par unité de vie.

ARTICLE 8 Demande de branchement

Avant la réalisation de tout branchement au réseau d'eaux usées, les travaux projetés doivent faire l'objet d'une demande écrite adressée à la collectivité gestionnaire du réseau public .

La collectivité complète le cas échéant la demande de raccordement remplie et signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement.

Au vu de la demande, la collectivité fixe :

- le réseau sur lequel se raccorder,
- les caractéristiques techniques du ou des branchements,
- leur nombre,
- la date ou période d'intervention.

ARTICLE 9 Modalités particulières de réalisation des branchements

Conformément aux articles L.1331-2 et L.1331-6 du Code de la Santé Publique, la collectivité gestionnaire du réseau public fera exécuter d'office les branchements de tous les immeubles* riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées.

La collectivité peut se faire rembourser auprès des propriétaires tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans les conditions définies par l'Assemblée délibérante.

Pour les immeubles* édifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'eaux usées, la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande du propriétaire et à sa charge, par la collectivité ou sous sa direction, par une entreprise agréée par elle.

ARTICLE 10 Régime des extensions du réseau public réalisées à la demande des particuliers

Lorsque la collectivité gestionnaire du réseau public réalise des travaux d'extension à la demande d'usagers, ces derniers s'engagent à lui rembourser le montant des travaux correspondants.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses seraient faits conjointement par plusieurs usagers, la collectivité détermine la répartition des dépenses entre ces usagers en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des usagers dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

ARTICLE 11 Facturation des travaux de branchement

Les travaux de branchement demandés par le propriétaire de l'immeuble* ou exécutés d'office sont à sa charge et facturés par la collectivité gestionnaire du réseau public .

ARTICLE 12 Surveillance, entretien, réparation, renouvellement des branchements situés sous le domaine public

Les branchements particuliers sous domaine public sont incorporés au réseau public dès leur réalisation. Une fois les réseaux privés connectés au réseau public, le propriétaire doit solliciter auprès de la collectivité, une visite de contrôle du branchement. Un certificat de conformité sera remis au propriétaire, le cas échéant.

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge de la collectivité gestionnaire du réseau public .

Dans le cas où il serait constaté par la collectivité que les dommages sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions pour entretien ou les réparations nécessaires seront à la charge de l'utilisateur.

La collectivité est en droit d'exécuter d'office et aux frais de l'utilisateur, s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas de non-respect du présent règlement, d'atteinte à la sécurité, en plus des sanctions prévues à l'article 5.3.

ARTICLE 13 Conditions de suppression et de modification des branchements

Lorsque la transformation d'un immeuble* entraîne la modification du branchement, les frais correspondants seront totalement à la charge du pétitionnaire ayant déposé le permis de démolir ou de construire.

La suppression totale du branchement est exécutée à ses frais sous le contrôle de la collectivité ou d'une entreprise agréée par celle-ci.

ARTICLE 14 Cessation, mutation et transfert de l'autorisation de déversement des eaux usées

Un certificat de conformité est obligatoire pour toute vente d'un bien immobilier. Cette enquête de conformité est à la charge du vendeur. En cas de non conformité, le vendeur (ou l'acquéreur s'il l'accepte) devra se mettre en conformité dans le délai imposé dans le certificat de non-conformité (cf. article 35).

L'autorisation de déversement, lorsqu'elle existe, n'est pas transférable d'un usager à un autre. Chaque nouvel usager doit faire l'objet d'une autorisation propre.

L'autorisation n'étant pas transférable, de la même manière en cas de division de l'immeuble*, chacune des fractions doit faire l'objet d'une autorisation distincte.

ARTICLE 15 Contraintes particulières aux branchements d'eaux pluviales

Nonobstant les dispositions prévues dans la Partie 7 du présent règlement, il appartiendra au pétitionnaire de se prémunir par des dispositifs appropriés, des conséquences de phénomènes pluvieux qui entraîneraient un débit de son rejet supérieur à celui fixé par la collectivité comme admissible dans le réseau public (cf. instruction technique relative aux réseaux d'assainissement en vigueur).

La collectivité gestionnaire du réseau public peut, en particulier, limiter le diamètre du branchement en vue de ne permettre que l'évacuation du débit correspondant au seuil de 1 litre par seconde et par hectare imperméabilisé (1L/s/ha) dans le cas dérogatoire où les conditions pour l'infiltration à la parcelle ne sont pas réunies.

ARTICLE 16 Les branchements clandestins

Article 16.1 Champ d'application

Un branchement clandestin est un branchement soit qui n'a pas fait l'objet d'une demande de branchement auprès du service en charge, soit qui a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage privée sans respecter la procédure décrite à l'article 9 du présent règlement.

Article 16.2 Procédure

Suite au constat d'un branchement clandestin, le service précisera à l'utilisateur par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception les sanctions auxquelles il s'expose. Par ce courrier, l'utilisateur sera invité à régulariser le branchement en démontrant sa conformité. À défaut d'avoir produit les justificatifs dans le délai imparti, le branchement sera supprimé, et un nouveau branchement sera réalisé par le service.

La réalisation d'un nouveau branchement par le service sera à la charge du propriétaire qui sera alors facturé du coût réel des travaux.

Dans tous les cas, l'utilisateur sera également redevable d'une pénalité d'un montant de 2 000 € en tant que propriétaire de l'immeuble* raccordé clandestinement.

D'autres mesures coercitives peuvent être prises par le gestionnaire de la voie et par le Président/Maire au titre de ses pouvoirs de police.

CHAPITRE 3 : INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

ARTICLE 17 Objet

Les installations d'assainissement privées doivent respecter les prescriptions du présent chapitre. On entend par installations d'assainissement privées notamment : les réseaux de la parcelle privée jusqu'à leur raccordement sur le regard de branchement (ou jusqu'au réseau principal en l'absence de celui-ci), et certains ouvrages spécifiques participant à la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales, des eaux usées ...

ARTICLE 18 Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures et leur entretien

L'aménagement des installations sanitaires intérieures des immeubles* est réalisé sous la responsabilité exclusive du propriétaire et relève du règlement sanitaire départemental.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces installations sont à la charge totale du propriétaire ; ces opérations concernent également tous les ouvrages de régulation des eaux pluviales (noues*, puisards, stockage, ...).

ARTICLE 19 Autres prescriptions

Le présent règlement ne fait pas obstacle aux réglementations en vigueur et en particulier aux DTU relatifs à l'assainissement des bâtiments et de leurs abords.

ARTICLE 20 Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées/pluviales

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées/pluviales est interdit ; de même sont interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ARTICLE 21 Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Pour empêcher les reflux d'eaux usées et pluviales des collecteurs publics dans les caves, sous-sols et cours lors de leur élévation jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures et, notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondante au niveau fixé ci-dessus. Afin d'empêcher les intrusions d'eau, les seuils des clôtures, portes ou portails devront être à un niveau supérieur au point le plus haut de la voie publique (bordure de trottoir ou axe médian de la chaussée).

De même, tout orifice sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations par lesquelles se fait l'évacuation vers la voie publique ou un terrain mitoyen doit être obturé par un tampon étanche résistant à ladite pression, appelé clapet « anti-retour » ou dispositif équivalent.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui du réseau public sous chaussée devra être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales. Si la continuité d'écoulement doit être assurée, elle le sera par un dispositif élévatoire.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Toute inondation intérieure, due soit à l'absence de dispositif de protection ou à son mauvais fonctionnement, soit à l'accumulation des propres eaux de l'immeuble* pour une cause quelconque, ne saurait être imputée à la Collectivité.

ARTICLE 22 Séparation des Eaux - Ventilation

Il est interdit d'évacuer des eaux usées dans les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales et réciproquement.

En particulier, les siphons de sols sont obligatoires pour toute bouche d'évacuation intérieure située au sol (cuisine, sous-sols ...) et leur raccordement doit obligatoirement se faire sur le réseau d'eaux usées.

La circulation de l'air devra rester libre entre le collecteur public et les événements établis sur les colonnes de chutes ou descentes d'eaux usées. Il sera prévu obligatoirement au moins un événement en toiture par habitation raccordée dont la section sera au moins équivalente à un tuyau circulaire de huit centimètres de diamètre.

ARTICLE 23 Broyeurs d'éviers

L'évacuation par les collecteurs d'eaux usées ou d'eaux pluviales des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

ARTICLE 24 Descentes de gouttières

Les descentes de gouttières, qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes des réseaux intérieurs et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble*, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ARTICLE 25 Pose de Siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant du réseau d'eaux usées et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ARTICLE 26 Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ARTICLE 27 - Robinets extérieurs

Toutes les eaux issues de robinets extérieurs doivent être rejetées dans le réseau d'eaux usées. Toutefois en l'absence de dispositif d'évacuation (grille, siphon), il est toléré que ces eaux puissent être infiltrées à la parcelle par ruissellement. En aucun cas, elles ne peuvent être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.

ARTICLE 28 Mise en conformité des installations intérieures

La collectivité gestionnaire du réseau public pourra vérifier que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

ARTICLE 29 Suppression des anciennes installations – anciennes fosses

Conformément à l'article L.1331-5 du Code de la Santé Publique, lors de la mise en service du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir. Elles seront vidangées, désinfectées et comblées par les soins et aux frais du propriétaire.

Si les propriétaires le souhaitent et sous leur responsabilité, ces fosses peuvent éventuellement servir par la suite au stockage des eaux de pluie avant infiltration si la nature du sous-sol le permet.

ARTICLE 30 Piscines domestiques

Les vidanges des piscines domestiques devront s'effectuer dans le réseau d'eaux usées.

ARTICLE 31 Parkings situés en sous-sol

Pour les parkings souterrains, le pétitionnaire devra équiper le sous-sol d'un séparateur à hydrocarbures avant tout rejet au réseau d'eaux usées.

CHAPITRE 4 : CONTROLE DES INSTALLATIONS PRIVATIVES D'ASSAINISSEMENT

L'évacuation des eaux usées par le réseau public de collecte d'eaux usées est obligatoire. L'annexe 1 du règlement d'assainissement précise les modalités de réalisation d'une enquête de conformité et fait état des principaux cas de non-conformité avec obligation ou non de réaliser les travaux par l'utilisateur.

ARTICLE 32 - Typologie des contrôles de conformité

1) Contrôle dans le cadre des branchements neufs

Suite à la création d'un nouveau branchement et avant tout déversement d'effluents aux réseaux publics, un contrôle de conformité des installations doit être réalisé à la demande du propriétaire. Ce contrôle est réalisé et pris en charge financièrement par le Syndicat.

Aucune autorisation de déversement ne sera délivrée par le Syndicat si ce dernier n'a pas confirmé la conformité des installations privées.

2) Contrôle de bon fonctionnement des installations

En dehors d'une vente immobilière, à tout moment le Syndicat peut réaliser le contrôle des installations privées. Les frais de ces contrôles sont pris en charge par le Syndicat.

3) Contrôle lors des ventes

Le contrôle de conformité dans le cadre d'une vente est obligatoire. Le propriétaire vendeur a le choix de faire appel au Syndicat, ou à un professionnel agréé. Les frais du contrôle sont à la charge du propriétaire. Le tarif et les conditions de réalisation du contrôle par le Syndicat sont fixés par l'assemblée délibérante. Le rapport de diagnostic doit obligatoirement comporter un schéma couleur détaillé des installations existantes et, en cas de non-conformité, un schéma couleur et un descriptif des travaux à réaliser. Le rapport doit obligatoirement être remis au Syndicat.

Si le contrôle n'est pas réalisé par le Syndicat mais par une autre entreprise, cette dernière devra se conformer aux règles de contrôles établies dans l'annexe 1. Le rapport sera soumis à l'approbation du Syndicat avant la vente du bien.

ARTICLE 33 – Modalités d'exécution des contrôles de conformité

Ces contrôles sont réalisés par les agents du service public de l'assainissement ou ceux d'un prestataire choisi par ce service. Tous les points d'eau en domaine privé doivent être testés. Différentes méthodes peuvent être mises en œuvre : la résonance, la colorimétrie, le test à la fumée, l'inspection télévisée, ...

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de la réalisation du contrôle. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble*, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du service ou de son prestataire. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter, pour les agents chargés du contrôle, l'accès aux différents ouvrages constitutifs des installations d'assainissement (y compris à l'intérieur de l'habitation).

En sus, tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le service de l'assainissement ou son prestataire constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission de contrôle mentionnée à l'article L.1331-4 du code de la Santé Publique. Dans ce cas, les agents du service de l'assainissement ou de son prestataire constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire par courrier ou par courriel.

ARTICLE 34 – Cas spécifique des contrôles de conformité sur un réseau unitaire

Afin de réduire l'impact des rejets par temps de pluie des systèmes unitaires sur les stations de traitement des eaux usées, le Syndicat pourra imposer la déconnexion des eaux pluviales des parcelles privées du système de collecte.

ARTICLE 35 - Résultats et suite réservée aux contrôles

Si l'installation est jugée conforme, une attestation de conformité est délivrée par le Syndicat. Cette attestation est valable 5 ans, sous réserve de l'absence de travaux modificatifs sur les installations pendant la période.

Il est précisé que les modifications à apporter dans les parties privées sont exclusivement à la charge de l'utilisateur, y compris lorsque l'installation doit être modifiée pour s'adapter à la mise en séparatif du réseau public.

Le propriétaire dispose d'un délai de 6 mois à compter de la notification des conclusions du contrôle, pour procéder aux opérations de mise en conformité éventuellement prescrites dans cette notification. Le service peut fixer un délai plus court lorsque la non-conformité est susceptible de générer des risques environnementaux, sanitaires ou de dégradation des ouvrages publics.

Il appartient au propriétaire d'informer le service dès que les travaux de mise en conformité ont été réalisés afin que celui-ci puisse procéder à une « contre-visite » de contrôle. En tout état de cause, une ou des campagnes de relances seront effectuées par la collectivité.

L'obtention de l'attestation de conformité ne dégage pas le propriétaire de sa responsabilité. Toute modification ultérieure des installations nécessite l'obtention d'une nouvelle attestation.

La responsabilité du Syndicat ne saurait être engagée lors d'incidents survenant sur une installation non conforme au présent règlement, ou dont les effluents rejetés ne sont pas autorisés au collecteur public.

Le service d'assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, ou d'infraction au Règlement Sanitaire Départemental, sans préjudice des sanctions prévues à l'article R 1337-1 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 36 - Pénalités financières liées à une non-conformité

Trois cas de non-conformité assainissement sont susceptibles de faire l'objet de la pénalité financière prévue à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique :

- cas 1 : absence du propriétaire ou refus de visite.
- cas 2 : installation raccordable mais non raccordée au réseau public de plus de 2 ans.
- cas 3 : installation raccordée mais techniquement non conforme au règlement d'assainissement.

La pénalité financière, prévue par l'article L1331-8 du code de la Santé Publique, est égale à la redevance d'assainissement majorée au taux maximum de 100 %. Elle est appliquée au propriétaire de l'immeuble* ou exceptionnellement au locataire si la non-conformité est directement liée à son activité professionnelle (cas des rejets non domestiques stricts ou assimilés).

La pénalité s'applique :

- dans le cas 1, au-delà d'un délai de 1 mois à l'issue de la demande de rendez-vous pour la réalisation d'un contrôle de conformité resté sans effet,
- dans les cas 2, la pénalité est appliquée une fois passée le délai de 2 ans sans mise en conformité de l'installation non raccordée,
- dans le cas 3, la pénalité est appliquée au-delà du délai de 6 mois à compter de la demande de mise en conformité restée sans effet.

La fréquence de recouvrement est annuelle.

CHAPITRE 5 : RESEAUX PRIVES

Les articles suivants concernent les réseaux privés des lotissements ou des ZAC dont les voiries et les réseaux seraient éventuellement rétrocédés au domaine public.

ARTICLE 37 Dispositions Générales pour les Réseaux Privés

Article 37.1 Règles techniques d'établissement des réseaux d'assainissement

Ces règles sont celles :

- de l'instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations (circulaire n° 77.284 Int. du 22 juin 1977) ;
 - du C.C.T.G., notamment du fascicule 70.
- Les réseaux d'eaux usées seront en fonte de type Intégral ou en polypropylène SN12 minimum.
 - Les réseaux d'eaux pluviales seront en béton ou en polypropylène.
 - Les réseaux sous pression seront en PEHD soudé PN10 minimum.
 - Les regards d'accès seront en béton (NF, norme française) avec un diamètre de tampon de 1000 mm.
 - Les branchements seront en polypropylène SN12 avec un diamètre de 160 mm minimum, en PVC CR8 ou en fonte type assainissement.
 - Les boîtes de branchements seront des tabourets PVC avec réhausse PVC d'un diamètre de 315 mm ou en béton avec regard 30x30 à maçonner.
 - Dans la mesure du possible, les branchements seront piqués dans des regards et les branchements en culotte sont à proscrire.
 - Dans la mesure du possible, la mention EU pourra apparaître sur les tampons d'eaux usées, et EP sur les tampons d'eaux pluviales.

Les canalisations réalisées sur le territoire sont rectilignes, sauf à créer obligatoirement des regards de visite à chaque changement de direction. Les coudes à 90 °C sont interdits.

Des regards de visites intermédiaires sont à créer tous les 50 m lorsque les tronçons dépassent cette longueur. Ils seront également positionnés à chaque raccordement de réseau, changement de pente, de section, de direction et en tête de réseau. Les regards mixtes et les regards borgnes sont interdits. La profondeur du réseau sous chaussée devra être supérieure à 0,8 m par rapport à la génératrice supérieure.

En domaine public, le diamètre minimal des canalisations principales d'eaux usées est de 200 mm.

En domaine public, le diamètre minimal des canalisations principales d'eaux pluviales est de 300 mm.

Lorsque des problèmes techniques sont avérés et qu'il n'est pas possible de conserver une pente raisonnable, les pentes minimales des collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales admissibles sont de 5 mm/m et régulières. Aucune canalisation ne pourra être posée avec une pente inférieure à 5 mm/m. Les pentes réputées raisonnables sont de 3% pour les branchements et de 1% pour les collecteurs principaux en domaine public.

En domaine privé, le diamètre minimal des canalisations d'eaux usées est de 160 mm. Pour le collecteur d'eaux pluviales, il est de 200 mm.

La pente minimale des collecteurs est de 3 cm/m et régulière.

Article 37.2 Formalités à accomplir lors du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de l'application du droit des sols, tout pétitionnaire adresse à la collectivité gestionnaire du réseau public deux exemplaires du projet sur lesquels figurent les réseaux d'assainissement projetés ainsi que la note de calcul des débits les concernant.

Le projet doit indiquer, notamment, le nombre de logements à construire, le type d'activité, le nombre d'équivalents-habitants (EH) à raccorder s'il est connu, la surface totale du terrain (voire celle(s) du ou des bassins d'apports), celle des parties bâties ainsi que les autres surfaces imperméabilisées* (voirie, stationnement), soit tout élément permettant au Service de vérifier la capacité des réseaux situés en aval à accueillir ce nouveau rejet.

La collectivité pourra formuler au pétitionnaire ses observations et demande de pièces complémentaires.

Suite à l'obtention de l'autorisation du droit des sols, toutes les modifications ayant pu intervenir sur le projet initialement approuvé impactant les réseaux d'eaux usées ou d'eaux pluviales devront faire l'objet d'un nouvel accord du Syndicat.

Pour les grosses opérations au-delà d'une maison individuelle, le Syndicat doit être informé du commencement des travaux. Un représentant du Syndicat sera convié aux réunions de chantier. La collectivité sera destinataire des comptes rendus de chantier.

Article 37.3 – Contrôle des travaux réalisés en matière de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales

La collectivité gestionnaire du réseau public vérifie l'exécution et la conformité des travaux. En conséquence, ses représentants auront libre accès sur les chantiers et seront habilités à émettre auprès du promoteur ou de son représentant des avis ou observations sur la façon dont les travaux sont exécutés, de manière à ce qu'ils soient conformes aux prescriptions du présent document.

Un certificat est délivré par la collectivité attestant de la conformité des installations précisant la date et le contrôleur.

Concernant les eaux pluviales, la collectivité se réserve le droit de procéder également à un contrôle en domaine privé pour vérifier la conformité des ouvrages de gestion mis en place avec les prescriptions édictées par la collectivité lors de l'instruction du permis de construire.

Le délai de mise en conformité sera fixé par la collectivité.

Article 37.4 – Perturbations sur le réseau public en phase travaux

Dès lors que les travaux génèrent des effluents, le pétitionnaire devra en informer la collectivité gestionnaire du réseau public.

Pendant toute la durée du chantier, si la collectivité l'estime nécessaire, un décanteur avec regard de visite et grille (ou batardeau) sera installé avant le point de jonction sur le réseau public.

Dès la fin des travaux, le décanteur sera désaffecté et l'écoulement direct à cunette filante sera rétabli.

Toute perturbation grave se produisant sur le réseau public du fait des travaux impliquant la responsabilité du pétitionnaire ou de ses entrepreneurs entraînera une remise en état immédiate à la charge de ces derniers.

Article 37.5 – Implantations des canalisations et ouvrages

Conformément à la Partie 7 du présent règlement, il ne sera pas envisagé de canalisation pour la collecte des eaux pluviales, de manière générale.

Pour les canalisations d'eaux usées, et dans les cas exceptionnels d'installation de canalisations destinées aux eaux pluviales, les canalisations seront implantées dans l'emprise des voies, à l'axe médian de la demi-chaussée s'il s'agit d'une voie à double sens de circulation. Les éléments de réseaux situés en dehors de l'emprise des voies ou des chemins d'exploitation de moins de 4 m de largeur ne pourront être pris en charge par la collectivité.

Ces voies ou ces chemins devront permettre la libre circulation de véhicules d'entretien et être traités en chaussées lourdes revêtues ou non.

En aucun cas, les canalisations d'assainissement ne devront être implantées sous des immeubles* des dalles, des cabanons de jardin et à moins de 3 mètres des plantations.

Tout ouvrage ou réseau situé en dehors de l'emprise publique devra faire l'objet d'une servitude.

Article 37.6 – Raccordement au réseau public

La partie du raccordement au réseau public d'eaux usées, située en domaine public, sera réalisée sous le contrôle de la collectivité gestionnaire du réseau public, y compris le regard en limite de propriété, aux frais du lotisseur ou du promoteur.

Le raccordement sera réalisé après la réception des ouvrages telle que définie à l'article 37-8.

Article 37.7 – Remise des plans après exécution des travaux

Après exécution des travaux et avant leur réception, le promoteur adressera à la collectivité gestionnaire du réseau public, sur fichier au format informatique, les plans de récolement en x, y et z des réseaux d'assainissement, des branchements ainsi que les profils en long.

Les canalisations et ouvrages d'assainissement, y compris les branchements, seront cotés (terrain naturel TN et radier) et situés par triangulation par rapport à des repères très visibles et fixes (angle de bâtiments). Le sens d'écoulement, les diamètres des collecteurs et des branchements, les matériaux utilisés, la date de création, le positionnement exact des collecteurs et des branchements (N° de référence, côte TN, côte fil d'eau, profondeur), la limite des voies et les immeubles* devront également figurer sur les plans.

Les longueurs réelles seront chaînées après exécution et les profondeurs des ouvrages et des canalisations mesurées et nivelées en NGF.

Les éléments cartographiques devront être disponibles sous forme de couches et de tables SIG (.shp ou .mif/.mid) et dans le format CAO (.dxf). Les coordonnées devront être renseignées en RGF1993 - LAMBERT 93. Ces couches SIG devront s'apparenter à une base évolutive de connaissances et de données. Les données devront respecter un modèle de données attributaires spécifique au Syndicat de l'Orge inspiré du modèle standard RAEPA.

Afin de récupérer cette structure de données attributaires et de pouvoir être guidé pour la renseigner, l'entreprise pourra consulter le document en annexe 2 qui détaille les tables attributaires ou prendre contact avec le service SIG du Syndicat de l'Orge au 0805.29.20.90.

D'une manière générale, les plans fournis sont de classe A.

Il sera en supplément demandé la remise d'une base de données Excel comportant à minima les informations afférentes aux regards (N° de référence, position X, position Y, côte TN, côte Z, profondeur, type avaloir à décantation, avaloir sans décantation, grille, regard simple, nombre d'arrivées, de départs, côtes NGF des arrivées et départs, hauteur de décantation...) et aux tronçons (linéaires, regard amont, regard aval, nature, date de pose...).

Article 37.8 – Réception des ouvrages

Les contrôles d'étanchéité, les inspections visuelles ou télévisuelles, les tests de compactage, seront effectués par une société indépendante aux frais du propriétaire.

a) Inspection visuelle ou télévisuelle

L'ensemble du linéaire, objet des travaux y compris les branchements fera l'objet d'une inspection visuelle ou télévisuelle suivant la nature de l'ouvrage (visitable ou non visitable) par une société accréditée COFRAC. Chaque regard et boîte de branchement feront l'objet d'une inspection visuelle.

Les objectifs de l'inspection sont les suivants :

- déceler les défauts structurels et/ou fonctionnels du réseau,
- localiser les infiltrations éventuelles si le collecteur est dans la nappe ou dans un environnement humide,
- localiser les branchements,
- vérifier la profondeur et les dimensions des ouvrages.

La vérification porte sur :

- la pose des canalisations,
- la réalisation des regards de visite :
 - . finition de la surface des parois,
 - . présence ou non des échelons et crosses,
 - . finition des cunettes et des plages.
- l'alignement des tuyaux en plan et en profil,
- la qualité des emboîtements :
 - . emboîtements des tuyaux, (régularité, anomalie),
 - . raccordement aux regards,
 - . positionnement apparent des joints.
- l'identification du type de raccordement et la qualité du raccordement des branchements sur la canalisation (branchements pénétrants, ...),
- la régularité de la pente :
 - . en positionnant les points hauts et les points bas,
 - . en indiquant la longueur des flaches éventuelles.

Le mode d'exécution de l'inspection devra respecter les prescriptions suivantes :

- Le curage préalable,
- La position de la caméra sera toujours notée par rapport à l'axe du regard de visite origine de l'inspection (cote zéro),
- L'inspection se fera d'axe en axe de regard en plaçant rigoureusement la tête de la caméra à la cote 0,
- La distance cumulée est notée depuis l'axe du regard de visite origine de l'inspection,
- Le sens d'inspection doit être noté. Dans la mesure du possible il se fera de l'aval vers l'amont,
- Chaque emboîtement fera l'objet d'un examen circulaire,
- Devront être photographiés les défauts, l'ensemble des branchements et un emboîtement sur quatre,
- La mise en eau du collecteur de façon à déceler plus facilement les zones d'eaux stagnantes donc les flaches.

Chaque constatation devra être :

- positionnée par rapport à la cote 0,
- définie et caractérisée selon la terminologie du glossaire établi par l'AGHTM,
- illustrée par une photographie couleur numérotée axiale et/ou latérale.

Les raccordements seront caractérisés (évaluation du diamètre, position horaire dans la section verticale, distance, nature). Une photographie systématique de chaque branchement sera présentée, même s'il est jugé correct. La dernière photographie devra se situer dans le regard d'arrivée.

La caméra couleur devra être adaptée au diamètre de la canalisation et centrée par rapport à l'axe de la canalisation.

Elle devra être munie :

- d'une tête tournante et pivotante. L'utilisation d'une caméra à tête fixe est autorisée uniquement pour les branchements de petit diamètre (< à 200 mm),
- d'un cercle virtuel porté à l'écran permettant de vérifier l'ovalisation du collecteur,
- d'un inclinomètre,
- d'un axe télescopique permettant l'inspection des branchements.

b) Contrôles de compactage

L'exécution des essais sera conforme à la norme XP 94 063. La fréquence minimum des contrôles en fonction du linéaire de collecteur posé est définie comme suit :

- Un essai pour chaque tronçon de canalisation principale entre deux regards de visite ou au minimum tous les 50 m,
- Un essai sur tranchée de branchement pour 4 essais réalisés sur tranchée principale,
- Un essai au droit d'un regard de visite.

Les contrôles seront effectués à l'aide d'un pénétromètre dynamique du type PDG 1000 ou LRS. L'entreprise qui réalise les travaux devra fournir la coupe type des tranchées qui ont été réalisées au bureau de contrôle. Elles comprendront notamment les informations suivantes :

- Epaisseur de la structure de chaussée,
- Epaisseur des parties inférieures (PIR) et supérieures de remblai (PSR),
- Epaisseur de la zone d'enrobage et du lit de pose,
- Diamètre des canalisations,
- Identification GTR du ou des matériaux de remblai.

L'épaisseur des PIR et des PSR aura été déterminée à partir des classes de trafic des chaussées considérées, conformément au guide SETRA de remblayage des tranchées. Les objectifs de compactage seront de q3 pour la PSR et q4 pour la PIR.

c) Essais d'étanchéité

Les contrôles d'étanchéité porteront sur :

- Les canalisations principales,
- Les canalisations de branchements,
- Les regards de visite,
- Les boîtes de branchements.

En ce qui concerne les canalisations, ils suivront le protocole à l'air ou à l'eau " W et L " de 1990 prévu au chapitre 13 de la norme européenne NF EN 1610. Les essais à l'eau s'effectueront après un temps d'imprégnation d'une heure.

Pour les essais des regards et des boîtes de branchements, seul le protocole à l'eau « W » de la norme NF EN 1610 est admis. Le temps d'imprégnation sera d'une demi-heure.

Le procès verbal de réception sera signé conjointement entre Maître d'œuvre, Maître d'Ouvrage et entrepreneur en fin de travaux, après les contrôles décrits ci-dessus.

Article 37.9 Contrôles de déversement sur les installations privatives

Des contrôles de déversement seront réalisés par la collectivité sur les installations privatives.

ARTICLE 38 Conditions d'intégration d'ouvrages privés dans le domaine public

Dans le cas où la demande de prise en charge est faite par les copropriétaires après mise en service et utilisation des réseaux, la collectivité gestionnaire du réseau public se réserve le droit de faire effectuer, à la charge de la copropriété, tous les contrôles qu'elle jugera utiles.

L'intégration au réseau public ne pourra avoir lieu que :

- si tous les ouvrages privés d'assainissement sont en bon état d'entretien, de conservation, et conformes aux prescriptions administratives et techniques ;
- ou après remise en état éventuelle aux frais des copropriétaires.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 39 Participation financière pour l'assainissement collectif (PFAC)

La Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) et la PFAC « assimilées domestiques » constituent la contrepartie de la desserte d'une parcelle ou unité foncière desservie par le collecteur public d'assainissement collectif, qui permet d'éviter la construction, l'extension ou la mise aux normes d'un système d'assainissement non collectif.

Elles contribuent au financement de l'évolution des équipements publics d'assainissement (collecteurs, stations d'épuration, ...) nécessaires au développement de l'urbanisation.

Ses participations sont régies par les articles L1331-7 et L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique.

Les conditions de perception et les taux de cette participation sont fixés par l'assemblée délibérante de chaque collectivité compétente.

Le gestionnaire de la collecte est le seul autorisé à percevoir la PFAC. Cependant il peut, sous réserve d'une convention, reverser une part de cette PFAC perçue au gestionnaire du réseau de transport.

ARTICLE 40 Participations Financières Spéciales (PFS) liées aux eaux usées non domestiques

Les participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, sont à la charge de l'auteur du déversement en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, et sont définies, le cas échéant, par la collectivité gestionnaire du réseau public .

ARTICLE 41 Redevance d'assainissement

Conformément aux dispositions des articles R2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, une redevance d'assainissement est applicable à tous les usagers du service public d'assainissement et aux personnes assimilées.

Sont usagers toutes les personnes raccordées au réseau d'assainissement pour le déversement de leurs eaux usées. Sont assimilées aux usagers toutes les personnes raccordables au réseau d'assainissement dans les conditions définies par l'article 4.

ARTICLE 42 Assiette et taux de la redevance d'assainissement

La redevance due pour l'évacuation des eaux usées domestiques et assimilées domestiques est assise sur la quantité d'eau facturée aux abonnés par le distributeur d'eau potable ou prélevée sur toute autre source d'eau lorsque les usagers s'alimentent en eau, partiellement ou totalement, à une autre source que celle du distributeur d'eau potable.

La redevance assainissement peut être également calculée en fonction du volume d'eau rejeté au moyen d'un dispositif de mesure ou d'évaluation approprié validé par le gestionnaire assainissement et mis en place aux frais de l'utilisateur.

Pour l'évacuation des eaux usées autres que domestiques, la redevance due est établie suivant l'arrêté d'autorisation de déversement, et le cas échéant suivant la convention d'autorisation de déversement établie entre l'établissement et le(s) gestionnaire(s) du réseau.

Le taux de la redevance en euro par mètre cube d'eau potable ou prélevée est déterminé par les assemblées délibérantes. La redevance assainissement comprend 3 compétences : collecte, transport, épuration. Ces trois compétences donnent lieu à 3 tarifs distincts votés par les collectivités compétentes.

La redevance assainissement est égale au volume d'eau potable ou prélevée consommé multiplié par le taux de base.

Pour les usagers autres que domestiques, des coefficients de correction sont applicables.

➤ Les recettes issues de la redevance d'assainissement participent :

- à l'amortissement technique des ouvrages d'assainissement ;
- aux frais d'entretien et de gestion des réseaux d'assainissement ;
- aux frais liés à l'épuration (fonctionnement des stations d'épuration, traitement des boues et des sous-produits de l'assainissement) ;
- aux intérêts des dettes contractées pour la construction des ouvrages d'assainissement ;
- au paiement des taxes et impôts afférents au service assainissement.

ARTICLE 43 Cas des usagers s'alimentant en tout ou partie à une autre source de distribution que le réseau public d'eau potable

En application des dispositions de l'article R.2333-125 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute personne raccordée ou tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre qu'un service public doit en faire la déclaration à la Mairie. Le nombre de mètres cubes d'eau prélevés à la source privée est déterminé par un dispositif de comptage posé et entretenu aux frais de l'utilisateur.

ARTICLE 44 Cas des exploitations agricoles

Pour les usagers ayant la qualité d'exploitant agricole, la redevance est assise sur le nombre de mètres cubes d'eau prélevés (Service des Eaux plus, éventuellement, autre source) servant à leur consommation professionnelle rejetés dans le réseau d'assainissement.

ARTICLE 45 Paiement des redevances

La facturation et l'encaissement des redevances sont à la charge de la collectivité gestionnaire du réseau public ou de son délégataire. Toutefois, une convention entre le distributeur d'eau potable et le gestionnaire de l'assainissement peut autoriser le distributeur d'eau potable à percevoir les redevances assainissement, puis à les reverser au gestionnaire de l'assainissement.

Les redevances seront dues par les usagers raccordés dès que le branchement est réalisé. Pour les usagers raccordables, elles seront dues au moment du raccordement des installations intérieures sur le réseau d'eaux usées ou au plus tard 2 ans après la mise en place du branchement même si l'utilisateur n'est pas raccordé.

Un dégrèvement de la redevance d'assainissement pourra être accordé si une fuite non détectable survient après un compteur, à condition que l'eau perdue n'emprunte pas le réseau d'eaux usées.

Le dossier de demande de dégrèvement devra contenir les pièces suivantes :

- demande circonstanciée de l'utilisateur,
- schéma de localisation explicite de la fuite,
- factures des travaux ou des fournitures attestant de la réparation,
- attestation sur l'honneur de la personne qui a procédé à la réparation dans le cas où la fuite est réparée sans qu'il y ait achat de fournitures,
- récapitulatif des dernières consommations.

ARTICLE 46 Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (rejets des cuisines, salles de bains, lessives) et les eaux vannes (urines, matières fécales).

ARTICLE 47 Obligation de raccordement ou de mise en conformité du branchement

L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique rend obligatoire le raccordement des immeubles* bâtis situés en bordure d'une voie publique pourvue d'un réseau d'évacuation des eaux usées, ou qui y ont accès, soit par une voie privée soit par une servitude de passage. Ce raccordement (y compris les branchements intérieurs) doit être réalisé dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau.

L'obligation de raccordement s'applique également aux immeubles* situés en contrebas de la chaussée. Dans ce cas, le dispositif de relèvement des eaux usées est à la charge du propriétaire.

S'il s'agit d'un réseau existant, le raccordement effectif ou la mise en conformité de l'installation générale doit intervenir dans un délai de deux ans à compter de la date à partir de laquelle la non-conformité a été reconnue par la collectivité, laquelle dispose du même délai pour réaliser le cas échéant la partie de branchement sous voie publique.

Le délai de deux ans est ramené à néant :

- pour toute construction nouvelle,
- dans le cadre d'une mutation de propriété (vente),
- pour tout refus ou obstacle au contrôle par le service eau/assainissement ou par son prestataire,
- pour tout aménagement confortatif y compris la création de locaux annexes (garages, remises, abris de jardin...),
- en cas de troubles du voisinage ou de préjudice à la Santé Publique.

Il est précisé que les modifications sont exclusivement à la charge des usagers, y compris lorsque l'installation doit être transformée pour son adaptation au système séparatif.

Au terme du délai de deux ans, conformément aux prescriptions de l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble* avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion, dans la limite de 100 %, fixée par délibération par la collectivité.

Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la collectivité peut procéder, après mise en demeure, aux travaux nécessaires, y compris en domaine privé, aux frais du propriétaire (article L.1331-6 du Code de la Santé Publique).

Un immeuble* existant, riverain d'un réseau d'assainissement, peut être exonéré de se raccorder s'il entre dans le champ des exonérations prévues par l'arrêté interministériel du 19 juillet 1960 complété par l'arrêté du 28 février 1986 (immeuble* non habité, insalubre, devant être démolé ou difficilement raccordable) et dans la condition qu'il dispose d'une installation d'assainissement autonome en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 48 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées assimilées domestiques

Le raccordement d'eaux usées assimilées domestiques constitue un droit dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

Ces effluents doivent néanmoins respecter les conditions techniques de l'article 55.

Ces prescriptions sont formalisées et délivrées au moyen d'une attestation au droit de rejet des eaux assimilées domestiques.

ARTICLE 49 Le droit au raccordement au réseau public

Le propriétaire d'un immeuble* et/ou exploitant d'un établissement produisant des eaux usées assimilées domestiques a le droit au raccordement au réseau public d'assainissement. Il doit tout de même en faire la demande afin que le rejet fasse l'objet d'une instruction. La collectivité peut refuser un raccordement/déversement pour des raisons liées aux limites des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

Le pétitionnaire transmettra les éléments suivants :

- la nature des activités exercées ;
- un plan des réseaux internes d'assainissement avec les caractéristiques des ouvrages de prétraitement ;
- des précisions sur la gestion des déchets et produits stockés
- la consommation d'eau (prélèvement sur le réseau d'eau potable et/ou prélèvement sur toute autre source)

Les prescriptions techniques sont fixées en annexe 3 du présent règlement. Elles portent sur les ouvrages de raccordement, leur bon entretien et les caractéristiques des eaux usées.

En cas d'acceptation du rejet des eaux usées assimilées domestiques, la collectivité notifiera au pétitionnaire un arrêté d'autorisation ou une attestation de rejet précisant :

- les prescriptions techniques applicables au rejet de l'activité concernée ;
- les caractéristiques de l'ouvrage de raccordement, dont le prétraitement éventuel.

Une visite de l'établissement par la collectivité est obligatoire pour délivrer l'attestation au droit au raccordement.

ARTICLE 50 Mise en place d'ouvrage de prétraitement et obligation d'entretien

Les eaux usées assimilées domestiques peuvent nécessiter un prétraitement, afin de répondre aux prescriptions techniques du présent règlement (cf. annexe 3), et de manière générale à la réglementation en vigueur.

Les ouvrages de prétraitement doivent être installés au plus près de la source de pollution et seront dimensionnés selon les débits entrants, le temps de séjour utile au prétraitement, et les normes en vigueur le cas échéant.

L'établissement doit fournir à la collectivité les informations techniques des ouvrages de prétraitement installés.

La collectivité se réserve le droit d'exiger la mise en place de tout autre ouvrage de prétraitement pour respecter les concentrations maximales et débits de rejet imposés.

Les installations de prétraitement devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. L'établissement demeure seul responsable de ces installations. L'établissement devra pouvoir justifier à la collectivité du bon état d'entretien de ces installations.

De même, il est de la responsabilité de l'établissement de veiller à la bonne élimination des déchets produits par ces installations dans les filières agréées. Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) devront être tenus à la disposition de la collectivité (formulaire CERFA).

ARTICLE 51 Cas des piscines publiques

Compte-tenu de la vulnérabilité de l'Orge et de ses affluents, milieux récepteurs des eaux pluviales sur le territoire, la collectivité impose que les eaux de nettoyage des filtres des bassins de natation et leurs eaux de vidange soient raccordées au réseau d'eaux usées et ce, par dérogation à l'article 13 de l'arrêté du 21/07/2015.

L'établissement informera les services assainissement des dates de vidange au moins 10 jours à l'avance. Un débit de vidange pourra être fixé en fonction de la capacité des ouvrages d'assainissement et des conditions météorologiques.

Une neutralisation du chlore pourra être exigée avant le rejet aux réseaux d'eaux usées.

ARTICLE 52 Contrôles et sanctions

Article 52.1 Le contrôle

Conformément à l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique, le service pourra procéder à des contrôles permettant de s'assurer du respect du présent règlement et notamment du respect de :

- l'article 5.1 relatif aux déversements interdits ;
- l'annexe 3 au présent règlement relative aux prescriptions techniques. Le service s'attachera notamment à contrôler la mise en place du prétraitement quand il est nécessaire ainsi que son bon entretien.
- des seuils de rejet définis dans l'attestation au droit au raccordement (avec prescriptions). En cas de non-conformité, l'établissement devra supporter les frais des analyses.

Article 52.2 Les sanctions

A) L'OBSTACLE A L'INSTRUCTION

On entend par obstacle à l'instruction un refus de visite. Dans ce cas, la collectivité appliquera à l'entreprise une pénalité de 2000 € suite à l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Si l'entreprise ne permet toujours pas l'accès, la collectivité augmentera cette pénalité de 50% chaque année jusqu'à la réalisation du contrôle.

De plus, l'occupant sera astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 % selon l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

B) LE NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET DEPASSEMENT DU DELAI DE MISE EN CONFORMITE

En cas de non-respect des prescriptions techniques prévues au présent règlement et en cas d'inaction de la part de l'établissement dans le délai imparti, la collectivité pourra appliquer à l'entreprise les pénalités suivantes, reconductibles jusqu'au respect desdites prescriptions.

	Taille de l'entreprise	Pénalités
Très Petite Entreprise (TPE)	< 10 salariés	2 000 €
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	10 à 249 salariés	5 000 €
Entreprise de taille intermédiaire (EPI) et Grande Entreprise (GE)	> 249 salariés	10 000 €

De plus, l'occupant sera astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 % selon l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 53 Responsabilité de l'établissement

L'établissement, même s'il est locataire des locaux dans lesquels il exerce ses activités, est responsable à ses frais de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions imposées dans le présent règlement.

ARTICLE 54 Changement d'activité ou évolution d'activité

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation ou à son mode d'exploitation de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents autorisés, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du gestionnaire du service public d'assainissement. Dans ce cas, le service public d'assainissement pourra réaliser un nouveau diagnostic du site qui pourra aboutir à l'établissement d'une nouvelle attestation au droit au raccordement.

L'exploitant devra aussi informer le gestionnaire du service public d'assainissement en cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité.

L'attestation de rejet est délivrée par le service à titre individuel, elle est non cessible. En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant est tenu de déclarer ses coordonnées au service.

ARTICLE 55 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques

Le raccordement des établissements déversant des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement n'est pas obligatoire pour la collectivité.

Le raccordement d'eaux usées non domestiques à un réseau public d'assainissement n'est envisageable que si celles-ci sont compatibles qualitativement et quantitativement avec le système de collecte et la capacité épuratoire du dispositif d'épuration collectif.

La collectivité peut autoriser un établissement à déverser ses eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement, au moyen d'un arrêté d'autorisation délivré après accord de toutes les collectivités gestionnaires du système d'assainissement. Dans certains cas particuliers, les eaux pluviales peuvent être intégrées dans l'arrêté d'autorisation de déversement.

Par ailleurs, le fait de déverser des eaux usées non domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans autorisation ou en violation des prescriptions de cette autorisation est passible d'une amende de 10 000 € au titre de l'article L. 1337-2 du Code de la Santé Publique.

Pour les branchements d'eaux usées non domestiques, le regard de limite de propriété est placé obligatoirement en domaine public, accessible et son diamètre nominal minimal est de 1000 mm. Ce branchement devra obligatoirement comprendre une vanne d'obturation en partie privative afin de limiter les déversements accidentels.

ARTICLE 56 L'arrêté d'autorisation

Article 56.1 L'autorisation provisoire pour les projets de constructions

La demande de raccordement initial (branchement) du bâtiment est différente de la demande d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques ou de déclaration de déversement des eaux assimilés domestiques qui doit se faire à chaque changement ou évolution d'activité.

A partir d'une étude prévisionnelle des rejets et sous réserve du respect des prescriptions fixées au présent règlement (notamment à l'article 57), une autorisation provisoire sera délivrée pour une durée d'un an, avec date d'effet lors de la mise en fonctionnement effectif des installations.

La délivrance d'une autorisation provisoire est une condition préalable à la construction du branchement.

Si cette mise en fonctionnement des installations n'est pas effective dans un délai de 3 ans à compter de la date de notification de l'autorisation provisoire, cette dernière cessera de produire ses effets à cette même date. L'entreprise devra prendre contact avec le gestionnaire de l'assainissement pour établir une nouvelle autorisation. Deux mois avant l'expiration de cette autorisation provisoire, l'entreprise devra transmettre au gestionnaire de l'assainissement tous les éléments nécessaires à l'instruction de l'autorisation de rejet. En fonction de ces éléments, le service pourra délivrer une autorisation dans les conditions précisées à l'article 56.2 du présent règlement.

Dans le cas d'un nouvel établissement, un bilan des rejets pourra être réalisé dans les six mois suivant le démarrage de l'activité. Les résultats pourront déterminer l'acceptabilité des effluents.

Article 56.2 L'autorisation de rejet pour les activités en cours

Une visite de l'établissement par la collectivité est obligatoire pour l'instruction du dossier.

En tant que propriétaire d'un immeuble* et/ou exploitant d'un établissement produisant des eaux usées non domestiques, pour l'instruction du dossier d'autorisation, celui-ci devra en faire la demande et apporter au service les éléments d'information suivants :

- la nature des activités exercées et l'usage de l'eau qui y est fait,
- un schéma des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales internes précisant :
 - l'implantation des points de rejet au réseau public,
 - l'implantation et les caractéristiques des ouvrages de prétraitement,

- le cas échéant, la position exacte des ouvrages de contrôle,
- en fonction de la nature du rejet, la collectivité pourra demander la réalisation d'une campagne de mesures (les paramètres à analyser seront définis par la collectivité en fonction de la nature du rejet). Cette campagne sera réalisée au frais de l'établissement, par un organisme agréé COFRAC, sur des échantillons moyens représentatifs de l'activité et sur une durée définie par le gestionnaire de l'assainissement,
- des précisions sur la gestion des déchets et produits stockés,
- la consommation d'eau (prélèvement sur le réseau d'eau potable et/ou prélèvement sur toute autre source).

Article 56.3 La durée de l'autorisation

L'autorisation est délivrée pour une durée maximale de cinq ans à compter de sa notification.

L'entreprise devra obligatoirement signaler à la collectivité, dans un délai de 3 mois, :

- toute modification de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques des effluents (par exemple modification de procédés ou d'activité, ou lors d'un accroissement de l'activité). Cette modification pourra faire l'objet d'une nouvelle autorisation ;
- tout changement de nom ou d'adresse. Ces modifications feront l'objet d'une nouvelle autorisation.

De plus, la collectivité procède à une vérification régulière de l'évolution des activités et rejets.

ARTICLE 57 Les caractéristiques de l'effluent admissible

Pour limiter tout dysfonctionnement du système d'assainissement, ces déversements devront respecter certaines conditions et normes (valeurs limites physico-chimiques), sous peine de sanctions, ces valeurs sont données dans le tableau ci-après :

Paramètres	Stations Valenton, Moulin Neuf	STEP Fontenay
Température	< 30 °C	< 30 °C
pH	entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 en cas de neutralisation alcaline	entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 en cas de neutralisation alcaline
Matières en suspension	600 mg/l	500 mg/l
DBO5 (Demande Biologique en Oxygène)	800 mg/l	300 mg/l
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	2000 mg/l	900 mg/l
Rapport DCO/DBO5	2.5	< 3
Azote Global	150 mg/l	100 mg/l
Phosphore total	50 mg/l	15 mg/l
SEH (Substances Extractibles à l'Hexane)	150 mg/l	150 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	10 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l	10 mg/l
Chlorures	500 mg/l	500 mg/l
Sulfates	400 mg/l	400 mg/l
Cadmium et composés	0,2 mg/l	0,2 mg/l
Mercure	0,05 mg/l	0,05 mg/l
Chlore libre	0,5 mg/l	0,5 mg/l
PCB (Polychlorobiphényles) N)28,52,101,118,153 et 180	0,05 mg/l	0,05 mg/l
COHV (Composés Organo-Halogénés Volatils)	5 mg/l	5 mg/l
Somme des HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)	0,05 mg/l	0,05 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l	0,3 mg/l
Cyanures	0,1 mg/l	0,1 mg/l
Chrome Hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l	0,1 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,5 mg/l
Nickel et composés (en Ni)	0,5 mg/l	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,5 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l	1 mg/l
Etain et composés (en Sn)	2 mg/l	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	5 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l	15 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1 mg/l	1 mg/l
Fluor et composés (en F)	15mg/l	15mg/l
Autres micropolluants minéraux et organiques : valeurs limites fixées pour un rejet dans le milieu naturel à l'article 32.3 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et tout texte venant à le compléter ou le modifier.		
Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation en vigueur. De plus, le suivi de paramètres complémentaires peut être demandé dans les autorisations et/ou convention de déversement dans le cadre de certaines activités industrielles ou commerciales ou artisanales.		

Tableau 1 : Seuils de rejet

Pour les territoires desservis par une station d'épuration à filtre planté de roseaux, la demande de raccordement et les seuils à respecter seront étudiés au cas par cas.

ARTICLE 58 Mise en place d'ouvrage de prétraitement et obligation d'entretien

Les eaux usées non domestiques doivent, si nécessaire, subir un prétraitement pour respecter les valeurs limites de rejet avant d'être évacuées au réseau public de collecte des eaux usées.

Les ouvrages de prétraitement doivent être installés au plus près de la source de pollution et seront dimensionnés selon les débits entrants, le temps de séjour utile au prétraitement, et les normes en vigueur le cas échéant.

L'établissement doit fournir à la collectivité les informations techniques des ouvrages de prétraitement installés.

La collectivité se réserve le droit d'exiger la mise en place de tout autre ouvrage de prétraitement pour respecter les concentrations maximales et débits de rejet imposés.

Tous les ouvrages imposés à l'établissement doivent être surveillés, exploités et entretenus de façon à ne pas entraîner de dysfonctionnement et à respecter en permanence les valeurs limites d'émission et de débits de rejets imposés.

Exemples d'ouvrages de prétraitement : dégrilleur, bac à graisse, séparateur à fécule, débourbeur-déshuileur, séparateur à hydrocarbure, système de neutralisation, ...

Pour respecter les principes du présent règlement, les aires de lavage (publiques et privées) doivent être couvertes ; les eaux de lavage seront raccordées aux eaux usées en passant par un prétraitement (débourbeur- séparateur à hydrocarbures adapté au nombre d'éléments raccordés).

ARTICLE 59 Prévention des déversements accidentels

Les produits et déchets, notamment liquides, doivent être manipulés et stockés de façon à éviter tout dispersement des substances dans le réseau d'assainissement et le milieu naturel*. Leurs stockages doivent être éloignés des points de collecte, à l'abri de la pluie, et si besoin sur rétention. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké.

Le gestionnaire du service public d'assainissement se réserve le droit de demander la mise en place d'ouvrages nécessaires pour limiter le risque de déversement accidentel (tel que des obturateurs) ou la présence obligatoire de kit anti-pollution. De plus, il peut être demandé à l'établissement de mettre en place une procédure de gestion des déversements accidentels.

La traçabilité d'enlèvement et d'élimination des déchets doit être assurée à l'aide d'un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) ou d'attestations qui doivent être conservés dans l'entreprise pendant au moins cinq ans (formulaire CERFA).

ARTICLE 60 Obligation d'alerte

L'établissement devra alerter immédiatement le service d'astreinte (24h/24, 7 jours/7) de la collectivité notamment en cas de rejet accidentel dans les réseaux d'assainissement de produits/déchets dangereux ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

ARTICLE 61 La redevance assainissement pour les eaux usées autres que domestiques

Article 61.1. Le principe

La redevance d'assainissement est calculée comme suit :

$RA = \text{taux de base} \times \text{volume d'eau prélevé} \times Cr \times Cp$

Avec :

- taux de base : taux de redevance d'assainissement (parts collecte, transport et épuration) voté en Assemblée Générale chaque année et part délégataire le cas échéant ;
- Cr : le coefficient de rejet est appliqué conformément à l'article 61.2 du présent règlement ;
- Cp : le coefficient de pollution est appliqué conformément à l'article 61.3 du présent règlement ;
- volume d'eau prélevé : il s'agit du volume prélevé sur le réseau de distribution d'eau potable et/ou toute autre source (puits*...) ;

Article 61.2 Le coefficient de rejet (Cr)

L'établissement peut bénéficier d'un abattement, appelé coefficient de rejet, qui sera appliqué au volume d'eau prélevé, s'il prouve (dispositif de comptage, bordereau de suivi de déchets, données constructeur, ...), qu'une partie du volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution ou sur toute autre source n'est pas rejetée dans le réseau d'assainissement. Il est révisé en fonction des nouvelles informations transmises à la collectivité.

Article 61.3 Le coefficient de pollution (Cp)

L'arrêté d'autorisation stipulera le cas où la nature de l'activité conduit à l'application d'un coefficient de pollution (Cp).

Les caractéristiques de l'effluent, telles que fixées dans l'arrêté d'autorisation, permettront le calcul du coefficient de pollution en application de la formule suivante :

$$Cp = 0,5 * (1 + Pt/Vr)$$

Avec :

- Pt = Poids (en kg) = MO + MES
- MO (en kg) = matière organique = (DCO+2*DBO5)/3
- DCO (en kg) = Demande Chimique en Oxygène
- DBO5 (en kg) = Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours
- MES (en kg) = Matières En Suspension
- Vr (en m3) = volume rejeté au réseau d'assainissement

Les coefficients applicables sur chaque paramètre sont fonction des valeurs de rejet de l'effluent et sont déterminés par les campagnes de mesures issues de l'autosurveillance.

ARTICLE 62 Contrôle et surveillance des rejets

Article 62.1 L'autosurveillance

L'établissement est responsable de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent règlement et de l'autorisation. Cette autosurveillance est réalisée aux frais de l'établissement.

Conformément à l'article 56.2 du présent règlement, l'établissement fournira au service les résultats d'analyses d'une campagne de mesures réalisée par un organisme agréé COFRAC.

Les paramètres à analyser et la fréquence de ces campagnes sont précisés dans l'autorisation de rejet. Le cas échéant, l'établissement devra également communiquer à la collectivité les résultats des analyses exigées au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation, selon la fréquence définie par cet arrêté.

Article 62.2 Le contrôle par la collectivité

La collectivité pourra effectuer de façon inopinée, des contrôles pour vérifier le respect de l'autorisation de rejet de l'établissement. Les prélèvements réalisés par les agents gestionnaires de l'assainissement ou le prestataire de la collectivité feront l'objet d'analyses par un laboratoire agréé COFRAC. Ces analyses pourront faire l'objet d'une contre-expertise par un laboratoire agréé COFRAC à la charge de l'établissement sur un prélèvement effectué au même moment. A défaut de contre-expertise, les analyses effectuées par le laboratoire de la collectivité seront opposables à l'établissement.

Les frais de contrôle seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si un résultat au moins démontre que l'effluent n'est pas conforme aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 63 du présent règlement.

ARTICLE 63 Les sanctions

Article 63.1 L'obstacle à l'instruction

On entend par obstacle à l'instruction un refus de visite. Dans ce cas, la collectivité appliquera à l'entreprise une pénalité de 2000 € suite à l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Si l'entreprise ne permet toujours pas l'accès, la collectivité augmentera cette pénalité de 50% chaque année jusqu'à la réalisation du contrôle.

De plus, l'occupant sera astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 % selon l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

Article 63.2 Le non-respect des prescriptions techniques et dépassement du délai de mise en conformité

En cas de non-respect des prescriptions techniques prévues au présent règlement et en cas d'inaction de la part de l'établissement dans le délai imparti, la collectivité pourra appliquer à l'entreprise la pénalité suivante, reductible jusqu'au respect desdites prescriptions.

	Taille de l'entreprise	Pénalités
Très Petite Entreprise (TPE)	< 10 salariés	2 000 €
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	10 à 249 salariés	5 000 €
Entreprise de taille intermédiaire (EPI) et Grande Entreprise (GE)	> 249 salariés	10 000 €

De plus, l'occupant sera astreint au paiement d'une somme équivalente à la redevance assainissement majorée dans une proportion de 100 % selon l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

Article 63.3 Le non-respect de l'autorisation de rejet

En cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation de rejet, outre les sanctions définies ci-après, l'entreprise s'expose au paiement d'une amende de 10 000 € en application de l'article L1337-2 du Code de la Santé Publique.

Article 63.4 La non transmission des données d'autosurveillance

Si l'établissement ne transmet pas à la collectivité les résultats de l'autosurveillance prévue dans l'autorisation :

- La collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception un délai pour la communication des documents à transmettre ;
- en cas d'inaction de la part de l'établissement dans le délai imparti, la collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception le coefficient de pollution applicable à titre de pénalité : ce coefficient de pollution majoré est fixé à 5.

Article 63.5 Le dépassement des valeurs limites admissibles

Dans le cadre de l'autosurveillance ou lors d'un contrôle par la collectivité, si les caractéristiques des effluents dépassent les valeurs limites admissibles, la collectivité demandera à l'établissement :

- de transmettre des éléments d'explication quant à cette non-conformité ;
- le cas échéant, de réaliser aux frais de l'établissement une campagne de mesures supplémentaire dans un délai qui sera imparti et d'en communiquer les résultats au service ;
- en cas de non-conformité de cette nouvelle analyse, de se mettre en conformité dans un délai que la collectivité précisera ;
- de programmer une nouvelle campagne de mesures, après mise en conformité, dans le délai précisé par le service.

Le coefficient de pollution sera recalculé en fonction des valeurs de la campagne de mesures. Un coefficient de majoration de 2 pourra être appliqué.

Le cas échéant, l'autorisation de rejet pourra être résiliée.

Outre les pénalités prévues au présent règlement, l'établissement sera redevable des divers frais engagés par la collectivité pour le traitement du dossier de non-conformité, et notamment : frais d'analyse, frais de déplacement, frais de personnel, frais liés à des dysfonctionnements des ouvrages d'assainissement. Par ailleurs, un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement peut, à l'initiative de la collectivité, être mis en place.

PARTIE 5 CAS PARTICULIER DES REJETS NON DOMESTIQUES ASSIMILES A DES EAUX CLAIRES

ARTICLE 64 Champs d'application

Sont concernés les rejets d'eaux de pompage (chantiers de construction d'immeubles*, travaux de génie civil, travaux publics, assèchement des parcs de stationnement en sous-sol) ou de rabattement de nappe (eaux d'exhaure), les eaux de drainage, les eaux de fontaines publiques. Ces rejets, qu'ils soient temporaires ou permanents, sont considérés comme des rejets d'eaux non domestiques.

Ces types d'eaux, assimilés à des eaux claires, doivent être rejetés après autorisation, prioritairement et directement au réseau d'eaux pluviales (ou milieu naturel*), et respecter les valeurs limites (non exhaustives) indiquées dans le tableau suivant :

Paramètres	Valeurs repères mg/L	Unité
MES	35	mg/L
DCO	125	mg/L
DBO5	25	mg/L
Azote global	10	mg/L de N
Phosphore total	1	mg/L de P
Hydrocarbures	5	mg/L

Tableau 2 : Valeurs repères autorisées avant rejet dans le milieu naturel* ou réseau pluvial

Avant de contacter la collectivité gestionnaire du réseau public, le pétitionnaire vérifiera au préalable si ses installations, opérations, travaux ne sont pas soumis à Déclaration ou à Autorisation au titre de la Loi sur l'eau (Décret n°93-743 du 29 mars 1993- Articles L. 214-1 À L. 214-3 du Code de l'environnement), en contactant les services de l'Etat.

En cas d'opération soumise à la Loi sur l'Eau, le pétitionnaire devra suivre la procédure associée ; en aucun cas, sa demande auprès de la collectivité ne saurait s'y substituer.

ARTICLE 65 Autorisation de déversement des eaux usées non domestiques assimilées à des eaux claires dans le réseau d'eaux usées

De manière exceptionnelle, si le rejet au réseau d'eaux usées est l'unique solution, le pétitionnaire doit obtenir de la collectivité une autorisation (temporaire ou permanente) de déversement avec le cas échéant, une limitation de débit et sous réserve du respect des contraintes relatives :

- à la capacité de transport et de traitement du système d'assainissement,
- au point de déversement dans le réseau,
- à la qualité des effluents rejetés,
- au débit de rejet (horaire ou journalier),
- à la durée du déversement,
- à la remise en état du réseau,
- au paiement d'une redevance basée sur les volumes déversés et la qualité de l'eau, dans le cas d'un rejet au réseau séparatif d'eaux usées.

ARTICLE 66 Demande d'autorisation de rejet et de branchement

Toute demande de déversement d'eaux claires doit faire l'objet d'une instruction par la collectivité. La demande doit parvenir au moins 60 jours avant la date de début de déversement souhaitée dans le réseau d'eaux pluviales ou d'assainissement.

La demande devra préciser le lieu, la date, la durée, l'estimation des volumes et des débits rejetés quotidiennement ainsi que la nature et les caractéristiques physico-chimiques du rejet.

Avant de rejoindre le réseau public ou le milieu naturel*, les eaux devront transiter par un système de décantation adapté au volume d'eaux rejetées.

Une analyse de la qualité des eaux rejetées devra être réalisée à la charge du demandeur. Ces analyses et mesures de qualité de l'eau rejetée concerneront au minimum la température, le pH, les MES, la DCO, la DBO5, l'azote global, le phosphore total, la conductivité, et les hydrocarbures totaux. En fonction des résultats, la collectivité se réserve le droit de refuser le rejet ou de demander la mise en place d'un pré-traitement complémentaire.

Les analyses seront réalisées sur demande de la collectivité et au minimum avant le début du rejet ou au moment de l'essai de pompage. La fréquence d'autosurveillance ainsi que les paramètres d'analyses pourront être augmentés par la collectivité en fonction des caractéristiques du rejet.

A réception des informations, la collectivité définira le ou les points de déversement en fonction de l'acceptabilité des déversements dans le réseau pluvial ou d'assainissement. Une visite conjointe entre le demandeur et le service assainissement sera programmée pour définir les modalités techniques du branchement (temporaire ou non) et établir un état des lieux avant le début du rejet.

A noter : les pompes vide-caves raccordées en gorgouille* au caniveau constituent une non-conformité.

⇒ Les eaux de drainage

Les eaux de drainage peuvent être des eaux de drainage agricole ou de drainage de terrains construits. Ces eaux sont dans la mesure du possible infiltrées, par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration*, drains*, fossés* ou noues*. Les services assainissement des collectivités pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

Exceptionnellement, ces eaux pourront être évacuées vers le réseau pluvial si celui-ci existe et si les réseaux et cours d'eau situés à l'aval possèdent la capacité suffisante pour l'évacuation. Ce rejet est soumis à l'accord préalable des collectivités gestionnaires du réseau public.

PARTIE 6 : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les obligations auxquelles doivent se soumettre les usagers en Assainissement Non Collectif (ANC) sont fixées par la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif.

Ces obligations sont :

- Equiper l'immeuble* d'une installation d'ANC,
- Assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement,
- Procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans le délai imparti,
- Laisser accéder les agents à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle (L.1331-11 du Code de la Santé Publique),
- Acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien,
- Annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente le document, établi à l'issue du contrôle,
- Être contraint à payer une astreinte en cas de non-respect de ces obligations (L. 1331-8 du Code de la Santé Publique),
- Être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du maire au titre de son pouvoir de police (L.1331-6 du Code de la Santé Publique).

En amont des demandes d'autorisation du droit des sols, le pétitionnaire devra se rapprocher de la collectivité gestionnaire de l'Assainissement Non Collectif afin d'obtenir l'attestation de conformité du projet d'installation d'ANC à joindre dans la demande d'urbanisme. Pour obtenir cette attestation, il est obligatoire de fournir une étude de perméabilité des sols.

Puis pendant les travaux, le pétitionnaire doit revenir vers la collectivité pour que l'implantation des ouvrages d'ANC soit validée. Ces contrôles sont payants. Les montants correspondants sont fixés par délibération de la collectivité gestionnaire du réseau public.

Pour plus d'information, l'utilisateur doit se reporter au règlement du SPANC du Syndicat de l'Orge.

La gestion des eaux pluviales la plus en amont possible est privilégiée et notamment une gestion à la parcelle ou à l'unité foncière du projet (ensemble des parcelles du projet), au plus près du point de chute de la goutte de pluie, qui favorise le cycle de l'eau dans la nature : infiltration, recharge des nappes, cours d'eau.

Le règlement d'eaux pluviales doit être en accord avec le zonage d'eaux pluviales* local en vigueur. En cas de prescriptions différentes, seront retenues celles du zonage d'eaux pluviales* local.

Les dispositions du présent règlement n'exonèrent pas le propriétaire des dispositions prévues au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, notamment les procédures de déclaration ou d'autorisation instituées par les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 : rubriques 5.3.0 et 6.4.0.

ARTICLE 67 Définition des eaux pluviales

Sont considérées comme eaux pluviales celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, des eaux d'arrosage sans ajout de produit lessiviel. Ce sont donc essentiellement des eaux de ruissellement* de surface. Les eaux pluviales ruissellent sur les toitures, sur les voiries, sur les parkings extérieurs, les cours d'immeubles. Les eaux d'arrosage ruissellent sur les voiries publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles*.

Les eaux de sources et de résurgences ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

ARTICLE 68 Principes de gestion des eaux pluviales à la parcelle

Les principes de gestion des eaux pluviales sont édictés par le Code Civil, notamment par l'article 640 qui stipule :

« les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Le Syndicat n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. De plus, le Syndicat est engagé dans une politique de « zéro rejet » des eaux pluviales vers le réseau public.

Le principe est la gestion à la parcelle des eaux pluviales et leur retour vers le milieu naturel* au plus proche du point de chute de la pluie. La totalité des eaux pluviales issues de la parcelle doivent être infiltrées pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence 20 ans*. **Elles ne sont pas admises dans le réseau d'assainissement.**

Ce principe de gestion relève de la responsabilité du propriétaire ou de l'occupant. Ce rejet au milieu naturel* doit s'effectuer par infiltration dans le sol par l'intermédiaire de diverses techniques que le propriétaire s'engagera à mettre en œuvre. **Dans tous les cas, il faudra aussi rechercher des solutions limitant l'impact du rejet sur les milieux naturels, notamment la non-aggravation des inondations à l'aval et la non-dégradation de la qualité de ces milieux.**

Tout ouvrage devra être résilient (accessibilité, nettoyage, clapet anti-retour).

L'aménageur* doit mettre en place des prescriptions dans les documents de droit privé garantissant la pérennité des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Il doit aussi veiller à ce que la surface dédiée à l'infiltration soit maintenue en usage dans le temps.

La gestion des eaux pluviales doit être compatible et conforme avec le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Orge-Yvette et ses évolutions.

Toutes les eaux qui ne pourront être infiltrées dans le milieu naturel* devront respecter les prescriptions de l'article 70 de ce présent règlement.

ARTICLE 69 Modalité d'application de la gestion des eaux pluviales à la parcelle

a) Gestion des eaux pluviales de manière générale

L'infiltration des eaux pluviales des toitures se fera directement dans les terrains, par tout dispositif approprié : puits d'infiltration*, drains*, bassins*, fossés*, noues*, tranchées drainantes*, jardins de pluies*,... Les services assainissement des collectivités et du Syndicat de l'Orge pourront être contactés en amont des projets pour fournir un conseil technique. Toutefois, la conception des ouvrages reste de la responsabilité des aménageurs.

b) Gestion qualitative des eaux pluviales issues des voiries et des parkings extérieurs

Les eaux pluviales issues des voiries et des parkings sont susceptibles d'être chargées en hydrocarbures et en métaux lourds. Elles devront être traitées par le biais de techniques extensives, alternatives aux réseaux. Le pétitionnaire devra réaliser un système superficiel à ciel ouvert de type bande enherbée, noues* plantées de macrophytes* sur substrat filtrant, filtre planté de roseaux, ... avant rejet dans l'ouvrage d'infiltration.

Considérant que la majeure partie de la pollution est concentrée dans les premières pluies, il conviendra alors de dimensionner les ouvrages sur la base d'une pluie de 10 mm, soit 100 m³ par hectare imperméabilisé (100 m³/ha). Cette hauteur de pluie est comprise dans le dimensionnement de l'ouvrage de rétention et d'infiltration. Les mètres cubes traités viennent en déduction du volume de l'ouvrage d'infiltration ou de rétention prévu pour la gestion des eaux pluviales.

Le système de dépollution pourra être intégré à l'ouvrage de rétention. Il peut être aussi dissocié de celui-ci. Par exemple, une bande enherbée en amont d'une noue* peut servir de dépollution des premières pluies. La surface d'espaces verts avec une certaine épaisseur de terre végétale doit être proportionnelle aux nombres de places de stationnement du projet.

Par exemple, dans le cas d'un projet avec une place de stationnement, une bande enherbée le long du stationnement imperméable et légèrement plus basse que le niveau du stationnement peut suffire à gérer les pluies courantes (10 mm). Si le stationnement utilise un revêtement perméable, alors il faudra s'assurer d'une profondeur suffisante de terre sous le revêtement pour gérer les pluies courantes.

Ci-dessous une coupe d'une noue* plantée de macrophytes* et d'une place de parking perméable qui peut servir d'exemple à la conception de stationnement.

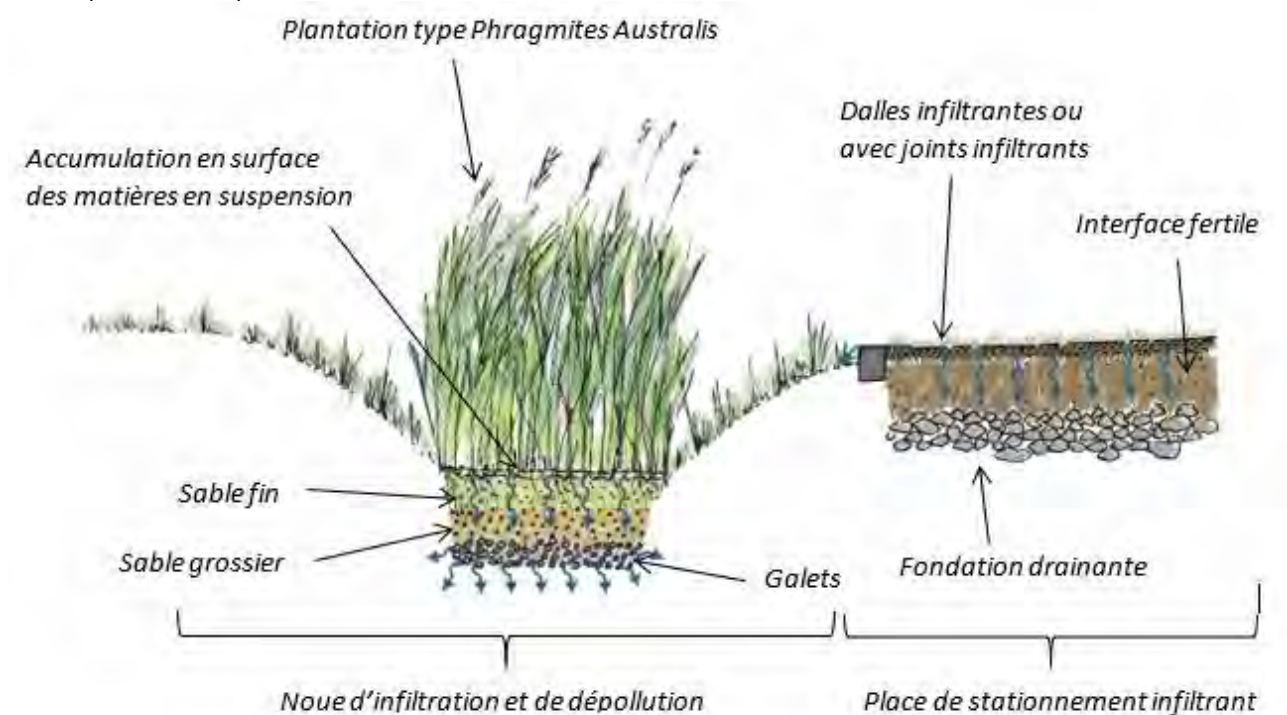


Figure 2 : Coupe de principe d'un stationnement perméable et de sa noue* infiltrante et dépolluante (Illustration : M.Quinquis)

En cas de risque de pollution de nappe proche, il est demandé de mettre en place des ouvrages de dépollution avant infiltration à la parcelle.

c) Extensions et réaménagements

Lors d'une extension ou de réaménagement, l'imperméabilisation nouvelle du sol ne doit pas engendrer de rejet supplémentaire d'eaux pluviales au réseau par rapport à l'existant. Le pétitionnaire doit mettre en place des aménagements nécessaires pour garantir le « zéro-rejet » sur les extensions.

Selon l'importance des projets (contexte et surfaces) le Syndicat de l'Orge peut demander au pétitionnaire de mettre en place des mesures pour déconnecter les rejets d'eaux pluviales sur l'ensemble de l'unité foncière.

d) Dispositif de récupération des eaux pluviales

En amont de l'infiltration à la parcelle, les particuliers peuvent mettre en place un système de récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des espaces extérieurs.

L'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments donne une liste exhaustive des usages de l'eau de pluie.

Conformément à l'article R2224-19-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le pétitionnaire doit procéder à une déclaration d'usage en Mairie.

Dans la note de calcul du dimensionnement, les volumes des ouvrages d'infiltration et/ou de rétention des eaux pluviales devront être clairement séparés des volumes d'ouvrages de récupération des eaux pluviales. Le trop-plein devra se faire par épandage, par le dispositif d'infiltration.

Il est possible d'installer une citerne de récupération des eaux pluviales. à l'amont d'un ouvrage d'infiltration. La citerne de récupération des eaux pluviales peut être prévue pour uniquement l'arrosage ou pour l'arrosage et stockage des pluies exceptionnelles.

Dans le cas de la récupération des eaux pluviales, le pétitionnaire doit prendre toutes les mesures pour ne pas déverser ses eaux pluviales dans les ouvrages prévues pour la gestion des eaux pluviales à la parcelle. Tout rejet vers le réseau public est interdit.

Dans le cas où l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées dans le réseau public de collecte des eaux usées ou unitaire, ces volumes devront faire l'objet d'une déclaration au Service Public de l'Assainissement (cf. article 16) et seront assujettis à la redevance d'assainissement.

ARTICLE 70 Dérogation au principe du « zéro rejet » - conditions d'admission au réseau public

L'infiltration des eaux pluviales dans un sol quelle que soit sa nature est toujours possible. Les capacités d'infiltration sont liées aux propriétés du sol et à la surface de pleine terre disponible pour infiltrer.

La dérogation au principe du « zéro rejet » est étudiée lors de deux procédures distinctes :

- au moment de l'autorisation du droit des sols,
- au moment de la demande de raccordement au réseau public.

⇒ Autorisation du droit des sols

Dans le cadre de l'autorisation du droit des sols, il est demandé :

- un plan masse du projet représentant les modalités techniques de gestion des eaux pluviales et le raccordement envisagé aux réseaux publics,
- une notice expliquant la gestion des eaux pluviales dont les caractéristiques des ouvrages avant raccordement et donnant les éléments permettant la dérogation.

Le Syndicat de l'Orge peut exiger une étude de sol* (reconnaissance pédologique et tests de perméabilité) et une note de calcul afin de prouver l'impossibilité d'infiltrer.

De manière exceptionnelle, le Syndicat de l'Orge peut autoriser à titre dérogatoire, le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public d'eau pluviale s'il est existant, dès lors :

- qu'un arrêté de protection de captage d'eau potable interdit l'infiltration,
- qu'une réglementation locale en vigueur interdit l'infiltration.

La dérogation peut aussi être étudiée au vu de caractéristiques géotechniques, tels que :

- le risque de mouvement de terrain ne permet pas l'infiltration dans le sous-sol,
- les caractéristiques du sous-sol (sols pollués, inondation avérée par remontée de nappe) limitent l'infiltration.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales par infiltration à la parcelle doit être justifiée en communiquant les informations nécessaires au Syndicat de l'Orge :

- Une étude de sol* adaptée comprenant : des tests de perméabilité, une étude sur la pollution des sols le cas échéant, une étude sur la présence de nappe ou toutes autres études qui pourraient justifier le rejet au réseau. Les tests de perméabilité doivent être réalisés à l'endroit et à la profondeur du futur ouvrage de gestion des eaux pluviales (la valeur la plus favorable à l'infiltration sera retenue). Les ouvrages de gestion des eaux pluviales sont de préférence à réaliser avec très peu de profondeur. Dans ce cas, le test de perméabilité à privilégier est le test à la fosse ou de Matsuo*,
- La réglementation locale en vigueur.

En présence d'un site industriel réhabilité ou si l'étude documentaire révèle un passé industriel du terrain, le pétitionnaire aura à caractériser et délimiter la présence de pollution afin de déterminer l'étendue de la pollution et les zones susceptibles d'être impactées. Le Syndicat peut demander à consulter ce document pour justifier l'impossibilité d'infiltrer à la parcelle.

En fonction des résultats présentés, une étude de sol* présentant les caractéristiques du sol pourra être demandée.

Dans tous les cas, les eaux pluviales des parcelles sont stockées avant rejet à débit limité* dans le réseau d'eaux pluviales, sous réserve de son existence et de sa disponibilité. La capacité de stockage est établie pour limiter le débit de rejet au réseau.

Le requérant* devra communiquer au Syndicat les informations relatives à l'implantation, à la nature et au dimensionnement de ses ouvrages de stockage et de régulation, et ce au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordements. Il devra équiper son ou ses ouvrages de regards d'accès et d'échelles en quantité suffisante, respectant les règles de l'art, pour permettre l'entretien annuel dans de bonnes conditions d'accès et de sécurité.

Il devra également préciser la nature, les caractéristiques et l'implantation des ouvrages de traitement pour les espaces où les eaux de ruissellement* sont susceptibles d'être polluées.

⇒ Demande de raccordement au réseau public

Dans le cadre de demande de raccordement au réseau public d'eaux pluviales, la transmission de l'étude de sol* est obligatoire.

⇒ Les rejets au caniveau

En cas d'impossibilité d'infiltration et en l'absence de réseaux d'eaux pluviales à proximité, les eaux de ruissellement* pourront être évacuées exceptionnellement au caniveau de la voie publique par le biais d'une gorgouille* jusqu'au fil d'eau du caniveau avec un débit limité* à 1L/s/ha imperméabilisé. Ce rejet est soumis à l'accord préalable des collectivités gestionnaires de la voirie publique à l'aval du rejet .

ARTICLE 70.1 - Condition de rejet au réseau public

Dans le cas où l'infiltration, du fait de la nature du sol ou de la configuration de l'aménagement, **nécessiterait des travaux disproportionnés**, les eaux pluviales des parcelles seront stockées avant rejet, à débit régulé, dans le réseau d'eaux pluviales. Si le stockage est effectué dans le sol au moyen de matériau de porosité contrôlée, la

vidange de restitution du stockage au réseau est munie d'un clapet de protection contre les reflux des eaux du réseau.

Le débit régulé admis sera limité à au plus **un litre par seconde et par hectare imperméabilisé* (1L/s/ha)**. En cas de projet inférieur à l'hectare et compte-tenu des difficultés techniques de régulation, le débit maximal admis au réseau public sera de 1L/s.

En matière de gestion des eaux pluviales avant rejet au réseau, il est demandé de gérer par infiltration au minimum les pluies courantes ou dites petites pluies par des aménagements non étanches tels que les noues*, tranchées infiltrantes, jardins de pluie infiltrants, ... Ces dispositifs seront dimensionnés pour **absorber au minimum 10 mm d'eau de pluie en 24h**. Ces eaux pluviales doivent être conservées à la parcelle et ne pas rejoindre le réseau public.

Pour les autres évènement pluvieux, les ouvrages de rétention seront dimensionnés pour une pluie d'occurrence vingtennale (20 ans) et d'une durée de 4 heures, soit 55 mm en 240 minutes, soit **550 m³ par hectare imperméabilisé ou 5,5 m³ pour 100 m² de surface imperméabilisée***. A noter qu'au-delà d'un évènement pluvieux d'occurrence vingtennale, l'aménageur devra présenter une conception d'ouvrages qui permette, lorsqu'ils sont saturés, de générer le moins d'impact possible (document à joindre dans la demande de dérogation). En aucun cas ne sera privilégié le rejet vers les réseaux d'eaux pluviales alors saturés.

L'ouvrage qui gère les petites pluies de 10 mm et les pluies vingtennales peut être le même. Il suffit de positionner la sortie vers le réseau plus haute que la hauteur d'eau que génère la pluie de 10 mm.

En cas de nappe peu profonde, l'ouvrage de gestion des eaux pluviales devra privilégier une injection horizontale pour ne pas la dégrader. L'ouvrage de gestion des eaux pluviales ne devra être en aucun cas en eau permanente. Le fond de l'ouvrage doit être supérieur à 1 m du toit de la nappe. De même tout rejet dans un puits* est formellement interdit.

Il est préconisé que les ouvrages de gestion des eaux pluviales soient positionnés à plus de 4 mètres des murs mitoyens.

Tous les dispositifs de gestion des eaux pluviales sont à la charge du propriétaire. Ils doivent être entretenus régulièrement à une fréquence qui garantit leur efficacité. Cet entretien est à la charge du gestionnaire du dispositif.

Ces ouvrages doivent être accessibles et visitables par un nombre de regards d'accès suffisants et équipés de manière à en permettre l'entretien dans des conditions de sécurité.

ARTICLE 70.2 – Modalités d'application différenciées de la dérogation du « zéro rejet »

⇒ Les aménagements globaux

Dans le cadre d'un aménagement global (lotissement, quartier, ZAC, zone d'activités...), l'aménageur* doit avant le raccordement au réseau public d'eaux pluviales :

- Retenir les eaux pluviales de chaque lot à l'intérieur de chaque lot,
- Retenir les eaux pluviales des espaces communs (voirie, stationnement, placette...) sur l'espace commun de la zone aménagée,
- Si les lots individuels ne peuvent retenir sur la parcelle, l'ouvrage commun gérant les eaux pluviales des espaces communs doit prendre en compte les volumes non gérés par les lots individuels.

⇒ Les extensions/les réaménagements dans le cas de demande dérogation au « zéro rejet »

Lors d'une extension ou de réaménagement, le rejet des nouveaux apports d'eau pluviale au réseau est exceptionnel. Il est nécessaire de démontrer l'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle.

⇒ Les eaux des parkings dans le cas de demande dérogation au « zéro rejet »

❖ *Parking en sous-sol*

Pour les parkings souterrains, le pétitionnaire devra équiper le sous-sol d'un séparateur à hydrocarbures avant tout rejet au réseau d'eaux usées.

❖ *Parking à ciel ouvert et voirie privée*

Le pétitionnaire doit obtenir l'accord de dérogation au principe de « zéro rejet » et respecter les prescriptions suivantes :

L'acceptation du rejet au réseau public est conditionnée par la présence en amont du rejet :

- d'un système superficiel de dépollution et d'infiltration des 10 premiers millimètres de pluie à ciel ouvert (type bande enherbée, noue* plantée...) dès le premier mètre carré de stationnement, voirie et trottoirs (VL et PL). Les mètres cubes dépollués sont déduits du volume de l'ouvrage de rétention défini à partir de la règle des 550m³/ha imperméabilisé définie à l'article 70.1 .
- d'une vanne de confinement pour tout parking de véhicules lourds (PL) et à partir de 20 places de véhicules légers (VL)
- d'un ouvrage de traitement de type décanteur particulière à partir de 10 places de poids lourds (PL)

En cas de risque de pollution de nappe proche, il est demandé de mettre en place un déshuileur avant infiltration à la parcelle.

Les principes / règles s'opposent à la date d'approbation de ce présent règlement.

Tableau de synthèse :

Rubrique	Prescriptions	
Construction neuve, travaux de réhabilitation		
Véhicules légers		
Dès le 1 ^{er} m ² ≤ Parking ≤ 20 places	Dépollution dès le 1 ^{er} m ² par une technique alternative aux réseaux avec décantation et/ou filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues* plantées de macrophytes*, filtre planté de roseaux...	Pas de vanne
Parking > 20 places	Dépollution dès le 1 ^{er} m ² par une technique alternative aux réseaux avec décantation et/ou filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues* plantées de macrophytes*, filtre planté de roseaux...	Vanne de confinement
Poids Lourds		
Parking ≤ 10 places	Dépollution dès le 1 ^{er} m ² par une technique alternative aux réseaux avec décantation et/ou filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues* plantées de macrophytes*, filtre planté de roseaux...	Vanne de confinement
Parking > 10 places	Ouvrage de traitement + dépollution dès le 1 ^{er} m ² par une technique alternative aux réseaux avec décantation et/ou filtration et infiltration via un système superficiel à ciel ouvert de type noues* plantées de macrophytes*, filtre planté de roseaux...	Vanne de confinement
Installation existante, contrôle de conformité (construction antérieure au 7 avril 2016)		
Véhicules légers et poids lourds		
Parking ≤ 40 places VL ou 20 PL	Pas d'aménagement spécifique pour la dépollution des eaux pluviales	Pas de vanne
Parking > 40 places VL ou 20 PL	La dépollution des eaux pluviales doit être assurée. Si un séparateur à hydrocarbures est en place et correctement dimensionné, le traitement des EP est jugé conforme. En l'absence de séparateur à hydrocarbures, une étude de faisabilité visant à recourir aux techniques alternatives sera imposée. Si possible, la dépollution sera assurée par une technique alternative, un système superficiel à ciel ouvert de type noues* plantées de macrophytes*, filtre planté de roseaux... Si impossible, il sera accepté la mise en place d'un décanteur particulaire par dérogation.	Vanne de confinement

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier ces règles pour une activité à risques et d'imposer tous systèmes de dépollution qu'il jugera nécessaire.

⇒ Les contrôles

L'ensemble des mesures citées pourra faire l'objet d'un contrôle de la part de la collectivité gestionnaire du réseau public, ou des entreprises qu'elle aura agréées, dans le cadre de la délivrance des certificats de conformité des installations ou de manière inopinée.

ARTICLE 71 Infractions et poursuites

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les infractions au présent règlement qui sont constatées, soit par les agents de la collectivité, soit par le représentant légal ou le mandataire de la collectivité peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Dans le cas de déversements délictueux de conséquences limitées, la collectivité pourra proposer aux contrevenants le règlement d'une indemnité forfaitaire amiable destinée à couvrir les frais des mesures conservatoires et suspensives de procédure ultérieure.

Si le déversement délictueux est issu d'un collecteur d'eaux pluviales, la collectivité pourra procéder à son obturation temporaire.

Pour tout déversement délictueux dans un de ses réseaux, la collectivité se réserve le droit d'appliquer au contrevenant une pénalité maximale de 10 000 € par déversement.

ARTICLE 72 Voies de recours des usagers

En cas de faute de la collectivité, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents en matière de différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président du Syndicat. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 73 Mesures de sauvegarde

Si des déversements autres que ceux définis dans les autorisations de déversement passées entre la collectivité et les usagers troublent l'évacuation des eaux usées ou portent atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la collectivité gestionnaire du réseau public pourra mettre en demeure l'utilisateur concerné par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures. Si le déversement ne cesse pas, l'obturation temporaire immédiate du branchement pourra être réalisée par la collectivité.

Si un établissement industriel raccordé, non titulaire d'une autorisation de déversement, provoque par des rejets intempestifs des préjudices sur le réseau ou les postes de relèvement, le remboursement des frais relatifs à ces travaux sera demandé par la collectivité à cet établissement. En cas de désaccord, le litige sera soumis au juge, les montants réclamés étant consignés sur un compte bloqué. Si aucun paiement ni aucune consignation ne sont effectués, le branchement de l'établissement pourra être occlus à titre provisoire ou définitif. Le rétablissement du branchement sera subordonné à l'établissement d'une autorisation de déversement.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur-le-champ sur constat d'un agent de la collectivité.

ARTICLE 74 Juridiction compétente

La collectivité est habilitée à prendre toutes les mesures de sauvegarde nécessitées par l'urgence en cas de non-observation des clauses du présent règlement et à poursuivre devant les tribunaux compétents toute personne en infraction.

ARTICLE 75 Date d'application

Le présent règlement annule et remplace le précédent règlement dès son approbation en Assemblée Générale et sa notification aux usagers (affichage public de la délibération et communication via le site internet du Syndicat).

ARTICLE 76 Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service trois mois avant leur mise en application.

ARTICLE 77 Exécution du Règlement

Le Président du Syndicat en charge de la gestion de l'assainissement et les éventuels délégataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibération du Conseil Syndical
Adoptant ce règlement : le 11 mai 2021

ANNEXES

ANNEXE 1 : Cahier des charges pour la réalisation d'enquêtes parcellaires en assainissement collectif

Les enquêtes parcellaires ont pour objectif de vérifier la séparation des effluents domestiques et des eaux pluviales. Autrement dit, une installation conforme est une installation où le réseau d'eaux pluviales est séparé de celui des eaux usées et où les eaux usées sont reliées au réseau d'eaux usées de la Ville.

Le contrôle des installations eaux usées et eaux pluviales s'effectuera en présence de l'utilisateur.

Une visite de chaque bâtiment et de chaque pièce est obligatoire avec contrôle des installations eaux usées et eaux pluviales au colorant et détermination de la nature des installations mal raccordées.

Afin de s'assurer du cheminement du colorant, il est indispensable que cet essai soit réalisé par une équipe de **deux personnes**, l'un mettant du colorant, l'autre se plaçant pour rechercher l'exutoire. Cette organisation assure une bonne visualisation de l'écoulement.

Les agents devront expliquer sur place aux riverains les travaux à réaliser en fonction des désordres constatés.

L'enquête détaillée auprès de chaque bâtiment devra permettre :

- de lister tous les points d'eaux usées (cuisine, évier, salle de bains, lavabos, wc, lave-linge, lave-vaisselle, siphons intérieurs, robinet extérieur, ...) et toutes les évacuations d'eaux pluviales (gouttières, grilles, siphons extérieurs), les pré-traitements spécifiques (bac à graisses, ...) s'ils existent
- de connaître :
 - le mode actuel de traitement et d'évacuation des eaux usées pour chaque point d'eau y compris les siphons de sol,
 - le mode d'évacuation des eaux pluviales (faire apparaître l'existence ou non d'une rétention à la parcelle) : les gouttières, les grilles, les siphons, ...
 - les éventuelles pompes de relevage,
 - la présence ou non de regards de visite pour les eaux usées et les eaux pluviales,
 - les modalités pour la mise en conformité si besoin,
 - les éventuels problèmes rencontrés (réseaux obstrués, apparemment cassés, ...),
 - la profondeur actuelle des sorties EU.
- d'établir pour chaque bâtiment un schéma exhaustif représentant le fonctionnement actuel de l'assainissement, soit :
 - tous les points d'eaux intérieurs et extérieurs jusqu'à leur exutoire, ainsi que les réseaux communaux,
 - les réseaux du domaine privé,
 - si elles existent, les fosses toutes eaux ou autre suivies de l'ouvrage d'épuration et dispersion de l'eau traitée dans le sol avec tous les accessoires (dégraisseurs, regards répartiteurs, regards de contrôle ...)
- de proposer un 2^e schéma expliquant les travaux à réaliser pour la mise en conformité de l'habitation jusqu'au collecteur public en respectant le règlement d'assainissement du Syndicat de l'Orge. Les eaux pluviales seront séparées des eaux usées et, dans la mesure du possible, infiltrées. La boîte de branchement eaux usées est obligatoire (la boîte de branchement eaux pluviales n'est pas obligatoire)
- D'établir une fiche technique par bâtiment avec les indications suivantes : adresse et nom du propriétaire, nom du locataire (le cas échéant), nom et adresse du syndic de copropriété (le cas échéant), numéros de téléphone, adresse et nom où les documents seront envoyés, les dates de visite, exutoires des eaux usées et des eaux pluviales, ouvrages de pré-traitement, liste des points d'eaux (lave-linge, wc, cuisine, salle de bains,

évier, lavabos, gouttières, grilles, siphons ...), nombre de puisards, nombre de gargouilles, nombre de regards, ...

- Le règlement d'assainissement du Syndicat de l'Orge prévoit la limitation de rejets d'eaux pluviales des domaines privés dans les réseaux publics d'eaux pluviales. Aussi, il est déconseillé de raccorder un immeuble ou un pavillon à une canalisation publique d'eaux pluviales.

Dans le cas de non conformité des eaux pluviales, il convient de mettre en œuvre au niveau des parcelles privées toutes les solutions techniques possibles pour la rétention ou l'infiltration des eaux : épandage ou puits d'infiltration suffisamment dimensionné. Si l'infiltration est impossible, la rétention avec trop plein au réseau public d'eaux pluviales est tolérée.

Dans le cas d'une construction ancienne mais conforme avec rejet des eaux pluviales privées au réseau public d'eaux pluviales, ce rejet est toléré.

**Principaux cas de non-conformité assainissement
au regard du règlement d'assainissement du Syndicat de l'Orge**

N° de NC	Situation assainissement	non-conformité (travaux obligatoires)	conformité avec réserves (travaux non obligatoires)
1	Défaut de séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en système séparatif	X	
2	Défaut de séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en système unitaire		X
3	Présence de regard mixte	X	
4	Défaut d'étanchéité du réseau privé (regard, canalisation...)	X	
5	Grille de sous-sol raccordée au réseau d'eaux pluviales	X	
6	Evier/lavabo extérieur non raccordé au réseau d'eaux usées	X	
7	Robinet extérieur raccordé au réseau d'eaux pluviales	X	
8	Regard d'eaux usées à décantation ou à fond plat sans cunette	X	
9	Rejets des ballons d'eau chaude, des climatisations ou des pompes à chaleur non raccordés au réseau d'eaux usées		X
10	Rejet des eaux de piscine domestique raccordé au réseau d'eaux pluviales	X	
11	Boîte de branchement implantée en domaine privé à plus de 2 m de la limite de propriété (rejet domestique uniquement)	X	
12	Boîte de branchement implantée en domaine privé à moins de 2 m de la limite de propriété (rejet domestique uniquement)		X
13	Absence de prétraitement des eaux usées non domestiques et/ou assimilées domestiques	X	
14	Stockage de déchets ou matières premières sans rétention et/ou à l'extérieur avec risque de pollution accidentelle des réseaux et/ou du milieu naturel	X	
15	Arrivée indéterminée dans une boîte de branchement	X (inspection caméra à prévoir)	
16	Eaux pluviales se déversant dans un puits de captage	X	

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'évoluer

ANNEXE 2 : Détails techniques du rendu SIG pour les plans assainissement

Cette note technique se divise en 2 parties : **une concernant les données d'assainissement et une autre concernant la rivière / les ouvrages de télécommunication et électriques.**

➤ **Partie 1 : Pour les couches de la thématique assainissement, les données seront organisées en 3 couches comme suit :**

- **Les ouvrages**
- **Les appareillages**
- **Les canalisations**

Le modèle de données devra être conforme au géostandard RAEPA qui est inspiré du modèle RAEPA. Certains champs sont propres au Syndicat de l'Orge et ajoutés au modèle RAEPA. Il est donc important que ces champs soient également renseignés.

Toutes les valeurs dans les champs seront saisies en minuscules. Seule la première lettre du texte sera en majuscule (exemple : « Regard », « Siphon »). Les noms propres (communes, entreprises...) devront être orthographiés selon les règles en vigueur.

Pour les dates, l'idéal est de les noter de cette façon XX/XX/XXXX

LES OUVRAGES

Le nom de la couche ouvrage devra être nommée ainsi : RAEPA_OUVRASS_P.

Il s'agit de la table contenant l'ensemble des ouvrages du réseau d'assainissement collectif (regard, siphon, station, chambre à sable, déversoir d'orage, ouvrage de dépollution)

Pour la saisie de chaque ouvrage, le modèle de données attributaires suivant devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
<i>objectid</i>	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
<i>andebpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant le début de la période de mise en service de l'ouvrage	Texte 20
<i>andfinpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant la fin de la période de mise en service de l'ouvrage	Texte 20
<i>Dategeoloc</i>	<i>oui</i>	Date de la géolocalisation	Texte 20
<i>datemaj</i>	<i>oui</i>	Date de la dernière mise à jour des informations	Texte 20
<i>fnouvass</i>	<i>oui</i>	Fonction de l'ouvrage d'assainissement collectif. Valeurs : By-pass (réseau), Chambres à sable, Désodorisation, Déversoir d'orage, Ouvrage de dépollution, prise de temps sec sur pluvial, Raccordement, Regard, Station de pompage Anti-crue, Station de pompage Bassin de rétention, Station de pompage Refoulement, Station de pompage Relèvement, Station de pompage Station de Relèvement prise de temps sec, Trop plein (poste)	Texte 75
<i>gexploit</i>	<i>oui</i>	Gestionnaire exploitant de l'ouvrage. Important car le gestionnaire peut être en Délégation de Service Public (DSP)	Texte 100
<i>idcanamont</i>	<i>oui</i>	Identifiants des canalisations d'amont de l'ouvrage (clés étrangères)	Texte 254

<i>idcanaval</i>	<i>oui</i>	Identifiants des canalisations d'aval de l'ouvrage (clés étrangères)	Texte 254
<i>idcanppale</i>	<i>non</i>	Identifiant de la canalisation principale	Texte 254
<i>idouvrage</i>	<i>oui</i>	Identifiant de l'ouvrage	Texte 254
<i>mouvrag</i>	<i>oui</i>	Maître d'ouvrage du réseau	Texte 100
<i>qualannee</i>	<i>non</i>	Fiabilité, lorsque ANDEBPOSE = ANFINPOSE, de l'année de pose. Valeurs : Indéterminée, Certaine, Récolement, Projet, Mémoire, Déduite	Texte 20
<i>qualglocxy</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation planimétrique (XY) : indiquer si l'ouvrage est de Classe A, Classe B ou Classe C	Texte 20
<i>qualglocz</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation altimétrique (Z) : indiquer si l'ouvrage est de Classe A, Classe B ou Classe C	Texte 20
<i>sourattrib</i>	<i>oui</i>	Auteur de la saisie des données attributaires (lorsque différent de l'auteur de la géolocalisation)	Texte 100
<i>sourgeoloc</i>	<i>oui</i>	Auteur de la géolocalisation	Texte 100
<i>sourmaj</i>	<i>oui</i>	Source de la mise à jour	Texte 100
<i>typreseau</i>	<i>oui</i>	Type du réseau d'assainissement collectif. Indiquer si l'ouvrage est : Eaux usées, Eaux pluviales, Unitaire, Abandonné, air (Respecter l'orthographe ci-dessus)	Texte 25
<i>x</i>	<i>oui</i>	Coordonnée X Lambert 93 (en mètres)	Numérique double Réel
<i>y</i>	<i>oui</i>	Coordonnée Y Lambert 93 (en mètres)	Numérique double Réel
<i>z</i>	<i>oui</i>	Altitude (en mètres, référentiel NGF-IGN69)	Numérique double Réel
<i>adresse</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom de la rue. Si le réseau se trouve dans un champ il faudra lui indiquer le nom de la rue qui est dans le prolongement. [ex : 5, AVENUE D'ETAMPES, DOURDAN (91200)]	Texte 100
<i>collecteur</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom du réseau Syndicat de l'Orge si le collecteur porte un nom connu type (CII, Antenne de XXX..)	Texte 100
<i>code</i>	<i>non</i>	Indiquer le code de l'ouvrage télégraphé	Texte 100
<i>num_tel</i>	<i>non</i>	Indiquer le numéro de tél de l'ouvrage télégraphé	Texte 100
<i>observation</i>	<i>oui</i>	Indiquer dans le champ observation des éléments supplémentaires susceptibles d'être intéressants	Texte 200

<i>etat</i>	<i>oui</i>	Indiquer si l'ouvrage est "existant" ou "démonté"	Texte 100
<i>profondeur</i>	<i>oui</i>	Indiquer la profondeur de l'ouvrage	Texte 100
<i>nom</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom de l'ouvrage quand il y en a un	Texte 100
<i>radier</i>	<i>oui</i>	Indiquer la cote radier (m NGF)	Texte 100
<i>telegere</i>	<i>oui</i>	Indiquer si l'ouvrage est télégréré	Texte 250
<i>Lien_sharepoint</i>	<i>non</i>		Texte 250
<i>wgsx</i>	<i>oui</i>	Coordonnée X wgs_84	Numérique double Réel
<i>wgsy</i>	<i>oui</i>	Coordonnée Y wgs_84	Numérique double Réel

LES APPAREILLAGES

Le nom de la couche ouvrage devra être nommée ainsi : RAEPA_APPARASS_P.

Il s'agit de la table contenant l'ensemble des appareillages du réseau d'assainissement collectif (Débitmètre, point de branchement, limnimètre...). Les boîtes de branchement devront être renseignées dans cette couche SIG.

Pour la saisie de chaque appareillage, le modèle de données attributaires suivant devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
<i>objectid</i>	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
<i>andebpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant le début de la période de mise en service de l'appareillage	Texte 20
<i>andfinpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant la fin de la période de mise en service de l'appareillage	Texte 20
<i>Dategeoloc</i>	<i>oui</i>	Date de la géolocalisation	Texte 20
<i>datemaj</i>	<i>oui</i>	Date de la dernière mise à jour des informations	Texte 20
<i>diametre</i>	<i>oui</i>	Diamètre nominal de l'appareillage (en millimètres)	Texte 20
<i>fnappass</i>	<i>oui</i>	Fonction de l'appareillage d'assainissement collectif. Ex : point de branchement, débitmètre, limnimètre	Texte 75
<i>gexploit</i>	<i>oui</i>	Gestionnaire exploitant de l'appareillage. Important car le gestionnaire peut être en Délégation de Service Public (DSP)	Texte 100
<i>idappareil</i>	<i>oui</i>	Identifiant de l'appareillage	Texte 254
<i>idcanamont</i>	<i>oui</i>	Identifiants des canalisations d'amont de l'appareillage (clés étrangères)	Texte 254
<i>idcanaaval</i>	<i>oui</i>	Identifiants des canalisations d'aval de l'appareillage (clés étrangères)	Texte 254
<i>idcanppale</i>	<i>non</i>	Identifiant de la canalisation principale	Texte 254
<i>mouvrag</i>	<i>oui</i>	Maître d'ouvrage du réseau	Texte 100
<i>qualannee</i>	<i>non</i>	Fiabilité, lorsque ANDEBPOSE = ANFINPOSE, de l'année de pose (Indéterminée, Certaine, Récolement, Projet, Mémoire, Déduite)	Texte 25
<i>qualglocxy</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation planimétrique (XY) : indiquer si l'appareillage est de Classe A, Classe B ou Classe C	Texte 24

<i>qualglocz</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation altimétrique (Z) : indiquer si l'appareillage est de Classe A, Classe B ou Classe C	Texte 25
<i>sourattrib</i>	<i>oui</i>	Auteur de la saisie des données attributaires (lorsque différent de l'auteur de la géolocalisation)	Texte 100
<i>sourgeoloc</i>	<i>oui</i>	Auteur de la géolocalisation	Texte 100
<i>sourmaj</i>	<i>oui</i>	Source de la mise à jour	Texte 100
<i>typreseau</i>	<i>oui</i>	Type du réseau d'assainissement collectif : indiquer si l'appareillage est : Eaux usées, Eaux pluviales, Unitaire, Abandonné, air. (Respecter l'orthographe ci-dessus)	Texte 25
<i>x</i>	<i>oui</i>	Coordonnée X Lambert 93 (en mètres)	Numérique double Réel
<i>y</i>	<i>oui</i>	Coordonnée Y Lambert 93 (en mètres)	Numérique double Réel
<i>z</i>	<i>oui</i>	Altitude (en mètres, référentiel NGF-IGN69)	Numérique double Réel
<i>adresse</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom de la rue. Si le réseau se trouve dans un champ il faudra lui indiquer le nom de la rue qui est dans le prolongement. [ex : 5, AVENUE D'ETAMPES, DOURDAN (91200)]	Texte 100
<i>code</i>	<i>non</i>	Indiquer le code de l'appareillage télégraphé	Texte 100
<i>collecteur</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom du réseau Syndicat de l'Orge si le collecteur porte un nom connu type (CII, Antenne de XXX..)	Texte 50
<i>nom</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom de l'appareillage quand il y en a un	Texte 100
<i>observation</i>	<i>oui</i>	Indiquer dans le champ observation des éléments supplémentaires susceptibles d'être intéressants	Texte 250
<i>etat</i>	<i>oui</i>	Indiquer oui on non pour dire que l'ouvrage est en service	Texte 100
<i>telegere</i>	<i>oui</i>	Indiquer si l'appareillage est télégraphé	Texte 100
<i>Lien_sharepoint</i>	<i>non</i>		Texte 100
<i>radier</i>	<i>oui</i>	Indiquer la cote radier (m NGF)	Texte 20
<i>wgsx</i>	<i>oui</i>	Coordonnée X wgs_84	Numérique double Réel
<i>wgsy</i>	<i>oui</i>	Coordonnée Y wgs_84	Numérique double Réel

LES CANALISATIONS

Le nom de la couche canalisation devra être nommée ainsi : **RAEPA_CANASS_L**.

Il s'agit de la table contenant l'ensemble des canalisations du réseau d'assainissement collectif.

Pour la saisie de chaque canalisation, le modèle de données attributaires suivants devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
<i>objectid</i>	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
<i>andebpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant le début de la période de pose de la canalisation	Texte 15
<i>anfinpose</i>	<i>oui</i>	Année marquant la fin de la période de pose de la canalisation	Texte 15
<i>branchement</i>	<i>oui</i>	Canalisation de branchement individuel : true Canalisation de transport ou collecte : false	Texte 10
<i>contcanass</i>	<i>oui</i>	Catégorie de la canalisation d'assainissement collectif (Abandonné, air, Eaux pluviales, Eaux usées, Unitaire)	Texte 25
<i>dategeoloc</i>	<i>oui</i>	Date de la géolocalisation	Texte 20
<i>datemaj</i>	<i>si besoin</i>	Date de la dernière mise à jour des informations	Texte 20
<i>datereha</i>	<i>si besoin</i>	Date de la dernière réhabilitation	Texte 100
<i>diametre</i>	<i>oui</i>	Diamètre nominal de la canalisation (en millimètres)	Réel double
<i>enservice</i>	<i>oui</i>	Canalisation en service (O) / Canalisation abandonnée (N)	Texte 10
<i>fonccanass</i>	<i>oui</i>	Fonction de la canalisation d'assainissement collectif (Collecte, Transport)	Texte 20
<i>gexploit</i>	<i>oui</i>	Gestionnaire exploitant de la canalisation. Important car le gestionnaire peut être en Délégation de Service Publique (DSP)	Texte 100
<i>idcana</i>	<i>oui</i>	Identifiant de la canalisation	Texte 254
<i>idcanppale</i>	<i>non</i>	Identifiant de la canalisation principale	Texte 254
<i>idnini</i>	<i>oui</i>	Identifiant du nœud de début de la canalisation	Texte 254
<i>idnterm</i>	<i>oui</i>	Identifiant du nœud de fin de la canalisation	Texte 254
<i>longcana</i>	<i>oui</i>	Longueur mesurée de canalisation (en mètres)	Entier long 10
<i>materiau</i>	<i>oui</i>	Matériau de la canalisation d'assainissement collectif	Texte 20
<i>modecirc</i>	<i>oui</i>	Mode de circulation de l'eau à l'intérieur de la canalisation (Gravitaire, Giratoire...)	Texte 25
<i>mouvrag</i>	<i>oui</i>	Maître d'ouvrage de la canalisation	Texte 100
<i>nbranche</i>	<i>oui</i>	Nombre de branchements individuels sur la canalisation d'assainissement collectif	Entier long 10
<i>qualannee</i>	<i>oui</i>	Fiabilité, lorsque ANDEBPOSE = ANFINPOSE, de l'année de pose (Indéterminée, Certaine,	Texte 20

		Récolement, Projet, Mémoire, Déduite)	
<i>qualglocxy</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation planimétrique XY (Classe A, Classe B, Classe C)	Texte 20
<i>qualglocz</i>	<i>oui</i>	Qualité de la géolocalisation altimétrique Z (Classe A, Classe B, Classe C)	Texte 20
<i>sensecoul</i>	<i>oui</i>	Sens de l'écoulement dans la canalisation d'assainissement collectif - 0 (nœud terminal → nœud initial) - 1 (nœud initial → nœud terminal)	Texte 1
<i>sourattrib</i>	<i>oui</i>	Auteur de la saisie des données attributaires (lorsque différent de l'auteur de la géolocalisation)	Texte 100
<i>sourgeoloc</i>	<i>oui</i>	Auteur de la géolocalisation	Texte 100
<i>sourmaj</i>	<i>si besoin</i>	Source de la mise à jour	Texte 100
<i>typereau</i>	<i>oui</i>	Type du réseau d'assainissement collectif (Abandonné, air, Eaux pluviales, Eaux usées, Unitaire)	Texte 25
<i>zamont</i>	<i>oui</i>	Altitude à l'extrémité amont (en mètres, Référentiel NGF-IGN69)	Réel double
<i>zaval</i>	<i>oui</i>	Altitude à l'extrémité aval (en mètres, Référentiel NGF-IGN69)	Réel double
<i>collecteur</i>	<i>si besoin</i>	Nom du collecteur	Texte 100
<i>adresse</i>	<i>oui</i>	Indiquer le nom de la rue. Si le réseau se trouve dans un champ il faudra lui indiquer le nom de la rue qui est dans le prolongement. [ex : 5, AVENUE D'ETAMPES, DOURDAN (91200)]	Texte 100
<i>forme</i>	<i>oui</i>	Forme de la canalisation (Rectangulaire, Ovoïde, Circulaire...)	Texte 100
<i>observation</i>	<i>si besoin</i>	Indiquer des observations s'il y en a	Texte 100
<i>wgsx</i>	<i>oui</i>	Point X en WGS84	Réel double
<i>wgsy</i>	<i>oui</i>	Point Y en WGS84	Réel double

➤ *Partie 2 : Pour les couches autre que la thématique assainissement, les données à récupérer seront les suivantes et organisées comme suit :*

RIVIERE

Le nom de la couche rivière devra être nommée ainsi : Coursdeau

Il s'agit de la table contenant l'ensemble des tronçons du réseau hydrographique du syndicat de l'Orge.

Pour la saisie de la rivière, le modèle de données attributaires suivant devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
<i>OBJECTID</i>	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
<i>NOM_RIV</i>	<i>oui</i>	Indiqué le nom du cours d'eau (ex : Ru Gaillard)	Texte 254
<i>RQ</i>	<i>si besoin</i>	Remarques	Texte 254
<i>SOUS-TYPE</i>	<i>oui</i>	Indiquer pour chaque objet Le chiffre 1 si c'est un cours d'eau temporaire Le chiffre 2 si c'est un cours d'eau souterrain	Numérique 5

		Le chiffre 3 si c'est un cours d'eau visible Le chiffre 4 si c'est un fossé Ce champ devra être de type numérique (entier court)	
<i>LARGEUR</i>	<i>oui</i>	Indiquer la largeur du cours d'eau (en mètre)	Numérique 5
<i>CONTINUITE</i>	<i>oui</i>	Continuité écologique des cours d'eau (absence d'obstacle bloquant)	Texte 10

LES FOURREAUX ET LES REGARDS ELECTRIQUES & TELECOMMUNICATION

Les noms des 2 couches devront être nommées ainsi : Fourreaux_telegestion et Regards_telegestion

Il s'agit des tables contenant l'ensemble des réseaux et regards de communications du syndicat de l'Orge.

Pour la saisie des fourreaux électriques, le modèle de données attributaires suivant devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
OBJECTID	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
type	<i>oui</i>	Indiquer le type de fourreau : Alimentation pompe, Com interne, Débitmétrie assainissement, Edf, Edf (1 diametre 90), Edf (3 diametre 63), EDF.Com interne, EDF.com interne (Fibre optique), EDF.FT, EDF.sonde, Fibre optique (2 diametre 80), Fibre optique (3 diametre 80), Fibre optique (vide), France telecom (2 diametre 42/45, FT, sonde) *	Texte 50
type_reseau1	<i>oui</i>	Indiquer si le réseau est en télécommunication ou en communication intersite ("Télécommunication", "Communication intersite") La valeur peut être nul (si ce n'est ni l'un ni l'autre)	Texte 50
type_reseau2	<i>oui</i>	Indiquer si le réseau est électrique ("Electricité") La valeur peut être nul (si ce n'est pas électricité)	Texte 50
type_reseau3	<i>oui</i>	Indiquer si cela concerne une sonde, une pompe ou un débitmètre ("Débitmètre", "Pompe", "Sonde") La valeur peut être nul (si ce n'est ni l'un ni l'autre)	Texte 50
type_cable	<i>oui</i>	Indiquer le type de câble ("Fibre optique") La valeur peut être nul (si ce n'est pas Fibre optique)	Texte 50
Nombre_fourreaux	<i>oui</i>	Indiquer le nombre de fourreaux	Texte 50
diametre	<i>oui</i>	Indiquer le diamètre du fourreau (en millimètre)	Texte 50

Pour la saisie des regards des fourreaux électriques, le modèle de données attributaires suivant devra être respecté :

NOMS DES CHAMPS	A RENSEIGNER	DICTIONNAIRE DES DONNEES	FORMAT DU CHAMP
OBJECTID	<i>non</i>	Renseigné automatiquement par Arcview	
type_reseau1	<i>oui</i>	Indiquer si le réseau est en télécommunication ou en communication intersite ("Télécommunication", "Communication intersite") La valeur peut être nul (si ce n'est ni l'un ni l'autre)	Texte 50
type_reseau2	<i>oui</i>	Indiquer si le réseau est électrique ("Electricité")	Texte 50

		La valeur peut être nul (si ce n'est ni l'un ni l'autre)	
<i>type_reseau3</i>	<i>oui</i>	Indiquer si cela concerne une sonde, une pompe ou un débitmètre ("Débitmètre", "Pompe", "Sonde") La valeur peut être nul (si ce n'est ni l'un ni l'autre)	Texte 50

*Les fourreaux en fibre optique doivent être indiqués dans le champ type en précisant la mention « fibre optique ». De même si le fourreau est vide, il sera nécessaire de le tracer en indiquant l'attribut « fourreau vide ». Les chambres France télécom devront être ajoutées dans la couche regards des fourreaux électriques.

Service SIG le 17/06/2020



Liste des activités classées « eaux usées assimilées domestiques » EUAD

Les activités impliquant des utilisations d'eau assimilable aux utilisations à des fins domestiques sont listées par un arrêté du 21 décembre 2007.¹

Ces activités sont définies comme celles pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement de la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant des locaux desservis, ainsi que de nettoyage et de confort de ces locaux.²

Cela concerne donc :

- les activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages ; *(excepté le commerce de véhicules)*
- les activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches ;
- les activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers ;
- les activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement ;
- les activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter ;
- les activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports ;
- les activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données ;
- les activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique ;
- les activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières ;
- les activités de sièges sociaux ;
- les activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation ;
- les activités d'enseignement ;
- les activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux ;
- les activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie ;
- les activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles ;
- les activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard ;
- les activités sportives, récréatives et de loisirs ;
- les activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs.

¹ Arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, JO 28 décembre 2007.

² Article R 213-48-1 du Code de l'environnement.

Les prescriptions particulières applicables aux usagers assimilés domestiques

Selon la nature de l'activité dont sont issues les eaux usées assimilées domestiques, les prétraitements suivants sont préconisés :

Restauration / Métiers de bouche

Cette rubrique « Restauration / Métiers de bouche » concerne les activités suivantes : restauration traditionnelle, rapide, collective, self-service, plats à emporter, traiteur, charcuterie, pâtisserie, boulangerie, salaison. Il exclut les boucheries ne faisant que de la découpe de viande.

Les eaux provenant de la plonge (évier), du lave-vaisselle et du lavage des sols (siphon de sol) doivent être prétraitées par un débourbeur séparateur à graisse.

Tout nouvel établissement devra intégrer le prétraitement de l'ensemble des points d'eaux chargées en graisses. Dans le cadre de travaux de réhabilitation et en l'absence de possibilité technique, une dérogation pourra être accordée pour le non raccordement des siphons de sol et éviers à mains au bac à graisse.

Les eaux de lavage issues des éplucheuses à légumes doivent être prétraitées par un séparateur à féculles.

Les eaux de lavage des sols seront recueillies par des siphons de sols possédant des paniers dégrilleurs.

L'injection ou utilisation de bio-additifs ou liquéfacteurs dans le bac à graisses est interdit.

Ces équipements doivent être dimensionnés en fonction de l'activité (nombre de couverts, volume d'activité...). Ils doivent être entretenus au minimum une fois par an et autant de fois que nécessaire par une société spécialisée. L'établissement devra tenir à jour un cahier d'exploitation intégrant les fiches techniques des ouvrages ainsi que les dates d'intervention et les bordereaux de suivi des déchets extraits.

Les huiles alimentaires neuves et usagées doivent être stockées dans des fûts isolés, identifiés et placés sur rétention dans le local couvert. Les huiles usagées doivent faire l'objet d'une collecte et d'un traitement spécifiques et adaptés par une société spécialisée.

Activité	Type de rejet	Polluants potentiels	Prétraitement
Restauration* tout type	Eaux grasses issues des cuisines (lave-vaisselle, éviers, siphons de sol, plonge)	Graisses, matières organiques, MES, pH, température	Bac à graisses
	Eaux de lavage issues des épluchures de légumes	Fécules	Séparateur à féculles
	Eaux de lavage des sols (siphons)	Matières organiques	Panier dégrilleur
Boucherie / charcuterie / Pâtisserie	Eaux grasses issues des laboratoires de préparation (lave-vaisselle, éviers, siphons de sol, plonge)	Graisses, matières organiques, pH, température	Bac à graisses
Boulangerie	Eaux de lavage du laboratoire et des ustensiles	Fécules, matières organiques, pH, température	Séparateur à féculles
Salaison	Eaux grasses et salées issues du lavage des locaux et des ustensiles de préparation	Graisses, matières organiques, MES, pH, température, féculles	Bac à graisses et/ou séparateur à féculles, dégrillage, dessablage ou toute autre solution existante

* Le terme « Restauration » comprend les activités suivantes : restauration traditionnelle, rapide, collective, self-service, plats à emporter, traiteur, charcuterie. Il exclut les boucheries ne faisant que de la découpe de viande.

Activités de nettoyage des vêtements (hors blanchisseries industrielles)

Cette rubrique concerne les activités de laverie libre-service, laverie intégrée à une grande entreprise, dégraissage des vêtements, nettoyage à sec, aquanettoyage.

Ces établissements devront privilégier les machines de nettoyage à sec aux solvants non chlorés (alcane, siloxane...) admises à la marque NF 107 ou les procédés de nettoyage à l'eau afin d'éviter les rejets de perchloroéthylène dans les réseaux d'assainissement.

Activité	Type de rejet	Polluants potentiels	Prétraitement
Activités de nettoyage des vêtements	Eaux de nettoyage issues des machines à laver traditionnelles à l'eau	pH, température, MES, <i>phosphates</i>	Décanteur, dégrilleur, dispositif de refroidissement et neutralisation
	Eau de contact des machines de nettoyage à sec	Solvant	Double séparateur intégré à la machine

Activités pour la santé humaine (hors cliniques et hôpitaux)

Dentistes

Les cabinets de dentistes doivent veiller à organiser le stockage et la collecte des déchets d'amalgame au mercure et plomb par une société spécialisée.

Cabinets d'imagerie médicale

Ces établissements devront procéder à :

- La récupération de l'argent concentré dans le fixateur et les eaux de rinçage
- Le recyclage du fixateur
- La limitation de la consommation d'eau de rinçage.

A défaut, les effluents devront être collectés et traités par des sociétés spécialisées.

Cabinets médicaux, laboratoires, cabinets vétérinaires et pharmacies

Les polluants chimiques provenant des laboratoires, des pharmacies, et les produits utilisés pour la désinfection du matériel médical doivent faire l'objet d'une collecte spécifique via la filière déchets.

Maisons de retraite

L'établissement se référera aux autres activités potentielles : blanchisserie, restauration collective, activités de soins médicaux, piscines.

Activité	Type de rejet	Polluants potentiels	Prétraitement
Cabinets dentaires	Eaux de lavage du matériel et du crachoir	Mercure, plomb issus des amalgames dentaires	Séparateur à amalgames (rendement obligatoire de 95% en poids d'amalgame)
Cabinets d'imagerie (radiologie)	Eaux de rinçage des films développés	Argent, bromure, chlorure	Electrolyse avec récupération des bains, évaporateur sous vide, choix de produits à faible taux d'utilisation
Centres de soins médicaux ou sociaux, laboratoires d'analyses médicales	Eaux de nettoyage du matériel de laboratoire ou des locaux	Effluents biologiques (contenant des produits infectieux), effluents chimiques (acides, bases, métaux, PCB), effluents radioactifs	Aucun rejet admis au réseau à l'exception des eaux de rinçage de la verrerie (à l'exclusion des premières eaux de rinçage), désinfection, décantation, neutralisation, cuve de décroissance

Maisons de retraite	Se référer aux autres activités potentielles dans une maison de retraite : blanchisserie, restauration, activités de soins, piscines...
---------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Autres activités

Piscines publiques

Compte-tenu de la vulnérabilité de l'Orge et de ses affluents, milieux récepteurs des eaux pluviales sur le territoire, la collectivité impose que les eaux de nettoyage des filtres des bassins de natation et leurs eaux de vidange soient raccordées au réseau d'eaux usées et ce, par dérogation à l'article 13 de l'arrêté du 21/07/2015.

L'établissement informera les services assainissement des dates de vidange. Un débit de vidange pourra être fixé en fonction de la capacité des ouvrages d'assainissement et des conditions météorologiques.

Une neutralisation du chlore pourra être exigée avant le rejet aux réseaux d'eaux usées.

Il est à noter que cette liste d'activités et de prescriptions n'est pas exhaustive. Le Syndicat de l'Orge se réserve le droit de modifier, d'ajuster les prescriptions selon l'évolution de la réglementation, la spécificité de l'activité et le contexte géographique du déversement.



ANNEXE 4 : GLOSSAIRE

**Aménageur : Personne ou organisme qui aménage, qui fait construire plusieurs bâtiments (bureaux, habitations, lotissements, activités...). N'est pas la personne qui fait construire seulement une maison individuelle.*

**Bassin : Ouvrage de stockage et d'infiltration présentant un intérêt paysager par ses plantations et son intégration, pouvant gérer temporairement de grandes quantités d'eau de pluie. Le bassin paysager peut prendre deux formes : sec ou en eau. Le bassin sec n'est en eau qu'en cas de sollicitation, à la suite de fortes précipitations. Le bassin en eau permet un stockage par élévation de son niveau d'eau, qui n'est jamais nul. (cf. RÈGLES PROFESSIONNELLES | Travaux relatifs à la gestion alternative des eaux pluviales | N° : C.C.7-R0. UNEP. Septembre 2020)*

**Débit limité : quantité d'eau fournie au réseau public par l'ouvrage de stockage d'eaux pluviales dans l'unité de temps. Il s'exprime en L/s en général.*

**Drain : Conduit non étanche, souterrain ou à ciel ouvert (fossé, tranchée), collecteur et évacuateur par gravité de l'eau d'une partie de la zone saturée du sol ou du sous-sol jusqu'à une profondeur voulue. Au sens restreint désigne plus particulièrement un conduit enterré. (cf. <https://hydrologie.org/glu/FRDIC/DICDRAIN.HTM>)*

**Eaux de ruissellement : sont la part de la pluie non infiltrée naturellement, s'écoulant sur le sol de manière diffuse (en nappe) ou concentrée (selon des axes d'écoulement). Il peut s'agir d'eau de pluie tombant sur l'emprise du projet ou en provenance de l'amont. (cf. Fiche n°1 Instructeur. Procédures d'autorisation et de déclaration des projets d'aménagement au titre du code de l'environnement rubrique 2.1.5.0 : rejets d'eaux pluviales. Principes généraux de gestion des eaux pluviales. Décembre 2014.DGALN et Cerema)*

**Etude de sol : renseigne sur les caractéristiques du sol sur lequel pourrait être réalisé la gestion des eaux pluviales notamment sur : les matières présentes (argile, sables...), la perméabilité du sol, les mouvements potentiels du sol (retrait gonflement d'argile, glissement de terrain, cavités souterraines), la pente, la proximité de la nappe phréatique et/d'un cours d'eau, pollution potentielle...
C'est une mission d'ingénierie géotechnique normée par la NF P94-500.*

**Evènement d'occurrence 20 ans : évènement naturel pluvieux d'une certaine durée et d'une intensité donnée pouvant se produire statistiquement tous les 20 ans. Chaque année cette pluie vicennale (20 ans) a 5% de chance de se produire. Elle peut aussi se produire plusieurs fois par an ou une fois tous les ans pendant 3 ans puis ne plus se reproduire pendant 20 ans.*

**Fossé : un fossé est un élément linéaire artificiel de collecte et d'écoulement des eaux de pluie, des eaux usées, de ruissellement ou de drainage. (cf. Circulaire du ministère de l'Écologie et du Développement durable du 2 mars 2005; Conseil d'État, 6ème et 1ère sous-sections, 334322, Publié au recueil Lebon, 2011)*

**Gargouille : Conduit établi dans un trottoir pour évacuer les eaux vers le caniveau.*

**Immeuble : Terme générique désignant tout bien immobilier (maison, immeuble, usine, local commercial...)*

**Jardin de pluie : Jardin constitué d'un lit de plantes, conçu selon l'objectif principal de capter les eaux pluviales pour que celles-ci s'infiltreront lentement dans le sol. (cf. RÈGLES PROFESSIONNELLES | Travaux relatifs à la gestion alternative des eaux pluviales | N° : C.C.7-R0. UNEP. Septembre 2020)*

**Macrophytes : végétal aquatique d'eau douce visible à l'œil nu.*

**Milieu naturel : représente tous les espaces pouvant accueillir l'eau : zone humide, mare, cours d'eau, fossé, nappe phréatique...*

**Noue : Espace vert longitudinal présentant une légère dépression pour stocker temporairement et/ou infiltrer les eaux pluviales, pouvant faire l'objet d'un aménagement paysager. Il est admis qu'un fossé est semblable à une noue, mais présentant de plus fortes pentes. (cf. RÈGLES PROFESSIONNELLES | Travaux relatifs à la gestion alternative des eaux pluviales | N° : C.C.7-R0. UNEP. Septembre 2020)*

**Puits : Grand trou, généralement circulaire et doté d'un muraillement, creusé dans la terre pour atteindre la nappe aquifère souterraine (nappe libre ou phréatique). (cf. Larousse)*

**Puits d'infiltration : Ouvrage vertical ponctuel de stockage et d'infiltration, plus ou moins profond. Il peut s'agir de puits comblés (sable et pouzzolane...), d'anneaux en béton perforés, ... (cf. RÈGLES PROFESSIONNELLES | Travaux relatifs à la gestion alternative des eaux pluviales | N° : C.C.7-R0. UNEP. Septembre 2020)*

**Requérant : Personne qui fait la demande de dérogation de zéro rejet*

**Surface imperméabilisée : surface sur laquelle l'eau de pluie ne peut plus s'infiltrer. Elle comprend les surfaces bâties, ainsi que les surfaces avec des revêtements étanches (enrobés, bitumes, bétons, pavés scellés au ciment, matériaux compactés) : toitures, terrasses imperméables, voiries imperméables, parkings imperméables, piscine, ...*

**Test à la fosse ou de Matsuo : permet essentiellement de mesurer la perméabilité verticale. Il consiste à injecter de l'eau dans une fouille de « grandes » dimensions (de l'ordre de quelques mètres entre 1 et 4 m de long/large et sur une profondeur < à 1 m). Il n'est pas normalisé. L'essai Matsuo maintient une hauteur d'eau constante. Il est réalisé en deux étapes successives :*

- la fosse est creusée puis saturée en eau => une mesure du débit d'infiltration,*
- la fosse est ensuite agrandie d'1m de long => une 2^{ème} mesure du débit d'infiltration*

En général ces essais Matsuo permettent d'évaluer la perméabilité du sol en faible profondeur (0<profondeur<1m)

**Tranchée drainante : Ouvrage de stockage et d'infiltration linéaire et peu profond (de l'ordre du mètre) rempli de matériaux présentant un indice de vide optimisé et protégé par un géotextile. (cf. RÈGLES PROFESSIONNELLES | Travaux relatifs à la gestion alternative des eaux pluviales | N° : C.C.7-R0. UNEP. Septembre 2020)*

**Zonage d'eaux pluviales : ou zonage pluvial définit les mesures et les installations nécessaires à la maîtrise de l'imperméabilisation des sols, de l'écoulement des eaux pluviales et des pollutions associées (cf. Guide du zonage pluvial. De son élaboration à sa mise en œuvre. Bron : CEREMA 2020) Ce zonage est élaboré lors d'un schéma directeur d'assainissement accompagné d'un règlement par zone. Ce document est annexé au PLU ou PLUi et il est opposable.*

ANNEXE 1.2 :

REGLEMENT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Règlement du service public d'assainissement non-collectif

SOMMAIRE

Chapitre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	04
Article 1 Objet du règlement.....	04
Article 2 Territoire d'application du règlement	04
Article 3 Explications et définitions des termes employés dans le règlement	04
Article 4 Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement	04
Article 5 Responsabilités et obligations de l'utilisateur d'une installation d'assainissement non collectif	05
Article 6 Objectifs de rejet dans le milieu naturel	06
Article 7 Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite	06
Article 8 Information des usagers après chaque contrôle des installations	07
Article 9 : Principes généraux des installations d'Assainissement Non Collectif	08
 Chapitre II : CONTRÔLE DES INSTALLATIONS NEUVES OU RÉHABILITÉES	11
Article 10 Responsabilités et obligations du propriétaire	11
Article 11 Contrôle de la conception et de l'implantation des installations	11
Article 12 Contrôle de la bonne exécution des ouvrages.....	12
 Chapitre III : CONTRÔLE DE BON FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES	13
Article 13 Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble	13
Article 14 Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages	13
Article 15 Contrôle de l'entretien des ouvrages.....	13
 Chapitre IV : ENTRETIEN DES OUVRAGES.....	14
Article 16 Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble	14
Article 17 Exécution des opérations d'entretien par une entreprise choisie par l'utilisateur . . .	14
 Chapitre V : CONTRÔLES LORS DE VENTE.....	15
Article 18 Contrôles de l'installation lors de la mutation de biens immobiliers	15
 Chapitre VI : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES	
Article 19 Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures	15
Article 20 Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales	15
Article 21 Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux	15
Article 22 Pose de siphons	16
Article 23 Toilettes	16
Article 24 Colonnes et chutes d'eau	16
Article 25 Broyeurs d'éviers	16
Article 26 Descente des gouttières	16
Article 27 Réparations et renouvellement des installations intérieures	
 Chapitre VII : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	17
Article 28 Redevances d'assainissement non collectif	17

Article 29 Montant des redevances	17
Article 30 Coût du contrôle lors des ventes	17
Article 31 Redevables	17
Article 32 Recouvrement des redevances	17
Article 33 Majoration de la redevance pour retard de paiement ou refus de contrôle	17
Article 34 Pénalités financières pour non-respect du présent règlement	18
Article 35 Voies de recours des usagers	18
Chapitre VIII : DISPOSITIONS D'APPLICATION	18
Article 36 Modification du règlement	18
Article 37 Date d'entrée en vigueur du règlement	18
Article 38 Clauses d'exécution	18

Article 1er : Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'annexe 1. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental.

Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2 : Territoire d'application du règlement

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire du SPANC auquel la mission de « contrôle des installations d'assainissement non collectif » a été transférée par les communes ou les intercommunalités.

Il s'applique en zone d'assainissement non collectif mais aussi en l'absence de zonage d'assainissement ou, lorsqu'un zonage existe, en zone d'assainissement collectif pour les immeubles qui ne sont pas raccordés au réseau de collecte public.

Le SPANC est compétent en matière d'assainissement non collectif et sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Le SPANC est chargé de contrôler les installations d'assainissement non collectif qui sont dimensionnées pour traiter des eaux usées produites quotidiennement par 200 équivalents-habitants au plus.

Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement ou non encore raccordé). Ces installations doivent être conformes à la réglementation et être contrôlées par le SPANC, selon les modalités déterminées par le présent règlement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés (voir définition d'un immeuble abandonné en annexe 1), ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention (et donc un contrôle) entre le SPANC et le propriétaire.

Observation : Lorsqu'un immeuble produisant des eaux usées domestiques ou assimilées est raccordable à un réseau public de collecte conçu pour de telles eaux, le propriétaire n'a pas la possibilité de choisir entre l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif : il est obligé de procéder au raccordement de son immeuble au réseau public de collecte. Toutefois, jusqu'à ce que le raccordement soit effectivement réalisé, l'obligation de traitement par une installation d'assainissement non collectif s'applique,

y compris en zone d'assainissement collectif, avec toutes ses conséquences incluant notamment le contrôle par le SPANC (qui intervient donc en zone d'assainissement collectif pour le contrôle des installations des immeubles non encore raccordés au réseau public).

Si les eaux usées d'origine domestique (produites par des immeubles d'habitation ou des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation) rejoignent une installation de traitement d'eaux usées d'origine non domestique, le SPANC se chargera du contrôle de la partie assimilable domestique, le but étant de contrôler le bon traitement des eaux usées. Le contrôle concernant le traitement des eaux usées non domestiques sera réalisé par le service EUND.

Article 5 - Responsabilités et obligations de l'utilisateur d'une installation d'assainissement non collectif

Le propriétaire d'une installation d'ANC a l'obligation de remettre à son locataire, usager de cette installation, le règlement de service.

L'utilisateur est responsable de tout dommage causé par négligence, maladresse, malveillance de sa part ou celle d'un tiers.

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de l'installation d'ANC, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, sans en avoir préalablement informé le SPANC :

- Les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation existante (augmentation du nombre de pièces principales, des quantités d'eaux usées collectées, changement d'affectation de l'immeuble, etc.),
- L'agencement ou les caractéristiques des ouvrages, ou l'aménagement du terrain d'implantation.

L'utilisateur d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages (Article L1331-1-1 du CSP), afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'Annexe1 du présent règlement sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit d'y déverser toute substance pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne, en particulier :

- Les eaux pluviales.
- Les ordures ménagères même après broyage.
- Les huiles usagées (huiles moteurs ou alimentaires).
- Les hydrocarbures.
- Les solvants, les liquides corrosifs, les acides, les médicaments, et plus généralement toute substance pouvant polluer le milieu naturel ou nuire à l'installation.
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.
- etc.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes.
- D'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement.
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages).
- De conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards.
- D'assurer régulièrement les opérations d'entretien prévues à l'Article 15.

Règlement du service public d'assainissement non collectif

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être nécessairement adaptées aux caractéristiques du terrain et conformes :

- Aux règles d'urbanismes nationales et locales.
- Aux réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection de captages.
- Aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations et variables en fonction de la charge de pollution organique polluantes (Arrêté du 07 septembre 2009 complété par celui du 7 mars 2012, Arrêté du 22 juin 2007).
- À la norme XP P 16-603-1-1 (DTU 64.1 d'août 2013).
- Au règlement sanitaire départemental.
- Au présent règlement de service ainsi que, le cas échéant, à toute réglementation en vigueur sur l'assainissement non collectif.

L'ensemble de ces documents peut être consulté, sur place, dans les locaux du SPANC.

Tous travaux d'installation ou de réhabilitation d'un ANC ne peuvent débuter qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, émis à la suite du contrôle de conception et d'implantation visé à l'article 11 ou, en cas d'avis favorable avec réserves, qu'après modification du projet initial pour tenir compte des réserves précisées par le SPANC. Le pétitionnaire reste responsable de la réalisation des travaux en choisissant librement l'entreprise qui les exécutera.

Article 6 - Objectifs de rejet dans le milieu naturel

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol.

Sont interdits les rejets d'effluents mêmes traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être envisagé qu'après accord écrit du SPANC et ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel (article 12 de l'arrêté du 7 septembre 2009).

Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

7-1 L'accès à la propriété privée

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC, ou ses prestataires, ont accès aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement et par la réglementation nationale en vigueur.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et lorsqu'il est différent du propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins quinze jours ouvrés avant la date de la visite.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.

Si le propriétaire ne peut honorer le rendez-vous, il devra informer le SPANC en temps utile, au moins cinq jours ouvrés (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès à la propriété privée des agents du SPANC.

En cas d'absence du propriétaire et en cas d'impossibilité d'être présent ou représenté, le SPANC peut intervenir sur la propriété privée de l'usager seulement si l'occupant a fourni un accord explicite pour laisser l'accès à l'agent du SPANC.

Tout refus explicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constituent un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire et à l'occupant lorsque celui-ci n'est pas le propriétaire.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement de la mission de contrôle, c'est obligatoirement l'occupant qui est sanctionnable conformément à l'article L1331-11 du CSP et non le propriétaire, lorsqu'il est différent.

En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée au maire.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui relance la procédure.

L'occupant de l'immeuble dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible par les agents du SPANC est astreint au paiement de la pénalité financière mentionnée à l'article 33 du présent règlement.

7-2 L'accès aux ouvrages

Les regards doivent être dégagés et accessibles au moment du contrôle.

L'ouverture des tampons au moment de la visite du SPANC est à la charge du propriétaire (ou occupant). En cas de difficultés pour rendre accessibles les ouvrages ou d'ouvrir les tampons le jour de la visite, le propriétaire ou l'occupant contacte le SPANC afin de trouver une solution pour y remédier.

Article 8 - Information des usagers après chaque contrôle des installations

Les observations faites au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport de visite, dont une copie est adressée à l'occupant des lieux, ainsi que, le cas échéant, au propriétaire de l'immeuble.

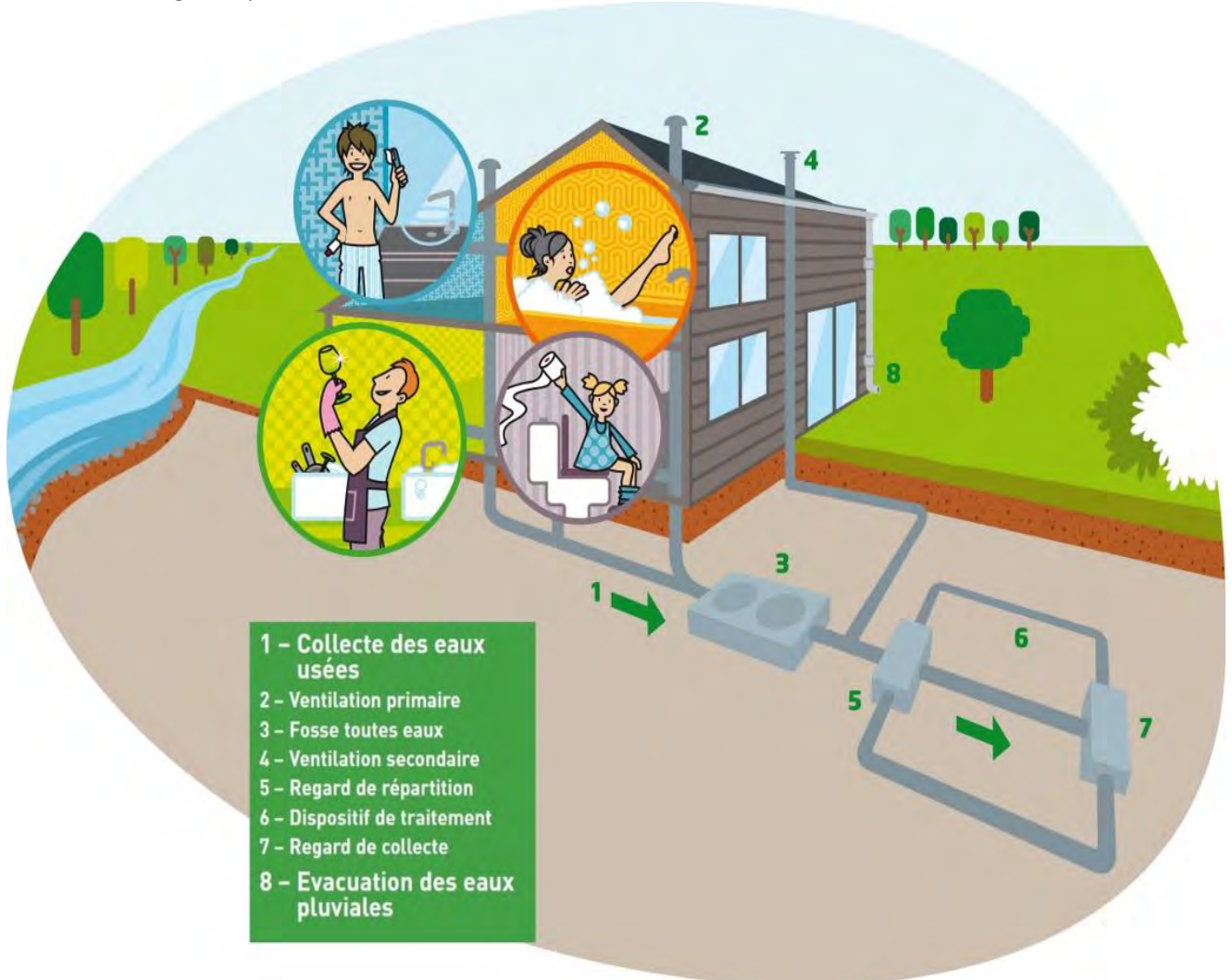
A l'issue du contrôle, le SPANC formule un avis qui peut être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé.

L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite.

Article 9 : Principes généraux des installations d'Assainissement Non Collectif

9-1 Composition d'une installation

Un dispositif d'ANC doit permettre le prétraitement et le traitement des eaux vannes (provenant des toilettes) et des eaux ménagères (provenant des cuisines, salles de bains...).



Il doit comporter :

→ Les canalisations de collecte des eaux vannes et des eaux ménagères (1 sur le schéma) :

Les eaux usées sont produites à différents endroits de la maison. Il faut d'abord les collecter pour pouvoir les traiter. Toutes les eaux usées de l'habitation : eaux des WC, eaux de cuisine, eaux de salle de bains, eaux de machines à laver, eaux de climatisation et de chaudière, mais également les siphons de sols intérieurs doivent être collectés, puis dirigés vers l'installation d'ANC.

→ Le dispositif de prétraitement (3 sur le schéma) :

Le prétraitement a pour but de débarrasser les eaux usées des particules indésirables. Il est effectué :

- Soit par une fosse toutes eaux qui reçoit l'ensemble des eaux usées collectées dans l'habitation.
- Soit par un bac dégraisseur qui recueille les eaux grasses (cuisine, salle de bain et lave-linge) et une fosse septique qui recueille les eaux des toilettes.

Les matières solides qui se déposent et s'accumulent dans la fosse et le bac dégraisseur doivent être régulièrement évacuées : c'est l'opération de vidange des ouvrages de prétraitement.

Afin de limiter les risques de colmatage de la conduite de collecte des eaux usées par les graisses, la fosse toutes eaux doit se situer le plus près possible de l'habitation. Si la distance est supérieure à 10 mètres, un bac à graisse doit être installé entre l'habitation et la fosse et positionné au plus près de l'habitation.

Pour rappel, l'utilisation d'un dispositif de prétraitement seul n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

→ Les ouvrages de transfert : canalisations, poste de relevage (le cas échéant) :

En fonction de la localisation des ouvrages et de la configuration du terrain, la mise en place d'un poste de relevage peut s'avérer nécessaire. Cet équipement permet de relever les eaux pour les emmener dans la fosse, dans la filière de traitement ou en surface pour les filières drainées.

C'est un système électromécanique constitué d'une cuve étanche, de flotteurs et d'une pompe à minima.

→ Les ventilations primaire et secondaire de l'installation (2, 4 sur le schéma) :

Une fosse toutes eaux ou une fosse septique est accompagnée d'une entrée d'air et d'une sortie d'air. Elles sont situées en hauteur et sont d'un diamètre d'au moins 100 millimètres.

L'entrée d'air est assurée par la canalisation de chute des eaux usées : on parle de *ventilation primaire*.

La sortie d'air se fait par la ventilation située en aval de la fosse : on parle de *ventilation secondaire*.

Son rôle est d'évacuer les gaz de fermentation produit par la fosse. Elle doit être localisée au faîte du toit et muni d'un extracteur statique ou éolien.

→ Le dispositif de traitement adapté au terrain (5, 6, 7 sur le schéma) :

L'élimination de la pollution est obtenue par infiltration des eaux dans le sol ou dans un massif de sable, grâce à l'action des micro-organismes qui y sont naturellement présents.

Le dispositif est constitué généralement d'un épandage à faible profondeur. Cependant, lorsque les caractéristiques du site (perméabilité, présence de nappe, etc.) ne permettent pas l'installation d'un épandage, il est fait appel à des dispositifs de substitution (filtre à sable par exemple) avant évacuation par le sol ou rejet vers le milieu hydraulique superficiel.

Les eaux usées peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Le dispositif de traitement doit être alimenté en eau de façon homogène (regard de répartition (5)). Le revêtement superficiel doit être perméable à l'air et à l'eau. L'utilisation de bitume et de béton est donc interdite.

Un regard de bouclage (7) doit également être installé. Il permet de s'assurer du bon fonctionnement de l'installation.

9-2 Choix de l'installation

Le choix d'une installation d'assainissement non collectif dépend des paramètres suivants :

- La taille de l'habitation : nombre de pièces principales.
- Les caractéristiques du site : surface disponible, limites de propriété, arbres, puits, cavités souterraines, passage de véhicules, emplacement de l'habitation, existence d'exutoires, superficiels (cours d'eau, fossé...), pente du terrain, sensibilité du milieu récepteur (site de baignade, cressonnière, périmètre de protection de captage...), servitudes diverses, etc.
- L'aptitude du sol à l'épuration : perméabilité, épaisseur de sol avant la couche rocheuse, niveau de remontée maximale de la nappe, etc.

9-3 Dimensionnement

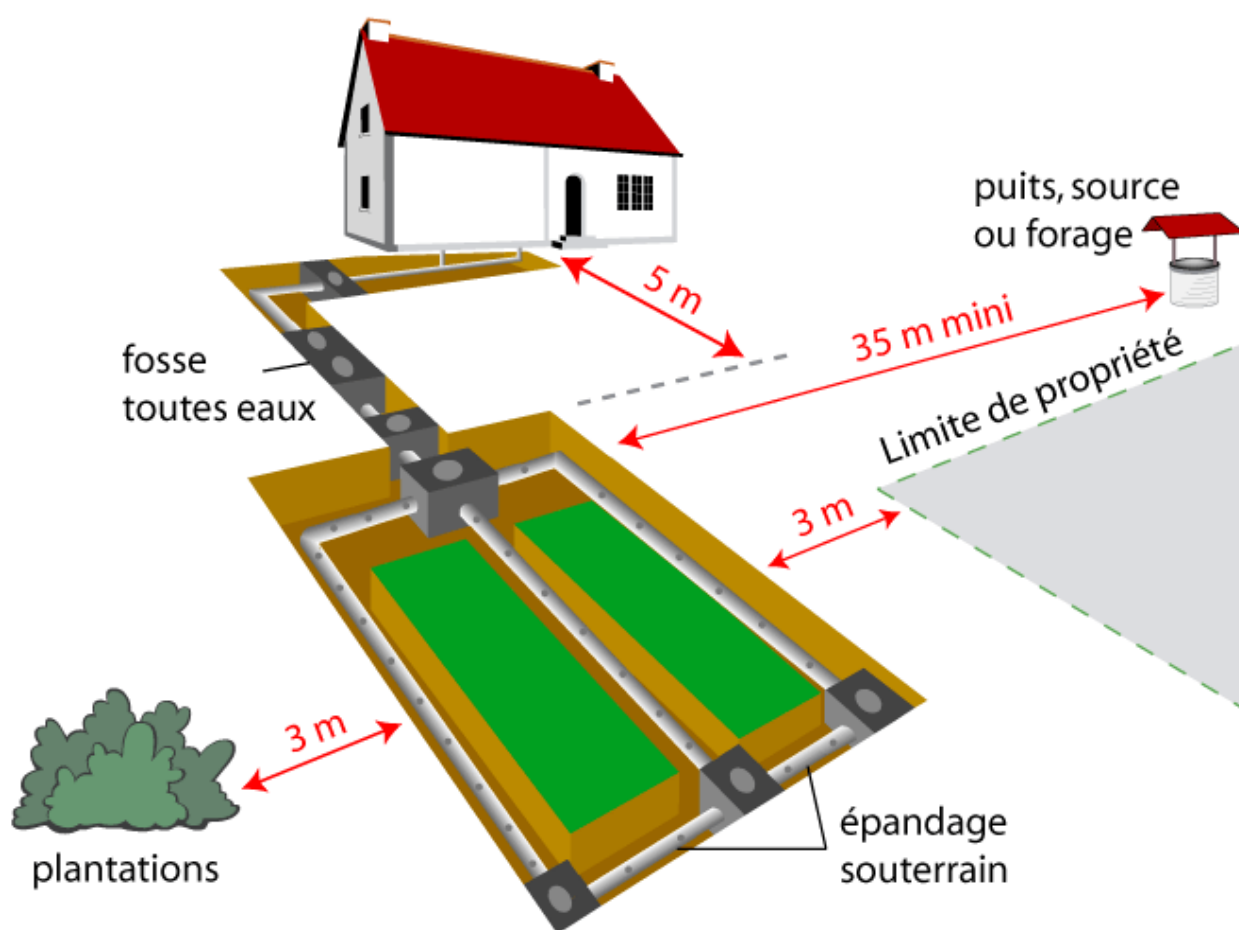
Dans le cas de la maison individuelle, le nombre de pièces principales (PP) permet de définir la relation avec l'équivalent-habitant (EH), selon la formule $EH = PP$.

Dans les autres cas (gîtes, maisons d'hôtes...), il convient de se référer à une étude particulière pour définir la capacité d'accueil.

Les pièces principales sont celles définies dans l'article R111-1 et R111-10 du code de la construction et de l'habitation. En particulier on peut noter que : un logement ou habitation comprend, d'une part, des pièces principales destinées au séjour ou au sommeil, éventuellement des chambres isolées et, d'autres part, des pièces de service, telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et des dépendances.

9-4 Implantation

L'assainissement non collectif exige une surface minimale sur la parcelle en tenant compte des distances à respecter vis-à-vis de l'habitation, des limites de propriété, des arbres, des puits, etc.



Attention : Avant l'exécution des travaux, le projet d'installation d'assainissement non collectif devra avoir reçu un avis favorable du SPANC.

Article 10 - Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de l'installation d'ANC, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante (augmentation du nombre de pièces principales, changement d'affectation de l'immeuble...).

Le propriétaire ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages, ou l'aménagement du terrain d'implantation, sans en avoir préalablement informé le SPANC.

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix, lorsque cela est jugé nécessaire par le service, une étude de définition de filière, afin que soient assurés la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol et les contraintes du terrain ainsi que le bon dimensionnement de l'installation.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par une visite sur place. Le propriétaire ne peut faire remblayer les installations tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

Article 11 - Contrôle de la conception et de l'implantation des installations

Toute installation d'assainissement non collectif doit être nécessairement adaptée aux caractéristiques du terrain et doit respecter certaines prescriptions techniques (article R111-10 du Code de l'Urbanisme).

Aussi, lorsqu'un usager envisage l'installation d'un assainissement non collectif, il doit venir retirer un dossier auprès du SPANC, ou en faire la demande écrite.

Ce dossier, rempli par le pétitionnaire, devra être retourné au service et comprendre :

- Un formulaire rempli destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation (pente, topographie ...), de son environnement (distance par rapport aux limites de propriété, aux arbres, aux habitations...), de la filière et des ouvrages ;
- Un plan de situation de la parcelle et une copie de la planche cadastrale correspondante ;
- Une étude de définition de l'installation d'ANC si elle est jugée nécessaire par le service ;
- Un plan de masse du projet de l'installation ;
- Un plan en coupe de l'installation d'ANC et du bâtiment.

S'il l'estime nécessaire, le SPANC peut demander des informations complémentaires, effectuer une visite sur place et faire modifier le projet.

> Conception de l'installation concomitant ou non à l'instruction d'une demande de permis de construire

Le propriétaire d'un immeuble qui projette d'équiper son habitation d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante doit en informer le SPANC. Un dossier comportant les pièces mentionnées ci-dessus, lui est remis. Le dossier de l'installation (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au SPANC par le pétitionnaire.

Après instruction du dossier et le cas échéant, après visite des lieux par un agent du service, le SPANC formule son avis. Le pétitionnaire doit respecter cet avis pour la réalisation de son projet. Ainsi, si l'avis est défavorable le propriétaire ne peut réaliser les travaux qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC. Si l'avis est favorable avec réserves, le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces réserves dans la conception de son installation.

Article 12 - Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et de la bonne exécution des travaux.

Pour être efficace, le contrôle doit être réalisé avant remblaiement des installations. Dans le cas contraire, le SPANC pourra demander le dégagement des dispositifs qui auront été recouverts. Par ailleurs, le SPANC pourra demander le remplissage des installations (vérification du bon écoulement).

Si l'avis émis à la suite du contrôle comporte des réserves, ou s'il est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable. Le SPANC effectuera une contre-visite sur demande du particulier. Un contrôle final devra être réalisé après la mise en eau des éléments afin de vérifier le bon raccordement.

Article 13 - Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'Article 5.

Article 14- Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Selon l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009, il a pour objet de :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par le SPANC ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

En outre, s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est en moyenne d'un contrôle tous les 4 ans.

Si l'avis émis à la suite du contrôle comporte des réserves, ou s'il est défavorable, le SPANC invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- Soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toute autre nuisance ;
- Soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

Cas du premier contrôle de bon fonctionnement (contrôle diagnostic)

Selon l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 2009, il a pour objet de :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation.
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels.
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation.
- Constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Article 15-Contrôle de l'entretien des ouvrages

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Ce contrôle sera réalisé lors du contrôle de bon fonctionnement, mentionné à l'Article 13.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'Article 15 sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet l'utilisateur présentera le bon de vidange remis par le vidangeur.
- Vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A l'issue du contrôle de l'entretien, le SPANC peut, le cas échéant, inviter l'occupant des lieux à réaliser les opérations d'entretien nécessaires. Si ce contrôle a donné lieu à une visite sur place, le rapport de visite ainsi que la demande du service lui sont notifiés simultanément dans un même document.

Article 16 - Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif de manière à assurer :

- Le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage.
- Le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration.
- L'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle. Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées, au minimum, selon les fréquences déterminées par le SPANC au cas par cas, sur la base des prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 2009, à savoir :

Périodicité de vidanges des boues et matières flottantes*

Fosse Septique ou Fosse Toutes Eaux	Tous les 4 ans
Installation d'épuration biologique à Boue Activée	Tous les 6 mois
Installation d'épuration biologique à culture fixée	Tous les ans

** sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant.*

L'occupant des lieux peut choisir librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières.

Article 17 - Exécution des opérations d'entretien par une entreprise choisie par l'usager

L'usager doit se faire remettre par l'entreprise qui effectuera les opérations d'entretien un Bordereau de Suivi des Déchets comportant au moins toutes les indications mentionnées à l'article 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009.

L'usager doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document, à savoir :

- Nom, raison social, adresse de l'entreprise.
- Adresse de l'habitation.
- Nom de l'occupant et, le cas échéant du propriétaire.
- Date de la vidange.
- Caractéristique, nature et quantité des matières éliminées.
- Lieu où les matières de vidange sont transportées.

Article 18 - Contrôles de l'installation lors de la mutation de biens immobiliers

Conformément à l'article L271-4 du Code de la construction et de l'habitation, à chaque mutation de bien immobilier, le vendeur doit obligatoirement fournir le document issu du contrôle de son installation autonome établi par le SPANC.

Dans le cas où un contrôle diagnostic ou de bon fonctionnement a été réalisé par le SPANC, **depuis moins de trois ans**, le résultat de ce contrôle peut être transmis à l'acquéreur et aucun nouveau contrôle n'est alors nécessaire.

Si un contrôle s'avère nécessaire, le vendeur doit en conséquence s'acquitter du coût du contrôle du SPANC à la vente.

Ce contrôle devra comprendre la vérification des points mentionnés à l'Article 13.

Dans le cas d'un constat de non-conformité, et selon l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, il incombe à l'acquéreur de faire procéder aux travaux de mise en conformité **dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente**.

Chapitre 6 : Les installations sanitaires intérieures

Article 19 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures

Les articles du règlement sanitaire départemental sont applicables.

Article 20 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

De même, il est interdit d'évacuer des eaux usées dans les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales et réciproquement.

Article 21 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Pour éviter le reflux des eaux dans les caves, sous-sols et cours, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau du terrain.

De même tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui du terrain doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Toute inondation intérieure, due soit à l'absence de dispositif de protection ou à son mauvais fonctionnement, soit à l'accumulation des propres eaux de l'immeuble pour une cause quelconque, ne saurait être imputée au SPANC.

Article 22 - Pose de siphons

Tous les appareils raccordés à l'installation d'assainissement doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de la fosse et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la norme en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

Article 23 - Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Article 24 - Colonnes et chutes d'eau

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

Article 25- Broyeurs d'éviers

L'évacuation vers l'installation d'assainissement des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

Article 26 - Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

Article 27 - Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction.

Article 28 - Redevances d'assainissement non collectif

Les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent chapitre. Cette redevance est destinée à financer les charges suivantes du service :

- Les contrôles de bon fonctionnement.

Article 29 -Montant des redevances

Les montants des redevances sont fixés par délibération du Comité Syndical du Syndicat de l'Orge.

Ces montants peuvent être révisés par une nouvelle délibération.

Article 30 -Coût du contrôle lors des ventes, des conceptions et des réalisations

Le montant de ces contrôles sont fixés par délibération de l'assemblée générale du Syndicat de l'Orge.

Ces montant peuvent être révisés par une nouvelle délibération.

Article 31 -Redevables

La redevance portant sur les contrôles de bon fonctionnement est facturée à l'occupant de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'eau, ou, à défaut au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

Les coûts des contrôles dans le cadre de vente, des conceptions et des réalisations est facturée au propriétaire de l'immeuble.

Article 32 - Recouvrement

Les montants correspondant aux contrôles des installations neuves ou réhabilités (contrôle de conception et contrôle de bonne exécution), ainsi que le montant du contrôle lors des ventes seront perçus en une seule fois et après la réalisation du contrôle.

La redevance pour le contrôle de bon fonctionnement sera, quant à elle, perçue annuellement.

Article 33 - Majoration de la redevance pour refus de contrôle

Par ailleurs, en application de l'article L 1331-8 du Code de la santé publique, tout refus de contrôle entraînera une majoration de 100% de la redevance de contrôle de bon fonctionnement. Cette majoration sera appliquée suite à relance par courrier recommandé avec accusé de réception sollicitant un rendez-vous de contrôle, restée sans réponse pendant plus d'un mois.

Article 34 -Pénalités financières pour non-respect du présent règlement

Les infractions au règlement sont constatées, soit par les agents du service assainissement, soit par les agents et officiers de police judiciaire, soit par les agents assermentés et commissionnés (Article L216-3 du Code de l'environnement). Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure, à des sanctions pécuniaires ou à des exécutions d'office.

Article 35 -Voies de recours des usagers

L'utilisateur ou le propriétaire qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître les différends entre les usagers d'un service public à caractère industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement au recours auprès des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président du Syndicat de l'Orge, responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

Chapitre 8 : Dispositions d'application

Article 36 - Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Article 37 - Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après délibération du Syndicat de l'Orge

Article 38 - Clauses d'exécution

Le Président du Syndicat de l'Orge, les Maires des Communes ayant délégué la compétence assainissement non collectif au Syndicat de l'Orge, les agents du service public d'assainissement non collectif du Syndicat de l'Orge et le receveur du Syndicat de l'Orge, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexe 1 – Définitions et vocabulaires

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : le présent règlement entend par « assainissement non collectif », c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Logement individuel : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif)

Installation d'ANC neuve ou à réhabiliter : On entend par installation neuve ou à réhabiliter, tout projet de construction d'une nouvelle installation d'ANC ou en remplacement d'une installation déjà existante.

Eaux usées domestiques ou assimilées : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment).

Les propriétaires peuvent se faire représenter par un mandataire. Ce dernier intervient alors pour le compte du propriétaire.

Fonctionnement par intermittence : Fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif qui reçoit des effluents de manière discontinue, avec un ou plusieurs intervalle(s). Typiquement, le fonctionnement par intermittence concerne les installations d'assainissement non collectif équipant les résidences secondaires et les résidences alternées qui ne sont occupées qu'une partie de l'année.

Immeuble abandonné : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

Etude particulière = Etude de filière : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Etude de sol : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces d'hydromorphie, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) : Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assume pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

Rapport de visite : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.

Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques réglementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- a) La date de la visite correspondante, cette date de visite constituant le point de départ de la durée de validité du rapport en cas de vente de l'immeuble ;
- b) La date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document.
- c) Les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux.
- d) Le projet d'arrêté précise qu'il est obligatoire d'indiquer : les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation
- e) La liste des points contrôlés
- f) La liste des travaux, le cas échéant.

Zonage d'assainissement : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC et permet d'avoir une appréciation très imprécise de la nature des sols sur le secteur étudié (*de 25 à 4 observations à l'hectare - selon circulaire du 22/05/1997*)

Norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 :

Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.

La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à 10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

La norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

Équivalent habitant : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour ».

Exutoire : Ouvrage qui reçoit les eaux usées traitées issues d'une installation d'ANC. Il peut s'agir d'un milieu hydraulique superficiel sous réserve de l'autorisation préalable du propriétaire ou du gestionnaire de ce milieu récepteur au point de rejet ; ou d'un ouvrage de transport jusqu'à un milieu hydraulique superficiel sous réserve de l'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire de la partie de cet ouvrage de transport située à l'aval immédiat du point de rejet hors de la parcelle, ou mitoyen de la parcelle

Annexe 2 - Références des textes législatifs et réglementaires

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

Arrêtés interministériels du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme

Code de la Santé Publique

Article L1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,

Article L1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2, Article L1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,

Article L1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées

Article L1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif, Article L1331-5 : mise hors services des fosses dès raccordement au réseau public de collecte.

Article L1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,

Article L1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.

Article L1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC

Article L1331-15 : traitement spécifique des eaux usées produits par des immeubles destinés à un usage autre que l'habitat

Code Général des Collectivités Territoriales

Article L2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,

Article L2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la

salubrité publique,

Article L2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,

Article L2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet, Article L2224-12 : règlement de service

Article R2224-19 et suivants : redevances d'assainissement.

Code de la Construction et de l'Habitation

Article L271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles

Article L152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,

Article L152-2 à L152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.

Code de l'Urbanisme

Articles R431-16 : dossier de demande de permis de construire - Pièces complémentaires exigibles en fonction de la situation ou de la nature du projet et R441-6 : dossier de demande de permis d'aménager

Articles L160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,

Articles L160-1, L480-1 à L480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement

Article R 214-5 : définition de l'usage domestique et assimilé de l'eau

Article L432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,

Article L437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,

Article L216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Code civil

Article 1792-6 : devis et marchés – procès-verbal de réception des travaux

Textes non codifiés

Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 modifié relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.

Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées

Annexe 3 : Rejets à proscrire dans les installations d'ANC

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation. Les fluides et solides interdits, à ce titre sont entre autres :

- les eaux pluviales
- les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s),
- les ordures ménagères même après broyage,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- les huiles usagées même alimentaires, les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs, - les peintures ou solvants,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions
- les lingettes

Annexe 4 - Règles de conception et d'implantation

1. Des dispositifs recevant quotidiennement une charge de pollution correspondant à moins de 20 équivalents-habitants

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Les installations d'assainissement non collectif traditionnelles qui utilisent le sol en place (ou reconstitué) pour traiter quotidiennement les eaux usées correspondant à moins de 20 équivalents-habitants (et qui ne font pas l'objet d'un agrément interministériel) doivent être mises en œuvre **de préférence** selon les règles de l'art de la norme AFNOR NF DTU 64.1.

Les installations d'assainissement non collectif qui ont fait l'objet d'un agrément ministériel et qui traitent quotidiennement les eaux usées correspondant à moins de 20 équivalents-habitants, doivent être mises en œuvre selon les règles précisées dans les guides d'utilisation référencés et publiés sur le portail interministériel de l'assainissement non collectif www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr à la rubrique « entreprises ».

Tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit être adapté au type d'usage et (fonctionnement par intermittence ou non ou maison principale ou secondaire), aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi (capacité, ...).

L'utilisateur est invité à consulter le guide d'informations sur les installations, disponible sur le portail interministériel de l'ANC www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr à la rubrique « usagers » et/ou consultable dans les locaux du SPANC pour l'aider à choisir un dispositif d'ANC adapté à son projet.

2. Des dispositifs recevant quotidiennement une charge de pollution correspondant à plus de 20 équivalents-habitants

Le propriétaire de l'installation effectue cette demande d'autorisation d'implanter son installation d'ANC à moins de 100m d'un immeuble d'habitation auprès des services de la préfecture.

Lorsque le projet prévoit l'implantation d'une installation d'ANC à moins de 100 m d'une habitation, le SPANC vérifie que la dérogation préfectorale a bien été délivrée par la préfecture pour remettre sa conclusion et le rapport d'examen préalable de la conception qui autorise le début des travaux.

Les installations d'ANC recevant quotidiennement une charge de pollution correspondant à plus de 20 équivalents-habitants doivent être conçues et équipées d'ouvrages permettant le prélèvement d'un échantillon d'eau avant leur rejet dans le sol en place ou dans les eaux superficielles.

ANNEXE 2 :

*LES ARRETES RELATIFS **A L'ASSAINISSEMENT** COLLECTIF ET NON COLLECTIF*

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

NOR : DEVO1021668A

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 15 avril 2010 et du 25 juin 2010 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 6 mai 2010,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, les mots : « Les personnes réalisant les vidanges des installations d'assainissement non collectif, prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites, sont soumises à agrément préfectoral ainsi qu'au respect des dispositions du présent arrêté. » sont remplacés par les mots : « Les personnes réalisant les vidanges des installations d'assainissement non collectif, prenant en charge le transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites, sont soumises à agrément préfectoral ainsi qu'au respect des dispositions du présent arrêté. »

Art. 2. – A l'article 11 de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, les mots : « au plus tard six mois après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* » sont remplacés par les mots : « au plus tard le 31 décembre 2010 ».

Art. 3. – A l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, les mots : « , après avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, » sont supprimés.

Art. 4. – La directrice de l'eau et de la biodiversité, le directeur général des collectivités locales et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 2010.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,
Pour la ministre et par délégation :
La directrice de l'eau
et de la biodiversité,
O. GAUTHIER*

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
E. JALON*

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,*
Pour le ministre et par délégation :
*La directrice générale adjointe
de la santé,*
S. DELAPORTE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

NOR : DEVL1205608A

***Publics concernés :** particuliers, collectivités, services publics d'assainissement non collectif, fabricants d'installations d'assainissement non collectif, bureaux d'études.*

***Objet :** l'objectif est de modifier l'arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif du 7 septembre 2009 afin de le rendre cohérent avec le nouvel arrêté définissant la mission de contrôle (qui tient compte des modifications apportées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).*

***Entrée en vigueur :** les nouvelles dispositions relatives au dimensionnement des installations s'appliqueront à compter du 1^{er} juillet 2012.*

***Notice :** les principales modifications concernent :*

- la distinction entre les installations neuves et existantes ;*
- la mise en cohérence de certains termes avec l'arrêté définissant les modalités de contrôle ;*
- la nécessité pour les propriétaires de contacter le SPANC avant tout projet d'assainissement non collectif ;*
- la précision des dispositions relatives au dimensionnement des installations ;*
- la prise en compte du règlement Produits de construction ;*
- l'introduction de certaines précisions rédactionnelles.*

L'arrêté vise également à permettre au service public d'assainissement non collectif d'exercer dans les meilleures conditions sa mission de contrôle.

Cet arrêté ne concerne que les installations dont la capacité est inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants.

***Références :** l'arrêté modificatif et l'arrêté consolidé seront consultables sur le site Légifrance, sur le portail dédié à l'assainissement non collectif (<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>) et sur la partie « recueil de textes » du portail dédié à l'assainissement mis en place par la direction de l'eau et de la biodiversité (<http://assainissement.developpementdurable.gouv.fr/recueil.php>).*

Le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement et le ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

Vu le règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant les conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 111-1-1 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu les avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 25 octobre 2011 et du 25 janvier 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 2 février 2012,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 22 du présent arrêté.

Art. 2. – I. – L'intitulé « Section 1. – Principes généraux » est supprimé.

II. – Après l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre I^{er} :

« Chapitre I^{er}. – Principes généraux applicables à toutes les installations d'assainissement non collectif ».

Art. 3. – Les articles 2 à 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2. – Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres I^{er} et IV du présent arrêté.

« Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter.

« Art. 3. – Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble.

« Les eaux-vannes peuvent être traitées séparément des eaux ménagères dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière ou des toilettes sèches visées à l'article 17 ci-dessous.

« Dans ce cas, les eaux-vannes sont prétraitées et traitées, selon les cas, conformément aux articles 6 ou 7 ci-dessous. S'il y a impossibilité technique, les eaux-vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou fosse d'accumulation étanche, dont les conditions de mise en œuvre sont précisées à l'annexe 1, après autorisation de la commune.

« Les eaux ménagères sont traitées, selon les cas, conformément aux articles 6 ou 7 ci-dessous. S'il y a impossibilité technique, les eaux ménagères peuvent être dirigées vers le dispositif de traitement des eaux-vannes.

« Art. 4. – Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

« En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et à éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

« Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers, tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

« Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1^{er} est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

« Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. Ces installations peuvent être interdites par le préfet ou le maire dans les zones de lutte contre les moustiques. »

Art. 4. – Après l'article 4, il est inséré un chapitre II :

« Chapitre II. – Prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter. »

Art. 5. – L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. – I. – Pour l'application du présent arrêté, les termes : "installation neuves ou à réhabiliter" désignent toute installation d'assainissement non collectif réalisée après le 9 octobre 2009.

« Les installations d'assainissement non collectif qui peuvent être composées de dispositifs de prétraitement et de traitement réalisés *in situ* ou préfabriqués doivent satisfaire :

- « – le cas échéant, aux exigences essentielles de la directive 89/106/CEE susvisée relatives à l'assainissement non collectif, notamment en termes de résistance mécanique, de stabilité, d'hygiène, de santé et d'environnement. A compter du 1^{er} juillet 2013, les dispositifs de prétraitement et de traitement précités dans cet article devront satisfaire aux exigences fondamentales du règlement n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant les conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- « – aux exigences des documents de référence (règles de l'art ou, le cas échéant, avis d'agrément mentionné à l'article 7 ci-dessous), en termes de conditions de mise en œuvre afin de permettre notamment l'étanchéité des dispositifs de prétraitement et l'écoulement des eaux usées domestiques et afin de limiter le colmatage des matériaux utilisés.

« Le projet d'installation doit faire l'objet d'un avis favorable de la part de la commune. Le propriétaire contacte la commune au préalable pour lui soumettre son projet, en application de l'arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

« II. – Les installations conçues, réalisées ou réhabilitées à partir du 1^{er} juillet 2012 doivent respecter les dispositions suivantes :

« 1° Les installations doivent permettre, par des regards accessibles, la vérification du bon état, du bon fonctionnement et de l'entretien des différents éléments composant l'installation, suivant les modalités précisées dans l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

« 2° Le propriétaire tient à la disposition de la commune un schéma localisant sur la parcelle l'ensemble des dispositifs constituant l'installation en place ;

« 3° Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, dont les caractéristiques du sol ;

« 4° Le dimensionnement de l'installation exprimé en nombre d'équivalents-habitants est égal au nombre de pièces principales au sens de l'article R. 111-1-1 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des cas suivants, pour lesquels une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de dimensionnement :

« – les établissements recevant du public, pour lesquels le dimensionnement est réalisé sur la base de la capacité d'accueil ;

« – les maisons d'habitation individuelles pour lesquelles le nombre de pièces principales est disproportionné par rapport au nombre d'occupants. »

Art. 6. – L'intitulé : « Section 2. – Prescriptions techniques minimales applicables au traitement » est remplacé par l'intitulé : « Section 1. – Installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué » et l'intitulé : « Sous-section 2.1. – Installations avec traitement par le sol » est supprimé.

Art. 7. – A l'article 6, les mots : « Dans le cas où le sol en place ne permet pas de respecter les conditions mentionnées aux points *b* à *e* ci-dessus, peuvent être installés les dispositifs de traitement utilisant : » sont remplacés par les mots : « Peuvent également être installés les dispositifs de traitement utilisant un massif reconstitué : ».

Art. 8. – L'intitulé : « Sous-section 2.2 » est remplacé par l'intitulé : « Section 2 ».

Art. 9. – Au premier tiret du troisième alinéa de l'article 7, les mots : « les principes généraux visés aux articles 2 à 5 » sont remplacés par les mots : « les principes généraux visés aux articles 2 à 4 et les prescriptions techniques visées à l'article 5 ».

Art. 10. – L'article 8 est modifié comme suit :

I. – Au premier alinéa, après les mots : « sur la base des résultats obtenus sur plate-forme d'essai », sont insérés les mots : « ou sur le site d'un ou plusieurs utilisateurs sous le contrôle de l'organisme notifié ».

II. – Au dernier alinéa, la référence faite au chiffre « 4 » est remplacée par la référence au chiffre « 5 ».

Art. 11. – Au deuxième alinéa de l'article 9, la référence faite au chiffre « 5 » est remplacé par la référence au chiffre « 4 ».

Art. 12. – Après l'article 10, l'intitulé : « Section 3 » est remplacé par l'intitulé : « Chapitre III » et l'intitulé : « Sous-section 3.1 » est remplacé par l'intitulé : « Section 1 ».

Art. 13. – L'article 11 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine, et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées. »

Art. 14. – L'intitulé : « Sous-section 3.2 » est remplacé par l'intitulé : « Section 2 ».

Art. 15. – L'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. – Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis à l'article 11 ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. »

Art. 16. – Au dernier alinéa de l'article 13, après les mots : « sur la base d'une étude hydrogéologique », sont insérés les mots : « sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au *Journal officiel* de la République française conformément à l'article 9 ci-dessus ».

Art. 17. – L'intitulé : « Section 4 » est remplacé par l'intitulé : « Chapitre IV ».

Art. 18. – L'article 15 est modifié comme suit :

I. – Au premier alinéa, les mots : « et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ; » sont remplacés par les mots : « des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ; ».

II. – Le sixième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au *Journal officiel* de la République française conformément à l'article 9. »

Art. 19. – L'intitulé : « Section 5 » est remplacé par l'intitulé : « Chapitre V ».

Art. 20. – I. – L'article 17 est modifié comme suit :

1° Au premier alinéa, les mots : « à l'article 3 » sont remplacés par les mots : « aux articles 2 et 3 » ;

2° Au quatrième alinéa, les mots : « la filière de traitement prévue » sont remplacés par les mots : « le dispositif de traitement prévu » ;

3° Au dernier alinéa, après les mots : « toilettes sèches », sont insérés les mots : « et après compostage ».

II. – L'article 17 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas d'utilisation de toilettes sèches, l'immeuble doit être équipé d'une installation conforme au présent arrêté afin de traiter les eaux ménagères. Le dimensionnement de cette installation est adapté au flux estimé des eaux ménagères. »

Art. 21. – L'annexe 1 est modifiée comme suit :

1° L'intitulé : « Dispositifs assurant l'épuration des eaux usées par le sol en place » est remplacé par l'intitulé : « Dispositifs assurant l'épuration des eaux usées par le sol en place ou massif reconstitué » ;

2° Au troisième alinéa du paragraphe : « Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain) », le mot : « Porcher » est remplacé par le mot : « Porchet » et après les mots : « à niveau constant », sont insérés les mots : « ou variable » ;

Au dernier alinéa du paragraphe « Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain) », le mot : « traitées » est remplacé par le mot : « prétraitées » ;

3° L'intitulé : « Dispositifs assurant l'épuration des eaux usées dans le cas d'un sol à perméabilité insuffisante » est remplacé par l'intitulé : « Autres dispositifs » ;

4° Après l'intitulé : « Dispositifs assurant l'épuration des eaux usées dans le cas d'un sol à perméabilité insuffisante », est inséré un alinéa ainsi rédigé : « Filtre à sable vertical drainé » et le deuxième alinéa « Filtre à sable vertical drainé » est supprimé ;

5° L'intitulé : « Autres dispositifs visés aux articles 4 et 13 » est supprimé.

Art. 22. – L'annexe 2 est modifiée comme suit :

1° Au paragraphe : « Données à contrôler obligatoirement sur l'ensemble de l'installation » du paragraphe 3, les mots : « en quantité de MES » sont remplacés par les mots : « en quantité de MS » et les mots : « en suspension » sont remplacés par les mots : « sèches » ;

2° Au paragraphe : « Méthode de quantification de la production de boues » du paragraphe 3, les mots : « teneur en MES » sont remplacés par les mots : « teneur en MS », les mots : « mesures de MES » sont remplacés par les mots : « mesures de MS » et les termes : « exprimée en kg de MES » sont remplacés par les termes : « exprimée en kg de MS ».

Art. 23. – Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 mars 2012.

*Le ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aménagement,
du logement et de la nature,
J.-M. MICHEL*

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
J.-Y. GRALL*

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

NOR : DEVL1205609A

Publics concernés : collectivités, services publics d'assainissement non collectif, particuliers.

Objet : la modification de l'arrêté relatif à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif par les communes vise à simplifier les modalités de contrôle et à harmoniser ces modalités à l'échelle du territoire français. Ce texte a aussi pour but d'apporter plus de transparence aux usagers et à maintenir l'équité entre citoyens.

Cette modification met ainsi en œuvre les nouvelles dispositions relatives au contrôle des installations introduites par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

Cet arrêté permet de prioriser l'action des pouvoirs publics sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental, avec une volonté du meilleur ratio coût-efficacité collective. En parallèle, les transactions immobilières permettront progressivement de remettre le parc d'installations à niveau.

Entrée en vigueur : les nouvelles dispositions relatives au contrôle des installations s'appliqueront à compter du 1^{er} juillet 2012.

Notice : cet arrêté concerne la mission de contrôle des installations par les communes.

Les principales modifications envisagées concernent la définition des termes introduits par la loi du 12 juillet 2010 (« danger pour la santé des personnes » et « risque environnemental avéré »), la distinction entre le contrôle des installations neuves et celui des existantes, la définition des modalités de contrôle des installations.

Concernant la mission de contrôle des installations par la commune, l'arrêté prend en compte les nouvelles spécificités du contrôle introduites par la loi, et notamment les composantes de la mission de contrôle :

- pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen de la conception, vérification de l'exécution ;
- pour les autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien.

L'arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes. En effet, la loi Grenelle 2 distingue clairement le cas des installations neuves, devant respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées par arrêté, des installations existantes dont la non-conformité engendre une obligation de réalisation de travaux, avec des délais différents en fonction du niveau de danger ou de risque constaté. Ainsi :

- les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Références : l'arrêté sera consultable sur le site Légifrance, sur le site internet interministériel dédié à l'assainissement non collectif (<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>) et sur la partie « recueil de textes » du portail dédié à l'assainissement mis en place par la direction de l'eau et de la biodiversité (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/recueil.php>).

Le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4, L. 271-4 à L. 271-6 et R. 111-3 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 214-2, L. 214-14 et R. 214-5 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 431-16 et R. 441-6 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2224-8, L. 2224-10, L. 2224-12, R. 2224-6 à R. 2224-9 et R. 2224-17 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1-1 ; L. 1331-11-1 ;

Vu la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

Vu les avis de la mission interministérielle de l'eau du 25 octobre 2011 et du 25 janvier 2012 ;

Vu les avis de la commission consultative d'évaluation des normes du 2 février 2012 et du 12 avril 2012,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le présent arrêté définit les modalités de l'exécution de la mission de contrôle exercée par la commune, en application des articles L. 2224-8 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, sur les installations d'assainissement non collectif mentionnées à l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique.

Art. 2. – Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1. « Installation présentant un danger pour la santé des personnes » : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :

a) Installation présentant :

- soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
- soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;

b) Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire ;

c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

2. « Zone à enjeu sanitaire » : une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

3. « Installation présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » : installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs située dans une zone à enjeu environnemental ;

4. « Zones à enjeu environnemental » : les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau ;

5. « Installation incomplète » :

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé *in situ* ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;

- pour les installations agréées au titre de l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

Art. 3. – Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1° du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :

a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :

- l'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- la conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;

b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

Les points à contrôler *a minima* lors d'un contrôle sont mentionnés à l'annexe I et, s'agissant des toilettes sèches, à l'annexe III du présent arrêté.

Les installations neuves ou à réhabiliter sont considérées comme conformes dès lors qu'elles respectent, suivant leur capacité, les principes généraux et les prescriptions techniques imposés par l'arrêté modifié du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques ou l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, la commune élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble. Ce document comporte :

- la liste des points contrôlés ;
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires ;
- la liste des éléments conformes à la réglementation ;
- le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la vérification de l'exécution, la commune rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et où elle évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, la commune précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Art. 4. – Pour les autres installations mentionnées au 2° du III de l'article L. 2224-8 du CGCT, la mission de contrôle consiste à :

- vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

La commune demande au propriétaire, en amont du contrôle, de préparer tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif.

Si, lors du contrôle, la commune ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors la commune met en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique.

Les points à contrôler *a minima* lors d'un contrôle sont mentionnés à l'annexe I et, s'agissant des toilettes sèches, à l'annexe III du présent arrêté.

Dans le cas où la commune n'a pas décidé de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif, la mission de contrôle consiste à :

- lors d'une visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation, selon les cas, conformément aux dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;
- vérifier, entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif à l'agrément des vidangeurs susvisé.

Les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :

- a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes ;
- b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ;
- c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

Pour les cas de non-conformité prévus aux *a* et *b* de l'alinéa précédent, la commune précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Pour les cas de non-conformité prévus au *c*, la commune identifie les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations.

En cas de vente immobilière, dans les cas de non-conformité prévus aux *a*, *b* et *c*, les travaux sont réalisés au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente.

Pour les installations présentant un défaut d'entretien ou une usure de l'un de leurs éléments constitutifs, la commune délivre des recommandations afin d'améliorer leur fonctionnement.

Les critères d'évaluation des installations sont précisés à l'annexe II du présent arrêté.

A l'issue du contrôle, la commune rédige un rapport de visite où elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et qui comporte le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature.

La commune établit notamment dans ce document :

- des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications ;
- la date de réalisation du contrôle ;
- la liste des points contrôlés ;
- l'évaluation des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation ;
- l'évaluation de la non-conformité au regard des critères précisés dans le tableau de l'annexe II ci-dessous ;
- le cas échéant, la liste des travaux, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation ;
- le cas échéant, les délais impartis à la réalisation des travaux ou modifications de l'installation ;
- la fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation au regard du règlement de service.

Le rapport de visite constitue le document mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique.

En cas de vente, la durée de validité de trois ans de ce rapport de visite, fixée à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique, s'applique à compter de la date de réalisation du contrôle.

Art. 5. – Le document établi par la commune à l'issue d'une visite sur site comporte la date de réalisation du contrôle et est adressé par la commune au propriétaire de l'immeuble.

Sur la base des travaux mentionnés dans le document établi par la commune à l'issue de sa mission de contrôle, le propriétaire soumet ses propositions de travaux à la commune, qui procède, si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, à un examen préalable de la conception, selon les modalités définies à l'article 3 ci-dessus.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Le délai de réalisation des travaux demandés au propriétaire de l'installation par la commune court à compter de la date de notification du document établi par la commune qui liste les travaux. Le maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Art. 6. – L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés.

Art. 7. – Conformément à l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, la commune précise, dans son règlement de service remis ou adressé à chaque usager, les modalités de mise en œuvre de sa mission de contrôle, notamment :

a) La fréquence de contrôle périodique n'excédant pas dix ans ;

Cette fréquence peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par la commune lors du dernier contrôle.

Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Dans le cas des installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment celles comportant des éléments électromécaniques, la commune peut décider :

- soit de procéder à des contrôles plus réguliers si un examen fréquent des installations est nécessaire pour vérifier la réalisation de l'entretien, des vidanges et l'état des installations ;
- soit de ne pas modifier la fréquence de contrôle avec examen des installations mais de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges ;

b) Les modalités et les délais de transmission du rapport de visite ;

c) Les voies et délais de recours de l'usager en cas de contestation du rapport de visite ;

d) Les modalités d'information du propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant, de l'occupant de l'immeuble ;

e) Les modalités de contact du service public d'assainissement non collectif, et les modalités et les délais de prise de rendez-vous pour les contrôles ;

f) Les documents à fournir pour la réalisation du contrôle d'une installation neuve ou à réhabiliter ;

g) Les éléments probants à préparer pour la réalisation du contrôle d'une installation existante ;

h) Les modalités d'information des usagers sur le montant de la redevance du contrôle. Le montant de cette dernière doit leur être communiqué avant chaque contrôle, sans préjudice de la possibilité pour les usagers de demander à tout moment à la commune la communication des tarifs des contrôles.

Art. 8. – Toute opération de contrôle ou de vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution ou de vérification périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif, réalisée par la commune avant la publication du présent arrêté conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, est considérée comme répondant à la mission de contrôle au sens de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

En cas de vente immobilière, la commune peut effectuer un nouveau contrôle de l'installation suivant les modalités du présent arrêté, à la demande et à la charge du propriétaire.

Art. 9. – L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif sont abrogés.

Art. 10. – Le présent arrêté entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2012.

Art. 11. – Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, le directeur général des collectivités locales et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 avril 2012.

*Le ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aménagement,
du logement et de la nature,
J.-M. MICHEL*

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des collectivités locales,
E. JALON*

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
J.-Y. GRALL*

A N N E X E S

A N N E X E I

LISTE DES POINTS À CONTRÔLER A *MINIMA* LORS DU CONTRÔLE
DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, SUIVANT LES SITUATIONS

Points à contrôler <i>a minima</i>		Installations neuves ou à réhabiliter		Autres installations
1- Modifications de l'installation suite à la dernière visite de la commune		Vérification de la conception	Vérification de l'exécution	Vérification du fonctionnement et de l'entretien
2- Présence de dangers pour la santé des personnes et/ou de risques avérés de pollution de l'environnement	Constater l'éventuel réaménagement du terrain sur et aux abords de l'installation d'assainissement			X
	Constater la réalisation de travaux conformément aux indications du rapport de vérification de l'exécution établi par la commune		X	
	Constater la réalisation de travaux conformément aux indications du rapport de visite établi par la commune			X
	Vérifier l'absence de contact direct possible avec des eaux usées non traitées			X
	Vérifier l'absence de risque de transmission de maladies par des vecteurs pour les zones de lutte contre les moustiques			X
	Vérifier l'absence de nuisances olfactives			X
	Vérifier la sécurité des installations (notamment structure et fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes)			X
	Vérifier la localisation éventuelle de l'installation en zone à enjeux sanitaires (article 2-(2))	X		X
	Vérifier la localisation éventuelle de l'installation en zone à enjeu environnemental (article 2-(4))	X		X
	Vérifier l'existence d'une installation complète (article 2-(5))	X	X	X
2- Présence de dangers pour la santé des personnes et/ou de risques avérés de pollution de l'environnement	Vérifier que le dimensionnement des installations est adapté, conformément à l'article 5 de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques	X	X	
	Vérifier que le dimensionnement des installations est adapté, conformément à l'article 3 de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques			X
	Vérifier que les installations ne subissent pas de dysfonctionnement majeur (voir point 4 de l'annexe 2)		X	X

3- Adaptation de l'installation aux contraintes sanitaires et environnementales, au type d'usage, à l'habitation desservies et au milieu	Vérifier la bonne implantation de l'installation (distance minimale de 35 mètres par rapport aux puits privés, respect des servitudes liées aux périmètres de protection des captages d'eau, ...)	X	X	X
	Vérifier que les caractéristiques techniques des installations sont adaptées, conformément à l'article 5 de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques	X	X	
	Vérifier que les caractéristiques techniques des installations sont adaptées, conformément à l'article 3 de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques			X
	Vérifier la mise en œuvre des dispositifs de l'installation conformément aux conditions d'emploi mentionnées par le fabricant (guide d'utilisation, fiches techniques)		X	X
	Vérifier que l'ensemble des eaux usées pour lesquelles l'installation est prévue est collecté, à l'exclusion de toutes autres et que les autres eaux, notamment les eaux pluviales et les eaux de vidange de piscines, n'y sont pas dirigées		X	X
4- Bon fonctionnement de l'installation	Vérifier le bon écoulement des eaux usées collectées jusqu'au dispositif d'épuration et jusqu'à leur évacuation, l'absence d'eau stagnante en surface et l'absence d'écoulement superficiel et de ruissellement vers des terrains voisins		X	X
	Vérifier l'état de fonctionnement des dispositifs et l'entretien régulier sur la base des documents attestant de celui-ci conformément aux conditions d'emploi mentionnées par le fabricant (guide d'utilisation, fiches techniques)		X	X
5- Défauts d'accessibilité, d'entretien et d'usure	Vérifier l'entretien régulier des installations conformément aux textes en vigueur : accumulation des graisses et des flottants dans les installations, niveau de boues, nettoyage des bacs dégraisseurs et des pré-filtres (dans le cas où la commune n'a pas pris la compétence entretien et à la demande de l'utilisateur)			X
	Vérifier la réalisation de la vidange par une personne agréée, la fréquence d'évacuation par rapport aux guides d'utilisation des matières de vidange et la destination de ces dernières avec présentation de justificatifs			X
	Vérifier le curage des canalisations (hors épandage souterrain) et des dispositifs le cas échéant		X	X
	Vérifier l'accessibilité et le dégagement des regards		X	X
	Vérifier l'état des dispositifs : défauts liés à l'usure (fissures, corrosion, déformation)		X	X

ANNEXE II

MODALITÉS D'ÉVALUATION DES AUTRES INSTALLATIONS

Les critères d'évaluation détaillés ci-dessous doivent permettre de déterminer une éventuelle non-conformité de l'installation existante et les délais de réalisation des travaux qui seront prescrits, le cas échéant.

I. – Problèmes constatés sur l'installation

1. *Défaut de sécurité sanitaire*

L'installation présente un défaut de sécurité sanitaire si au moins un des points cités ci-dessous est vérifié.

Un contact est possible avec les eaux usées prétraitées ou non, à l'intérieur de la parcelle comme hors de la parcelle. Par « parcelle », on entend l'ensemble des terrains privés contigus appartenant au(x) propriétaire(s) de l'installation. *A contrario*, une installation n'est pas considérée comme présentant un défaut de sécurité sanitaire si un contact est possible avec un rejet d'eaux traitées en milieu superficiel.

L'installation présente un risque de transmission de maladies par des vecteurs (moustiques) : l'installation se trouve dans une zone de lutte contre les moustiques, définie par arrêté préfectoral ou municipal et une prolifération d'insectes est constatée aux abords de l'installation. Si l'installation se situe hors zone de lutte contre les moustiques, la prolifération d'insectes ne conduira pas à déclarer l'installation comme présentant un défaut de sécurité sanitaire et ce point sera notifié au propriétaire dans le rapport établi à l'issue du contrôle.

Des nuisances olfactives sont constatées : le jour du contrôle, l'installation présente une nuisance olfactive pour l'occupant ou bien la commune a reçu au moins une plainte de tiers concernant l'installation contrôlée.

2. *Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constitutifs
l'installation représentant un risque pour la sécurité des personnes*

L'installation présente un risque pour la sécurité des personnes si un défaut important de résistance structurelle ou un couvercle non sécurisé (poids insuffisant ou absence de dispositif de sécurisation) sont constatés ou bien si le dispositif électrique associé est défectueux.

3. *Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution*

L'implantation d'installations à moins de 35 mètres d'un puits privé déclaré d'eau destinée à la consommation humaine est interdite par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. Dans le cas particulier où le raccordement au réseau public de distribution n'est pas possible, les installations existantes implantées dans ces zones sont considérées comme non conformes et doivent être déplacées à plus de 35 mètres ou en aval hydraulique du puits utilisé pour la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du puits privé est interdite à la consommation humaine.

Si le contrôleur constate que l'installation correspond à l'une des situations citées ci-dessus, celle-ci est considérée comme présentant un danger pour la santé des personnes.

4. *Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant un dysfonctionnement majeur*

L'installation est incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présente des dysfonctionnements majeurs si au moins un des points cités ci-dessous est vérifié.

Concernant les installations incomplètes, le contrôleur peut constater l'une des situations suivantes :

- une fosse septique seule ;
- un prétraitement seul ou un traitement seul ;
- un rejet d'eaux usées prétraitées ou partiellement prétraitées dans un puisard ;
- un rejet d'eaux usées prétraitées ou partiellement prétraitées dans une mare ou un cours d'eau ;
- une fosse étanche munie d'un trop-plein, une évacuation d'eaux usées brutes dans un système d'épandage ;
- un rejet de la totalité des eaux usées brutes à l'air libre, dans un puisard, un cours d'eau, une mare...

Concernant les installations significativement sous-dimensionnées, le contrôleur s'attache à vérifier l'adéquation entre la capacité de traitement de l'installation et le flux de pollution à traiter : le sous-dimensionnement est significatif si la capacité de l'installation est inférieure au flux de pollution à traiter dans un rapport de 1 à 2.

Le contrôleur peut notamment constater les situations suivantes :

- un drain d'épandage unique ;
- une fosse septique utilisée comme fosse toutes eaux ;

- une fosse qui déborde systématiquement ;
- une partie significative des eaux ménagères qui n'est pas traitée...

Concernant les installations présentant un dysfonctionnement majeur, le contrôle aboutit au constat que l'un des éléments de l'installation ne remplit pas du tout sa mission.

Notamment, le contrôleur peut constater l'une des situations suivantes :

- un prétraitement fortement dégradé et ayant perdu son étanchéité ;
- un réseau de drains d'épandage totalement engorgés conduisant à la remontée en surface d'eaux usées ;
- une micro-station avec un moteur hors service ;
- une micro-station sur laquelle des dépôts de boues sont constatés...

II. – Localisation de l'installation dans une zone à enjeux sanitaires ou environnementaux

La localisation de l'installation dans une zone à enjeu sanitaire (voir la définition [2] de l'article 2) ou dans une zone à enjeu environnemental (voir définition [4] de l'article 2) constitue un des critères à prendre en compte pour la détermination des délais de réalisation des travaux en cas de non-conformité de l'installation.

1. Zones à enjeu environnemental

La commune se rapprochera de l'Agence de l'eau pour connaître le contenu du SDAGE et du, ou des SAGE qui s'appliquent sur son territoire.

Si le contrôleur constate l'installation comme incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs et que cette installation est située dans une zone à enjeu environnemental, celle-ci est considérée comme présentant un risque avéré de pollution de l'environnement.

Le « risque avéré » est établi sur la base d'éléments probants (études, analyses du milieu réalisées par les services de l'Etat ou les agences de l'eau, et en fonction des données disponibles auprès de l'ARS, du SDAGE, du SAGE,...) qui démontrent l'impact sur l'usage en aval ou sur le milieu.

Si les éléments à la disposition du contrôleur ne lui permettent pas de conclure de façon certaine, l'installation ne sera pas considérée comme présentant un risque avéré de pollution de l'environnement.

2. Zones à enjeu sanitaire

La commune se rapprochera des autorités compétentes pour connaître le contenu des documents stipulés à l'article 2 (définition 2) : ARS, DDT, mairies...

Si le contrôleur constate l'installation comme incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs et que cette installation est située dans une zone à enjeu sanitaire, celle-ci est considérée comme présentant un danger pour la santé des personnes.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		<i>Enjeux sanitaires</i>	<i>Enjeux environnementaux</i>
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

ANNEXE III

POINTS À VÉRIFIER DANS LE CAS PARTICULIER DES TOILETTES SÈCHES

Respect des prescriptions techniques en vigueur, notamment :

- l'adaptation de l'installation retenue au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- la vérification de l'étanchéité de la cuve recevant les fèces et/ou les urines ;
- le respect des règles d'épandage et de valorisation des déchets des toilettes sèches ;
- l'absence de nuisance pour le voisinage et de pollution visible ;
- la vérification de la présence d'une installation de traitement des eaux ménagères.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

NOR : DEVL1429608A

Publics concernés : collectivités, maîtres d'ouvrage des systèmes d'assainissement, services publics d'assainissement collectif, services publics d'assainissement non collectif, agences de l'eau, offices de l'eau, services de l'Etat en charge de la police de l'eau.

Objet : cet arrêté remplace l'arrêté du 22 juin 2007 relatif aux prescriptions techniques, aux modalités de surveillance et au contrôle des installations d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif de capacité nominale supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

Cette révision est l'occasion d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

Entrée en vigueur : les nouvelles dispositions relatives aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2016.

Notice : cet arrêté concerne tous les aspects relatifs aux systèmes d'assainissement : conception, gestion, traitement des eaux usées, surveillance et contrôle.

Par rapport à l'arrêté du 22 juin 2007, le nouveau texte apporte principalement les modifications suivantes :

- définition réglementaire des principaux termes employés dans le vocabulaire de l'assainissement ;
- amélioration de la lisibilité des prescriptions, notamment celles afférentes à l'autosurveillance ;
- introduction du principe de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, pour limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte ;
- précisions des dispositions du code de l'environnement afférentes à la gestion et au suivi des boues issues du traitement des eaux usées ;
- introduction de prescriptions relatives au suivi des micropolluants pour les stations de traitement des eaux usées ;
- assouplissement des dispositions relatives aux systèmes d'assainissement de petite taille, afin d'optimiser le rapport coût/bénéfice pour l'environnement des ouvrages d'assainissement et des modalités de surveillance de ces derniers ;
- suivi régulier par les collectivités de leurs ouvrages et notamment du système de collecte des eaux usées, afin d'en assurer une gestion pérenne ;
- précisions sur la prise en compte du temps de pluie dans les projets d'assainissement ;
- prise en compte des coûts et des bénéfices lors du choix de solutions techniques.

Références : l'arrêté sera consultable sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>) et dans la partie « Recueil de textes » du portail dédié à l'assainissement mis en place par la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante :

<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/recueil.ph>.

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes,

Vu le règlement du Parlement européen n° 166/2006 du 18 janvier 2006, concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants ;

Vu la directive 76/464/CEE du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE ;

Vu la directive 2006/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2006/113/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative à la qualité requise des eaux conchylicoles ;

Vu la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

Vu la directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive cadre stratégie pour le milieu marin) ;

Vu la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives du Conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CE ;

Vu la directive 2013/64/UE du Conseil du 17 décembre 2013 modifiant les directives 91/271/CEE et 1999/74/CE du Conseil, et les directives 2000/60/CE, 2006/7/CE, 2006/25/CE et 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil, suite à la modification du statut de Mayotte à l'égard de l'Union européenne ;

Vu la convention de Carthagène pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes du 24 mars 1983 ;

Vu la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord et de l'Est du 22 septembre 1992 ;

Vu la convention de Barcelone pour la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen adoptée le 10 juin 1995 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2224-6, L. 2224-8, L. 2224-10 à 13 et L. 2224-17, R. 2224-6 à R. 2224-17 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 1331-1 à L. 1331-7 et L. 1331-10 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 146-1 à L. 146-8 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux missions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre de déclaration annuel des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2008 modifié établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 août 2010 modifié relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 6 novembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 2 avril 2015 ;

Vu la consultation publique s'étant déroulée du 27 mai au 17 juin 2013,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – *Objet et champ d'application de l'arrêté.*

Le présent arrêté concerne la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées. Il fixe, en application des articles L. 2224-8, R. 2224-10 à R. 2224-15 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, les prescriptions techniques applicables à la conception, l'exploitation, la surveillance et l'évaluation de la conformité des systèmes d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de demande biochimique en oxygène mesurée à 5 jours (DBO5). Les dispositions du présent arrêté s'appliquent en particulier aux stations de traitement des eaux usées et aux déversoirs d'orage inscrits à la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux eaux pluviales collectées par le réseau de canalisations transportant uniquement des eaux pluviales.

Art. 2. – *Définitions.*

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1. « Agglomération d'assainissement » : conformément à la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et à l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station de traitement des eaux usées et un point d'évacuation finale. Dans certains cas, les eaux usées d'une même agglomération peuvent être acheminées vers plusieurs stations de traitement des eaux usées et donc avoir plusieurs points d'évacuation finale.

2. « Capacité nominale de traitement » : la charge journalière maximale de DBO5 admissible en station, telle qu'indiquée dans l'acte préfectoral, ou à défaut fournie par le constructeur.

3. « Charge brute de pollution organique (CBPO) » : conformément à l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année. La CBPO permet de définir la charge entrante en station et la taille de l'agglomération d'assainissement.

4. « Coût disproportionné » : se dit d'un coût qui justifie d'une dérogation aux obligations imposées par la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE. Ce caractère disproportionné est examiné au cas par cas.

5. « Coût excessif » : se dit d'un coût qui justifie d'une dérogation aux obligations imposées par la directive eaux résiduaires urbaines 91/271/CEE en matière de collecte des eaux usées, notamment pour la gestion des surcharges dues aux fortes pluies. Ce caractère excessif est examiné au cas par cas, par le préfet.

6. « Débit de référence » : débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti. Conformément à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales, il définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station).

7. « Déversoir d'orage » : tout ouvrage équipant un système de collecte en tout ou partie unitaire et permettant, en cas de fortes pluies, le rejet direct vers le milieu récepteur d'une partie des eaux usées circulant dans le système de collecte. Un trop-plein de poste de pompage situé à l'aval d'un secteur desservi en tout ou partie par un réseau de collecte unitaire est considéré comme un déversoir d'orage aux fins du présent arrêté.

8. « Déversoir en tête de station » : ouvrage de la station de traitement des eaux usées permettant la surverse de tout ou partie des eaux usées vers le milieu récepteur avant leur entrée dans la filière de traitement.

9. « Eaux claires parasites » : les eaux claires, présentes en permanence ou par intermittence dans les systèmes de collecte. Ces eaux sont d'origine naturelle (captage de sources, drainage de nappes, fossés, inondations de réseaux ou de postes de refoulement...) ou artificielle (fontaines, drainage de bâtiments, eaux de refroidissement, rejet de pompe à chaleur, de climatisation...).

10. « Eaux pluviales » : les eaux de ruissellement résultant des précipitations atmosphériques.

11. « Eaux usées » : les eaux usées domestiques ou le mélange des eaux usées domestiques avec tout autre type d'eaux défini aux points 9, 10, 13 et 14 du présent article.

12. « Eaux usées domestiques » : les eaux usées d'un immeuble ou d'un établissement produites essentiellement par le métabolisme humain et les activités ménagères tels que décrits au premier alinéa de l'article R. 214-5 du code de l'environnement.

13. « Eaux usées assimilées domestiques » : les eaux usées d'un immeuble ou d'un établissement résultant d'utilisations de l'eau assimilables aux utilisations de l'eau à des fins domestiques telles que définies à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement et à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, en application de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement.

14. « Eaux usées non domestiques » : les eaux usées d'un immeuble ou d'un établissement n'entrant pas dans les catégories « eaux usées domestiques » ou « eaux usées assimilées domestiques ».

15. « Maître d'ouvrage » : le propriétaire de tout ou partie du système d'assainissement. Pour les systèmes d'assainissement collectif, il s'agit de la collectivité territoriale ou de l'intercommunalité disposant de tout ou partie de la compétence assainissement.

16. « Micropolluant » : une substance active minérale ou organique susceptible d'être toxique, persistante et bioaccumulable dans le milieu, à des concentrations faibles (de l'ordre du mg/l ou du µg/l). Sont notamment des micropolluants les substances surveillées au titre de la directive cadre sur l'eau (arrêté du 25 janvier 2010 susvisé).

17. « Milieu récepteur » : un écosystème aquatique, ou un aquifère, où sont rejetées les eaux usées, traitées ou non. Un milieu récepteur correspond généralement à une partie de masse d'eau ou une zone d'alimentation de masse d'eau.

18. « Ouvrage de dérivation (by-pass) en cours de traitement » : tout ouvrage, au sein de la station de traitement des eaux usées, permettant de dériver vers le milieu récepteur des eaux usées qui n'ont suivi qu'une partie de la filière de traitement.

19. « Ouvrage d'évacuation » : tout équipement permettant de rejeter vers le milieu récepteur des eaux usées, traitées ou non. Il peut s'agir d'un rejet vers le milieu superficiel ou d'une évacuation par infiltration dans le sol et le sous-sol.

20. « Réseau de collecte unitaire » : réseau de canalisations assurant la collecte et le transport des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales d'une agglomération d'assainissement.

21. « Réseau de collecte séparatif » : réseau de canalisations assurant la collecte et le transport des eaux usées à l'exclusion des eaux pluviales d'une agglomération d'assainissement. Le cas échéant, un second réseau de canalisations distinct et déconnecté du premier peut collecter et transporter des eaux pluviales.

22. « Service en charge du contrôle » : le service chargé du suivi et du contrôle du système d'assainissement. Cette définition est complétée à l'article 22 ci-dessous.

23. « Situations inhabituelles » : toute situation se rapportant à l'une des catégories suivantes :

- fortes pluies, telles que mentionnées à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales ;
- opérations programmées de maintenance réalisées dans les conditions prévues à l'article 16, préalablement portées à la connaissance du service en charge du contrôle ;
- circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnements non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

24. « Station de traitement des eaux usées » : une installation assurant le traitement des eaux usées. Elle se compose des ouvrages de traitement des eaux usées et des boues, du déversoir en tête de station et d'éventuels ouvrages de dérivation en cours de traitement. La station d'épuration mentionnée dans le code général des collectivités territoriales et le code de l'environnement est une station de traitement des eaux usées.

25. « Système de collecte » : un réseau de canalisations (et ouvrages associés) qui recueille et achemine les eaux usées depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, ou depuis les immeubles à assainir dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif, jusqu'au point de rejet dans le milieu récepteur ou dans la station de traitement des eaux usées.

26. « Système d'assainissement » : l'ensemble des ouvrages constituant le système de collecte et la station de traitement des eaux usées et assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur. Il peut s'agir d'un système d'assainissement collectif ou d'une installation d'assainissement non collectif.

27. « Système d'assainissement collectif » : tout système d'assainissement constitué d'un système de collecte sous la compétence d'un service public d'assainissement visé au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales et d'une station de traitement des eaux usées d'une agglomération d'assainissement et assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur.

28. « Installation d'assainissement non collectif » : toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées telles que définies aux points 12 et 13 de cet article des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

29. « Usages sensibles » : utilisation des eaux superficielles ou souterraines pour, notamment, la production d'eau destinée à la consommation humaine (captages d'eau publics ou privés, puits déclarés comme utilisés pour l'alimentation humaine), la conchyliculture, la pisciculture, la cressiculture, la pêche à pied, la baignade, les activités nautiques...

30. « Zone de rejet végétalisée » : un espace aménagé entre la station de traitement des eaux usées et le milieu récepteur superficiel de rejets des eaux usées traitées. Cet aménagement ne fait pas partie du dispositif de traitement des eaux usées mais est inclus dans le périmètre de la station.

31. « Zones à usages sensibles » : zones qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection immédiate, rapprochée ou éloignée d'un captage d'eau alimentant une communauté humaine et dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement ;
- pour les autres captages d'eau alimentant une collectivité humaine, les captages d'eau conditionnée, les captages d'eau minérale naturelle et pour les captages privés utilisés dans les entreprises alimentaires et autorisés au titre du code de la santé publique, zone définie de telle sorte que le risque de contamination soit exclu ;

- zone située à moins de 35 mètres d'un puits privé, utilisé pour l'alimentation en eau potable d'une famille et ayant fait l'objet d'une déclaration auprès du maire de la commune concernée conformément à l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'assainissement parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage d'eau destinée à la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade, de nautisme... ;
- zone identifiée par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), notamment les zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine (zones pour lesquelles des objectifs plus stricts sont fixés afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau potable et zones à préserver en vue de leur utilisation dans le futur pour des captages d'eau destinée à la consommation humaine).

32. « Zones sensibles à l'eutrophisation » : les zones telles que définies au premier alinéa de l'article R. 211-94 du code de l'environnement.

Art. 3. – Principes généraux.

Le maître d'ouvrage met en place une installation d'assainissement non collectif ou un système d'assainissement collectif permettant la collecte, le transport et le traitement avant évacuation des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement, sans porter atteinte à la salubrité publique, à l'état des eaux (au sens des directives du 23 octobre 2000 et du 17 juin 2008 susvisées) et, le cas échéant, aux éventuels usages sensibles mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

Les systèmes d'assainissement sont implantés, conçus, dimensionnés, exploités en tenant compte des variations saisonnières des charges de pollution et entretenus, conformément aux dispositions des chapitres I et II ci-dessous, de manière à atteindre, hors situations inhabituelles, les performances fixées par le présent arrêté.

Le maître d'ouvrage met en place un dispositif d'autosurveillance et en transmet les résultats au service en charge du contrôle, et à l'agence de l'eau ou office de l'eau conformément aux dispositions du chapitre III.

Le maire ou le président de l'établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière d'assainissement et auquel a été transféré le pouvoir de police en vertu de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales assure la police du système de collecte et met en œuvre dans ce cadre les principes de prévention et de réduction des pollutions à la source, notamment en ce qui concerne les micropolluants, y compris dans le cas où le système de collecte est raccordé à un système de traitement soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le service en charge du contrôle évalue la conformité des systèmes d'assainissement en s'appuyant sur l'ensemble des éléments à sa disposition, notamment les résultats d'autosurveillance, selon les dispositions du chapitre IV ci-dessous.

CHAPITRE I^{er}

Règles d'implantation et de conception du système d'assainissement

Art. 4. – Règles générales de conception des systèmes d'assainissement.

Les systèmes d'assainissement sont conçus, réalisés, réhabilités comme des ensembles techniques cohérents.

Les règles de dimensionnement, de réhabilitation, d'exploitation et d'entretien de ces systèmes tiennent compte :

1° Des effets cumulés des ouvrages constituant ces systèmes sur le milieu récepteur, de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, particulièrement dans les zones à usage sensible mentionnées à l'article 2 ci-dessus. Ils ne doivent pas compromettre l'atteinte des objectifs environnementaux de la ou des masses d'eau réceptrices des rejets et des masses d'eau situées à l'aval au titre de la directive du 23 octobre 2000 susvisée, ni conduire à une dégradation de cet état sans toutefois entraîner de coût disproportionné. Le maître d'ouvrage justifie le coût disproportionné par une étude détaillée des différentes solutions possibles en matière d'assainissement des eaux usées et, le cas échéant, des eaux pluviales, jointe au document d'incidence ;

2° Du volume et des caractéristiques des eaux usées collectées et de leurs éventuelles variations saisonnières ;

3° Des nouvelles zones d'habitations ou d'activités prévues dans les documents d'urbanisme.

Ils sont conçus et implantés de façon à ce que leur fonctionnement et leur entretien minimisent l'émission d'odeurs, le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le maître d'ouvrage prend des mesures visant à limiter les pollutions résultant des situations inhabituelles telles que définies à l'article 2 ci-dessus.

Les bassins d'orage, destinés à stocker une partie des volumes d'eaux usées générés par temps de pluie avant de les acheminer à une station de traitement, ou de stockage d'eaux usées sont conçus et implantés de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage (olfactives, sonores, visuelles) et des risques sanitaires. Ces bassins sont étanches et équipés d'un dispositif de prévention pour éviter toute noyade du personnel d'exploitation

ou d'animaux (rampes, échelles, câbles...). Les bassins d'orage sont dimensionnés afin de pouvoir réaliser leur vidange en moins de vingt-quatre heures.

Les ouvrages du système d'assainissement sont conçus de manière à permettre la mise en œuvre du dispositif d'autosurveillance prévu au chapitre III ci-dessous.

En cas de travaux fractionnés sur la station de traitement des eaux usées, le préfet établit la liste des travaux, sur la base des éléments fournis par le maître d'ouvrage, complétée par un échéancier.

Art. 5. – Règles spécifiques applicables au système de collecte.

Le système de collecte est conçu, réalisé, réhabilité, exploité et entretenu, sans entraîner de coût excessif, conformément aux règles de l'art et de manière à :

1° Desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales ou des immeubles à raccorder à l'installation d'assainissement non collectif ;

2° Éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées en temps sec, hors situations inhabituelles visées aux alinéas 2 et 3 de la définition (23) ;

3° Éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner le non-respect des exigences du présent arrêté ou un dysfonctionnement des ouvrages ;

4° Ne pas provoquer, dans le cas d'une collecte en tout ou partie unitaire, de rejets d'eaux usées au milieu récepteur, hors situation inhabituelle de forte pluie.

Les déversoirs d'orage respectent les règles mentionnées aux 2° et 4° ci-dessus et sont aménagés de manière à répondre aux obligations de surveillance visées à l'article 17-II ci-dessous et à ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

Les points de déversement du système de collecte sont localisés à une distance suffisante des zones à usages sensibles, de sorte que le risque de contamination soit exclu.

Les ouvrages de rejet en rivière sont aménagés de manière à éviter l'érosion du fond et des berges, ne pas faire obstacle à l'écoulement de ses eaux, ne pas y créer de zone de sédimentation ou de colmatage et favoriser la dilution du rejet. Ces rejets sont effectués dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à la condition que le dimensionnement du système de collecte et celui de la station de traitement des eaux usées le permettent.

Dans le cas de systèmes de collecte en tout ou partie unitaires, les solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible sont étudiées afin de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte. Chaque fois qu'elles sont viables sur le plan technico-économique, celles-ci sont prioritairement retenues.

Art. 6. – Règles d'implantation des stations de traitement des eaux usées.

Les stations de traitement des eaux usées sont conçues et implantées de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires. Cette implantation tient compte des extensions prévisibles des ouvrages de traitement, ainsi que des nouvelles zones d'habitations ou d'activités prévues dans les documents d'urbanisme en vigueur au moment de la construction.

Les stations de traitement des eaux usées sont implantées à une distance minimale de cent mètres des habitations et des bâtiments recevant du public.

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement), les ouvrages sont implantés hors des zones à usages sensibles définies au point (31) de l'article 2 ci-dessus.

Après avis de l'agence régionale de santé et, dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif, du service public d'assainissement non collectif, il peut être dérogé aux prescriptions des deux alinéas ci-dessus, par décision préfectorale, sur demande du maître d'ouvrage accompagnée d'une expertise démontrant l'absence d'incidence.

Les stations de traitement des eaux usées ne sont pas implantées dans des zones inondables et sur des zones humides. En cas d'impossibilité technique avérée ou de coûts excessifs et en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation, il est possible de déroger à cette disposition.

Ces difficultés sont justifiées par le maître d'ouvrage, tout comme la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation relative aux zones inondables, notamment en veillant à :

1° Maintenir la station hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour quinquennale ;

2° Maintenir les installations électriques hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour centennale ;

3° Permettre son fonctionnement normal le plus rapidement possible après la décrue.

Art. 7. – Règles spécifiques applicables à la station de traitement des eaux usées.

Les stations de traitement des eaux usées sont conçues, dimensionnées, réalisées, exploitées, entretenues et réhabilitées conformément aux règles de l'art. Elles sont aménagées de façon à répondre aux obligations de surveillance visées au chapitre III ci-dessous.

Les stations sont dimensionnées de façon à :

1° Traiter la charge brute de pollution organique de l'agglomération d'assainissement ou des immeubles raccordés à l'installation d'assainissement non collectif et respecter les performances minimales de traitement mentionnées à l'annexe 3, hors situations inhabituelles ;

2° Traiter l'ensemble des eaux usées reçues et respecter les niveaux de rejet prévus à l'annexe 3, pour un volume journalier d'eaux usées reçues inférieur ou égal au débit de référence.

Le préfet peut renforcer ces exigences pour satisfaire aux objectifs environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. Dans ce cas, les niveaux de rejet des stations de traitement des eaux usées permettent de satisfaire aux objectifs environnementaux.

L'ensemble des ouvrages de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture, sauf dans le cas d'une installation enterrée dont les accès sont sécurisés, et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

Avant leur mise en service, les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau.

Pour les stations de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 en service au 1^{er} juillet 2015 et n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de risques, les maîtres d'ouvrages se conforment aux prescriptions du précédent alinéa au plus tard deux ans après la publication du présent arrêté.

En fonction des résultats de cette analyse, le préfet peut imposer des prescriptions techniques supplémentaires.

Afin de protéger le réseau public d'eau potable de toute contamination par retour d'eau, sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté d'application de l'article R. 1321-57 du code de la santé publique, la canalisation d'arrivée d'eau potable à la station est équipée de manière à assurer un niveau de protection équivalent à celui du disconnecteur à zones de pression réduites contrôlables (type BA).

A l'exception des lagunes, les stations d'une capacité nominale de traitement supérieure à 600 kg/j de DBO5 sont munies d'équipements permettant le dépotage de matières de vidange des installations d'assainissement non collectif.

Le préfet peut déroger à cette obligation dans le cas où le plan relatif à la prévention et la gestion des déchets non dangereux ou un plan départemental des matières de vidange approuvé par le préfet prévoit des modalités de gestion de ces matières ne nécessitant pas l'équipement de la station.

Les équipements décrits aux deux alinéas ci-dessus sont mis en place pour les stations de traitement des eaux usées nouvelles ou à réhabiliter et vérifiés lors de l'analyse des risques de défaillance.

Art. 8. – Règles particulières applicables à l'évacuation des eaux usées traitées.

Les eaux usées traitées sont de préférence rejetées dans les eaux superficielles ou réutilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les ouvrages de rejet en rivière des eaux usées traitées ne font pas obstacle à l'écoulement des eaux. Ces rejets sont effectués dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Les rejets effectués sur le domaine public maritime le sont au-dessous de la laisse de basse mer.

Après avis de l'agence régionale de santé, il peut être dérogé aux prescriptions du précédent alinéa, par décision préfectorale, sur demande du maître d'ouvrage accompagnée d'une expertise démontrant l'absence d'incidence.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

Dans le cas où une impossibilité technique ou des coûts excessifs ou disproportionnés ne permettent pas le rejet des eaux usées traitées dans les eaux superficielles, ou leur réutilisation, ou encore que la pratique présente un intérêt environnemental avéré, ces dernières peuvent être évacuées par infiltration dans le sol, après étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration.

Pour toutes tailles de station, cette étude comprend *a minima* :

1° Une description générale du site où sont localisés la station et le dispositif d'évacuation : topographie, géomorphologie, hydrologie, géologie (nature du réservoir sollicité, écrans imperméables), hydrogéologie (nappes aquifères présentes, superficielles et captives) ;

2° Les caractéristiques pédologiques et géologiques des sols et des sous-sols, notamment l'évaluation de leur perméabilité ;

3° Les informations pertinentes relatives à la ou les masses d'eau souterraines et aux entités hydrogéologiques réceptrices des eaux usées traitées infiltrées : caractéristiques physiques du ou des réservoirs (porosité, perméabilité), hydrodynamiques de la ou des nappes (flux, vitesses de circulation, aire d'impact) et physico-chimiques de l'eau. Ces données se rapporteront au site considéré et sur la zone d'impact située en aval. Il est demandé de préciser les références, les fluctuations et les incertitudes ;

4° La détermination du niveau de la ou des nappes souterraines et du sens d'écoulement à partir des documents existants ou par des relevés de terrain si nécessaire, en précisant les références, les fluctuations et les incertitudes ;

5° L'inventaire exhaustif des points d'eau déclarés (banques de données, enquête, contrôle de terrain) et des zones à usages sensibles, sur le secteur concerné, et le cas échéant, les mesures visant à limiter les risques sanitaires ;

6° Le dimensionnement et les caractéristiques du dispositif d'infiltration à mettre en place au regard des caractéristiques et des performances du dispositif de traitement et les moyens mis en œuvre pour éviter tout contact accidentel du public avec les eaux usées traitées.

L'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique est sollicité dès lors que la nappe d'eau souterraine réceptrice des eaux usées traitées infiltrées constitue une zone à usages sensibles, à l'aval hydraulique du point d'infiltration.

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale inférieure ou égale à 12 kg/j de DBO₅, l'étude hydrogéologique est jointe au dossier de conception porté à connaissance du service en charge du contrôle. L'avis prend en compte les usages existants et futurs.

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure à 12 kg/j de DBO₅, l'étude hydrogéologique est jointe au dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure à 600 kg/j de DBO₅, le maître d'ouvrage détermine par ailleurs :

1° L'évaluation du risque de détérioration de la qualité de l'eau souterraine réceptrice par les substances dangereuses et par les polluants non dangereux visés aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé si nécessaire ;

2° Les préconisations pour mettre en place une surveillance adaptée des eaux souterraines concernées ou d'un autre contrôle approprié afin de s'assurer de l'absence de détérioration de la qualité de l'eau souterraine réceptrice due à l'introduction potentielle de substances dangereuses ou de polluants non dangereux mentionnées aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé.

Les eaux usées traitées infiltrées ne doivent pas dégrader la qualité des eaux souterraines.

L'infiltration des eaux usées traitées respecte les dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé. Les dispositifs d'infiltration mis en œuvre assurent la permanence de l'infiltration des eaux usées traitées. Sauf dans le cas d'un dispositif enterré dont les accès sont sécurisés, ceux-ci sont clôturés. Toutefois, dans le cas de stations de traitement des eaux usées d'une capacité de traitement inférieure à 30 kg/j de DBO₅, le préfet peut déroger à cette obligation de clôture, sur la base d'une justification technique présentée par le maître d'ouvrage.

Art. 9. – Documents d'incidences, dossier de conception et information du public.

I. – Documents d'incidences des systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une CBPO supérieure à 12 kg/j de DBO₅

Conformément aux articles R. 214-6 et R. 214-32 du code de l'environnement, la présente partie vient préciser les informations à faire figurer dans les documents d'incidence mentionnés à ces deux articles.

Ainsi, la demande d'autorisation ou la déclaration comprend *a minima* :

Concernant l'agglomération d'assainissement ou les immeubles raccordés à l'installation d'assainissement non collectif :

1° L'évaluation du volume et de la charge de la pollution domestique à collecter compte tenu notamment du nombre et des caractéristiques d'occupation des immeubles raccordables, ainsi que de l'importance des populations permanentes et saisonnières et de leurs perspectives d'évolution à l'avenir ;

2° L'évaluation du volume et de la charge de pollution non domestique collectée compte tenu des rejets effectués par les établissements produisant des eaux usées autres que domestiques et raccordés au réseau, ou parvenant à la station autrement que par le système de collecte, et de leurs perspectives d'évolution ;

3° L'évaluation des volumes et des charges de pollution dues aux eaux pluviales collectées en cohérence, s'il existe, avec le zonage pluvial prévu aux 3° et 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

4° L'évaluation des apports extérieurs, amenés sur la station de traitement des eaux usées autrement que par le système de collecte, tels que les matières de vidanges, les résidus de curage ou toute autre source de pollution compatible avec la station de traitement des eaux usées.

Concernant le système de collecte :

1° La description et le plan du système de collecte ;

2° La localisation des déversoirs d'orage et des points de rejets au milieu récepteur. Leurs principales caractéristiques techniques et les modalités de surveillance en place ou prévues seront précisées ;

3° La description des zonages concernés par le système de collecte prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

4° Dans le cas des agglomérations ou immeubles déjà équipés d'un système de collecte, le diagnostic de fonctionnement du réseau par temps sec et temps de pluie (localisation et évaluation quantitative des fuites, mauvais branchements, intrusions d'eau météorique, de nappe ou saline, déversements directs de pollution au milieu récepteur), l'impact des éventuels dysfonctionnements sur le milieu naturel, les solutions mises en œuvre pour limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte ;

5° Dans le cas des agglomérations ou immeubles dont le système de collecte est à construire ou à étendre, l'évaluation du volume et de la charge de la pollution domestique à collecter, l'évaluation du volume et de la charge de la pollution non domestique à collecter, l'évaluation des volumes d'eaux pluviales non collectées grâce à

des solutions de gestion à la source et les volumes d'eaux pluviales à collecter et le dimensionnement des ouvrages de rejet du système de collecte.

Concernant l'implantation de la station de traitement et de ses points de rejets et de déversements :

- 1° La localisation et la justification du choix de l'emplacement retenu ;
- 2° La démonstration du respect de la distance limite par rapport aux habitations et aux zones à usages sensibles ;
- 3° Le cas échéant, la justification du non-respect de ces distances limites et des réglementations, sur la base d'une étude technico-économique et environnementale.

Concernant la station de traitement :

- 1° Le descriptif des filières de traitement des eaux retenues, lorsque cela est possible, et les niveaux de rejet à respecter en sortie de la station ;
- 2° Le descriptif des filières de traitement des boues retenues, ainsi que les modalités de gestion des boues envisagées ;
- 3° L'évaluation des quantités de déchets (boues produites et évacuées, sables, graisses et refus de dégrillage) ainsi que les moyens envisagés ou dispositions retenues permettant le stockage des boues produites par l'installation conformément aux principes et prescriptions prévus à l'article 15 ci-dessous dans le cas où leur valorisation sur les sols serait réalisée pour l'ensemble de la production de boues à la charge nominale de l'installation.

Concernant le rejet des eaux usées traitées :

- 1° L'implantation du ou des ouvrages de rejet ;
- 2° Les caractéristiques du milieu récepteur des rejets et l'impact de ces rejets sur sa qualité ;
- 3° En cas de réutilisation des eaux usées traitées, la démonstration du respect de la réglementation en vigueur ;
- 4° En cas d'infiltration, la justification du choix de cet ouvrage de rejet et l'étude hydrogéologique.

Concernant le système d'assainissement dans son ensemble :

- 1° L'impact de l'ensemble des rejets sur le milieu récepteur ;
- 2° L'évaluation du débit de référence ;
- 3° Les dispositions retenues lors de la conception des équipements afin de ne pas compromettre les objectifs environnementaux mentionnés dans le SDAGE de la masse d'eau réceptrice des rejets et des masses d'eau aval, notamment lorsque ces masses d'eau sont utilisées pour des usages sensibles ;
- 4° L'estimation du coût global (investissement et fonctionnement) de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement ;
- 5° La justification technique, économique et environnementale des choix en termes d'assainissement collectif ou non collectif, d'emplacement de la station de traitement des eaux usées, de filières de traitement des eaux et des boues retenues ;
- 6° Le cas échéant, les mesures compensatoires prévues si l'implantation de la station présente un impact paysager ou sur la biodiversité ;
- 7° Le cas échéant, la justification du recours à la notion de « coût excessif » ou de « coût disproportionné ».

Le maître d'ouvrage joint au document d'incidence toutes les études permettant de justifier le choix de son projet d'assainissement. En particulier, la justification de l'application de la notion de « coût excessif » ou de « coût disproportionné » devra comporter le descriptif des objectifs environnementaux du milieu récepteur, l'évaluation technique, économique et environnementale des différentes solutions d'assainissement possibles et la justification de son choix.

II. – Dossier de conception des systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une CBPO inférieure ou égale à 12 kg/j de DBO5

Les maîtres d'ouvrage des systèmes d'assainissement recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 envoient au service en charge du contrôle le dossier de conception de leurs ouvrages d'assainissement démontrant que les dispositions du présent chapitre sont respectées. Sur la base des éléments renseignés dans ce dossier, le service en charge du contrôle peut demander des compléments d'information ou des aménagements au projet d'assainissement.

III. – Avis de l'Agence nationale de sécurité environnementale et sanitaire

En application de l'article R. 1331-1 du code de la santé publique, lorsque des zones à usages sensibles existent en aval du ou des points de rejet prévus par le projet d'assainissement, le préfet peut, sur proposition de l'agence régionale de santé, saisir l'agence nationale de sécurité environnementale et sanitaire.

IV. – Information du public

Pour tout projet d'assainissement (station de traitement des eaux usées, bassins d'orage, déversoirs d'orage soumis à autorisation), le maître d'ouvrage procède à un affichage sur le terrain d'implantation du projet précisant le nom du maître d'ouvrage, la nature du projet et le lieu où le dossier réglementaire (déclaration ou autorisation)

ou de conception est consultable. La durée d'affichage est au minimum d'un mois et ne peut prendre fin avant la décision finale de réalisation.

Si, compte tenu de l'implantation de l'ouvrage envisagé, cette condition ne peut être respectée, le maître d'ouvrage affiche l'information en mairie de la commune concernée.

Par ailleurs, le dossier réglementaire ou de conception est tenu à la disposition du public par le maître d'ouvrage.

Art. 10. – Contrôle de qualité d'exécution des ouvrages du système d'assainissement.

Le maître d'ouvrage vérifie que les ouvrages du système d'assainissement ont été réalisés conformément aux prescriptions techniques du présent arrêté et aux règles de l'art. Le maître d'ouvrage vérifie plus particulièrement, dans les secteurs caractérisés par la présence d'eaux souterraines ou par des contraintes géotechniques liées à la nature du sous-sol, les mesures techniques mises en œuvre.

Les travaux réalisés sur les ouvrages font l'objet avant leur mise en service d'une procédure de réception prononcée par le maître d'ouvrage. Des essais visent à assurer la bonne exécution des travaux.

Concernant le système de collecte, les essais de réception sont menés sous accréditation, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 12 kg/j de DBO5 pour lesquelles ces essais peuvent être réalisés par l'entreprise sous contrôle du maître d'œuvre. Ils font l'objet d'un marché ou d'un contrat spécifique passé entre le maître d'ouvrage et un opérateur de contrôle accrédité indépendant de l'entreprise chargée des travaux et, le cas échéant, du maître d'œuvre et de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Le procès-verbal de cette réception et les résultats de ces essais de réception sont tenus à la disposition, du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau ou l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer concernés, par le maître d'ouvrage.

CHAPITRE II

Règles d'exploitation et d'entretien des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées

Art. 11. – Règles générales.

Les systèmes de collecte et les stations de traitement des eaux usées sont exploités et entretenus de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement.

Par ailleurs, ils sont exploités de façon à minimiser l'émission d'odeurs, la consommation d'énergie, le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le maître d'ouvrage doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté et des prescriptions techniques complémentaires fixées, le cas échéant, par le préfet.

A cet effet, le maître d'ouvrage tient à jour un registre mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement et une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes.

Les personnes en charge de l'exploitation ont, au préalable, reçu une formation adéquate leur permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

Toutes dispositions sont prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour les personnes ayant accès aux ouvrages et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Art. 12. – Diagnostic du système d'assainissement.

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de DBO5, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Le diagnostic vise notamment à :

1° Identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur et notamment les déversoirs d'orage cités à l'article 17-II ;

2° Quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel ;

3° Vérifier la conformité des raccordements au système de collecte ;

4° Estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine ;

5° Recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement ;

6° Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte.

Ce diagnostic peut être réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires, mesures des temps de déversement ou des débits prévues à l'article 17-II

ci-dessous, modélisation...). Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

Dès que ce diagnostic est réalisé, le maître d'ouvrage transmet, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, ou l'office de l'eau, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

Les modalités de diagnostic du système de collecte sont définies dans le programme d'exploitation du système d'assainissement mentionné à l'article 20-II ci-dessous.

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO₅, le maître d'ouvrage met en place et tient à jour le diagnostic permanent de son système d'assainissement.

Ce diagnostic est destiné à :

- 1° Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ;
- 2° Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- 3° Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;
- 4° Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue.

Le contenu de ce diagnostic permanent est adapté aux caractéristiques et au fonctionnement du système d'assainissement, ainsi qu'à l'impact de ses rejets sur le milieu récepteur.

Ce diagnostic permanent est opérationnel au plus tard dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Suivant les besoins et enjeux propres au système, ce diagnostic peut notamment porter sur les points suivants :

- 1° La gestion des entrants dans le système d'assainissement : connaissance, contrôle et suivi des raccordements domestiques et non domestiques ;
- 2° L'entretien et la surveillance de l'état structurel du réseau : inspections visuelles ou télévisuelles des ouvrages du système de collecte ;
- 3° La gestion des flux collectés/transportés et des rejets vers le milieu naturel : installation d'équipements météorologiques et traitement/analyse/valorisation des données obtenues ;
- 4° La gestion des sous-produits liés à l'exploitation du système d'assainissement.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage tient à jour le plan du réseau et des branchements, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

La démarche, les données issues de ce diagnostic et les actions entreprises ou à entreprendre pour répondre aux éventuels dysfonctionnements constatés sont intégrées dans le bilan de fonctionnement visé à l'article 20 ci-dessous.

Art. 13. – Raccordement d'eaux usées non domestiques au système de collecte.

Les demandes d'autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Ces autorisations ne peuvent être délivrées que lorsque le système de collecte est apte à acheminer ces eaux usées non domestiques et que la station de traitement des eaux usées est apte à les prendre en charge, sans risque de dysfonctionnements. Le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement peuvent demander au responsable du rejet d'eaux usées non domestiques la justification de l'aptitude du système de collecte à acheminer et de la station à traiter ces eaux, sur la base des éléments techniques qu'ils lui fournissent. Les caractéristiques des eaux usées non domestiques sont présentées avec la demande d'autorisation de leur déversement.

Ne sont pas déversés dans le système de collecte :

- 1° Les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- 2° Les déchets solides (lingettes, couches, sacs plastiques...), y compris après broyage ;
- 3° Sauf dérogation accordée par le maître d'ouvrage du système de collecte, les eaux de source ou les eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;
- 4° Sauf dérogation accordée par les maîtres d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, les eaux de vidange des bassins de natation ;
- 5° Les matières de vidange, y compris celles issues des installations d'assainissement non collectif.

Si un ou plusieurs micropolluants sont rejetés au milieu récepteur par le système d'assainissement en quantité susceptible de compromettre l'atteinte du bon état de la ou des masses d'eau réceptrices des rejets au titre de la directive du 23 octobre 2000 susvisée, ou de conduire à une dégradation de leur état, ou de compromettre les usages sensibles tels que définis à l'article 2 ci-dessus, le maître d'ouvrage du système de collecte procède immédiatement à des investigations sur le réseau de collecte et, en particulier, sur les principaux déversements d'eaux usées non domestiques dans ce système, en vue d'en déterminer l'origine.

Dès l'identification de cette origine, l'autorité qui délivre les autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques, en application des dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, prend les mesures nécessaires pour faire cesser la pollution, sans préjudice des sanctions qui peuvent être prononcées en application des articles L. 171-6 à L. 171-12 et L. 216-6 du code de l'environnement et de l'article L. 1337-2 du code de la santé publique.

En outre, des investigations du même type sont réalisées et les mêmes mesures sont prises lorsque les boues issues du traitement ne sont pas valorisables notamment en agriculture en raison du dépassement des concentrations limites en polluants prévues par la réglementation.

L'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer par l'exploitant de l'établissement producteur d'eaux usées non domestiques et la fréquence des mesures à réaliser. Si les déversements ont une incidence sur les paramètres DBO5, demande chimique en oxygène (DCO), matières en suspension (MES), azote global (NGL), phosphore total (Ptot), pH, azote ammoniacal (NH₄), conductivité, température, l'autorisation de déversement fixe les flux et les concentrations maximaux admissibles pour ces paramètres et, le cas échéant, les valeurs moyennes journalières et annuelles. Si les déversements sont susceptibles par leur composition de contribuer aux concentrations de micropolluants mesurées en sortie de la station de traitement des eaux usées ou dans les boues, l'autorisation de déversement fixe également, d'une part, les flux et les concentrations maximaux admissibles pour ces micropolluants et, d'autre part, les valeurs moyennes journalières et annuelles pour ces substances.

Cette autorisation de déversement prévoit en outre que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'autosurveillance prévues, le cas échéant, par son autorisation d'exploitation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article L. 512-3 du code de l'environnement. Ces informations sont transmises par le maître d'ouvrage du système de collecte au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées.

Ces dispositions ne préjugent pas, pour les établissements qui y sont soumis, du respect de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont dans ce cas définies après avis de l'inspection des installations classées.

Art. 14. – Traitement des eaux usées et performances à atteindre.

Conformément à l'article R. 2224-12 du code général des collectivités territoriales pour les agglomérations d'assainissement et en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales pour les immeubles raccordés à une installation d'assainissement non collectif, le traitement doit permettre de respecter les objectifs environnementaux et les usages des masses d'eaux constituant le milieu récepteur.

Ce traitement doit au minimum permettre d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles décrites à l'article 2, les rendements ou les concentrations figurant :

- 1° Au tableau 6 de l'annexe 3 pour les paramètres DBO5, DCO et MES ;
- 2° Au tableau 7 de l'annexe 3 pour les paramètres azote et phosphore, pour les stations de traitement des eaux usées rejetant en zone sensible à l'eutrophisation.

Des valeurs plus sévères que celles figurant dans cette annexe peuvent être prescrites par le préfet en application des articles R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales et R. 214-15 et R. 214-18 ou R. 214-35 et R. 214-39 du code de l'environnement, au regard des objectifs environnementaux.

Art. 15. – Gestion des déchets du système d'assainissement.

Les boues issues du traitement des eaux usées sont gérées conformément aux principes prévus à l'article L. 541-1 du code de l'environnement relatifs notamment à la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Les boues destinées à être valorisées sur les sols sont, quel que soit le traitement préalable qui leur est appliqué et leur statut juridique (produit ou déchet), réparties en un ou plusieurs lots clairement identifiés et analysés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, chaque analyse étant rattachée à un lot.

Lorsqu'une valorisation sur les sols est prévue, le maître d'ouvrage justifie d'une capacité de stockage minimale de six mois de production de boues destinées à cette valorisation. Les maîtres d'ouvrage des stations en service à la date de publication du présent arrêté doivent se conformer à cette obligation dans un délai maximal de quatre ans.

Le préfet peut déroger à cette prescription lorsque :

- 1° Les ouvrages de traitement de l'eau ou des boues assurent également le stockage des boues ;
- 2° Le dépôt temporaire des boues sur les parcelles d'épandage est possible ;
- 3° Des solutions alternatives à la valorisation agricole prévue aux articles R. 211-25 à R. 211-47 du code de l'environnement, dont l'exploitant justifie de la pérennité, permettent de gérer ces matières pour les périodes pendant lesquelles l'épandage est impossible ou interdit. Il appartient au maître d'ouvrage d'assurer la traçabilité des lots de boues jusqu'à leur destination finale et de s'assurer du respect des prescriptions réglementaires relatives à la gestion de ces matières, que les boues soient traitées sur le site de la station de traitement des eaux usées ou en dehors.

Les ouvrages de stockage de boues sont conçus et implantés de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage (olfactives, sonores et visuelles) et des risques sanitaires.

Quelle que soit la filière de gestion des boues utilisée, il est réalisé chaque année, pour les stations d'une capacité nominale de traitement supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5, deux analyses de l'ensemble des paramètres

prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998. Les documents suivants sont tenus en permanence à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station :

1° Les documents permettant d'assurer la traçabilité des lots de boues, y compris lorsqu'elles sont traitées en dehors du site de la station, et de justifier de la destination finale des boues ;

2° Les documents enregistrant, par origine, les quantités de matières sèches hors réactifs de boues apportées sur la station par d'autres installations ;

3° Les bulletins de résultats des analyses réalisés selon les prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998 lorsque les boues sont destinées à être valorisées sur les sols, quel que soit le traitement préalable qui leur est appliqué et le statut juridique permettant leur valorisation ;

4° Les documents de traçabilité et d'analyses permettant d'attester, pour les lots de boues concernés, de leur sortie effective du statut de déchet.

Les matières de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage sont gérés conformément aux principes de hiérarchie des modes de traitement des déchets prévus à l'article L. 541-1 du code de l'environnement et aux prescriptions réglementaires en vigueur. Les documents justificatifs correspondants sont tenus à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station.

En application de l'article R. 211-34 du code de l'environnement, le producteur de boues transmet aux autorités administratives, lorsque les boues font l'objet d'une valorisation agricole conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, les données relatives aux plans et campagnes d'épandage (plan prévisionnel et bilan) via l'application informatique VERSEAU (accessible à une adresse disponible auprès du service en charge du contrôle) ou en les saisissant directement dans l'application informatique SILLAGE.

Art. 16. – Opérations d'entretien et de maintenance.

Le site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de traitement supérieure à 12 kg/j de DBO5 et pour les réseaux de collecte destinés à collecter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg/j de DBO5, le maître d'ouvrage informe le service en charge du contrôle au minimum un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements.

Le préfet peut, si nécessaire, dans les quinze jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

CHAPITRE III

Surveillance des systèmes d'assainissement

Art. 17. – Dispositions générales relatives à l'organisation de l'autosurveillance et au dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement.

I. – Responsabilités des maîtres d'ouvrage

En application de l'article L. 214-8 du code de l'environnement et des articles R. 2224-15 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, les maîtres d'ouvrage mettent en place une surveillance des systèmes de collecte et des stations de traitement des eaux usées en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, ainsi que, dans le cas prévu à l'article 18-II ci-dessous, du milieu récepteur des rejets.

De manière à assurer un haut niveau de performance du système d'assainissement dans son ensemble, le maître d'ouvrage du système de collecte transmet l'ensemble des informations de surveillance dont il dispose au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ces informations sont complétées, par le maître d'ouvrage du système de collecte, de tout commentaire permettant de juger du fonctionnement de son système et de la qualité de la surveillance mise en place.

II. – Autosurveillance du système de collecte

Sont soumis à cette autosurveillance les déversoirs d'orage situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5. Cette surveillance consiste à mesurer le temps de déversement journalier et estimer les débits déversés par les déversoirs d'orage surveillés.

Pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5, le préfet peut remplacer les dispositions du paragraphe précédent par la surveillance des déversoirs d'orage dont le cumul des volumes ou flux rejetés représente au minimum 70 % des rejets annuels au niveau des déversoirs d'orage visés au paragraphe précédent.

En outre, les déversoirs d'orage situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, lorsqu'ils déversent plus de dix jours par an en moyenne quinquennale, font l'objet d'une surveillance permettant de mesurer et d'enregistrer en continu les débits et d'estimer la charge polluante (DBO5, DCO, MES, NTK, Ptot) rejetée par ces déversoirs. Sous réserve que le maître d'ouvrage démontre leur représentativité et leur fiabilité, ces données peuvent être issues d'une modélisation du système d'assainissement.

Le maître d'ouvrage justifie le choix des ouvrages visés dans les deux alinéas précédents. L'argumentaire peut être construit sur la base des résultats de simulations issues d'une modélisation de son système d'assainissement collectif et d'une étude technico-économique démontrant les coûts excessifs générés par la mise en place de cette surveillance en continu au regard de l'amélioration de cette connaissance du système escomptée.

Les trop-pleins équipant un système de collecte séparatif et situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 font l'objet d'une surveillance consistant à mesurer le temps de déversement journalier.

III. – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées met en place les aménagements et équipements adaptés pour obtenir les informations d'autosurveillance décrites à l'annexe 1.

Dans le cas où le rejet des eaux usées traitées requiert l'installation d'un bassin d'infiltration vers les eaux souterraines ou l'installation d'une zone de rejet végétalisée, l'appareillage de contrôle est installé à l'amont hydraulique de ces dispositifs.

IV. – Paramètres à mesurer et fréquence des mesures

La liste des paramètres à surveiller *a minima* et les fréquences minimales des mesures associées, en vue de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de traitement, figurent à l'annexe 2.

Les analyses associées aux paramètres prévus par les articles 18-I, 18-III ci-dessous et par l'annexe 2, à l'exception des mesures de débit, de température et de pH, sont réalisées par un laboratoire agréé au titre du code de l'environnement.

A défaut, les dispositifs de mesure, de prélèvement et d'analyse mis en œuvre dans le cadre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement respectent les normes et règles de l'art en vigueur. En outre, le laboratoire réalisant les analyses procède annuellement, pour chaque paramètre, à un exercice concluant d'intercalibration avec un laboratoire agréé.

Le programme annuel d'autosurveillance consiste en un calendrier prévisionnel de réalisation des mesures. Il doit être représentatif des particularités (activités industrielles, touristiques...) de l'agglomération d'assainissement. Il est adressé par le maître d'ouvrage avant le 1^{er} décembre de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge du contrôle pour acceptation, et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau. Cet exercice est réalisé en vue de la validation des données d'autosurveillance de l'année à venir. Le rapport final est transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau.

Le préfet peut adapter les paramètres à mesurer et les fréquences des mesures, en application des articles R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales et R. 214-15 et R. 214-18 ou R. 214-35 et R. 214-39 du code de l'environnement, notamment dans les cas suivants :

1° La station de traitement des eaux usées reçoit des charges polluantes variant fortement au cours de l'année ou dépassant sa capacité nominale ;

2° Le débit du rejet de la station de traitement des eaux usées est supérieur à 25 % du débit du cours d'eau récepteur du rejet pendant une partie de l'année ;

3° Le respect des objectifs environnementaux des masses d'eau ou d'objectifs de qualité du fait d'un ou plusieurs usages sensibles de l'eau le nécessite ;

4° Le système de collecte recueille des eaux usées non domestiques et notamment des micropolluants ayant un impact sur le risque de non-atteinte des objectifs du SDAGE ou sur les usages sensibles au niveau local. Dans ce cas, le préfet prescrit la mise en place d'une surveillance complémentaire telle que prévue à l'article 18-I ci-dessous.

En outre, des dispositions de surveillance renforcée doivent être prises par le maître d'ouvrage, dans les situations décrites aux alinéas 2 et 3 de la définition 23 de l'article 2 ci-dessus, hors inondations, pendant lesquelles le maître d'ouvrage ne peut pas assurer la collecte ou le traitement de l'ensemble des eaux usées.

Le maître d'ouvrage estime alors le flux de matières polluantes rejetées au milieu dans ces circonstances. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DBO5, la DCO, les MES, le NTK, le NH₄, le Ptot aux points de rejet, et l'impact sur le milieu récepteur et ses usages sensibles, notamment par une mesure de l'oxygène dissous.

V. – Dispositions générales

Le préfet peut compléter les dispositions du présent article au regard des objectifs environnementaux et usages sensibles des masses d'eau réceptrices et des masses d'eau aval.

Art. 18. – Surveillance complémentaire relative aux rejets des systèmes d'assainissement.

I. – Surveillance complémentaire de la présence de micropolluants dans les rejets des stations de traitement des eaux usées

Le préfet peut demander la réalisation de campagnes de mesures de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées, notamment dans le cas où les micropolluants visés sont réglementés par des engagements communautaires ou internationaux ou ont été identifiés comme pertinents ou problématiques au niveau local.

Le préfet peut en outre prescrire un suivi analytique régulier des micropolluants qui auront été caractérisés comme pertinents ou significatifs. Ces obligations sont réévaluées régulièrement au regard des résultats des analyses et de l'évolution du contexte local, des caractéristiques de l'installation de traitement et du système de collecte des eaux usées.

Les résultats de ces mesures sont transmis selon les modalités fixées à l'article 19-I ci-dessous, dans le mois suivant leur réception par le maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau concernés.

II. – Surveillance de l'incidence des rejets du système d'assainissement sur la masse d'eau réceptrice

A la demande du préfet, le maître d'ouvrage gérant une ou plusieurs agglomérations d'assainissement, qui rejettent les eaux usées traitées dans la même masse d'eau, réalise régulièrement un suivi approprié du milieu récepteur lorsque les rejets risquent de dégrader l'état ou de compromettre le respect des objectifs environnementaux du milieu récepteur et des masses d'eau aval et leur compatibilité avec les usages sensibles.

En cas de rejet dans un cours d'eau, au minimum deux points de mesures sont à identifier : l'un en amont des points de rejet de l'agglomération, l'autre à leur aval. La localisation et les conditions de prélèvement au droit de ces points sont soumises à l'accord préalable du service en charge du contrôle. Dans le cas où le maître d'ouvrage gère plusieurs stations de traitement des eaux usées, la surveillance en amont et en aval des rejets des stations pourra être remplacée par un programme général de suivi des masses d'eau impactées par les rejets.

En cas d'infiltration des eaux usées traitées, un programme de surveillance des eaux souterraines, soumis à l'accord préalable du service en charge du contrôle, est mis en place sur la base des préconisations de l'étude hydrogéologique prévue à l'article 8 ci-dessus.

III. – Surveillance complémentaire du fonctionnement et des rejets des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure à 600 kg/j de DBO5 ayant pour exutoire la mer ou l'océan

Conformément aux dispositions de la convention OSPAR du 22 septembre 1992 susvisée, le maître d'ouvrage d'une station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure à 600 kg/j de DBO5, dont l'émissaire déverse ses eaux usées directement dans l'Atlantique, la Manche ou la mer du Nord, réalise l'estimation ou la mesure du flux annuel déversé pour les paramètres suivants : mercure total (Hg), cadmium total (Cd), cuivre total (Cu), zinc total (Zn), plomb total (Pb), azote ammoniacal exprimé en N, nitrate exprimé en N, ortho-phosphate exprimé en P, azote global exprimé en N, phosphore total exprimé en P, MES.

En application de la convention de Barcelone du 10 juin 1995 susvisée et de la convention de Carthagène du 24 mars 1983 susvisée, le maître d'ouvrage d'une station de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure à 600 kg/j de DBO5, dont l'émissaire déverse ses eaux usées directement dans la Méditerranée ou la mer des Caraïbes, réalise l'estimation ou la mesure du flux annuel déversé pour les mêmes paramètres.

Art. 19. – Transmission des données relatives à l'autosurveillance.

Comme le prévoit l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales et en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement transmettent les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N dans le courant du mois N + 1 au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau concernés. Cette transmission concerne :

1° Les informations et résultats d'autosurveillance obtenus en application des articles 15, 17 et 18 ci-dessus et des annexes 1 et 2 ;

2° Le cas échéant, les résultats des mesures d'autosurveillance dans le cadre des autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte, en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 13 ci-dessus.

Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chaque maître d'ouvrage transmet les informations et résultats d'autosurveillance pour la partie du système d'assainissement (station et/ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Dès la mise en service de l'application informatique VERSEAU, le maître d'ouvrage transmet ces données via cette application accessible à une adresse disponible auprès du service en charge du contrôle. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prévues au premier alinéa du présent article.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté ou par le préfet, l'information du service en charge du contrôle est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En cas de rejets non conformes susceptibles d'avoir un impact sanitaire sur les usages sensibles situés à l'aval, le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement alerte immédiatement le responsable de ces usages, lorsqu'il existe, le service en charge du contrôle et l'agence régionale de santé concernée. Les modalités de transmission de ces informations sont définies, au cas par cas, entre le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement, les responsables concernés et l'agence régionale de santé dans un protocole qui prévoit notamment la définition de l'alerte, la période d'alerte, les mesures de protection des usages concernés et les modalités de levée de l'alerte.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du règlement européen du 18 janvier 2006 susvisé, les maîtres d'ouvrage des stations de traitement des eaux usées d'une capacité de traitement supérieure à 6 000 kg/j de DBO₅, déclarent chaque année les rejets dans l'eau, dans l'air et dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe de l'arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ainsi que les transferts de déchets dangereux et non dangereux en quantité respectivement supérieure à 2 tonnes/an et 2 000 tonnes/an.

La déclaration se fait par voie électronique sur le site internet de télédéclaration des émissions polluantes (dénommé « GEREPE »), à l'adresse internet suivante : www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr et conformément aux formats de déclaration figurant en annexe à l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent. La déclaration pour l'année en cours est faite avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Art. 20. – Production documentaire.

I. – Cas des agglomérations de taille supérieure ou égale à 120 kg/j DBO₅ et des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO₅

1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;

2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » mentionné à l'article 19 ci-dessus ;

3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :

1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;

2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO₅, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau réalise une expertise technique du manuel, qu'elle transmet au service en charge du contrôle. Dans les départements d'outre-mer, l'office de l'eau réalise une expertise technique du manuel. Après expertise par l'agence de l'eau ou, le cas échéant, l'office de l'eau, le service en charge du contrôle valide le manuel.

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.

Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

2. Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement rédigent en début d'année le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente (station ou système de collecte). Il le transmet au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau avant le 1^{er} mars de l'année en cours.

Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment :

1° Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;

2° Les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...), à savoir, au minimum, les informations décrites à l'article 15 ci-dessus ;

3° Les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc. ;

4° La consommation d'énergie et de réactifs ;

5° Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;

6° Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente mentionnés à l'article 19 ci-dessus. En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de la surveillance complémentaire, mentionnée à l'article 18-I, relative à la présence de micropolluants dans les rejets, est annexé au bilan annuel ;

7° Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ;

8° Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;

9° Un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage dans le cadre du protocole prévu au cinquième alinéa de l'article 19 ci-dessus ;

10° Les éléments du diagnostic du système d'assainissement mentionné à l'article 12 ci-dessus ; pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO5, ces informations sont issues du diagnostic permanent mentionné à l'article 12 ci-dessus ;

11° Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;

12° Une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ;

13° La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

Outre l'envoi au service en charge du contrôle, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

II. – Cas des agglomérations d'assainissement de taille strictement inférieure à 120 kg/j de DBO5 et des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale strictement inférieure à 120 kg/j de DBO5

1. Cahier de vie du système d'assainissement

Le ou les maîtres d'ouvrage des systèmes de collecte et des stations de traitement concernés rédigent et tiennent à jour un cahier de vie.

Toutes les agglomérations concernées disposent d'un cahier de vie de leur système d'assainissement au plus tard deux ans après la publication du présent arrêté.

Le cahier de vie, compartimenté en trois sections, comprend *a minima* les éléments suivants :

Pour la section « description, exploitation et gestion du système d'assainissement » :

1° Un plan et une description du système d'assainissement, comprenant notamment la liste des raccordements non domestiques sur le système de collecte ;

2° Un programme d'exploitation sur dix ans du système d'assainissement ;

3° L'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

Pour la section « organisation de la surveillance du système d'assainissement » :

1° Les modalités de mise en place de l'autosurveillance ;

2° Les règles de transmission des données d'autosurveillance ;

3° La liste des points équipés ou aménagés pour l'autosurveillance et le matériel utilisé ;

4° Les méthodes utilisées pour le suivi ponctuel régulier ;

5° L'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

Pour la section « suivi du système d'assainissement » :

1° L'ensemble des actes datés effectués sur le système d'assainissement ;

2° Les informations et résultats d'autosurveillance obtenus en application des articles 15, 17 et 18 ci-dessus et des annexes 1 et 2 ;

3° Les résultats des mesures d'autosurveillance reçues dans le cadre des autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte, en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 13 ci-dessus ;

4° La liste des événements majeurs survenus sur le système d'assainissement (panne, situation exceptionnelle...) ;

5° Une synthèse annuelle du fonctionnement du système d'assainissement ;

6° Une synthèse des alertes dans le cadre du protocole prévu à l'article 19 ci-dessus ;

7° Les documents justifiant de la destination des boues.

Le cahier de vie et ses éventuelles mises à jour sont transmis pour information à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau et au service en charge du contrôle.

2. Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 et inférieure à 30 kg/j de DBO5 et les agglomérations de taille comprise entre les mêmes valeurs, le ou les maîtres d'ouvrage concernés adressent tous les deux ans un bilan de fonctionnement au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau.

Pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 30 kg/j de DBO5 et inférieure à 120 kg/j de DBO5 et les agglomérations de taille comprise entre les mêmes valeurs, le ou les maîtres d'ouvrage concernés adressent, avant le 1^{er} mars de chaque année, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau, le bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

Outre l'envoi au service en charge du contrôle, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

CHAPITRE IV

Evaluation de la conformité des systèmes d'assainissement et contrôles

Art. 21. – Rôles des agences de l'eau et des offices de l'eau.

I. – Expertise technique du dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Cette expertise concerne les agglomérations d'assainissement de taille supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 et les systèmes d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées a une capacité supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5.

L'agence de l'eau ou l'office de l'eau réalise annuellement une expertise technique du dispositif d'autosurveillance.

Cette expertise a pour objectif de vérifier :

1° La présence des dispositifs de mesure ou d'estimation de débits et de prélèvement d'échantillons mentionnés à l'article 17 ci-dessus ;

2° Le bon fonctionnement et le respect des conditions d'exploitation de ces dispositifs ;

3° La fiabilité et la représentativité des mesures obtenues à partir de ces dispositifs ;

4° Le respect des conditions de transport et de stockage des échantillons prélevés ;

5° Le respect des modalités de réalisation des analyses pour les paramètres fixés par le présent arrêté, complété, le cas échéant, par ceux fixés par le préfet.

L'agence de l'eau ou l'office de l'eau s'appuie sur les informations fournies par le maître d'ouvrage permettant de démontrer la fiabilité de son dispositif d'autosurveillance. A cette fin, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut demander au maître d'ouvrage de produire un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance réalisé par un organisme compétent et indépendant. En outre, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau peut également réaliser un contrôle technique du dispositif d'autosurveillance pour ses propres besoins ou pour le compte du service en charge du contrôle et en concertation avec celui-ci.

L'agence de l'eau statue annuellement sur la validité du dispositif d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage et au service en charge du contrôle. Dans les départements d'outre-mer, le service chargé du contrôle statue sur la validité du dispositif.

II. – Expertise technique des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau procède, avant le 15 avril, à l'expertise technique de toutes les données d'autosurveillance de l'année précédente qui lui ont été transmises. A cette fin, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau, utilise notamment les résultats de l'expertise du dispositif d'autosurveillance, les informations renseignées dans le manuel d'autosurveillance et le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement.

Chaque année, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau statue sur la validité des données d'autosurveillance et transmet les résultats de son expertise au maître d'ouvrage, au service en charge du contrôle et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au plus tard le 15 avril.

Art. 22. – Contrôle annuel de la conformité du système d'assainissement par le service en charge du contrôle.

I. – Dispositions générales

Le service de police de l'eau est en charge du contrôle des installations d'assainissement non collectif destinées à collecter et traiter une charge brute de pollution organique (CBPO) supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 et des systèmes d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif destiné à collecter et traiter une CBPO inférieure à 12 kg/j de DBO5 et collabore avec le service de police de l'eau dans le contrôle des installations d'assainissement non collectif destiné à collecter et traiter une CBPO supérieure à 12 kg/j de DBO5.

La conformité du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, avec les dispositions du présent arrêté et avec les prescriptions fixées par le préfet, est établie par le service en charge du contrôle avant le 1^{er} juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

Le service en charge du contrôle informe le maître d'ouvrage et l'agence de l'eau ou l'office de l'eau, chaque année avant le 1^{er} juin, de la situation de conformité ou de non-conformité des systèmes de collecte et des stations de traitement des eaux usées qui les concernent.

En cas de non-conformité de tout ou partie du système d'assainissement, le maître d'ouvrage fait parvenir au service en charge du contrôle l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

II. – Conformité de la station de traitement des eaux usées

Le pH des eaux usées traitées rejetées est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25 °C, sauf dans les départements d'outre-mer ou en cas de conditions climatiques exceptionnelles. Le préfet peut, dans ces départements ou lors de ces situations exceptionnelles, relever la valeur maximale de température des eaux usées traitées, sans toutefois nuire aux objectifs environnementaux du milieu récepteur, conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

1. Paramètres DBO5, DCO et MES

Pour les paramètres DBO5, DCO et MES, en dehors des situations inhabituelles décrites à la définition 23 de l'article 2 ci-dessus, les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 6 de l'annexe 3 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet. Les performances de traitement sont jugées conformes si le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers non conformes à la fois aux valeurs fixées en concentration et en rendement ne dépasse pas le nombre prescrit au tableau 8 de l'annexe 3. Ces paramètres doivent toutefois en dehors des situations inhabituelles respecter les concentrations réductrices figurant au tableau 6 de l'annexe 3 (1).

2. Paramètres azote et phosphore

Les rejets des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement de taille supérieure à 600 kg/j de DBO5 localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation respectent en moyenne annuelle, pour le paramètre concerné (Ptot ou NGL), les valeurs fixées en concentration ou en rendement figurant au tableau 7 de l'annexe 3 ou, le cas échéant, les valeurs plus sévères fixées par le préfet.

En cas de modification du périmètre de ces zones, un arrêté complémentaire du préfet fixe les conditions de prise en compte de ces paramètres dans le délai prévu à l'article R. 2224-14 du code général des collectivités territoriales.

3. Rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement

Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.

III. – Conformité du système de collecte

Au plus tard le 31 décembre 2015, le ou les maîtres d'ouvrage des systèmes de collecte équipent les déversoirs d'orage et transmettent au service en charge du contrôle et à l'agence ou office de l'eau les données d'autosurveillance, conformément aux dispositions de l'article 17 ci-dessus.

Hors situations inhabituelles décrites à l'article 2 ci-dessus, les eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement sont collectées et acheminées à la station de traitement des eaux usées. Ces effluents y sont épurés suivant les niveaux de performances figurant à l'annexe 3 ou, le cas échéant, ceux plus sévères fixés par le préfet.

Si des déversements sont constatés hors situations inhabituelles, le préfet informe le maître d'ouvrage de sa non-conformité aux obligations réglementaires en matière de collecte des effluents (selon les modalités prévues à l'article L. 171-6 du code de l'environnement). Le préfet mobilise les mesures de police administrative prévues par le code de l'environnement (art. L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8) pour fixer au maître d'ouvrage, sur le fondement d'une approche contradictoire, les performances à atteindre et un échéancier à respecter pour définir et mettre en œuvre, sans coût excessif, les actions correctives nécessaires. Ces actions sont établies et hiérarchisées au regard des enjeux et objectifs de qualité des milieux récepteurs et de leurs éventuels usages.

Art. 23. – Contrôles sur site.

Le service en charge du contrôle peut, selon les modalités prévues aux articles L. 2224-8 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, L. 1331-1-1 du code de la santé publique et dans l'arrêté du 27 avril 2012 susvisé ou des articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement, contrôler le respect des prescriptions du présent arrêté et notamment des valeurs limites approuvées ou fixées par l'autorité administrative. Un double de l'échantillon prélevé est remis à l'exploitant immédiatement après le prélèvement. En cas d'expertise contradictoire, l'exploitant a la charge d'établir que l'échantillon qui lui a été remis a été conservé et analysé dans des conditions garantissant la représentativité des résultats.

Art. 24. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2016 à l'exception de celles relatives à l'autosurveillance du système de collecte pour lesquelles la mise en place des équipements et la transmission des données doivent intervenir au plus tard le 31 décembre 2015.

A compter de cette date, l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 est abrogé.

Art. 25. – Le directeur de l'eau et de la biodiversité et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 juillet 2015.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'eau
et de la biodiversité,*

F. MITTEAULT

*La ministre des affaires sociales,
de la santé
et des droits des femmes,*

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,

B. VALLET

(1) Pour les stations de traitement des eaux usées devant traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/j de DBO5, les règles de tolérance ne s'appliquent pas pour les MES.

A N N E X E S

A N N E X E 1

AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Tableau 1. *Informations d'autosurveillance à recueillir sur les déversoirs en tête de station et by-pass vers le milieu récepteur en cours de traitement*

	CAPACITÉ NOMINALE DE LA STATION (KG/J DE DBO5)				
	< 30	≥ 30 et < 120	≥ 120 et < 600	≥ 600 et < 6 000	≥ 6 000
Vérification de l'existence de déversements	X				
Estimation des débits rejetés		X			
Mesure et enregistrement en continu des débits			X	X	X
Estimation des charges polluantes rejetées			X (1) (2)	X (1) (2)	
Mesure des caractéristiques des eaux usées					X (2) (3)
(1) Les déversoirs en tête de station et les by-pass doivent être aménagés pour permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs sur 24 heures. (2) La mesure des caractéristiques des eaux usées et l'estimation des charges polluantes sont effectuées sur la base des paramètres listés à l'annexe 2. (3) Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes (4° +/- 2) et asservi au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.					

Tableau 2.1. *Informations d'autosurveillance à recueillir en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées sur la file eau*

	CAPACITÉ NOMINALE DE LA STATION (KG/J DE DBO5)			
	< 30	≥ 30 et < 120	≥ 120 et < 600	≥ 600
Estimation du débit en entrée ou en sortie	X (1)			
Mesure du débit en entrée ou en sortie		X (1)		
Mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et sortie			X (2)	X
Mesure des caractéristiques des eaux usées (paramètres mentionnés à l'annexe 2) en entrée et en sortie	X (3) (5)	X (3) (4)	X (4)	X (4)

(1) Pour les lagunes, les informations sont à recueillir en entrée et en sortie.
(2) Pour l'entrée, cette disposition ne s'applique qu'aux nouvelles stations et aux stations faisant l'objet de travaux de réhabilitation. Dans les autres cas, une estimation du débit en entrée est réalisée.
(3) Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé.
(4) Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes (4° +/- 2) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.
La mesure des caractéristiques des eaux usées est effectuée sur la base des paramètres listés à l'annexe 2.
(5) Cette disposition ne s'applique qu'aux stations de capacité nominale de traitement supérieure à 12 kg de DBO5/j nouvelles, faisant l'objet de travaux de réhabilitation ou déjà aménagées.

Tableau 2.2. *Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux apports extérieurs sur la file eau (matières de vidange, matières de curage...)*

	CAPACITÉ NOMINALE DE LA STATION (KG/J DE DBO5)	
	< 600	≥ 600
Apports extérieurs de boues : Quantité brute, quantité de matières sèches et origine	X (1) (2)	X (1) (2)
Nature et quantité brute des apports extérieurs	X (3)	X (3)
Estimation de la qualité des apports extérieurs, si la fréquence de ces apports est au moins une fois par mois en moyenne sur l'année	X (4)	
Mesure de la qualité des apports extérieurs, si la fréquence de ces apports est de plus d'une fois par mois en moyenne sur l'année	X (5)	
Mesure de la qualité des apports extérieurs, quelle que soit la fréquence de ces apports		X (5)

(1) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.
(2) La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute, et des quantités de boues produites.
(3) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume.
(4) L'estimation de la qualité des apports extérieurs est réalisée sur la base de données de références sur les types d'apports extérieurs.
(5) La mesure de la qualité est effectuée sur la base des paramètres listés à l'annexe 2.

Tableau 2.3. *Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées (refus de dégrillage, matières de dessablage, huiles et graisses)*

	TOUTE CAPACITÉ NOMINALE DE STATION
Nature, quantité des déchets évacués et leur(s) destination(s).	X

Tableau 2.4. *Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux boues issues du traitement des eaux usées*

	TOUTE CAPACITÉ NOMINALE DE STATION
Apports extérieurs de boues : Quantité brute, quantité de matières sèches et origine	X (1) (2) (5)
Boues produites : Quantité de matières sèches	X (2) (3) (5)

	TOUTE CAPACITÉ NOMINALE DE STATION
Boues évacuées : Quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et destination (s)	X (1) (2) (4) (5)
(1) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume. (2) La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute et des quantités de boues produites. (3) Quantité de boues produites par l'ensemble des files « eau » de la station, avant tout traitement et hors réactifs. (4) Les informations relatives à la destination première des boues sont transmises au moment de leur évacuation. Les informations relatives à la destination finale des boues sont transmises pour chaque année civile et par destination. (5) Pour les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale inférieure à 60 kg/j de DBO5, les quantités de boues peuvent être estimées.	

Tableau 2.5. *Informations d'autosurveillance à recueillir relatives à la consommation de réactifs et d'énergie*

	TOUTE CAPACITÉ NOMINALE DE STATION
Consommation d'énergie	X
Quantité de réactifs consommés sur la file eau et sur la file boue	X

Tableau 2.6. *Informations d'autosurveillance à recueillir relatives aux volumes d'eaux usées traitées réutilisées conformément à la réglementation en vigueur*

	TOUTE CAPACITÉ NOMINALE DE STATION
Volume d'eaux usées traitées réutilisées	X
Destination des eaux usées traitées réutilisées	X

ANNEXE 2

MODALITÉS D'AUTOSURVEILLANCE DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Tableau 3. *Fréquences minimales, paramètres et type de mesures à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement inférieure à 120 kg/j de DBO5 (1)*

Capacité nominale de traitement de la station en kg/j de DBO5	≤ 12	> 12 et ≤ 30	> 30 et ≤ 60	> 60 et < 120
Nombre de bilans 24 h		1 tous les 2 ans (2) (3)	1 par an (2) (4)	2 par an (2)
Nombre de passages sur la station	Fréquence indiquée dans le programme d'exploitation défini à l'article 20-II (5) (6)			

(1) Dans le cas où la charge brute de pollution organique reçue par la station l'année N est supérieure à la capacité de la station, les fréquences minimales de mesures et les paramètres à mesurer l'année N + 2 sont déterminés à partir de la charge brute de pollution organique.

(2) Les bilans 24H sont réalisés pour les paramètres suivants : pH, débit, T°, MES, DBO5, DCO, NH4, NTK, NO2, NO3, Ptot.

(3) Seules les stations de traitement des eaux usées nouvelles, réhabilitées ou déjà équipées font l'objet d'un bilan 24H. Pour les autres stations, le bilan 24H est remplacé par une mesure ponctuelle réalisée tous les ans, à une période représentative de la journée.

(4) A la demande du service en charge du contrôle, les bilans de l'année N et de l'année N + 1 peuvent être réalisés consécutivement.

(5) Par passage sur la station, l'arrêté entend le passage d'un agent compétent qui effectuera les actions préconisées dans le programme d'exploitation et remplira le cahier de vie. Ce passage s'accompagne, si nécessaire, de la réalisation de tests simplifiés sur les eaux usées traitées en sortie de station.

(6) Si aucune fréquence de passage n'est renseignée dans le programme d'exploitation défini à l'article 20-II, la fréquence minimale de passage est fixée à un passage par semaine.

Dans les sous-bassins hydrographiques où la France fait application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée, les maîtres d'ouvrage des stations de traitement des eaux usées ou des installations d'assainissement non collectif rejetant dans ces sous-bassins et traitant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 ou inférieure à 120 kg/j de DBO5, évaluent le flux annuel des entrées et sorties pour les paramètres azote (NGL) et phosphore (Ptot). Cette exigence de surveillance des paramètres NGL et Ptot n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances, qui reste à l'appréciation du préfet.

Tableau 4. *Paramètres et fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 (1)*

CAS	Paramètres	CODE SANDRE	CAPACITÉ NOMINALE DE TRAITEMENT DE LA STATION EN KG/J DE DBO5
-----	------------	-------------	---------------------------------------------------------------

CAS	Paramètres	CODE SANDRE		CAPACITÉ NOMINALE DE TRAITEMENT DE LA STATION EN KG/J DE DBO5						
		Paramètre	Unité	≥ 120 et < 600	≥ 600 et < 1800	≥ 1 800 et < 3 000	≥ 3 000 et < 6 000	≥ 6 000 et < 12 000	≥ 12 000 et < 18 000	≥ 18 000
		Paramètre	Unité	≥ 120 et < 600	≥ 600 et < 1800	≥ 1 800 et < 3 000	≥ 3 000 et < 6 000	≥ 6 000 et < 12 000	≥ 12 000 et < 18 000	≥ 18 000
Cas général en entrée et en sortie	Débit	1552	120	365	365	365	365	365	365	365
	pH	1302	264	12	24	52	104	156	365	365
	MES	1305	162	12	24	52	104	156	260	365
	DBO5	1313	175	12	24	52	104	156	260	365
	DCO	1314	175	12	24	52	104	156	260	365
	NTK	1319	168	4	12	24	52	104	208	365
	NH ₄	1335	169	4	12	24	52	104	208	365
	NO ₂	1339	171	4	12	24	52	104	208	365
	NO ₃	1340	173	4	12	24	52	104	208	365
	Ptot	1350	177	4	12	24	52	104	208	365
Cas général en sortie	Température	1301	27	12	24	52	104	156	365	365
Zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre azote) en entrée et en sortie (2)	NTK	1319	168	4	12	24	52	104	208	365
	NH ₄	1335	168	4	12	24	52	104	208	365
	NO ₂	1339	168	4	12	24	52	104	208	365
	NO ₃	1340	168	4	12	24	52	104	208	365
Zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre phosphore total) en entrée et en sortie		1350	177	4	12	24	52	104	208	365

(1) Dans le cas où la charge brute de pollution organique reçue par la station l'année N est supérieure à la capacité de la station, les fréquences minimales de mesures et les paramètres à mesurer l'année N + 2 sont déterminés à partir de la charge brute de pollution organique.

(2) Sauf cas particulier, les mesures en entrée des différentes formes de l'azote peuvent être assimilées à la mesure de NTK.

Tableau 5.1. Paramètres et fréquences des mesures à réaliser sur les apports extérieurs et sur les boues issues du traitement des eaux usées

CAS	PARAMÈTRES ET FRÉQUENCES DES MESURES
Apports extérieurs : Mesure de la qualité des apports extérieurs.	Le maître d'ouvrage indique dans le manuel d'autosurveillance ou le cahier de vie les paramètres qu'il mesure (DCO, DBO5, MES, NTK, Ptot, etc.) et la fréquence des mesures. Les paramètres sont choisis en fonction du type d'apports et de leurs caractéristiques polluantes. La fréquence des mesures est choisie en fonction de la fréquence des apports. Elle devra être supérieure si les apports ne présentent pas de caractéristiques stables ou s'ils représentent une part importante de la pollution totale traitée par le système de traitement des eaux usées.
Boues issues du traitement des eaux usées : Mesure de la siccité des boues pour déterminer la quantité de matières sèches.	Le maître d'ouvrage indique dans le manuel d'autosurveillance ou le cahier de vie la fréquence des mesures de siccité des boues. Cette fréquence est choisie en fonction de la fréquence des apports (pour les apports de boues extérieures), de la fréquence de l'extraction des boues de la file eau (pour la boue produite) et de la fréquence des évacuations (pour les boues évacuées). La fréquence de mesure de la siccité de la boue produite est au minimum celle du tableau 5.2.
Boues issues du traitement des eaux usées : Mesure de la qualité des boues évacuées.	Les paramètres et les fréquences des mesures sont indiquées à l'article 15 du présent arrêté et font référence à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé.

Tableau 5.2. Fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites

Capacité nominale de traitement de la station en kg/j de DBO5	≤ 60	> 60 et < 120	≥ 120 et < 600	≥ 600 et < 1 800	≥ 1 800 et < 3 000	≥ 3 000 et < 6 000	≥ 6 000 et < 12 000	≥ 12 000 et < 18 000	≥ 18 000
Quantité de matières sèches de boues produites (1)	1 (quantité annuelle)		12 (quantité mensuelle)		52 (quantité hebdomadaire)		365 (quantité journalière)		
Mesures de siccité	/	6	12	24	52	104	208	260	365

(1) Code SANDRE du paramètre : 1799. Code SANDRE de l'unité : 67.

ANNEXE 3

PERFORMANCES MINIMALES DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DES AGGLOMÉRATIONS DEVANT TRAITER UNE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE SUPÉRIEURE OU ÉGALE À 1,2 KG/J DE DBO5

Tableau 6. *Performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES. La valeur de la concentration maximale à respecter ou le rendement minimum sont appliqués*

PARAMÈTRE	CHARGE BRUTE de pollution organique reçue par la station en kg/j de DBO5	CONCENTRATION maximale à respecter, moyenne journalière	RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne journalière	CONCENTRATION réductible, moyenne journalière
DBO5	< 120 ≥ 120	35 mg (O2)/l 25 mg (O2)/l	60 % 80 %	70 mg (O2)/l 50 mg (O2)/l
DCO	< 120 ≥ 120	200 mg (O2)/l 125 mg (O2)/l	60 % 75 %	400 mg (O2)/l 250 mg (O2)/l
MES (*)	< 120 ≥ 120	/ 35 mg/l	50 % 90 %	85 mg/l 85 mg/l

Le respect du niveau de rejet pour le paramètre MES est facultatif dans le jugement de la conformité en performance.

(*) Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration réductible des MES dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.

Tableau 7. *Performances minimales de traitement attendues pour les paramètres azote et phosphore, dans le cas d e s s t a t i o n s rejetant en zone sensible à l'eutrophisation. La valeur de la concentration maximale à respecter ou le rendement minimum sont appliqués*

REJET EN ZONE SENSIBLE à l'eutrophisation	PARAMÈTRE	CHARGE BRUTE de pollution organique reçue par la station en kg/j de DBO5	CONCENTRATION maximale à respecter, moyenne annuelle	RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne annuelle
Azote	NGL (1)	> 600 et ≤ 6000 > 6 000	15 mg/l 10 mg/l	70 % 70 %
Phosphore	Ptot	> 600 et ≤ 6 000 > 6 000	2 mg/l 1 mg/l	80 % 80 %

(1) Les échantillons utilisés pour le calcul de la moyenne annuelle sont prélevés lorsque la température de l'effluent dans le réacteur biologique est supérieure à 12 °C.

Tableau 8. *Nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes autorisés en fonction du nombre d'échantillons moyens journaliers prélevés dans l'année*

NOMBRE D'ÉCHANTILLONS MOYENS journaliers prélevés dans l'année	NOMBRE MAXIMAL D'ÉCHANTILLONS MOYENS journaliers non conformes
1-2	0
3-7	1
8-16	2
17-28	3
29-40	4
41-53	5
54-67	6
68-81	7
82-95	8
96-110	9
111-125	10
126-140	11

NOMBRE D'ÉCHANTILLONS MOYENS journaliers prélevés dans l'année	NOMBRE MAXIMAL D'ÉCHANTILLONS MOYENS journaliers non conformes
141-155	12
156-171	13
172-187	14
188-203	15
204-219	16
220-235	17
236-251	18
252-268	19
269-284	20
285-300	21
301-317	22
318-334	23
335-350	24
351-365	25

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 26 février 2021 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

NOR : SSAP2105341A

Publics concernés : propriétaires ou utilisateurs d'installations d'assainissement non collectif, services publics d'assainissement non collectif, professionnels de l'assainissement non collectif (fabricants, concepteurs, bureaux d'étude, installateurs, prestataires de services, vidangeurs), organismes notifiés en charge de l'évaluation des demandes d'agrément des dispositifs de traitement des eaux usées domestiques.

Objet : cet arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Il met en œuvre la disposition provenant de l'article 33 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique qui confie aux organismes notifiés la mission de délivrance des agréments pour les dispositifs d'assainissement non collectif.

Entrée en vigueur : 1^{er} mars 2021.

Notice : le présent arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ainsi que l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif afin de préciser que les organismes notifiés sont chargés de délivrer les agréments des dispositifs d'assainissement non collectif. Par ailleurs, le présent arrêté fixe les délais d'instruction des dossiers de demande d'agrément compatibles et les modalités de publicité des décisions d'agrément.

Références : l'arrêté sera consultable sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>) et dans la partie « Recueil de textes » du portail interministériel de l'assainissement non collectif à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>.

La ministre de la transition écologique et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu le règlement n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;

Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2224-8 à L. 2224-10, L. 2224-12 et R. 2224-17 ;

Vu le code de justice administrative, notamment ses articles R. 421-1 et R. 421-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 231-1 et L. 231-6 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1311-1, L. 1311-2 et L. 1331-1-1 ;

Vu le décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;

Vu le décret n° 2014-1272 du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance des décisions implicites d'acceptation sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie) ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2004 portant application aux fosses septiques préfabriquées du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction ;

Vu l'arrêté du 19 octobre 2006 portant application à certaines installations de traitement des eaux usées du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2013 relatif à la désignation et au suivi des organismes notifiés au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2018 modifiant l'arrêté du 25 août 2015 relatif à la désignation et au suivi des organismes notifiés au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 11 février 2021,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé est modifié comme suit :

1° Au premier alinéa de l'article 7, les termes : « ministres en charge de l'environnement et de la santé » sont remplacés par les termes : « organismes notifiés mentionnés à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales » ;

2° Le dernier alinéa de l'article 7 est supprimé ;

3° Au premier alinéa de l'article 8, les termes : « organismes dits notifiés au titre de l'article 9 du décret du 8 juillet 1992 » sont remplacés par les termes : « organismes notifiés mentionnés à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales » ;

4° Au troisième alinéa de l'article 9, le mot : « dix » est remplacé par le mot : « trente » ;

5° Les septième à dixième alinéas de l'article 9 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'organisme notifié notifie sa décision au demandeur dans les trois mois qui suivent la réception d'un dossier complet de demande d'agrément comprenant l'ensemble des éléments décrits en annexe 5. Cette décision est motivée.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de décision favorable, la notification comprend le numéro d'agrément du dispositif de traitement et la fiche technique descriptive du dispositif de traitement agréé.

En cas de décision favorable, un avis d'agrément comprenant en annexe la fiche technique descriptive du dispositif de traitement agréé et la notice d'utilisation du dispositif de traitement agréé sont publiés sur un portail ministériel dédié à l'assainissement non collectif. » ;

6° Au premier alinéa de l'article 10, les mots : « publiées au *Journal officiel* de la République française » sont supprimés ;

7° Au dernier alinéa de l'article 13, les mots : « au *Journal officiel* de la République française » sont supprimés ;

8° Au sixième alinéa de l'article 15, les mots : « au *Journal officiel* de la République française » sont supprimés ;

9° A l'annexe 5, après la quatrième ligne du tableau, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Rapport d'essais réalisés conformément au protocole décrit en annexe 2.	x	
-------------------------------------------------------------------------	---	--

».

Art. 2. – L'arrêté du 27 avril 2012 susvisé est modifié comme suit :

Au deuxième alinéa du 5 de l'article 2, les mots : « ministères en charge de l'environnement et de la santé » sont remplacés par les mots : « organismes notifiés mentionnés à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ».

Art. 3. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1^{er} mars 2021.

Art. 4. – La ministre de la transition écologique et le ministre des solidarités et de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 février 2021.

Le ministre des solidarités
et de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
J. SALOMON

La ministre de la transition écologique,
Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale de l'aménagement,
du logement et de la nature,
S. DUPUY-LYON

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 24 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

NOR : TECL2432470A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-10-4 à L. 213-10-6 et D. 213-48-12-1 à D. 213-48-12-13 ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 16 décembre 2024 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 19 décembre 2024 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 12 décembre 2024,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – I. – Le 1 du I de l'article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé est ainsi modifié :

a) Le dixième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau ou l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer et le service en charge du contrôle réalisent, chacun pour les parties relevant de sa compétence, une expertise technique du manuel. Après finalisation de l'expertise, le service en charge du contrôle valide le manuel. » ;

b) Le dernier alinéa est supprimé ;

II. – Au premier alinéa du II de l'article 20, après les mots : « d'assainissement collectif », sont insérés les mots : « et installations d'assainissement non collectif ».

Art. 2. – Le dixième alinéa du I de l'article 21 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Après la deuxième phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée :

« La grille d'expertise à appliquer pour la réalisation du contrôle technique des dispositifs d'autosurveillance est consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : <https://www.Assainissement.developpement-durable.gouv.fr> » ;

2° La cinquième phrase est remplacée par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque la fiabilité du dispositif d'autosurveillance n'est pas démontrée, le maître d'ouvrage peut faire réaliser un second contrôle technique et transmettre le rapport de ce contrôle à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau, au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le premier contrôle a été réalisé. Dans ce cas, l'agence de l'eau ou l'office de l'eau s'appuie sur ce second contrôle pour statuer sur la validité du dispositif d'autosurveillance. »

Art. 3. – Le tableau 2.1 de l'annexe I du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

	CAPACITÉ NOMINALE DE LA STATION (KG/J DE DBO5)				
	< 12	≥ 12 et < 30	≥ 30 et < 120	≥ 120 et < 600	≥ 600
Estimation du débit en entrée ou en sortie	X (1)	X (1)			
Mesure du débit en entrée ou en sortie			X (1) (6)		

	CAPACITÉ NOMINALE DE LA STATION (KG/J DE DBO5)				
	< 12	≥ 12 et < 30	≥ 30 et < 120	≥ 120 et < 600	≥ 600
Mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et sortie				X (2)	X
Mesure des caractéristiques des eaux usées (paramètres mentionnés à l'annexe 2) en entrée et en sortie	X (3)	X (3) (4) (5) (6)	X (3) (4) (6)	X (4)	X(4)
<div>(1) Pour les lagunes, les informations sont à recueillir en entrée et en sortie.</div> <div>(2) Pour l'entrée, cette disposition ne s'applique qu'aux nouvelles stations et aux stations faisant l'objet de travaux de réhabilitation. Dans les autres cas, une estimation du débit en entrée est réalisée.</div> <div>(3) Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé.</div> <div>(4) Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (maintenus à 5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. La mesure des caractéristiques des eaux usées concerne les paramètres listés à l'annexe 2.</div> <div>(5) Cette disposition ne s'applique qu'aux stations de capacité nominale de traitement supérieure à 12 kg de DBO5/j nouvelles, faisant l'objet de travaux de réhabilitation ou déjà aménagées.</div> <div>(6) Les mesures sont réalisées conformément au cahier des charges, consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr.</div>					

Art. 4. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 5. – La directrice de l’eau et de la biodiversité et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 décembre 2024.

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
G. EMERY

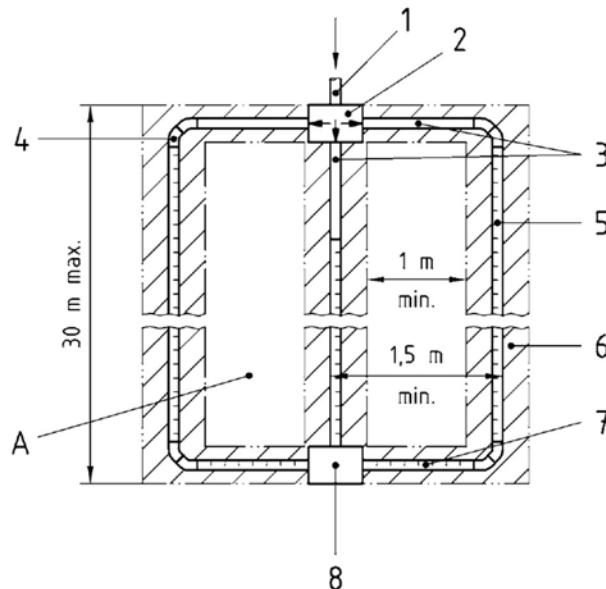
*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*
Pour la ministre et par délégation :
La directrice de l’eau et de la biodiversité,
C. DE LAVERGNE

ANNEXE 3 :

LES DIFFERENTES FILIERES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

TRANCHÉES D'ÉPANDAGE

Vue de dessus d'une tranchée d'épandage



Légende :

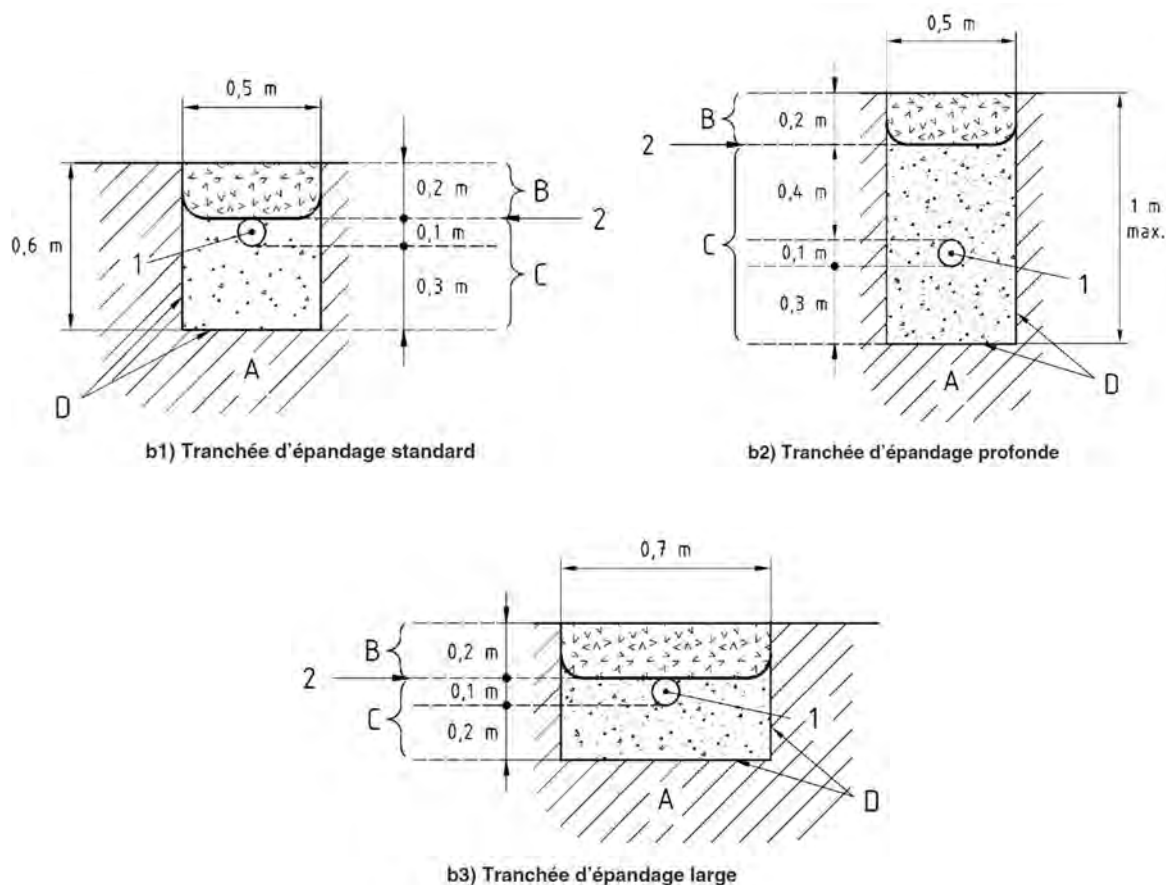
Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Tranchées d'épandage de 0,50m minimum de large
- 7 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage (non pris en compte dans la longueur totale d'épandage)
- 8 Boîte(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)

Matériaux

- A Terrain naturel

Coupe transversale d'une tranchée d'épandage



Légende :

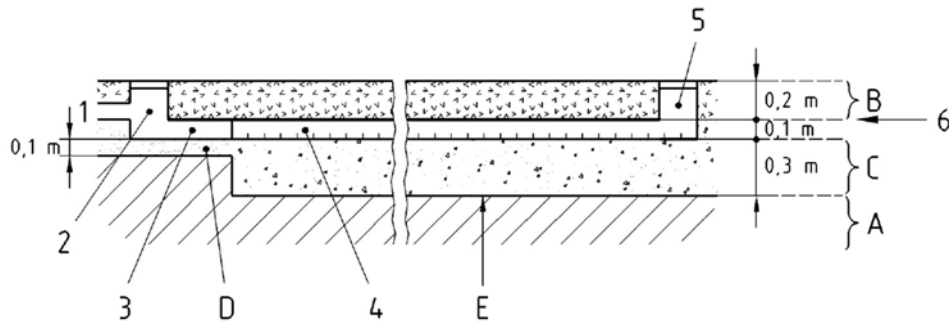
Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Tranchées d'épandage de 0,50m minimum de large
- 7 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage (non pris en compte dans la longueur totale d'épandage)
- 8 Boîte(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Grapiers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Fond de fouille et parois scarifiés sur 0,02m

Coupe longitudinale d'une tranchée d'épandage centrale



Légende :

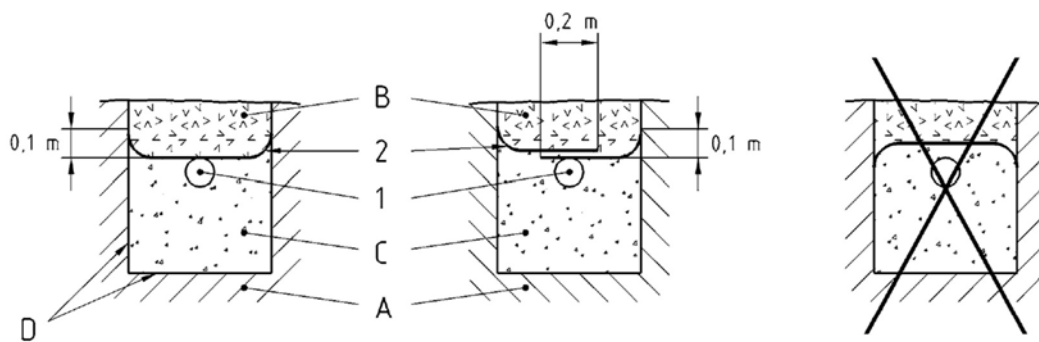
Matériels

- 1 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 2 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)

Matériaux

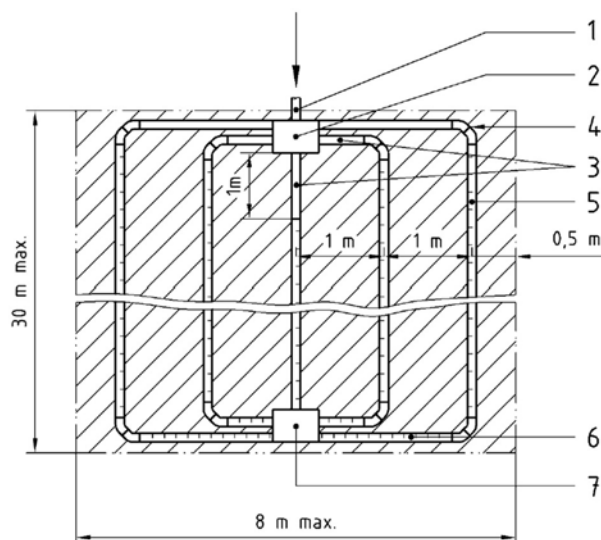
- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Lit de sable
- E Fond de fouille et parois scarifiées sur 0,02m

Coupe transversale : mise en œuvre du géotextile de recouvrement

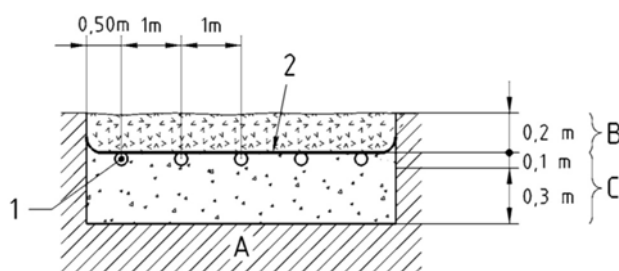


LIT D'ÉPANDAGE À FAIBLE PROFONDEUR

Vue de dessus



Coupe transversale



Légende :

Matériels

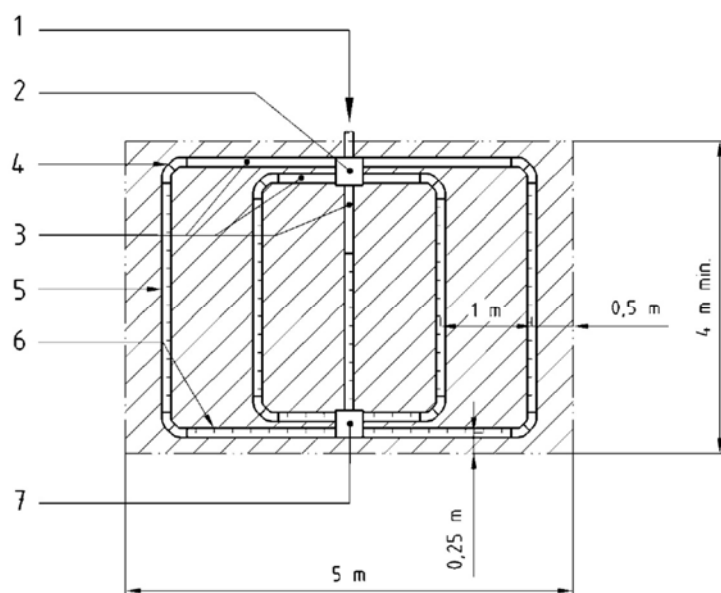
- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage (non pris en compte dans la longueur totale d'épandage)
- 7 Boite(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Gravier lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm

FILTRE À SABLE VERTICAL NON DRAINÉ

Vue de dessus

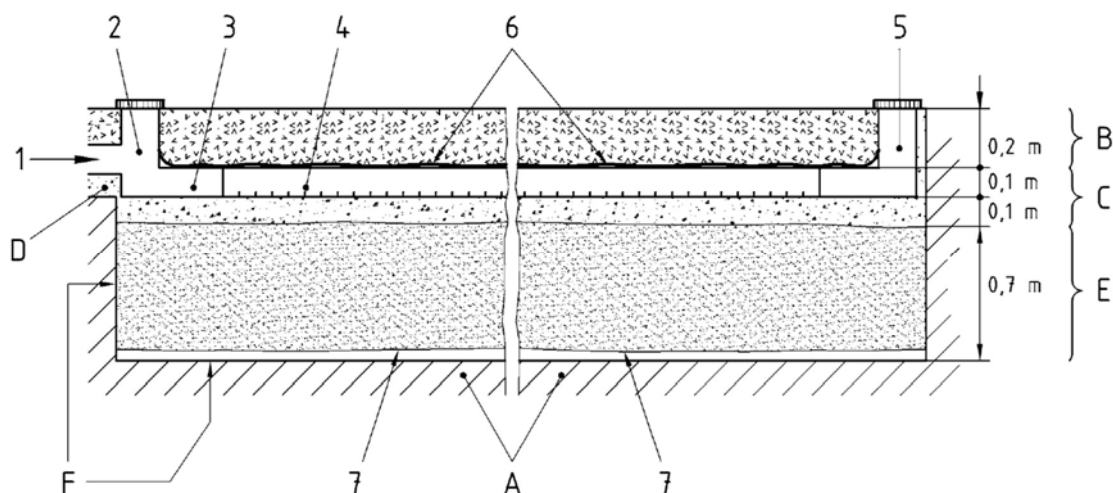


Légende :

Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage
- 7 Boite(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)

Coupe longitudinale



Légende :

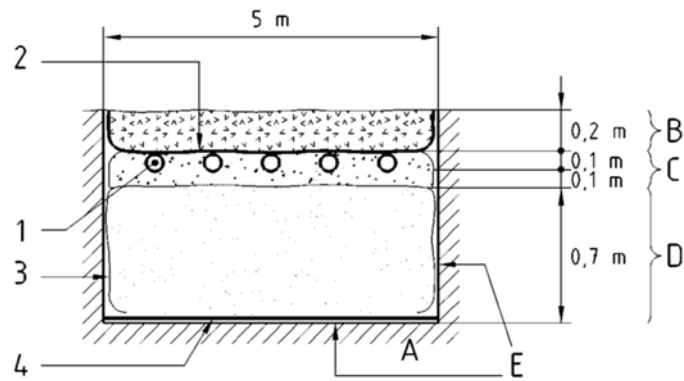
Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 5 Boîte(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 6 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)
- 7 Géogrille éventuelle en fond de fouille (exemple de roche fissurée)

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Lit de sable stable
- E Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)
- F Fond de fouille et parois scarifiés sur 0,02m

Coupe transversale



Légende :

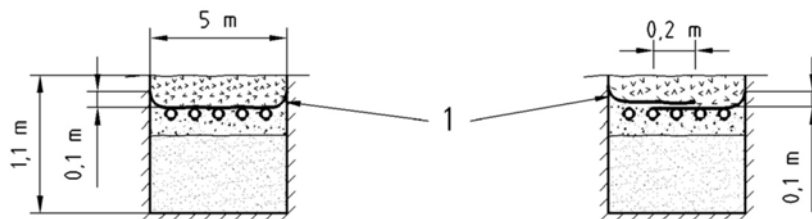
Matériels

- 1 Tuyau d'épandage
- 2 Géotextile de recouvrement
- 3 Film éventuel sur les parois
- 4 Géogridle éventuelle en fond de fouille

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)
- E Fond de fouille et parois scarifiées sur 0,02m

Coupes transversales : mise en œuvre du géotextile de recouvrement

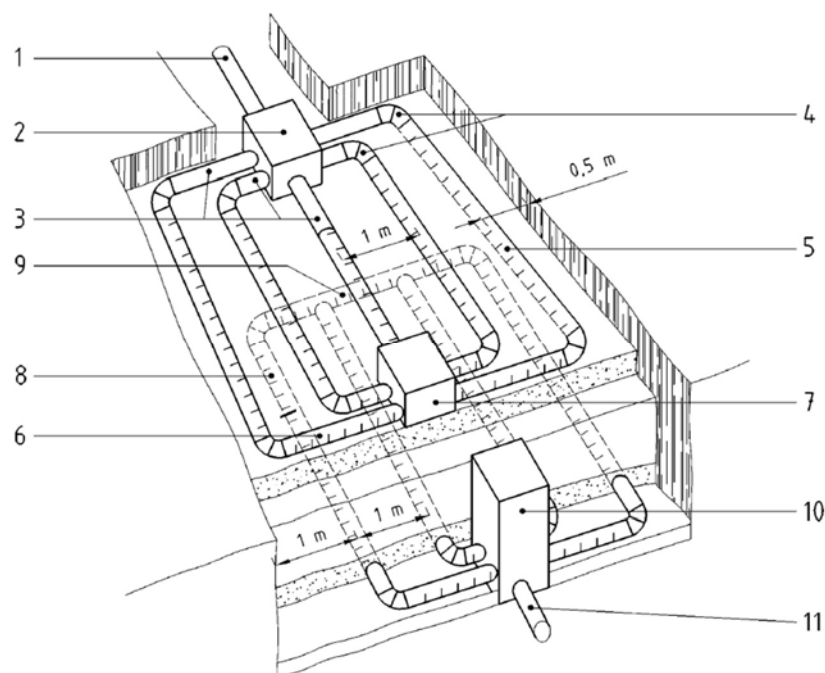


Légende :

Matériels

- 1 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)

FILTRE À SABLE VERTICAL DRAINÉ

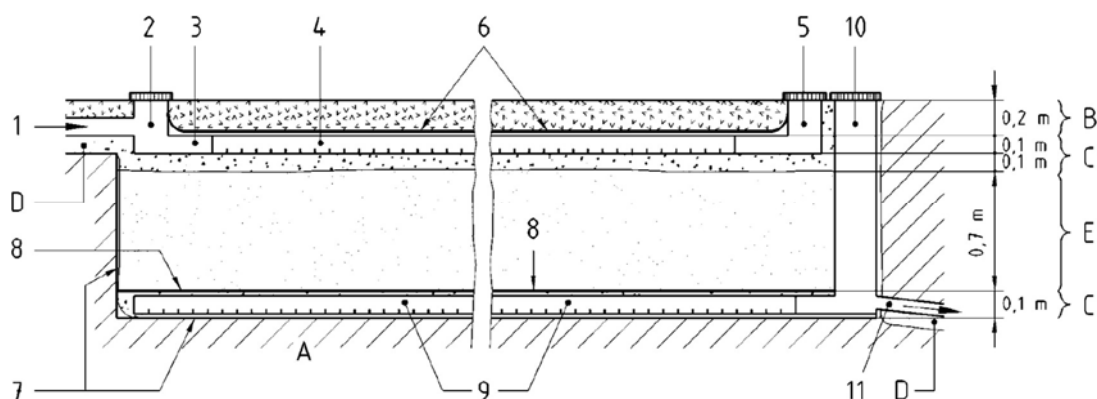


Vue de dessus

Légende :

Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage
- 7 Boite(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 8 Tuyau de collecte avec fentes orientées vers le bas
- 9 Bouclage des tuyaux de collecte par un tuyau de collecte avec fentes orientées vers le bas
- 10 Boîte de collecte
- 11 Tuyau plein d'évacuation vers l'exutoire (pente de 0,5% min.)



Coupe longitudinale

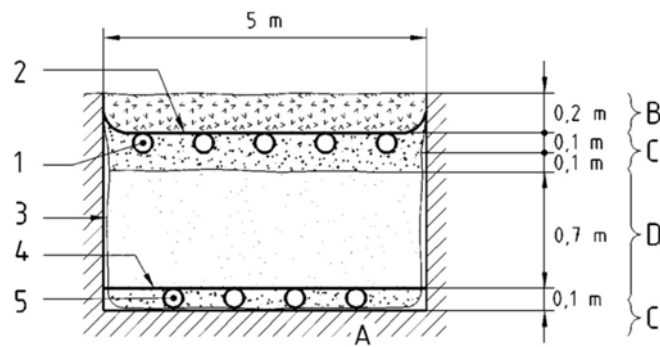
Légende :

Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 5 Boite(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 7 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)
- 8 Géogridde de séparation
- 9 Tuyau de collecte avec fentes orientées vers le bas
- 10 Boîte de collecte
- 11 Tuyau plein d'évacuation vers l'exutoire (pente de 0,5% min.)

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Gravier lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Lit de pose (sable)
- E Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)



Coupe transversale

Légende :

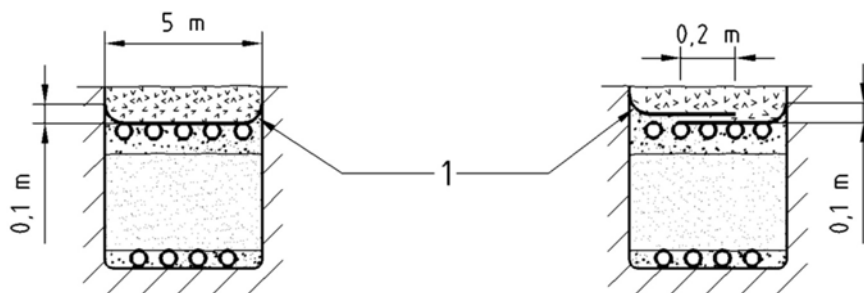
Matériels

- 1 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 2 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)
- 3 Film imperméable éventuel et d'un seul tenant sur les parois et le fond de fouille (dans le cas d'une roche fissurée)
- 4 Géogrille de séparation
- 5 Tuyau de collecte avec fentes orientées vers le bas

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)

Coupes transversales : mise en œuvre du géotextile de recouvrement



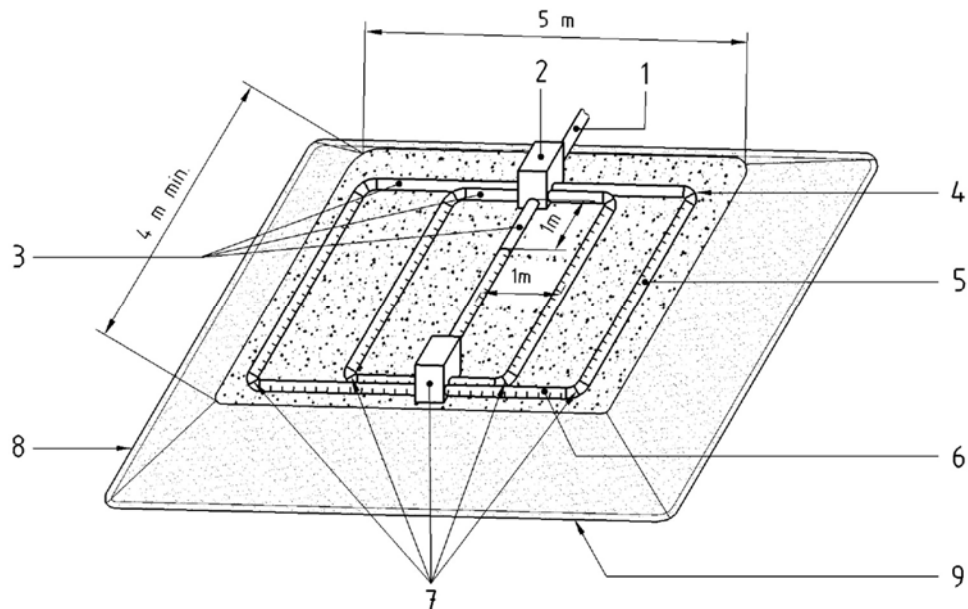
Légende :

Matériels

- 1 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)

TERTRE D'INFILTRATION

Vue de dessus

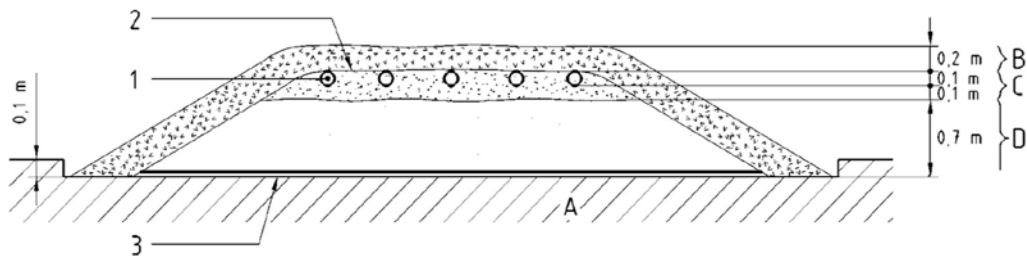


Légende :

Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par conduite de refoulement ou tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1m sur le tuyau d'épandage central
- 4 Chaque angle composé de deux coudes à 45° ou d'un coude à 90° à grand rayon
- 5 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 6 Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage
- 7 Boite(s) de bouclage branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 8 Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10m min. de chaque côté)
- 9 Géogrille éventuelle en fond de fouille

Coupe transversale : tertre d'infiltration hors sol



Légende :

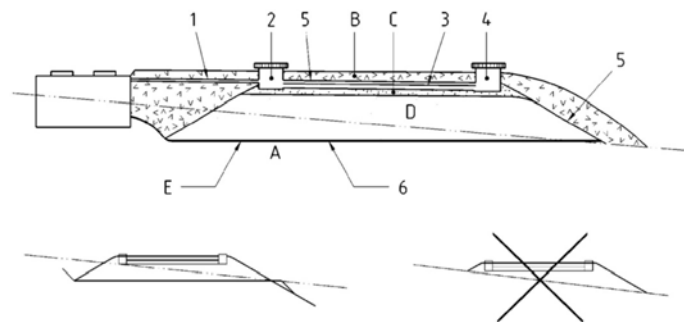
Matériels

- 1 Tuyau d'épandage
- 2 Géotextile de recouvrement
- 3 Géogrille éventuelle en fond de fouille

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)

Coupes longitudinales : tertre d'infiltration en terrain en pente



Légende :

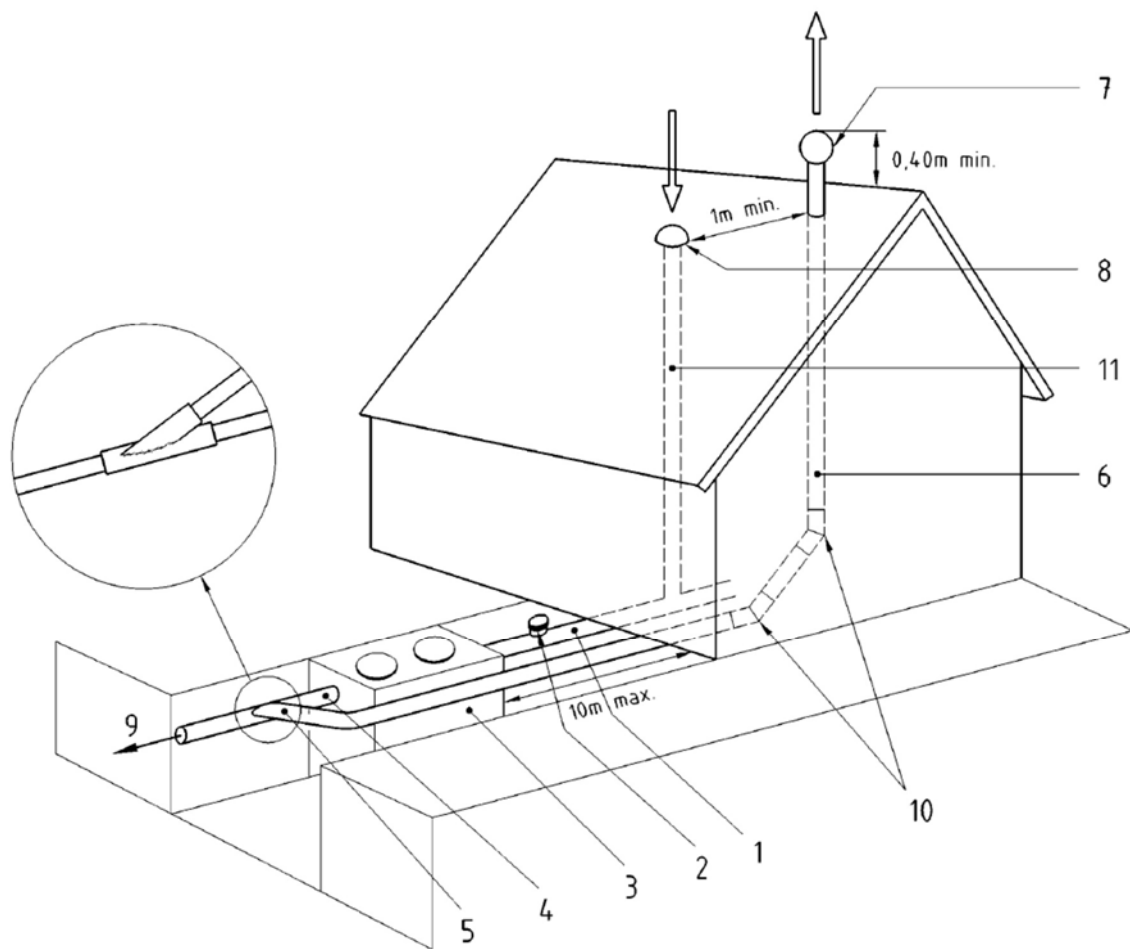
Matériels

- 1 Arrivée des eaux prétraitées par conduite de refoulement ou tuyau plein (pente de 0,5% min.)
- 2 Boîte de répartition
- 3 Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1%)
- 4 Boîte(s) de bouclage, de branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 5 Géotextile de recouvrement
- 6 Géogrille éventuelle en fond de fouille

Matériaux

- A Terrain naturel
- B Terre végétale de recouvrement (0,20m max.)
- C Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D Sable lavé stable à l'eau (cf. XP DTU 64.1 P1-2)
- E Fond de fouille et parois scarifiées sur 0,02m

VENTILATIONS DE FOSSE TOUTES EAUX



Légende :

Matériels

- 1 Canalisation d'amenée des eaux usées domestiques (pente de 2% min. à 4% max.)
- 2 Té ou boîte de branchement ou d'inspection
- 3 Fosse septique (avec préfiltre intégré ou avec un préfiltre non intégré posé en aval de la fosse septique)
- 4 Canalisation d'écoulement des eaux prétraitées (pente de 0,5% min.)
- 5 Piquage de ventilation haute réalisé à l'aide d'une culotte de 45° positionnée au-dessus du fil d'eau
- 6 Tuyau d'extraction diamètre 100mm min. sur toute sa longueur et sans contre-pente. Ventilation haute (passage possible à l'intérieur de l'habitation)
- 7 Dispositif d'extraction à 0,40m au-dessus du faitage (extracteur statique ou éolien)
- 8 Dispositif d'entrée d'air (ventilation primaire) par chapeau de ventilation
- 9 Évacuation des eaux usées prétraitées (vers dispositif de traitement)
- 10 Succession de deux coudes à 45°
- 11 Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées domestiques (WC, lavabo, baignoire...)

PUITS D'INFILTRATION

Lorsque les eaux traitées ne peuvent pas s'infiltrer dans le sol sous le dispositif de traitement, on utilise un dispositif de traitement drainé. Dans ce cas, les eaux épurées sont évacuées :

Dans le sous-sol par l'intermédiaire d'un puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h. Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune au titre de sa compétence en ANC, en application du III de l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique.

PRINCIPE du puits d'infiltration

La technique du puits d'infiltration est utilisée lorsqu'une couche de sol imperméable empêche l'évacuation de l'eau traitée. Le puits d'infiltration permet à l'eau traitée de traverser la couche imperméable et de se disperser ensuite dans le sous-sol perméable.

ATTENTION : Le puits d'infiltration ne permet pas d'épurer l'eau.

MISE EN OEUVRE

- 1) Il faut buser jusqu'à la rencontre d'un sous-sol perméable. La partie inférieure de la buse doit présenter une surface totale de contact au moins égale à 2m² par pièce principale.
- 2) La surface latérale du puits d'infiltration doit être étanche depuis la surface du sol jusqu'à 0,50m au moins au-dessous de la canalisation amenant les eaux épurées.
- 3) L'effluent épuré doit être déversé au centre du puits d'infiltration par un dispositif assurant une répartition homogène sur toute la surface du puits de telle façon que l'effluent ne ruisselle pas le long des parois.

Arrivée des eaux épurées
pente 0,5 à 1 %
canalisation Ø 100 mm

Tampon

Sol imperméable

Système répartiteur

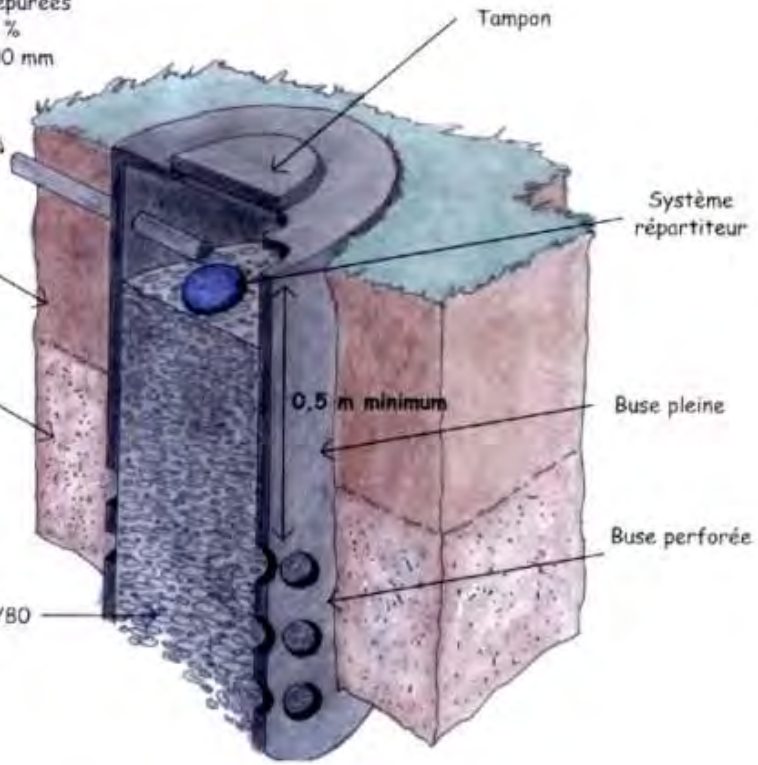
Sol perméable

0,5 m minimum

Buse pleine

Matériaux 40/80

Buse perforée



ANNEXE 3 :

LES SOLUTIONS POUR UNE GESTION A LA SOURCE DES EAUX PLUVIALES

Les solutions pour une gestion à la source des eaux pluviales

Le développement de l'urbanisation et l'imperméabilisation croissante des sols ont fait des eaux pluviales une véritable menace. N'étant plus absorbées par les sols, les eaux pluviales provoquent des inondations ou en aggravent les conséquences.

L'importance des écoulements d'eaux pluviales et leurs impacts sur l'environnement sont directement reliés aux surfaces imperméabilisées ou drainées. Ainsi, lorsque la situation le justifie et afin de ne pas aggraver la situation existante relative à l'écoulement naturel, pour toute nouvelle construction ou tout nouvel aménagement engendrant une imperméabilisation il est préconisé une limitation et/ou une régulation des eaux pluviales issues du ruissellement. Celle-ci peut être envisagée par différentes techniques dont l'objet est de compenser les effets négatifs de l'imperméabilisation (cf. chapitre ci-dessous traitant des techniques alternatives visant à réguler et à limiter les écoulements d'eaux pluviales.)

En outre, par contact avec l'air et par phénomène de lessivage des sols et des surfaces (toits, chaussées ...), l'eau de pluie peut se charger en éléments polluants. Ainsi, dans le cas où la contamination des eaux de pluie est avérée ou très probable, il est souhaitable de les traiter avant de les restituer au milieu naturel.

Les communes et les collectivités sont en première ligne en ce qui concerne la maîtrise du ruissellement et le traitement des eaux pluviales. Cependant, quelles sont réellement leurs obligations en matière de gestion des eaux de pluie, et de quelles compétences disposent-elles pour agir ?

Commune ou collectivité face à la gestion des eaux pluviales :

- Ont-elles l'obligation de collecter et de traiter les eaux pluviales ?

Il n'existe **pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales**. Comme tout propriétaire privé, la commune ou la collectivité a le droit de **laisser s'écouler les eaux pluviales qui tombent sur ses terrains** (domaine public ou privé) ou bien de les recueillir pour les utiliser elle-même, les vendre ou en concéder l'exploitation.

A l'instar des particuliers, la commune ou la collectivité ne doit pas aggraver l'écoulement naturel de l'eau de pluie qui coule de ses terrains vers les fonds inférieurs.

Néanmoins, elle a pour autant une *responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier* (article R141-2 Code de la Voirie Routière).

- De quelles compétences disposent-elles pour agir ?

En tant que gardien de la salubrité et de la sécurité publique le Maire peut faire usage de ses *pouvoirs de police administrative* pour prendre des mesures destinées à prévoir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales.

Dans le cadre du zonage d'assainissement¹ (article 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et article 35 de la Loi sur l'Eau) les communes peuvent être amenées, si le contexte le justifie, à délimiter deux zones complémentaires visant à réguler et à gérer les eaux de pluies.

¹ Délimitation à l'échelle du territoire communal des zones destinées à un assainissement collectif et non collectif pour les eaux usées.

- De quels pouvoirs disposent la commune ou la collectivité face aux particuliers en matière de gestion des eaux pluviales ?

Contrairement aux eaux usées domestiques, il n'existe **pas d'obligation générale** de raccordement des constructions existantes ou futures aux réseaux publics traitant les eaux pluviales qu'ils soient unitaires ou séparatifs.

A contrario, une commune peut tout à fait décider **d'interdire ou de réglementer le déversement d'eaux pluviales dans son réseau d'assainissement**.

Droits et obligations des particuliers par rapport aux eaux pluviales qui tombent sur leurs fonds :

- Existe-t-il un droit de propriété sur l'eau de pluie ?

« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fond » (article 641 du Code Civil).

Un propriétaire peut user et disposer librement des eaux pluviales tombant sur son terrain à la condition de ne pas causer un préjudice à autrui et particulièrement au propriétaire situé en contrebas de son terrain (terrain vers lequel les eaux pluviales ont une tendance naturelle à s'écouler).

- Obligations des particuliers liées à l'écoulement des eaux pluviales :

Servitude d'écoulement : Le propriétaire qui ne désire pas utiliser les eaux pluviales tombant sur son terrain peut laisser s'écouler naturellement vers le(s) fond(s) inférieur(s). Le propriétaire du terrain situé en contrebas (appelé fond inférieur) ne peut s'opposer à recevoir ces eaux, cela constitue pour lui une servitude.

Servitude d'égout de toit (article 681 du Code Civil) : Cette servitude interdit à tout propriétaire de faire s'écouler directement sur les terrains voisins les eaux de pluie tombées sur le toit de ses constructions. Les eaux de pluie tombant sur les toits doivent donc être dirigées soit sur le propre terrain du propriétaire des constructions soit sur la voirie publique.

Remarque : Le Maire peut interdire (ou soumettre à condition) le rejet d'eaux pluviales sur la voie publique. Cette interdiction peut être inscrite dans le Plan Local d'Urbanisme ou dans le règlement d'assainissement.

En outre, le déversement d'eaux pluviales dans un fossé nécessite une autorisation de la part du propriétaire du fossé.

Techniques alternatives visant à réguler et à limiter les écoulements d'eaux pluviales :

L'urbanisation s'accompagne d'une augmentation importante des surfaces actives² produisant des volumes et des débits de pointes de façon brusque ; ce qui génère une évacuation trop rapide des eaux de ruissellement. C'est pourquoi, les techniques dites alternatives, dont l'objet est de compenser les effets négatifs de l'imperméabilisation liés au développement urbain seront privilégiées. Ces techniques à l'échelle de la parcelle visent à laminer les débits de pointes, et à réduire les volumes ruisselés sur la base de trois principes : le stockage, l'infiltration et la réduction de l'imperméabilisation. Les fiches techniques qui suivent ont pour but d'expliquer le principe et la mise en œuvre de chacune de ces techniques, tout en soulignant leurs avantages et inconvénients.

² Surface imperméabilisée générant le ruissellement des eaux de pluie.

Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

« Les bassins secs et en eau »

Descriptif :

L'eau est collectée par un ouvrage d'arrivée, puis stockée dans un bassin avant d'être évacuée vers un exutoire de surface (bassin de retenue) ou infiltrée (bassin d'infiltration). Parmi les bassins de retenue, on distingue les bassins en eau (qui conservent une lame d'eau en permanence) et les bassins secs. Les bassins sont situés soit en domaine public, soit en lotissement ou encore chez un particulier.



Implantation et mise en œuvre :

- La mise en œuvre se fait par mouvement de terre ;
- Leur implantation se fait en un point bas naturel, permettant la collecte gravitaire des eaux de pluie ;
- Le dimensionnement est fonction de la surface collectée et de l'importance du rôle tampon qu'il doit jouer.

Conseils d'entretien :

- Il faut surveiller l'état d'envasement du bassin et effectuer un curage qu'en celui-ci devient trop important (volume utile du bassin réduit) ;
- S'assurer du dégagement de la conduite d'amenée des eaux dans le bassin (point l'envasement à tendance à être plus important et où l'on peut observer un développement de végétaux) ;
- Dans le cas de bassins secs, ils sont généralement aménagés en espaces verts, l'entretien peut s'effectuer comme tel.

Avantages et inconvénients :

Avantages :

Les bassins font partie de l'aménagement paysager. Les bassins secs peuvent servir d'espaces verts inondables ou être utilisés comme espace de loisir. Les bassins en eau constituent, quant à eux, un lieu de promenade ou d'activités aquatiques.

Inconvénients :

- le risque lié à la sécurité pour des riverains et les éventuelles nuisances dues à la stagnation de l'eau;
- ils occupent un espace important ;
- la pollution de la nappe pour les bassins d'infiltration.

Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

« Les chaussées réservoir »

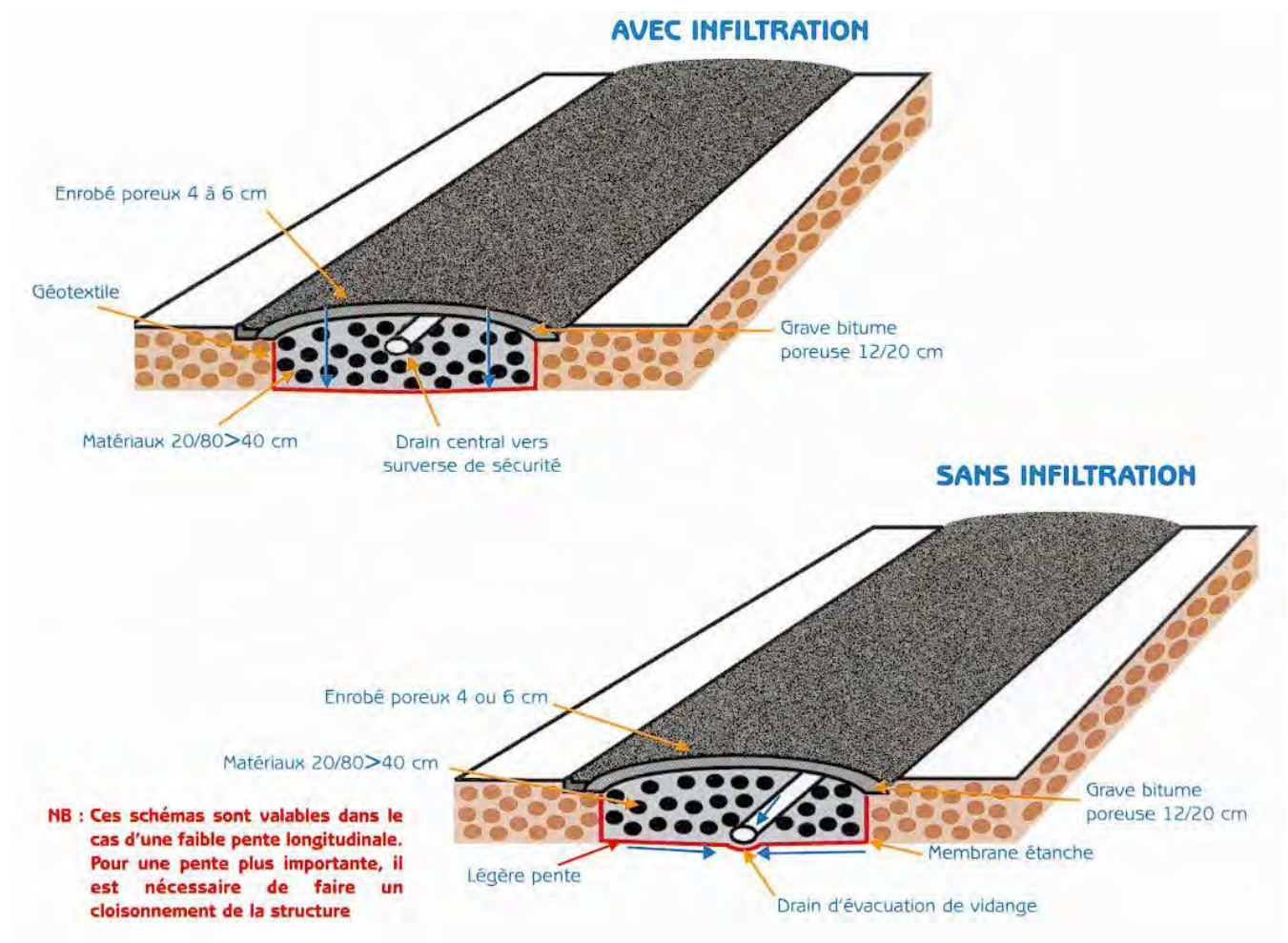
Descriptif :

Utilisée pour la voirie et les parkings, la structure réservoir permet de stocker les eaux pluviales dans le corps de la chaussée, constitué de pierres calcaires. La chaussée peut être recouverte d'un enrobé poreux qui laisse passer l'eau directement dans la structure réservoir, tout en retenant les impuretés.

On peut ainsi choisir un enrobé traditionnel imperméable avec un système d'avaloirs et de bassins qui collectent et diffusent les eaux de pluie dans la structure. L'eau circule entre les vides laissés par les cailloux et peut être, soit infiltrée dans le sol, soit évacuée vers un exutoire naturel ou un réseau d'eaux pluviales.

Implantation et mise en œuvre :

- Les chaussées à structures réservoir peuvent être considérées comme des bassins enterrés. Cette technique demande à être intégrée très tôt dans l'étude de l'aménagement ;
- Leur réalisation requiert sur certains aspects une attention particulière (contrôle de la pose des drains, diamètre des drains adapté selon le souhait de contrôle vidéo) ;
- Sensibles au colmatage, il est donc important d'éviter tout dépôt sur la voirie ;
- L'aménagement des espaces verts est étudié de manière à éviter toute contamination de la chaussée.



Conseils d'entretien :

- Pour éviter une surcharge des ouvrages à l'amont, le diamètre et la longueur des drains choisis pour faciliter le curage et le contrôle vidéo ;
- Pour une chaussée à structure réservoir avec enrobé étanche, l'entretien des chaussées suffit (simple balayage) ;
- Un contrôle occasionnel sur les drains est recommandé.

Avantages et inconvénients :

Avantages :

- **la chaussée s'intègre au milieu urbain sans occuper d'espace supplémentaire ;**
- les revêtements drainants piègent les polluants par décantation. Ils diminuent également les **bruits de roulement et améliorent l'adhérence** des véhicules.

Inconvénients :

- les revêtements drainants peuvent se colmater et poser des problèmes de viabilité hivernale. **Pour éviter cela, l'entretien doit être régulier afin de maintenir une bonne perméabilité, le curage des bouches d'injection doit être effectué régulièrement pour éviter le colmatage.**

Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

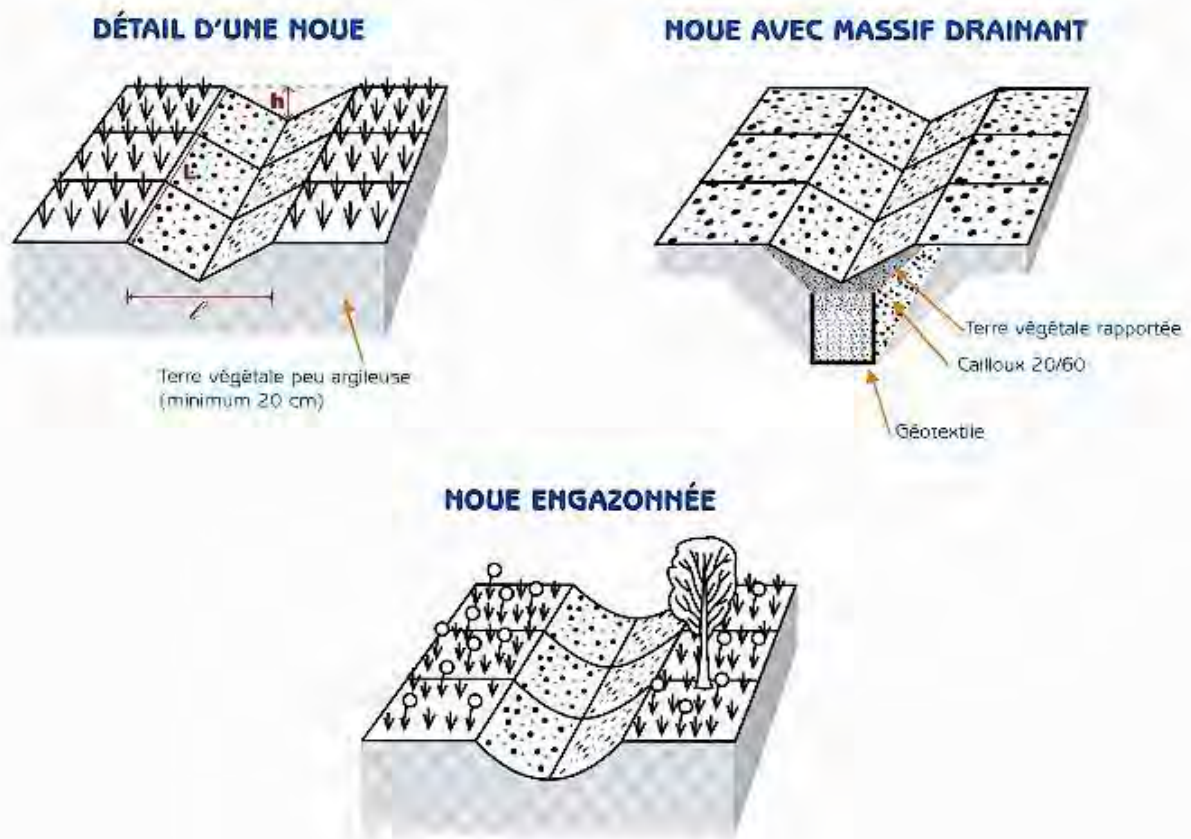
« Les noues »

Descriptif :

Une noue est un fossé large et peu profond avec des rives en pente douce. Elle sert à stocker un épisode de pluie ou à écouler une pluie plus importante.

L'eau est collectée soit par l'intermédiaire de canalisations (récupération des eaux de toiture et de chaussée), soit directement, après ruissellement sur les surfaces adjacentes.

L'eau est ensuite évacuée vers un exutoire (réseau, puits ou bassin de rétention) ou par infiltration dans le sol.



Implantation et mise en œuvre :

- La mise en œuvre se fait par mouvement de terre ;
- Une combinaison est possible avec une tranchée drainante pour un terrain moins perméable ;
- Si la récupération des eaux de ruissellement des surfaces imperméables se fait en un point unique, il est utile de prévoir un raccordement et une diffusion sur la noue selon le schéma du puisard de décantation ;
- Le noue est généralement engazonnée, ou aménagée en espaces verts...;
- De même les abords de la noue peuvent être mis en valeur par des plantations ;
- Plus la pente est douce plus l'entretien sera aisé.

Conseils d'entretien :

- Il faut veiller à ce que la noue ne soit pas encombrée par les feuilles mortes en automne ;
- La noue nécessite simplement un entretien de type paysagé, au même titre qu'un espace vert.

Avantages et inconvénients :

Avantages :

- la noue assure plusieurs fonctions : rétention, régulation, écrêtement des débits et drainage des sols ;
- elle permet de créer un paysage végétal et un habitat aéré ;
- elle peut être réalisée par phase, selon les besoins de stockage.

Inconvénients :

- **la nécessité d'entretenir** régulièrement les noues ;
- les nuisances possibles dues à la **stagnation de l'eau**.

Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

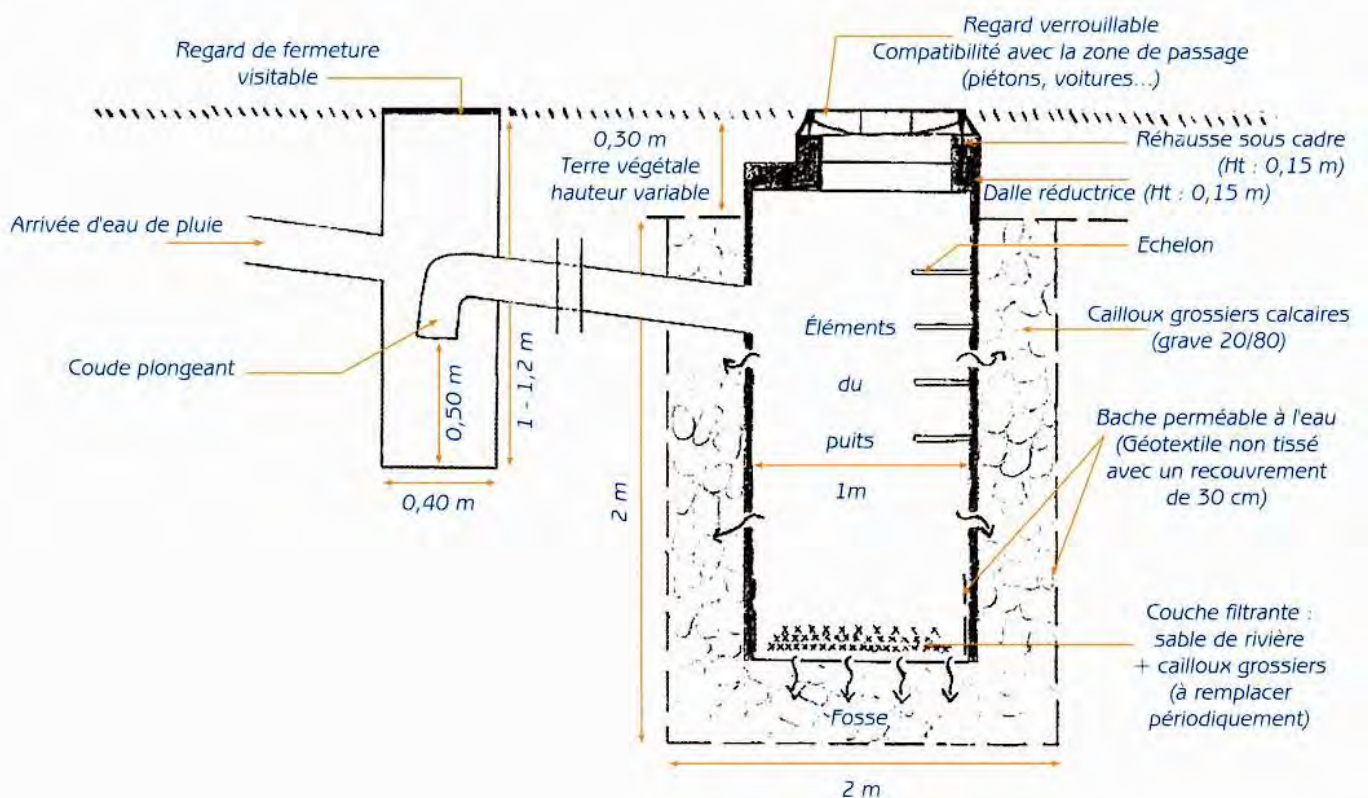
« Le Puits d'infiltration »

Descriptif :

Ces dispositifs assurent le transit des eaux de ruissellement vers les couches perméables du sol. le puit d'infiltration est une solution à mettre en œuvre uniquement s'il n'y a pas de surface d'espace vert ou la possibilité de faire un revêtement perméable. **Ils sont utilisés essentiellement pour recevoir les eaux de toiture.** Le puits est précédé d'un regard de décantation pour piéger les **éléments indésirables**. L'infiltration se fait par le fond du puits et, éventuellement par les côtés formant les parois.

PUISARD DE DÉCANTATION

PUITS D'INFILTRATION



Implantation et mise en œuvre :

- L'accès au puits doit être sécurisé : utiliser un regard en fonte lourde verrouillé ;
- Installer le puits dans la partie basse du terrain et à une distance des habitations au moins égale à la profondeur de ce puits ;
- Eviter la proximité de végétaux importants (les racines pourraient nuire au puits) ;
- Installer un puisard de décantation avant le puits, avec raccordement siphoné plongeant en PVC) pour retenir **les déchets, boues flottants...**
- Dans le cas de constructions neuves, construire le puits à la fin des travaux pour éviter le colmatage ;
- Il est recommandé de se rapprocher d'un professionnel afin de connaître les règles de sécurité à appliquer.

Conseils d'entretien :

- Le puits doit rester facilement accessible pour son contrôle périodique et son entretien régulier ;
- Nettoyer le puits deux fois par an (de préférence après la chute de feuilles) ;
- Renouveler la couche **filtrante** dès que vous remarquez qu'il reste de l'eau dans le puisard 24 heures après la pluie.

Avantages et inconvénients :

Avantages :

- le puits à une conception simple et son utilisation est large ;
- **il s'intègre bien au tissu urbain** du fait de sa faible emprise au sol ;
- **l'entretien se limite au nettoyage annuel** du regard de décantation et au remplacement périodique du gravier ou du sable.

Inconvénients :

- le risque de pollution de la nappe et le colmatage peuvent être minimisés en **respectant les conditions de mise en œuvre et d'entretien recommandées par les spécialistes**.
- concentration des eaux de pluie sur une toute petite surface

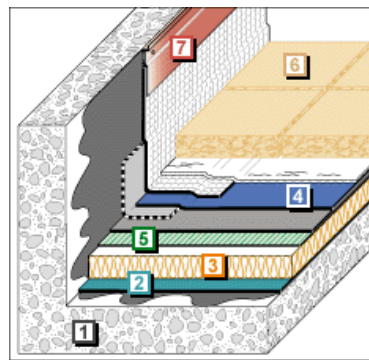
Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

« Les toitures terrasses »

Cette technique est utilisée pour ralentir le plus en amont possible le ruissellement, grâce à un stockage temporaire de quelques centimètres d'eau de pluie sur les toits. Un petit parapet (acrotère) en pourtour de toiture permet de retenir l'eau et de la relâcher à faible débit.

Implantation et mise en œuvre :

- Cette technique peut se révéler intéressante sur des édifices présentant des surfaces de toiture importantes (édifices publics...) ;
- La réalisation nécessite une parfaite maîtrise technique et le choix de ce type de toiture doit être effectué à la construction du bâtiment ;
- La surcharge et les contraintes physiques liées à la **présence d'eau doivent être intégrées** dans la conception du bâtiment.



- 1** Elément porteur
- 2** Ecran pare-vapeur
- 3** Isolant thermique
- 4** Revêtement d'étanchéité
- 5** Ecran d'indépendance
- 6** Protection du revêtement
- 7** Accessoires

Conseils d'entretien :

- Surveiller régulièrement l'étanchéité de l'ensemble;
- Eliminer l'accumulation de feuilles ou de dépôts de différentes natures sur la toiture ;
- 'assurer du dégagement des orifices d'évacuation de l'eau pour éviter une stagnation longue et d'un volume d'eau important sur le toit.

Avantages et inconvénients :

Avantages :

- procédé de stockage immédiat et temporaire à la parcelle ;
- **pas de consommation d'espace au sol ;**
- **s'intègre à tous types d'habitats.**

Inconvénients :

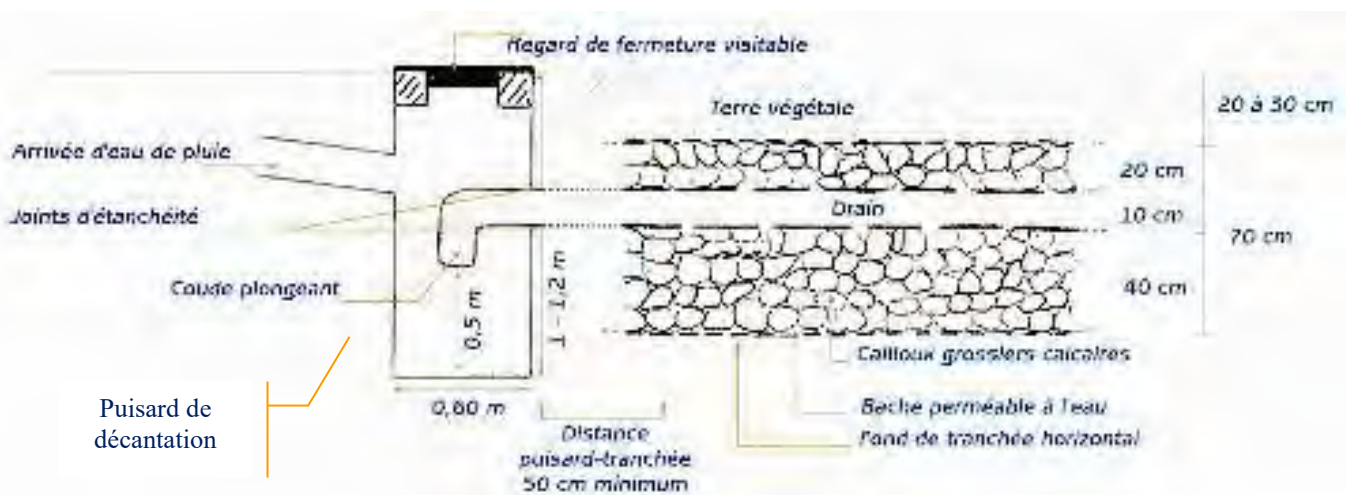
- ce procédé nécessite une réalisation très soignée par des entreprises qualifiées afin de garantir une étanchéité optimale ;
- exige un entretien régulier.

Gestion des eaux pluviales : Techniques alternatives

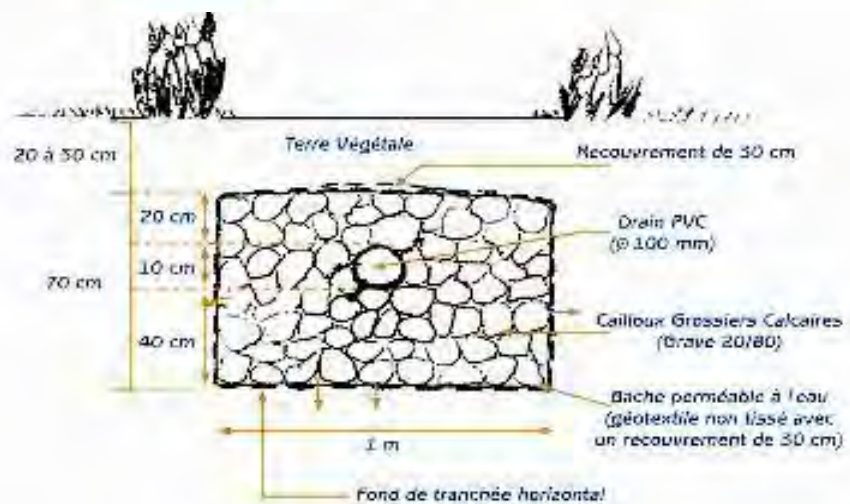
« Les tranchées drainantes »

Descriptif :

Si la couche superficielle du sol est suffisamment perméable, les eaux de ruissellement (terrasses, rues piétonnes, allée de garage,...) peuvent être recueillies par des tranchées drainantes. Ces ouvrages superficiels (1 m de profondeur environ) et linéaire peuvent être revêtus d'un enrobé drainant, d'une dalle de béton, de galets ou de pelouse pour être intégrés dans les espaces verts, ou aménagés en voie d'accès pour les piétons ou les voitures.



« Vue en coupe de la tranchée »



Implantation et mise en œuvre :

- Veiller à ce que le fond de la tranchée soit bien horizontal afin de faciliter la diffusion de l'eau dans la structure ;
- Eviter la plantation d'arbres, de buissons... à proximité de la tranchée ainsi que la pose d'une clôture ;
- Il est suggéré de placer la tranchée drainante dans une zone minéralisée sans plantation (allée de jardin, accès de garage) et de s'écarter au minimum de 2 m des habitations ;
- Positionner le drain au 2/3 de la zone drainante.

Conseils d'entretien :

- Le puisard doit rester accessible pour son contrôle et son entretien ;
- Nettoyer le puisard de décantation 2 fois par an (de préférence après la chute des feuilles).

Avantages et inconvénients :Avantages :

- la tranchée drainante s'intègre bien au paysage urbain et occupe peu d'espace au sol ;
- sa mise en œuvre est facile et bien maîtrisée.

Inconvénients :

- pour éviter les risques de pollution des nappes, les eaux infiltrées doivent être de bonne qualité.

ANNEXE 5

GLOSSAIRE

- Termes concernant les désordres causés par les eaux claires :

EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES (ECP) : Eaux en provenance d'une nappe phréatique ou du ressuyage de sols en période pluvieuse qui par infiltration ou drainage se retrouvent dans les réseaux d'assainissement.

Le caractère permanent ou pseudo-permanent est déterminé par la variabilité de ces apports, qui peut être nulle ou liée aux précipitations avec un temps de réponse variable (de quelques heures à plusieurs jours).

EAUX CLAIRES METEORIOQUES (ECM) : Les erreurs de raccordements d'avaloirs, de grilles ou de gouttières au réseau d'eaux usées entraînent des volumes d'eaux de ruissellement, appelés communément apports d'eaux pluviales au réseau d'eaux usées ou Eaux Claires Météoriques (ECM).

La grandeur caractéristique des ECM étant la surface active.

SURFACE ACTIVE (SA) : surface théorique dont le coefficient de ruissellement est égal à 1 (surface imperméable).

- Termes concernant les analyses de pollution :

DEMANDE BIOCHIMIQUE EN OXYGENE (DBO5) : La Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours est un indicateur de la pollution organique des eaux usées. Elle représente la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes pour décomposer dans des conditions d'incubation données et en 5 jours, les matières organiques et autres qu'ils sont capables de métaboliser. Elle s'exprime en milligramme d'oxygène par litre (mgO₂/l).

Les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique varient entre 250 et 500 mg O₂/l en période diurne ; pour un cours d'eau d'excellente qualité, elle est inférieure à 3 mg O₂/l (pour un cours d'eau hors classe, la DBO5 est supérieure à 25 mg/l).

DEMANDE CHIMIQUE EN OXYGENE (DCO) : La Demande Chimique en Oxygène est la quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder, à partir d'un puissant oxydant chimique et dans des conditions définies, les matières réductrices contenues dans l'eau, en particulier les matières organiques non biodégradables en 5 jours. Le rapport DCO/DBO peut donner une indication sur la biodégradabilité d'une eau usée. Ce rapport est généralement proche de 2,5 pour des eaux usées d'origine domestique.

Les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique varient entre 600 et 1 000 mg O₂/l en période diurne pour un cours d'eau d'excellente qualité, elle est inférieure à 20 mg O₂/l (pour un cours d'eau hors classe, la DCO est supérieure à 80 mg O₂/l).

MATIERES EN SUSPENSION (MES) : Les Matières En Suspension représentent la fraction non dissoute de la pollution. Elles s'expriment généralement en milligrammes par litre (mg/l). On distingue dans les MES les parties minérale et organique.

Les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique sont proches de 600 mg/l.

Cependant, il est à noter que les teneurs en réseau dépendent en particulier de la pente et du caractère du réseau : plat, il y a décantation et les MES ne se retrouvent pas dans le prélèvement ; séparatif, les MES liées aux dépôts sur les voiries ne sont pas dirigées vers le collecteur eaux usées.

AZOTE KJELDAHL TOTAL (NTK) : L'azote est mesuré sous différentes formes, les types d'analyses dépendant des formes chimiques recherchées : on peut les diviser en deux grandes familles (pour ce qui concerne l'épuration) : l'azote réduit et l'azote oxydé.

Le premier correspond à l'azote organique que l'on trouve dans les eaux usées provenant notamment des déchets métaboliques (protéines, urée) d'origine humaine. Cette forme de l'azote est analysée suivant une méthode dite de Kjeldahl. Dans NTK, il y a une forte quantité de sels ammoniaux (NH₄⁺).

L'azote oxydé se retrouve de façon marginale dans les eaux usées, il s'agit de nitrites (NO₂⁻) et des nitrates (NO₃⁻), produits de la transformation chimique (oxydation) de l'azote réduit.

Les nitrites et surtout les nitrates sont présents dans les eaux épurées en sortie de stations d'épuration n'assurant que la nitrification.

Les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique varient entre 50 et 110 mg NTK/l en période diurne ; pour un cours d'eau d'excellente qualité, elle est inférieure à 1 mg/l (pour un cours d'eau hors classe, NTK est supérieur à 10 mg/l).

PHOSPHORE (P) : Le phosphore est mesuré soit sous forme de phosphore total (Pt), soit sous forme de phosphates (PO_4^{3-}). La recherche des fractions minérales (phosphates issus des produits lessiviels) et organiques (d'origine humaine ou industrielle) permet de juger des conditions de traitement biologique des effluents et des risques liés à l'eutrophisation des eaux calmes.

Les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique varient entre 15 et 30 mg Pt/l en période diurne ; pour un cours d'eau d'excellente qualité, elle est inférieure à 0,1 mg/l (pour un cours d'eau hors classe, le Pt est supérieur à 2 mg/l).

AMMONIUM (NH_4^+) : C'est une fraction de l'Azote Kjeldahl Total (cité ci-dessus) qui s'interprète comme un traceur des eaux vannes et qui peut être mesuré seul.

Pour un effluent domestique, les valeurs couramment rencontrées pour un effluent domestique varient entre 45 et 90 mg NH_4^+ /l ; pour un cours d'eau d'excellente qualité, elle est inférieure à 0,1 mg/l (pour un cours d'eau hors classe, le NH_4^+ est supérieur à 8 mg/l).

pH : C'est une grandeur physique qui représente la concentration d'une solution aqueuse en ion hydrogène dans une solution : si le pH est inférieur à 7, la solution est acide ; s'il est supérieur, elle est alcaline (basique).

Pour une eau destinée à la production d'eau potable, le pH doit être compris entre 5,5 et 9. Pour un cours d'eau, elle est généralement comprise entre 6,5 et 8,5.

CONDUCTIVITE : La conductivité est mesurée par la conductance d'une colonne d'eau comprise entre deux électrodes métalliques. Elle augmente avec la teneur en sels dissous et varie en fonction de la température. C'est une mesure qui dépend de la pollution, mais aussi de la qualité de l'eau potable déjà chargée en sels dissous.

Pour une eau destinée à la production d'eau potable, la conductivité doit être inférieure à 1 000 $\mu\text{S}/\text{cm}$ à 20 °C.

POTENTIEL REDOX : On considère que l'effluent est biodégradable si le potentiel Redox est compris dans une certaine plage de valeurs.

EUTROPHISATION : Phénomène naturel ou provenant de l'activité humaine entraînant un déséquilibre écologique menant à un déficit en oxygène dans le milieu aquatique. L'arrivée de matières organiques et de phosphates (eaux usées), nitrate (engrais) qui servent d'aliment aux bactéries, aux animaux microscopiques et aux algues entraînant leur prolifération au détriment de la faune et de la flore.

- Termes concernant l'assainissement des collectivités :

EQUIVALENT HABITANT (E.H.) : Unité qui représente la quantité de pollution engendrée quotidiennement par un habitant. Dans la pratique, cela consiste à définir, pour certains paramètres, la quantité imputable à un habitant dit "moyen", dans une agglomération ou un milieu de vie "moyen".

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : Dispositif individuel à mettre en œuvre sur la parcelle pour le traitement et l'élimination des eaux usées domestiques qui ne peuvent être évacuées par un système d'assainissement public, en raison de la faible densité des habitations.

POSTE DE REFOULEMENT (P.R.) : ouvrage destiné, en assainissement, à élever les eaux d'un niveau à un autre, soit pour le franchissement d'un obstacle, soit pour modifier des tracés devenus économiquement inacceptables en réseau gravitaire (ou en raison de conditions incompatibles avec les données aval).

DEVERSOIR D'ORAGE (D.O.) : Ouvrage de délestage des réseaux d'assainissement par temps de pluie.

RESEAU SEPARATIF : Les riverains sont desservis par un réseau d'eaux usées strictes affecté à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères).

Le réseau d'eaux usées aboutit à un système de traitement des eaux (station d'épuration).

Le réseau d'eaux pluviales, quand il existe, se rejette directement dans le milieu superficiel.

RESEAU UNITAIRE : Les eaux usées et les eaux pluviales sont collectées par un réseau unique qui est en général muni de déversoirs d'orage permettant le rejet d'une partie des eaux lors de pluie importante, vers le milieu naturel.

STATION D'EPURATION : Equipement d'assainissement des eaux usées domestiques ou industrielles ou des eaux pluviales. Selon leurs natures, origine et composition, les eaux peuvent subir plusieurs sortes de traitement :

- des traitements mécaniques, destinés à éliminer les particules en suspension et les matières décantables,
- des traitements chimiques, destinés à transformer les substances dissoutes en matières solides en suspension puis à les éliminer,
- des traitements biologiques, destinés à éliminer les matières organiques dissoutes, grâce à des micro-organismes,
- des traitements de "finition" parfois appelés "tertiaires" (élimination de l'azote et du phosphore).